

Après des émeutes

Le gouvernement péruvien
décrète l'état de siège

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.30 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dh ; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 B. ; Canada, 3 C\$; Danemark, 3 kr. ; Espagne,
20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 10 dr.
Israël, 40 n. ; Italie, 200 L. ; Japon, 120 ¥.
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse,
1 fr. S.A. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 19
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 007-25 Paris
Tél. Paris : 69676
Tél. : 246-72-23

Nouvelle étape pour l'Espagne

LE BOUC ÉMISSAIRE

Chef d'un gouvernement usé par sept mois de marche et de contre-marche sur le chemin caboteux d'une libération tout à la fois proclamée, freinée et rabotée, M. Carlos Arias Navarro apparaît d'abord comme le bouc émissaire d'une crise latente. Devenu infatigable au lendemain des graves incidents de mars à Vitoria, puis épuisé, décidé avant le départ du roi Juan Carlos pour son voyage officiel aux États-Unis, un remaniement ministériel sérieux était souhaité, par les partisans comme par les adversaires des réformes.

Homme du passé, franquiste convaincu, d'une discrétion rassurante, M. Arias Navarro s'est trouvé, par hasard, au carrefour d'ambitions divergentes et au point d'équilibre des luttes de clans.

Son départ était publiquement réclamé avec insistance par les chefs les plus en vue de l'opposition, en particulier par M. José María Gil Robles, qui lui reprochait un malheureux formulaire de « démocratie à l'espagnole » qui faisait songer au Portugal de Caetano.

Mis en accusation par le « bunker » ultra en 1974, alors qu'il défendait une timide libéralisation, il faisait de nouveau cause commune avec la droite conservatrice depuis décembre 1975. En vain. Les ultras lui reprochaient aujourd'hui son manque de décision, son peu d'ardeur à monter au feu pour défendre les « principes sacrés du mouvement », et faire échec à la « subversion menaçante ».

Dès juillet 1974, le Caudillo était malade. M. Arias Navarro avait rallié le camp du prince, jouant la carte d'une succession aussi rapide que possible dans l'intérêt supérieur de l'État. Il a guidé les premiers pas du roi avec dévouement. Mais il a suscité l'irritation croissante de Juan Carlos par sa manière ambiguë de promettre et de ne tenir qu'à moitié. Depuis le début de mai, les divergences étaient patentées entre le chef du gouvernement et un souverain qui solennellement annonçait, devant le Congrès américain, l'instauration d'une « véritable démocratie » en Espagne.

La situation économique très sérieuse a certes contribué à l'échecement de la crise. Le gouvernement actuel paie les excès et les omissions des dernières équipes dirigeantes de Franco. Et le « paquet » de mesures économiques n'est apparemment engagé dans le marais procédurier des obstacles pour émasculer un plan de réformes constitutionnelles déjà bien ambigu.

Mais cette conjoncture difficile est exploitée par d'anciens ministres, dont certains sont liés à l'Opéra Dei, et qui préparent leur retour au premier plan. Ils ont fait le siège de tous les notables, dans les milieux d'affaires comme aux Cortes, dénonçant les faiblesses et les carences du gouvernement Arias Navarro, ainsi que les dangers d'une « démocratisation trop rapide ». Artisans du plan de développement des années 60, ils se font fort de relancer une économie en perdition et de ramener au bercail les milliards de pesetas réfugiés dans les banques étrangères.

C'est maintenant au souverain de décider. Juan Carlos a montré depuis quelques semaines qu'il n'entendait pas se limiter à un rôle de figurant. Il lui faut, cette fois, apporter la preuve qu'il ne suffit pas de sacrifier un politicien bianchi sous le harnais franquiste pour accélérer une marche à la démocratie souhaitée par la majorité des Espagnols.

TENTATIVE
DE PUTSCH MILITAIRE
AU SOUDAN
(Lire page 32.)

le roi désignera avant dix jours
le successeur de M. Arias Navarro

Après la démission du chef du gouvernement espagnol, M. Carlos Arias Navarro, acceptée le jeudi 1^{er} juillet par le roi Juan Carlos, le général Fernando Santiago, premier vice-président et ministre de la défense, a été chargé d'assurer à titre intérimaire la présidence du gouvernement, conformément à l'article 16 de la loi organique. Le roi dispose d'un délai de dix jours pour choisir un remplaçant sur une liste de trois noms — la «terna» — qui lui seront soumis par le Conseil du royaume. Celui-ci doit se réunir ce vendredi après-midi.

Plusieurs noms sont déjà avancés à Madrid, parmi lesquels ceux de MM. Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur ; Fernandez Miranda, président des Cortes ; de Arellano, ministre des affaires étrangères, et celui du général Gutiérrez Mellado, chef d'état-major, considéré comme un officier «libéral».

Le départ de M. Arias Navarro, quoiqu'il fut attendu depuis longtemps, a néanmoins surpris par sa soudaineté. L'opposition de gauche se félicite dans l'ensemble de voir évincé celui qu'elle considérait comme un obstacle à la démocratisation. Des représentants des commissions ouvrières et de la Coordination démocratique ont néanmoins fait valoir qu'il était difficile d'interpréter ce départ avant de connaître le nom du futur chef de gouvernement et la composition de celui-ci.

De notre correspondant

Madrid. — C'est le 1^{er} juillet, à midi, que le président du gouvernement espagnol, M. Carlos Arias Navarro, a présenté au roi Juan Carlos sa démission. Après avoir entendu l'avis du Conseil du royaume, ainsi que le prévoit la Constitution, le souverain a accepté cette démission dans le courant de l'après-midi. A 20 h, M. Arias Navarro a quitté des membres du cabinet. Ce vendredi 2 juillet, à 10 h, du matin, le conseil des ministres s'est réuni sous la présidence intérimaire du premier vice-président, le lieutenant général Fernando de Santiago y Diaz de Mendivil, qui était jusqu'à maintenant chargé des affaires de défense.

« Nous sommes devant la fin de la transition », nous déclarait jadis un haut fonctionnaire de la présidence du gouvernement, commentant la décision de M. Arias. L'ancien ministre, maintenant du général Franco, son dernier chef de gouvernement, a dû démissionner un peu plus de six mois après la mort du fondateur du franquisme. Ce départ, avant que ne soit achevée la phase de réforme constitutionnelle, était prévu par tous les observateurs

politiques, mais personne ne s'attendait ce qu'il soit si subit.

En fait, M. Arias n'avait su pactiser ni avec l'extrême droite du «bunker» ni avec l'opposition démocratique, et n'avait pas pu mener la réforme à bon terme. Il est significatif, à cet égard, que le projet de loi de réforme de la Constitution a été repoussé en première lecture, le 11 juin, par le Conseil national, l'organe Chambre haute du régime franquiste, dont le président n'était autre que M. Arias. Ce projet de loi était précisément l'objet de discussions qui pouvaient modifier profondément son contenu et sa portée.

Le président Arias avait également perdu tout prestige politique, et il était plus que réticent à l'égard des contacts que les ministres les plus libéraux de son cabinet, comme M. Leopoldo Calvo-Sotelo, ministre du commerce, maintenaient ouvertement avec les représentants de l'opposition.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.
(Lire la suite page 3.)

De violents combats ont fait au Liban plus de cinq cents morts en deux jours

Les phalangistes annoncent la chute d'une importante position palestinienne à Beyrouth

Le cessez-le-feu, décidé par les ministres arabes des affaires étrangères arabes, au cours de leur réunion de mercredi, qui devait entrer en vigueur jeudi 1^{er} juillet, à midi, est resté, comme les précédents, lettre morte. Les combats et les bombardements se sont poursuivis dans tous les secteurs du front avec la même violence que depuis le début de l'offensive chrétienne. Ce vendredi matin, la radio phalangiste a annoncé que toutes les « positions

Jeudi soir, le commandant du camp palestinien de Tell-el-Zaatar, assiégé depuis plus de dix jours, avait lancé un appel de désespoir : « Les forces de la droite convergent sur nous de tous côtés, il nous faut des secours d'urgence ». Al Wafa, l'agence d'information palestinienne, annonçait pour sa part que les défenseurs du camp manquaient de munitions, d'eau, de nourriture, et surtout de médicaments. Wafa accusait également les forces de la droite libanaise de s'être livrées à des « massacres et atrocités ».

Citant des défenseurs du camp, elle précisait que les assaillants ont ouvert le feu à l'intérieur des abris, « tuant femmes et enfants », « violant des femmes âgées avant de les abattre » et « achevant les malades et blessés à la bayonnette ». Les survivants du camp qui n'avaient pas pu prendre la fuite auraient été, selon la même source, rassemblés et torturés « avant d'être abattus ».

Dans une interview
au « Monde »
LE VICE-PRÉSIDENT
DE L'IRAK DÉNONCE
LA « CRIMELLE
ENTREPRISE » DES SYRIENS
(Lire page 4.)

tions militaires » palestiniennes de Tell-El-Zaatar étaient tombées aux mains des milices chrétiennes qui avaient pénétré dans le camp afin de réduire les « dernières poches » tenues encore par « les éléments palestiniens, communistes et mercenaires ».

La chute de Tell-El-Zaatar a été démentie par les Palestiniens, qui affirment avoir lancé une offensive dans le but de prendre à revers les phalangistes.

Ces chiffres, qui sont proba-

blement les plus élevés de la guerre civile, ne tiennent pas compte des cadavres, qui sont découverts sur le terrain. Selon un bilan, que l'on estime à Beyrouth très incomplet, la guerre civile a fait au moins une trentaine de milliers de morts en quinze mois.

(Lire nos informations page 4.)

La manifestation des policiers parisiens n'entraînera pas de sanction

Le mécontentement latent des policiers est une nouvelle fois révélé par la décision de près de trois mille policiers parisiens de déposer leurs armes administratives tout en continuant d'assurer leur service. Ils protestent contre l'attitude de la justice et de la presse, après la méprise, qui, à Fontenay-sous-Bois, coûta la vie à M. Bernard Bapatte.

Avant une éventuelle déclaration du ministre de l'Intérieur, le directeur général de la police nationale a indiqué qu'il n'était pas envisagé de sanctions contre ces policiers.

Symboles
Déposer ses armes administratives, ce n'est pas encore « la croix en l'air », encore moins, surtout s'agissant de policiers, une « fusillade nos généraux », d'un genre nouveau. Mais c'est un peu plus que le fait de racrocher son bâton, blanc au ceinturon, d'ailleurs, que de refuser de régler la circulation.

C'est le fait, sinon d'un corps, du moins d'un groupe de fonctionnaires qui paraît se placer à côté, au-dessus et au-delà des lois. A côté des lois, puisque ce geste, s'il n'entraîne pas a priori la règle de la loi qui interdit la grève aux policiers, est un évident symbole de rébellion — de désaveu, à tout le moins, des autorités auxquelles restent soumis les policiers.

PHILIPPE BOUCHER.
(Lire la suite page 27.)

AU JOUR LE JOUR

Ecuménisme

La conférence européenne des partis communistes européens aura été marquée par la formule de M. Santiago Carrillo selon qui Moscou n'est plus la Rome des communistes.

Le secrétaire général du P.C. espagnol voulait signifier par là qu'on tirait la messe en français, en espagnol ou en italien, de préférence au latin moscovite.

M. Brejnev a, d'une certaine façon, renoncé à être le pape des hérétiques ; jadis il les aurait excommuniés ; aujourd'hui, il se contente de ne pas leur donner sa bénédiction.

Cependant, M. Brejnev a encore toute la confiance des Eglises de Berlin-Est et de Prague, qui croient encore, avec quelques réserves, à la réalité des foudres de l'archange saint Michel du Kremlin.

BERNARD CHAPUIS.

LA SUCCESSION DU PRÉSIDENT ECHEVERRIA

Veillée électorale au Mexique

par LEO HAMON (*)

Les électeurs mexicains désigneront, dimanche 4 juillet, leur nouveau président de la République. M. Lopez Portillo, présent par le parti révolutionnaire institutionnel (PRI), est sûr d'être porté à la magistrature suprême puisqu'il n'y a pas d'autre candidature.

Il y a soixante ans, la guerre civile qui a suivi la révolution a été atroce et a coûté environ un million de vies humaines à un pays qui comptait alors moins de 20 millions d'habitants. Après sept ans de ravages, la lassitude et le sagesse des généraux et des leaders les a réunis dans un même parti, dont la cohésion se fonde sur l'acceptation de la domination présidentielle : élu chef de l'État au suffrage universel, le candidat du parti domine ensuite naturellement et le P.R.I. et les affaires publiques.

La fonction présidentielle à pourvoir n'est donc pas seulement essentielle ; elle est quasi exclusive : durant les six ans de son mandat, le président possède à peu près tous les pouvoirs, excepté celui de se faire réélire, (ce qui exclut évidemment la règle constitutionnelle fondée sur de très mauvais souvenirs historiques).

Tel quel, le Mexique connaît des succès considérables... et des problèmes graves. Entre 1939 et 1968, le P.N.B. est passé de 2 379 millions de dollars à 13 916 ; de 1963 à 1973, l'accroissement moyen a été de plus de 7 % par an. Ces dernières années, des gisements pétroliers importants ont été découverts ; ils produisent dès à présent plus qu'il n'en faut pour la consommation intérieure et permettront d'exporter cinquante millions de tonnes — cependant que la production d'acier est en train de tripler, que des phosphates ont été découverts, que l'exportation de cuivre assure un revenu de trois millions de tonnes ; un redressement substantiel de la balance des comptes paraît donc certain pour les années à venir. Mais déjà, grâce à l'accroissement du P.N.B., le revenu par tête a pu passer, lui, de 67 dollars en 1939 à 968 en 1973.

L'indéniable croissance du revenu national brut et même du revenu par tête d'habitant n'a pas atténué, au contraire, les inégalités : il y a vingt ans, 50 % de la population se partageaient 19 % du revenu national — et 10 % de la population 49 % du revenu national ; aujourd'hui, les mêmes 50 % se partagent seulement 13 % et les 10 % de privilégiés passés de 49 à 50 % du P.N.B.

Entre la gêne ou le dénuement du plus grand nombre et l'opulence ostensible, sinon ostentatoire, d'une minorité, une

toire de l'oligarchie, quels contrastes ! La cause en est la répartition entre les diverses classes de la natalité et les emplois rémunérateurs... et de l'enrichissement spéculatif. Entre les deux extrêmes, s'est développée cependant une classe moyenne non négligeable.

Une contradiction paradoxale apparaît aussi entre, d'une part, les thèmes et les mots d'ordre du pouvoir officiel, volontiers révolutionnaires — en tout cas toujours socialement très avancés, — et, d'autre part, la persistance des ressorts capitalistes de l'économie, les lourdes inégalités sociales, l'absence d'une mobilisation économique appliquée à une population durablement affectée par le chômage.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

A 1,40 FRANC
LA SEMAINE PROCHAINE

Entre 1973 et 1975, les lecteurs de la presse écrite ont dû supporter de nombreuses augmentations. Outre les effets de l'inflation, les journaux ont été contraints de répercuter dans leurs prix la majoration d'environ 90 % du coût du papier survenue en deux ans.

Le 2 mai 1975, « le Monde » portait son prix de 1,20 F à 1,30 F. A partir du numéro daté du mardi 6 juillet 1976, « le Monde » sera vendu à 1,40 F. Cette hausse reste très inférieure au mouvement général des prix observé en quatorze mois.

Le tarif des abonnements ne sera pas modifié avant le 1^{er} octobre prochain.

«L'ÉCHANGE» AU THÉÂTRE DE LA TAGANKA

Vivre à Moscou aujourd'hui

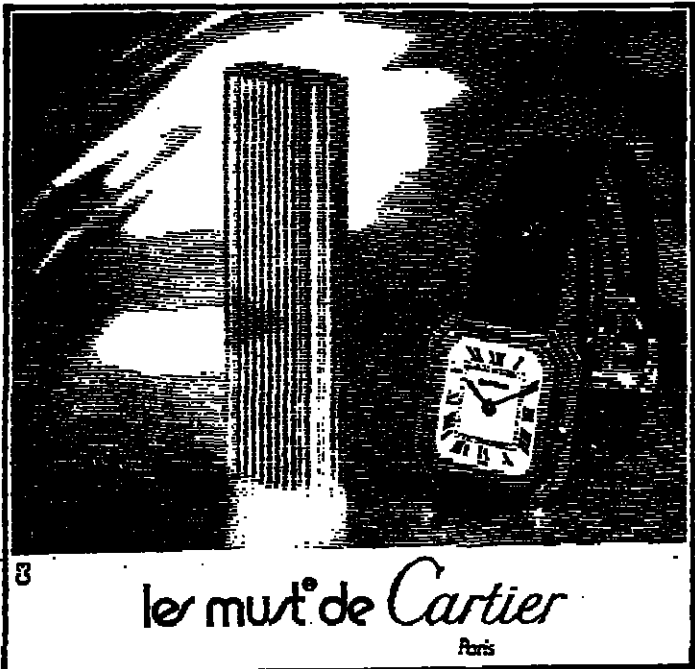
« C'est précisément au retour de l'hôpital de la mère de Dmitriev que sa femme, Léna, entreprit de combiner l'échange : on s'installerait de toute urgence avec la belle-mère qui demeurerait seule dans une belle chambre de 20 mètres carrés, rue Profskounaïa. (...) Dmitriev prit peur. (...) Il avait deviné le dessin simple et secret de Léna ; et ce qu'il avait deviné fit lever la peur dans son cœur, il pâlit, courba la tête, il ne pouvait plus lever les yeux sur sa femme. »

Ce début de la nouvelle de l'Union soviétique, est-il compréhensible hors d'Union soviétique ? Pourquoi serait-ce une ignominie, une trahison, qu'une

belle-fille propose de vivre avec sa belle-mère, sur le point de mourir, alors que les deux femmes se sont toujours très mal entendues ? Pourquoi un échange d'appartements peut-il faire éclater une crise grave dans un couple et montrer en pleine lumière que les époux sont irréconciliables ? Pourquoi ce sentiment de culpabilité chez le fils ? Pourquoi ? Ignominie, trahison, ces mots sont peut-être trop forts pour traduire ces petites lâchetés, ces imperceptibles compromissions qui finiront par empoisonner l'existence de Victor Dmitriev.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 21.)



le mur de Cartier
Paris

AMÉRIQUES

Veillée électorale au Mexique

(Suite de la première page.)

En regard de la croissance économique, l'extraordinaire explosion démographique est, pour le Mexique, à la fois promesse d'un importance accrue et de difficultés sociales graves. Le pays comptait moins de vingt millions d'habitants à la fin de la première guerre mondiale, cinquante à la moitié du siècle; il en est aujourd'hui à soixante-cinq millions, avec un taux de croissance dépassant 3,5 % par an; il en comptera soixante-quinze avant la fin de la prochaine présidence, et au début du siècle prochain se situera ainsi inévitablement au-dessus de 100 millions.

Cette population fait déjà du Mexique le premier Etat de langue espagnole dans le monde, le second pays de l'Amérique latine aussitôt après le Brésil; mais il entraîne aussi l'obligation de créer chaque année un million d'emplois nouveaux si l'on doit — ou peut — occuper la population jeune qui va déboucher sur le marché du travail dans les années à venir.

Cette nécessité de créer tant d'emplois nouveaux est le véritable « défi » du Mexique moderne, qui ne dispose actuellement pas des capitaux nécessaires aux investissements correspondants. Dès à présent, un chômage important atteint près du quart de la population en âge de travailler. Il affecte notamment — pour en faire des révoltés — les diplômés, que les universités produisent en très grand nombre grâce à l'indéniable effort pédagogique (l'ensemble des universités mexicaines doit compter sept ou huit mille étudiants; dans l'enseignement élémentaire 15 % seulement des enfants ne sont pas scolarisés).

Si l'on rapproche de ce chômage la confirmation des inégalités et le progrès culturel dû à l'effort de scolarisation comme à l'essor des moyens modernes de communication, on comprend que des observateurs s'interrogent sur l'avenir politique du Mexique et concluent que la formule actuelle pourrait avoir bientôt fait son temps.

Aujourd'hui, le président doit naturellement tenir compte des réalités sociales et des influences de l'intérieur de son propre parti, mais lui, en définitive, c'est bien lui qui arbitre et même décide, en sorte que sa personnalité est essentielle.

La marque du président Echeverría a été sensible dans divers domaines. On lui doit

des progrès accomplis dans la législation sociale (qui couvre 70 % des travailleurs urbains), la création d'une administration du travail — s'inspirant notamment de quelques exemples français — des tentatives de contrôle des naissances, l'essai d'une réforme fiscale — gênée (ô combien) par les résistances rencontrées et les complaisances administratives — et même quelques efforts accomplis pour limiter l'explosion en créant un corps de hauts fonctionnaires bien payés (la qualité même de leur carrière pourrait leur faire refuser les méthodes d'enrichissement actuelles). Un effort notable a été fait pour l'agriculture, dont la dégradation colossale le Mexique a importé une partie de sa nourriture: en 1975, pour 20 % les dépenses publiques ont été engagées dans ce secteur, dont la dégradation a pu être arrêtée.

Enfin et surtout on doit au président Echeverría la fois l'intérêt témoigné aux questions internationales et son orientation « tiers-mondiste », démarches sans doute encouragées dans le cadre de l'ONU et par les ambitions personnelles qu'on prête au président pour la période succédant à son mandat.

Des remises en cause

On ne peut naturellement pas savoir ce que sera l'orientation de son successeur; cependant ceux qui connaissent l'homme et sa carrière antérieure hasardent un pronostic et voient volontiers un président plus préoccupé que son prédécesseur par les questions économiques, le rendement et la rentabilité, davantage aussi tourné vers les affaires intérieures, (on entend parfois suggérer un parallèle entre de Gaulle et Pompidou d'une part, Echeverría et Portillo d'autre part).

Mais cette orientation éditoriale-telle les remises en cause fondamentales suggérées à la fois par le défi démographique et par l'évolution des esprits? Dès à présent l'encouragement donné aux revendications sociales par l'idéologie populiste officielle, et l'extrême gêne (ou le désaveu) du plus grand nombre, ont conduit à des hausses salariales de 18 % en 1972, 27 % en 1973, 41 % en 1974, les prix montent en même temps respectivement de 15,37 % et 33 %; le pouvoir d'achat s'accroît ainsi quelque peu, sans apporter cependant l'apaisement en raison des ten-

sions de l'inflation; celle-ci s'est ralentie en 1975, mais l'indice des prix a encore augmenté de quelque 4 points dans les trois derniers mois de l'année 1975. Reste à se demander comment pendant six ans pourront évoluer les problèmes ou plutôt les « défis » : ceux de la population et de son volume; ceux d'une psychologie différente aussi; avec les progrès de la scolarisation, le nombre accru des étudiants dont beaucoup ne trouvent plus de travail; l'influence de la radio et de la télévision, etc. Ce peuple pourrait bien ne plus s'accommoder des contrastes sociaux actuels ni d'un commandement un peu rustique; et ce que la corruption a d'insupportable dans une économie plus avancée pourrait mieux lui apparaître.

Des symptômes peuvent déjà être enregistrés : à la surprise générale, dans de récentes élections, quelques candidats du P.R.I. ont connu des échecs. L'automne dernier, la manifestation organisée à la rentrée par les syndicats (branche ouvrière rattachée sans doute au P.R.I. mais autonome et contestataire) a connu un succès sans précédent qui a frappé tous les témoins.

Sans doute l'emprise du P.R.I. paraît à beaucoup si bien établie qu'ils ne voient pas comment les choses pourraient changer. Encore lui faudra-t-il répondre à ces nouveaux besoins. On le fera par la seule vertu de l'expansion économique, pensent certains; ou par une initiative accrue des syndicats au sein même du P.R.I. et par la volonté au pouvoir de nouvelles équipes, comme l'espère des intellectuels formés très à gauche, mais récemment entrés au P.R.I. par souci d'efficacité? Face de quoi la violence sporadique traduit l'insatisfaction, tantôt par la grégarité, tantôt par les exactions du cambriolage et des exigences de rançons; on conçoit aussi les réactions contraires — subversion ou retour à un ordre militaire qu'entraîne la généralisation du trouble.

Déjà les Mexicains insistent à peu près unanimement sur l'originalité de leur « vote » national et qui n'est, disent-ils, ni celle du communisme ni celle du capitalisme; et ils font ressortir l'action d'un parti dominant — « institutionnel », comme son nom l'indique — qui n'a cependant pas supprimé la liberté de contestation, le maintien de l'initiative privée, combinée avec un effort gouvernemental de promotion, s'appuyant aussi sur les syndicats. Certains à l'intérieur même du P.R.I. pensent que cette voie est leur « voie vers la socialisme ». Son originalité la plus marquante résiderait alors dans l'utilisation (ou la captation) d'un parti de rassemblement national quasi unanime, excluant la création par les socialistes de leur propre parti naturellement concurrentiel avec d'autres non socialistes.

Le voisin américain

De toute façon, le pouvoir devra tenir compte du voisin américain (3.000 km de frontières!), lequel ne disposera probablement pas à toute initiative politique économique et sociale s'écarter des habitudes capitalistes, mais ne pourra et ne voudra pas accepter une hostilité débridée et systématique comme celle de Cuba.

Le sentiment populaire est ici plus qu'ombrageux vis-à-vis des Etats-Unis, qui, avec le Texas, et le Nouveau Mexique, ont au dix-neuvième siècle annexé environ la moitié des territoires mexicains. Mais la réalité présente a aussi ses effets : les capitaux nord-américains tiennent une place décisive dans les investissements faits au Mexique; plus de la moitié des touristes viennent de là-haut et, dans la grande République étendue, les Etats du Sud — qui ont besoin des travailleurs agricoles — constituent pour les émigrants mexicains un débouché irremplaçable. La diplomatie américaine ayant elle-même évolué, en admettant l'originalité et la spécificité des orientations politiques mexicaines, les tensions se sont beaucoup atténuées : la réalité est une bonne entente discrète mais sérieuse.

C'est sans véritable hostilité à l'égard de Washington que le Mexique ressent profondément son appartenance à l'Amérique latine : une meilleure organisation de la solidarité latine permettrait, observe-t-on, un dialogue plus équilibré avec Washington, partenaire naturel, mais extérieur. Les relations sont, ajoute-t-on, particulièrement bonnes avec le Venezuela et le Pérou (les Etats les plus à gauche du continent); avec Cuba, les relations ont toujours été main-

tenues en se fondant sur la référence juridique à la Charte de l'Organisation des Etats américains, laquelle ne prévoit pas l'exclusion, mais la chaleur est ici absente : nos voles sont différents.

C'est dans ces perspectives qu'il faut voir la place et le rôle de la France : la latinité, la tradition révolutionnaire française (l'aventure de Maximilien sous le Second Empire n'a pas laissé de cicatrices), l'indépendance de notre politique extérieure, sont ressenties au Mexique comme autant de liens avec nous; le voyage du général de Gaulle est encore présent aux esprits. (On s'est mis alors à étudier davantage le français, nous disait un directeur d'Alliance française.) Notre coopération est présentée comme exemplaire.

Notre ambition ne saurait, pour autant et en tout état de cause, être de supplanter les Etats-Unis ni même d'aider le Mexique contre eux — mais d'éviter à ce pays le sentiment d'une dépendance exclusive, et, en lui assurant des solidarités plus diversifiées, de lui procurer un sentiment accru d'équilibre. Le Mexique y trouvera une assurance pour le présent, correspondant à la fierté qu'il tire, notamment, de son passé et de la combinaison réalisée entre l'apport espagnol et la tradition indienne fondamentale — (c'est sans doute au Mexique que le pays se proclamait le plus présent et le plus honnête). Aujourd'hui, déjà, le Mexique est une des premières nations latines dans le monde, et aussi une grande nation dans l'hémisphère américain; demain, il sera, de toute manière, un grand pays qui tiendra un grand rôle.

LÉO HAMON.

Canada

Exigeant une utilisation plus large du français

DES CONTROLEURS AERIENS QUÉBÉCOIS DÉCLANCHENT UNE GRÈVE DU ZÈLE

Québec (Reuter). — Environ trois cent trente contrôleurs québécois du trafic aérien ont commencé, le mercredi 30 juin, une grève du zèle de quarante-huit heures. Ils exigent une utilisation plus large du français entre les pilotes et les tours de contrôle dans la province de Québec. M. Jean Marchand, ministre canadien de l'environnement, a démissionné mercredi pour protester contre l'absence de services de métro fin à une grève de neuf jours des pilotes et des aiguilleurs du ciel anglophones opposés à l'utilisation du français.

Le 28 juin, le gouvernement de M. Pierre Trudeau avait fait des concessions en faveur de ceux qui voyaient un risque pour la sécurité dans ce programme d'utilisation accrue de français entre les pilotes et les tours de contrôle. M. Marchand s'était opposé à ces concessions, considérées par les partisans du bilinguisme comme une capitulation devant les anglophones.

Pérou

APRÈS DES ÉMEUTES A LIMA

Le gouvernement décrète l'état d'urgence

Correspondance

Lima. — Le gouvernement péruvien a décrété, le jeudi 1^{er} juillet, l'état d'urgence dans tout le pays, et suspendu pour une durée de trente jours les garanties constitutionnelles. Le couvre-feu est en vigueur entre 22 et 5 heures, à Lima et Callao. La journée de vendredi a été déclarée fériée. Ces mesures ont été annoncées après un conseil des ministres extraordinaire, consacré aux troubles qui auraient éclaté, depuis le matin, dans divers endroits de la capitale à la suite des mesures d'austérité draconiennes adoptées la veille. Lima s'était réveillée dans une atmosphère pesante. Les transporteurs privés avaient décidé, la nuit précédente, un arrêt de travail général; les chauffeurs, pour la plupart propriétaires de leurs véhicules, avaient été autorisés à augmenter le prix du trajet de 30 %, alors que l'essence avait enregistré une hausse de 117 %.

Dans le centre de la ville, la plupart des magasins restaient fermés. Dès les premières heures de la matinée, des groupes de manifestants, pour la plupart assez jeunes, ont parcouru les rues du centre, criant des slogans hostiles au gouvernement. Quelques véhicules ont été incendiés et renversés. Les formations spéciales anti-émeutes ont répliqué en faisant usage de gaz lacrymogène, mais en évitant dans l'ensemble l'affrontement avec les manifestants. Ceux-ci ont tenté sans succès de piller quelques magasins.

Les incidents les plus violents ont éclaté dans la ceinture de bidonvilles qui entoure la capitale et qui compte environ 1.500.000 habitants. Pour ces derniers, toute hausse des prix revêt un caractère dramatique. Villavieja, le bidonville « pilote », dont les habitants se sont organisés en système d'auto-gestion, avec l'appui du gouvernement,

s'est révolté l'un des plus viciés : deux autobus municipaux ont été incendiés et placés en travers de la route. La proclamation de l'état d'urgence, vers midi, a calmé l'ardeur des manifestants, mais en fin d'après-midi de nouveaux incidents éclataient dans les environs du centre et dans les bidonvilles, et, pour la première fois, voitures blindées et chariots entraient en action, tirant en l'air pour disperser les manifestants. Dans la soirée, le calme était revenu.

Ces troubles sont certes moins violents que ceux qui ont secoué Lima en février 1975. Mais leur signification pourrait être plus profonde. Dans les jours qui viennent, la population commencera à sentir concrètement les effets des hausses décidées jeudi, que la faible augmentation salariale octroyée soit loin de compenser. De plus, pour le gouvernement, cette agitation survient à un moment critique : soumis à des pressions contradictoires, il semble éprouver des difficultés croissantes à maintenir son unité. Les mesures de jeudi ont été décidées après trente heures de discussion, particulièrement agitées, semblait-il.

Les milieux de droite font campagne par leurs organes de presse pour que les militaires renouent tout le pouvoir aux partis politiques traditionnels. Les milieux de gauche, eux, devant ce qu'ils qualifient depuis trois mois, de net virage à droite du gouvernement, ne cachent plus leur inquiétude. Les manifestations de jeudi, souvent désordonnées d'ailleurs, émanent des milieux les plus humbles et les accusations du gouvernement contre les « manipulations de certains groupes politiques » ne suscitent, cette fois, que le scepticisme.

THIERRY MALINIAC.

Argentine

Des juristes français dénoncent une aggravation de la répression

M^{rs} Louis Joinet, ancien président du syndicat de la magistrature, et M^{rs} Philippe Texier, juge d'instruction, ont présenté le mercredi 30 juin à Paris les conclusions d'une mission d'information qu'ils ont effectuée du 19 au 26 juin en Argentine, mandatés par la Fédération internationale des droits de l'homme et le Mouvement international des juristes catholiques. Deux avocats du barreau de Madrid participaient à cette mission et ont tenu simultanément, dans la capitale espagnole, une même conférence de presse.

Les deux juristes français ont déclaré s'être heurtés au manque de coopération des autorités argentines. Ils n'ont pu visiter les prisons ni obtenir aucun renseignement de source officielle sur les personnes disparues. En revanche, ils ont bénéficié dans leur tâche de l'aide des représentations diplomatiques à Buenos-Aires, des représentants des églises catholiques et méthodistes. Ils ont également rencontré, des milieux de la presse, et des familles de prisonniers ou de disparus.

Selon M^{rs} Joinet et Texier, les informations recueillies pendant leur mission ont permis de constater que l'état de droit s'est dégradé en Argentine beaucoup plus vite

qu'en Chili après le coup d'Etat militaire.

Toute la magistrature a été mise à pied, ce que n'avaient pas osé faire les militaires chiliens. Les juges de la cour suprême ont été remplacés, de nouveaux juges ont prêté un serment de fidélité au nouveau régime avant de prendre leurs fonctions. Des conseils de guerre se tiennent en divers endroits du pays, mais dans le plus grand secret. En sont passés tous ceux qui « altèrent l'ordre public ». Selon le règlement de l'université de Buenos-Aires, les étudiants expulsés de l'université doivent être traduits devant eux. Contrairement à ce qui a été parfois possible au Chili, aucun avocat civil n'a été admis à plaider devant ces conseils. Alors que les militaires chiliens ont publié des listes, incomplètes certes, de prisonniers, aucune liste semblable ne peut être obtenue en Argentine. Le droit de visite des familles vient d'être suspendu pour une durée indéterminée.

Les arrestations à domicile sont fréquemment opérées par des hommes en civil ou par des policiers ne portant aucune insigne sur leur uniforme, et qui ne produisent aucun mandat pour justifier leur intervention. Très peu d'arrestations ont été faites, la suite de ce que les autorités appellent des « affrontements » avec des personnes censées avoir résisté aux policiers. Les suspects en question sont la plupart du temps, tués par la police.

2) La situation dans les prisons est très grave. La torture, couramment pratiquée dans de nombreux pays d'Amérique latine, y est monnaie courante. Elle peut être psychologique, notamment en ce qui concerne l'isolement des détenus; mais les membres de la commission d'information ont appris de sources dignes de foi qu'il existait plusieurs centres où l'on torturait physiquement les prisonniers, et que dans l'un d'eux, une école de mécanique, on avait soigné les membres d'un détenu avant de le laisser mourir.

3) Dans les entreprises, le droit de grève a été supprimé. Toutes les négociations salariales ont été suspendues, et il est « interdit de troubler les relations de travail ». Une entreprise qui avait accordé une augmentation à ses employés a dû la rapporter. Une nouvelle loi, dite de « precindibilidad » permet de licenciements discrecionales dans la fonction publique. Un artifice juridique permettra même d'étendre les licenciements à certains secteurs privés.

Il semble que les militaires argentins entretiennent volontairement la confusion entre la répression qui frappe les personnalités de l'ancien régime et celle qui vise les « séducteurs », parmi lesquels des réfugiés politiques. Comme à Santiago en 1973, on commence à reconnaître, dans les cadavres que charrient le río de la Plata, à Buenos-Aires, certains de ces disparus sur lesquels aucune information n'avait pu être obtenue. — A.-M. C.

ASIE

Chine

LA PRESSE SOULIGNE L'ASPECT CONSTRUCTIF DE LA CAMPAGNE ANTIRÉVISIONNISTE

La presse chinoise a célébré, jeudi 1^{er} juillet, le cinquante-cinquième anniversaire de la fondation du P.C.C. L'éditorial publié par le « Journal du peuple », le « Journal de la libération » et le « Drapeau rouge » lance une mise en garde contre la présence dans le parti de représentants de la bourgeoisie, enjoint les membres du P.C. de ne pas glisser sur la pente du révisionnisme et demande que l'élimination du parti soit renforcée sur les plans « idéologique » et « organisationnel », indique l'A.F.P.

L'aspect constructif de la campagne en cours est illustré dans un article publié mercredi en première page des Journaux et consacré au comité du parti de l'université Tsinghua de Pékin, dont les méthodes sont données en exemple; ce comité a « révoqué » expulsé de ses rangs les rétrogrades, les agents ennemis, les contre-révolutionnaires, a chassé de sa direction les personnes engagées sur la voie capitaliste et qui refusent de se repentir. Dans ce comité, le prolétariat est « réellement » placé aux postes de commandement.

Un autre exemple de l'aspect constructif de la campagne est fourni par la revue « Révolution » (numéro daté du 25 juin), « La relève de la révolution prolétarienne est assurée », tel est le titre d'un reportage consacré à la province de Chekiang (province du Hopei). Dans cette région, écrit l'auteur de l'étude, « la triple union » (cadres, cadres d'âge moyen et jeunes) est assurée aux divers échelons; c'est un important acquis de la grande révolution culturelle. Cette « triple union » permet de mettre en pratique les cinq conditions requises (par M. Mao Tse-toung) pour être de dignes continuateurs de la cause révolutionnaire du prolétariat : « ces conditions » ont pour caractéristique commune de prendre le contre-pied de ce que proposait et réalisait Khrouchtchev.

Vietnam

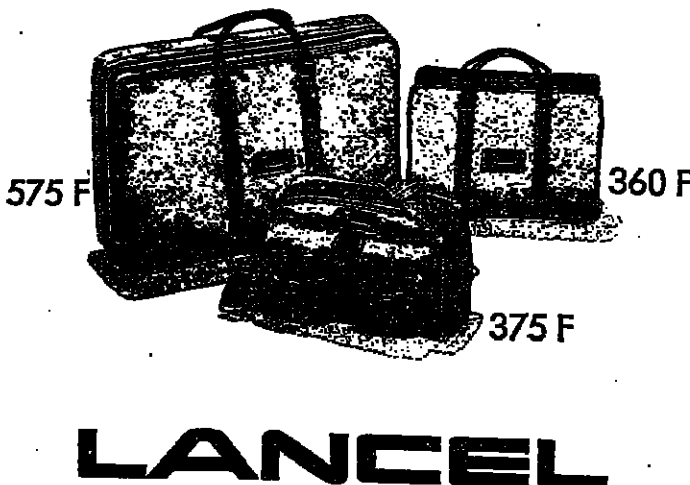
LE PAYS EST OFFICIELLEMENT RÉUNIFIÉ

Radio-Hanoi a annoncé, vendredi 2 juillet, qu'« à cette heure, 8 h. 30 (heure locale), la nation vietnamienne est officiellement réunifiée » et « Cao-Bang » (localité la plus septentrionale) et à Ca-Mau » (la pointe méridionale du Delta du Sud). L'Assemblée nationale vient d'approuver la création de la République socialiste du Vietnam (R.S.V.) dont Hanoi est la capitale et dont le drapeau présente cinq étoiles jaunes sur fond rouge.

La présidence de la République est confiée à M. Ton Duc Thàn (quatre-vingt ans), ancien chef de l'Etat du Nord. M. Pham Van Dong devient chef du gouvernement vietnamien. Deux vice-présidents sont nommés : M. Nguyen Huu Tho, président du P.N.L. du Sud et M. Nguyen Luong Bang, ancien vice-président du Nord. M. Truong Chinh devient président du comité permanent de l'Assemblée.

M. Pham Hung, membre du bureau politique et l'un des principaux dirigeants du Sud, a estimé que le passage du capitalisme au socialisme sera une tâche ardue au Sud où, cependant, existent selon lui des facteurs favorables à la révolution. Il a ajouté : « Nous ne procéderons pas nécessairement de manière progressive. Actuellement, les conditions internes et externes sont réunies dans notre pays pour mener la révolution dans les rapports de production, révolution dans les domaines scientifique et technologique, et révolution dans les domaines culturels et idéologiques. » Le nouvel Etat, dont les institutions sont fondées sur la Constitution du Nord, repose sur la notion de dictature du prolétariat qui est, selon le journal Nhan Dan, « la forme la plus achevée de la démocratie ». Il s'agit du « pouvoir de la majorité qui s'oppose à la minorité des anciens exploités ». — (A.F.P., A.P.)

Les bagages nylon de Lancel.



Opéra (parking Paramont)
Rond-Point des Champs-Élysées (parking Matignon)
C.I.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil
Lyon Part Dieu et rue de la République - Nice
Dépositaires officiels - Liste sur demande

كتاب النحل

EUROPE

Portugal

FIEF TRADITIONNEL DU P.C.

L'Alentejo séduit par Otelo

Préparer le chemin pour le gouvernement socialiste de M. Soares : telle semble être la préoccupation des ministres du sixième gouvernement, qui, à la fin de leur mandat, multiplient les réunions et prennent des décisions en cascade. Ce vendredi 2 juillet, le conseil des ministres doit se réunir une fois de plus en séance extraordinaire, afin d'analyser une série de projets qui lui seront soumis par le ministre des finances. On s'attend à de nouvelles décisions sur les mesures d'austérité, dont les plus importantes ont été annoncées le mercredi 30 juin.

Le gouvernement a notamment décidé de réduire de 20 % la consommation de l'électricité dans tous les services de l'Etat qui s'occupent de la production, du transport et de la distribution de l'énergie ; de réduire l'intensité de

l'éclairage public, de réglementer la circulation des voitures personnelles durant le week-end et d'augmenter le prix du gaz, du pétrole et du gaz de ville.

L'impôt sur le capital et l'impôt sur les revenus seront augmentés. Les infractions fiscales les plus graves seront désormais punies de peines de prison. La presse, qui commente ces premières mesures d'austérité, laisse déjà prévoir un mouvement de mécontentement populaire. Les mesures d'austérité, écrit par exemple le « Diaro Popular », indépendant de gauche, « ne peuvent que susciter un vaste mouvement de refus, une protestation généralisée ». En revanche, A Luta (socialiste) défend la politique gouvernementale. Reprenant une formule du ministre socialiste des finances, M. Salgado Zenha, le journal appelle les Portugais à se faire « fournir et non cagales ».

De notre envoyé spécial

Province de l'Alentejo. — Debout par petits groupes sous les arcades de la place du Giraldo ou installés dans les cafés de la rue João-de-Deus, les hommes d'Evoa n'ont pas fini de commenter l'élection présidentielle du 27 juin. Dans les conversations — phrases courtes suivies de longs silences — le nom du général n'est presque jamais prononcé. Curieusement, le vainqueur du scrutin semble n'intéresser personne, comme s'il était d'un autre monde. Le seul « vrai » sujet de discussion, c'est le brillant résultat du commandant de Carvalho (P.C.), comme on l'appelle ici, et la contre-performance du candidat communiste.

Dans le district d'Evoa, l'une des places fortes du P.C. portugais, l'ancien chef du Copcon, a recueilli 38 509 voix, et M. Octavio Pato 21 728 seulement (1). A Evoa, comme dans tout l'Alentejo, le débat est ouvert : la candidature du commandant de Carvalho est-elle servie la cause de la gauche ? La campagne d'Evoa a approché les divisions. Il n'y a pas dans tout le pays une seule commission de travailleurs, un seul comité de quartier, une seule coopérative qui ne soit aujourd'hui coupée en deux camps, s'insurge un sympathisant communiste d'Evoa.

Une discussion avec un petit groupe d'ouvriers du très gros chantier de construction navale de Setenave, à Setúbal, nous a convaincu qu'un fossé a bien été creusé ou révisé à l'occasion des présidentielles.

Allemagne fédérale

En réponse à Moscou

BONN RAPPELLE EN TERMES MESURÉS LES PRINCIPES DE L'« OSTPOLITIK »

(De notre correspondant)

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand a répondu à la note de Moscou sur les relations germano-soviétiques diffusée le 22 mai dernier par l'agence Tass en publiant, le jeudi 1er juillet, une déclaration en dix points dans son bulletin officiel.

C'est la première fois depuis 1970, depuis la « grande époque » de l'« Ostpolitik » de M. Brandt et de ses collègues, que les dirigeants allemands définissent de manière aussi précise et aussi complète leur attitude vis-à-vis des pays socialistes. Or, par son ton très modéré et le souci évident d'éviter toute polémique, ce texte trahit une prudence, voire une réticence qui tranche avec l'élan des années passées.

« Il n'y a pas de solution de rechange à la politique de détente », indique la déclaration, qui a été lue avec les trois alliés occidentaux. Mais le gouvernement de Bonn s'engage à des efforts d'armement faits par l'Union soviétique : faisant tacitement référence au Vietnam et à l'Angola, il explique que la politique de détente ne peut être que mondiale.

« La République fédérale considère que de bonnes relations avec l'Union soviétique constituent une partie centrale de sa politique de détente. » Mais Bonn rappelle que « Berlin reste la pierre de touche » de la détente et se prononce de nouveau pour « le strict respect et l'application totale » de l'accord des Quatre, tout en s'élevant contre les interprétations restrictives données par les Soviétiques.

Le gouvernement s'élève, d'autre part, contre la tentative de Moscou de distinguer entre « les bons et les mauvais Allemands » et déclare que « l'unité allemande » est une condition préalable à toute négociation. D'autant plus qu'elle affirme qu'il n'existe pas de « peuple de la R.F.A. », mais que les citoyens de l'Allemagne fédérale se sentent « une partie de la nation allemande obligée de vivre dans deux Etats ».

Diviser le peuple

« S'il avait lui aussi voulu faire un gros score, ajoute un autre militant communiste, le P.C. aurait pu présenter un candidat prestigieux : le général Vasco Gonçalves. Lui aussi aurait eu ses 18,5 % de voix. Mais c'était tromper le peuple que lui faire croire que Vasco pouvait être élu. C'était faux. L'objectif d'Octavio Pato n'était pas d'être élu mais de renforcer la possibilité d'un gouvernement de gauche. Quel était l'objectif d'Otelo ? Etre élu ? C'était impossible. Alors la ne voit qu'une seule explication : il s'agissait pour lui de diviser le peuple. »

En réponse, les gauchistes fulminent contre les « directives erronées » du P.C. qui ont « détourné de lui des milliers de militants ». C'est un fait, il ne sera pas aisé de recoller les morceaux.

« Indépendamment de la valeur de l'homme — un anti-fasciste respecté, le choix d'Octavio Pato n'était pas le meilleur », nous assure, à Boje, ce sympathisant d'un mouvement anti-fasciste. « Il n'était pas connu dans la région. Peut-être aussi un communiste réputé modéré, n'était-il pas le plus indiqué pour l'Alentejo, où l'on commence à craindre sérieusement pour les conquêtes révolutionnaires et particulièrement pour la réforme agraire. Les partisans traditionnels du P.C. ont peut-être eu peur de voyant leur parti sur la défensive. Dans ces conditions, voter pour Otelo, l'homme du 25 avril, c'était faire un acte un peu magique, agir comme si tout pouvait recommencer. »

« Otelo », le nom leur rappelle de grandes choses. Il y a donc eu comme un défilé. Les travailleurs n'ont pas cherché à savoir si Otelo avait les moyens de tenir ce qu'il promettait. »

L'« autoritarisme » du P.C. Au parti socialiste à Evoa, l'analyse est différente. Ce sont les graves erreurs du P.C. dans les campagnes, affirme-t-on, son « autoritarisme » au sein des coopératives, qui expliquent que beaucoup de travailleurs ruraux se sont détournés de lui. « Les gens d'ici ne veulent plus avoir sur la dos des « contrôleurs » comme il y en a dans les pays d'Europe de l'Est. »

Traité peu de personnes cependant paraissent convaincues que la médiocre performance du P.C. le 27 juin annonce un déclin irréversible. « Tant que les travailleurs de l'Alentejo ne seront pas intégrés économiquement et socialement au Portugal, ils seront avec les communistes qui ont été

leurs seuls défenseurs à l'époque du fascisme », nous affirme un enseignant de Boje. « Ceux qui se réjouissent trop vite en seront pour leurs frais. Le vote du 27 juin n'était pas anti-communiste. Tout au plus peut-on penser que certaines personnes ont été choquées d'entendre le P.C. concentrer ses attaques contre Otelo — symbole de la révolution aux cillats — et non contre le général Ennes. Je vous donne rendez-vous aux élections municipales de novembre ! Je ne crois pas à la menace de l'extrême gauche. A part l'U.D.P. (maoïste) qui tient le syndicat du bâtiment, les groupes gauchistes sont squelettiques, sans prise sur les masses. Je ne crois pas qu'ils parviendront à créer ce front de l'unité populaire annoncé par Otelo. »

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Le général Ennes est arrivé en tête avec 39 947 voix ; l'amiral Pinheiro de Azevedo en a eu 10 300.

LE ROI DÉSIGNERA AVANT DIX JOURS LE SUCCESEUR DE M. ARIAS NAVARRO

(Suite de la première page.)

Le président ne cachait pas son hostilité à la proposition de Carrero Blanco, M. Carlos Arias Navarro n'apparaît pas en scène politique madrilène ni à aucun des « clans » proliférant à l'ombre du franquisme. Plutôt petit, sans aura particulière, portant une fine moustache, cet ancien maire de Madrid avait, en fait, sa carrière au lien particulier d'amitié ombreuse que lui faisait au Caudillo. En juin 1973, lors d'un remaniement effectué par l'amiral Carrero Blanco, il avait été le seul ministre imposé au poste de l'intérieur — par Franco lui-même.

Familier du Pardo où, privilège rare, il avait ses entrées — il était donc considéré, dès avant le mort de Caudillo, comme un des « hommes forts » du régime, fidèle, à priori, aux principes du franquisme et sensible au vieux vocabulaire de la « croisade ». Entré au ministère de l'intérieur au lendemain de la guerre civile, directeur général de la sécurité de 1957 à 1965, son nom et son tempérament autoritaire avaient d'ailleurs été associés aux périodes les plus répressives du régime.

Le maintien d'un tel compagnon de route à la tête du gouvernement après la mort de Franco, alors que l'Espagne s'engageait sur la voie périlleuse de la « libéralisation », était en lui-même un facteur d'ambiguïté. Confronté à l'arbitraire entre les lappins des « libéraux » et les résistances du « bunker » et les velléités démocratiques du nouveau souverain, M. Arias Navarro apparaît à plusieurs reprises comme un homme écartelé. L'opposition, même modérée, pour sa part, de la droite montrant depuis quelques semaines que le rapport des forces avait changé à Madrid. La démission de M. Arias Navarro, si longtemps attendue qu'elle finit aujourd'hui par surprendre ceux-là mêmes qui la souhaitaient, marque d'une certaine manière, la fin d'une période transitoire. Elle ne signifie donc pas que le pari de la libéralisation est définitivement gagné ni même que le roi arbitre désormais plus « à gauche ». Bien des tourlements, des volte-face ou des retours en arrière sont encore à prévoir au-delà des Pyrénées. Il n'empêche. Ce vieux quartier-maître qui quitte, sans bruit excessif, un navire ayant changé de cap, c'est aussi une sorte de « deuxième mort » de Franco.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

Union soviétique

CÉLÉBRANT UN « SUCCÈS TOTAL »

La « Pravda » ne fait pas état des divergences apparues à la conférence de Berlin-Est

A leur retour de la conférence de Berlin-Est, un certain nombre de dirigeants des partis communistes se sont déclarés satisfaits des résultats obtenus. La maréchal Tito a qualifié cette conférence d'« événement important » qui a donné aux Yougoslaves l'occasion d'exposer leur point de vue et de mieux connaître l'expérience des autres. M. Berlinguer estime qu'un « grand pas en avant » a été fait à Berlin, parce que le mouvement commence à avoir une conception « beaucoup plus large » de l'internationalisme étendu à des forces autres que communistes.

Moscou. — La presse soviétique est souvent sans surprise. C'est le cas notamment de la Pravda de ce vendredi 2 juillet, qui consacre un éditorial de deux colonnes à la conférence des partis communistes européens. L'idée essentielle de ce texte est exprimée dans le premier paragraphe. La conférence de Berlin-Est, affirme le journal, a constitué « un événement d'une grande portée et a été couronnée par un succès total ».

Le recours à la méthode Coué ne constitue pas une nouveauté. Parler d'un « succès total » pour qualifier un événement qui modifie sans doute de manière fondamentale les rapports entre partis communistes, constitue toutefois une sorte d'exploit. Il faut aussi considérer comme une performance exceptionnelle le fait que la Pravda, rendant compte du document final adopté à Berlin-Est, affirme que ce texte exprime le désir de tous les partis européens « de coopérer d'une façon encore plus constructive, encore plus étroite et avec plus de cohésion. La conférence, ajoute le journal, a levé bien haut l'étendard de l'unité des communistes européens ».

La Pravda affirme ensuite qu'après la conférence le concept d'internationalisme prolétarien garde toute son importance. Or cette expression a été précisément exclue du document qui parle de la « solidarité internationale ». Les représentants de plusieurs partis européens ont affirmé que, pour eux, la notion de « solidarité internationale » dépasse le cadre des partis communistes. De la même façon, la Pravda affirme à plusieurs reprises que le document final s'inspire du marxisme-léninisme. Or cette expression n'a pas été employée — et l'on peut supposer que ce n'est pas par hasard — dans la rédaction du document.

Un lecteur non averti ne peut pas imaginer, à partir de l'analyse de la Pravda, le développement réel de la conférence de Berlin-Est. D'autant plus que, jusqu'à ce jour, la presse soviétique n'a pas publié deux des interventions les plus importantes de la conférence : celles de M. Enrico Berlinguer et de M. Georges Marchais.

On peut penser que cela viendra bientôt, mais si ces deux textes n'ont pas été publiés, c'est peut-être parce que le discours de M. Berlinguer ne pourra être considéré que comme une formalité. La Pravda a résumé d'une manière étonnamment succincte le discours prononcé par le secrétaire général du P.C. d'Espagne. Ainsi, le début de l'intervention de M. Carrillo, dans laquelle il utilisait des formules de la tradition chrétienne pour en conclure qu'aujourd'hui « Moscou n'est plus Rome » est passé sous silence. Ce qui donne dans la Pravda :

M. Berlinguer s'est entretenu avec M. Berlinguer

« Ayant rappelé que les partis communistes étaient nés dans les conditions d'une lutte, qu'ils étaient passés par des épreuves extrêmement dures, le camarade Carrillo a souligné qu'aujourd'hui le monde communiste a grandi et s'est renforcé. »

L'éditorial de la Pravda cite abondamment le discours de M. Berlinguer, qui suscite la satisfaction profonde et l'approbation ardente de millions et de millions de Soviétiques.

La déclaration de M. Berlinguer sur la politique extérieure et intérieure de l'Union soviétique, qui constitue « la contribution de l'U.R.S.S. à la lutte commune des communistes », figure en bonne place. Le journal, qui ne fait aucune allusion à la recherche d'une unité d'action avec les socialistes, les sociaux-démocrates et les chrétiens expropriés par plusieurs partis occidentaux, affirme d'autre part que « de nombreux participants à la conférence ont souligné le rôle de l'Union soviétique en tant que rempart principal de la lutte des peuples », ainsi que « le rôle éminent des Etats socialistes pour prévenir la guerre mondiale ».

Cette première réaction soviétique aux événements de Berlin-Est va sans doute s'amplifier au cours des prochains jours et des prochains semaines. Moscou n'aurait-elle pas intérêt à ne pas laisser passer une polémique publique avec les deux plus importants partis communistes d'Europe occidentale. Le mieux, pour le Kremlin est donc d'examiner la conférence de Berlin-Est comme une étonnante manifestation d'internationalisme prolétarien, plutôt que d'accéder, par un effet de boomerang prévisible, au renforcement de l'eurocommunisme. Les critiques de M. Berlinguer et Marchais sur les principes mêmes de réunions comme celle de Berlin-Est ont toutes les chances d'être passées sous silence, ainsi que leur insistance sur la spécificité de la situation politique en Europe occidentale et leur volonté de décaler des votes nouvelles vers un socialisme enfin démocratique.

Ce n'est pas par hasard si M. Berlinguer a réservé un accueil que les communistes italiens qualifient avec étonnement de « très chaleureux » mercredi soir, à M. Enrico Berlinguer. Toujours selon les mêmes sources, le secrétaire général soviétique s'est montré aimable, félicitant longuement M. Berlinguer pour les succès enregistrés par le P.C.I. aux élections. Mais il n'a fait aucune allusion aux problèmes fondamentaux que M. Berlinguer avait posés dans son discours.

La délégation italienne s'affirmait également extrêmement surprise par les réactions que ce texte avaient suscitées, parmi les experts de certaines délégations des pays de l'Est. Plusieurs d'entre eux seraient venus couvrir les Italiens en aparté pour les féliciter d'avoir exprimé un point de vue qu'il n'est pas question pour eux d'exposer publiquement.

JACQUES AMALRIC.

L'HISTORIEN SOVIETIQUE DISSIDENT ANDRE AMALRIK, qui était attendu ce jeudi 1er juillet à Amsterdam, en provenance de Moscou, n'est pas arrivé aux Pays-Bas. Il ne pourra venir que le 8 juillet, a-t-il annoncé par téléphone à M. Karl Van Het Reve, ami personnel de son éditeur aux Pays-Bas. Il veut retarder son départ pour régler l'exportation de quelques tableaux et antiquités, pour lesquels les autorités exigent le paiement de 4 000 roubles (24 000 francs français) de « droits d'exportation », après lui en avoir promis la franchise. Amalrik refuse de payer cette somme. (Corresp.)

Espagne

PORTRAIT

Un homme d'hier

Nommé chef de gouvernement le 29 décembre 1973 après l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, M. Carlos Arias Navarro n'apparaît pas en scène politique madrilène ni à aucun des « clans » proliférant à l'ombre du franquisme. Plutôt petit, sans aura particulière, portant une fine moustache, cet ancien maire de Madrid avait, en fait, sa carrière au lien particulier d'amitié ombreuse que lui faisait au Caudillo. En juin 1973, lors d'un remaniement effectué par l'amiral Carrero Blanco, il avait été le seul ministre imposé au poste de l'intérieur — par Franco lui-même.

Familier du Pardo où, privilège rare, il avait ses entrées — il était donc considéré, dès avant le mort de Caudillo, comme un des « hommes forts » du régime, fidèle, à priori, aux principes du franquisme et sensible au vieux vocabulaire de la « croisade ». Entré au ministère de l'intérieur au lendemain de la guerre civile, directeur général de la sécurité de 1957 à 1965, son nom et son tempérament autoritaire avaient d'ailleurs été associés aux périodes les plus répressives du régime.

Le maintien d'un tel compagnon de route à la tête du gouvernement après la mort de Franco, alors que l'Espagne s'engageait sur la voie périlleuse de la « libéralisation », était en lui-même un facteur d'ambiguïté. Confronté à l'arbitraire entre les lappins des « libéraux » et les résistances du « bunker » et les velléités démocratiques du nouveau souverain, M. Arias Navarro apparaît à plusieurs reprises comme un homme écartelé. L'opposition, même modérée, pour sa part, de la droite montrant depuis quelques semaines que le rapport des forces avait changé à Madrid. La démission de M. Arias Navarro, si longtemps attendue qu'elle finit aujourd'hui par surprendre ceux-là mêmes qui la souhaitaient, marque d'une certaine manière, la fin d'une période transitoire. Elle ne signifie donc pas que le pari de la libéralisation est définitivement gagné ni même que le roi arbitre désormais plus « à gauche ». Bien des tourlements, des volte-face ou des retours en arrière sont encore à prévoir au-delà des Pyrénées. Il n'empêche. Ce vieux quartier-maître qui quitte, sans bruit excessif, un navire ayant changé de cap, c'est aussi une sorte de « deuxième mort » de Franco.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

On eut une nouvelle preuve des « blocages » psychologiques dont semblait être victime le chef du gouvernement, en mai 1975, lorsque, chargé de présenter aux Espagnols son plan de réforme, M. Arias Navarro s'empêcha dans un vocabulaire encore pénétré de la « mystique » franquiste. Il est de fait

J.-C. G.

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

La nouvelle médiation de la Ligue arabe est accueillie avec un profond scepticisme

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Les décisions prises au Caire par le Conseil de la Ligue arabe (le Monde du 2 juillet), ont été généralement accueillies à Beyrouth avec un profond scepticisme. Au moment où devait entrer en vigueur un nouveau cessez-le-feu — on ne le compte plus — et alors que des émissaires de la Ligue arabe étaient attendus dans la capitale libanaise, les tirs d'artillerie redoublaient d'intensité.

On estimait alors à Beyrouth que les efforts de M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue, et des ministres des affaires étrangères de Tunisie et de Bahreïn, ne pouvaient avoir un résultat immédiat, la précédente intervention de la Ligue, et celle du premier ministre libanais, M. Jaloud, ayant échoué. Ce n'est pas, semble-t-il, l'envoi, mardi, vers Beyrouth, de mille trois cents soldats saoudiens et soudanais qui permettra à la « force de paix arabe », d'appuyer de manière décisive la nouvelle tentative de médiation. La présence depuis une semaine d'un millier de « casques verts » syriens et libanais sur l'aérodrome de Khaldé n'a eu aucun effet, si ce n'est de susciter de vives contestations dans les deux camps qui s'affrontent.

Le sort de la mission de M. Riad, préparée par la venue de l'adjoint de ce dernier, M. Hassan Sahbi el Kholi, dépend surtout de l'attitude de la Syrie et de la détermination, ou la lassitude, des deux mouvements libanais adverses, sans parler de la réaction des organisations palestiniennes qui inquiète la nouvelle avance des troupes syriennes dans la montagne. La résistance palestinienne, dont disposent les phalangistes et leurs alliés paraissent avoir été concentrés autour de ce dernier bastion de résistance. Des blindés ont été utilisés pour « nettoyer » les différents points d'appui installés tout autour du camp depuis que cette zone est soumise à un blocus.

Le camp palestinien de Jisr-el-Bacha était peuplé en majorité par des réfugiés palestiniens chrétiens. On ne connaît pas le nombre des survivants aux bombardements intensifs de ces derniers jours. Selon une source phalangiste, les familles respectées ont été hébergées dans les quartiers avoisinants, et sont bien traitées. Selon le journal *Al-Muharrir*, trois cents combattants palestiniens auraient été tués, convoqués le dernier assaut, et deux cent cinquante auraient été faits prisonniers. De source palestinienne, on indique que mille cinq cents fedayin auraient réussi à gagner le camp de Tell-el-Zaitar.

L'offensive des Syriens

On se demandait, jeudi, à Beyrouth, quelle allait être, dans les prochains jours, l'attitude des troupes syriennes qui, sur plusieurs fronts, avaient repris l'offensive depuis deux jours contre des positions tenues par le Mouvement national et les Palestiniens. L'armée de Damas, qui continue de progresser dans le nord du pays, a de nouveau bombardé la ville de Salda et la raffinerie de pétrole de Zahran. Elle

a surtout repoussé les troupes palestiniennes et progressistes qui, dans la montagne, au nord-est de Beyrouth, menaçaient depuis plusieurs semaines la région chrétienne du Kesrouane. Des unités syriennes se sont emparées ainsi du village de Ouyouna-Elsimane.

A propos de la détermination des forces de droite de poursuivre leur offensive, on note que des divergences importantes sont apparues ces derniers jours au sein de ce que l'on appelle désormais le « front de Kfour ».

Ainsi, M. Amine Gemayel, chef d'une région militaire phalangiste, et l'un des fils du leader du parti Kataeb, a déclaré, le 30 juin : « Nous avons été contraints d'intervenir dans la bataille après que ceux qui ont élaboré les plans d'attaque et mené au début l'opération eurent rencontré des difficultés dans leur tentative d'investir le camp de Tell-el-Zaitar. » Il désigne de cette façon les miliciens du P.M.L. (Parti national libéral) de M. Camille Chamoun, qui font de plus en plus figure d'extrémistes et de « boue-feu » dans la coalition de droite. Le responsable phalangiste a, d'autre part, affirmé : « Au début nous étions opposés au retour à une escalade militaire, parce que nous avions envisagé des contacts en vue de régler politiquement la crise libanaise avec M. Kamal Joumblatt et M. Abdel Salam Jalloud. » L'aveu de ces dissensions et de ces intentions de conciliation pourrait avoir une certaine importance dans les prochains pourparlers. Mais les phalangistes ont souvent dans le passé montré qu'ils pouvaient se laisser entraîner par les extrémistes de leur camp.

FRANCIS CORNU.

UNE OBSESSION : la pénurie d'eau

Beyrouth (A.F.P.). — Les Beyrouthins cherchent désespérément de l'eau. Depuis une semaine, c'est devenu une obsession.

L'arrêt de la distribution d'eau dans la quasi-totalité de l'agglomération, qui compte encore six cent mille habitants, a été provoqué, il y a une semaine, par l'offensive lancée contre les camps palestiniens. La destruction des câbles qui alimentent la ville a entraîné l'arrêt des pompes électriques qui assurent l'approvisionnement régulier en eau.

Le directeur général de l'électricité du Liban a lancé un appel aux habitants : « La population, a-t-il dit, est menacée d'épidémies mortelles par suite de la pénurie d'eau. »

Dans les quelques hôtels de l'ouest de Beyrouth, encore ouverts, avant de demander s'il y a une chambre libre dans la partie de l'établissement la moins exposée, le client veut savoir s'il y a de l'eau et de l'électricité.

Plusieurs hôtels et quelques particuliers possèdent des puits artésiens qui leur permettent de subvenir à leurs besoins et même de fournir un peu d'eau aux voisins. Cependant, dès que l'existence d'un puits d'eau est connue, les gens s'y précipitent. En l'absence de service d'ordre, des incidents éclatent sans cesse.

Peu à peu, toutes les réserves s'épuisent : les baignoires remplies par les personnes prévoyantes, les bacs, les piscines, les réservoirs placés sur les toits. Les plus favorisés sont ceux dont les immenses réservoirs de l'eau, jusqu'au premier étage, une ou deux heures par jour, grâce à l'utilisation des dernières ressources en électricité.

Le vice-président de l'Irak dénonce la « criminelle entreprise » des Syriens

DANS UNE INTERVIEW AU « MONDE »

De notre envoyé spécial

Bagdad. — « Tous ces régimes arabes qui tergiversent et intriguent dans les coulisses pour favoriser la destruction de la résistance palestinienne et du mouvement national libanais paieront cher, très cher, leur trahison. » Apparemment sérieux, comme à l'accoutumée, M. Saddam Hussein, vice-président et homme fort de l'Irak, s'exprime cependant d'une manière tranchante. « Ces régimes tomberont les uns après les autres, ajoute-t-il. Monarchie héréditaire ou dictature issues de coups d'Etat, ils ne bénéficient d'aucune légitimité populaire. Contraints à baisser le masque progressivement pour mener à bien leur action déshonorante au Liban, ils seront balayés par leurs propres peuples. »

A l'appui de ses dires, le vice-président irakien se réfère au « congrès populaire arabe » qui s'est tenu à Bagdad du 26 au 29 juin (le Monde du 1^{er} juillet).

« L'histoire dans notre capitale de quelques deux cents représentants de toutes les formations patriotiques et progressistes de l'ensemble du monde arabe, leur décision de donner un front uni, ne sont pas l'effet du hasard. Bagdad est devenue le centre de ralliement de toutes les forces populaires qui n'acceptent pas et qui n'accepteront jamais le fait accompli que l'on essaie de nous imposer au Liban. Les peuples arabes sont dores et déjà déterminés à se donner de nouveaux dirigeants. Les impérialistes et les réactionnaires de notre régime ont semé la discorde ; ils récolteront l'ouragan qui les emportera. »

M. Saddam Hussein ne désigne aucun régime arabe nommément.

De notre envoyé spécial

Il soutient qu'il ne dispose pas d'informations suffisantes sur les tentatives de l'Arabie Saoudite et du Koweït pour réconcilier l'Égypte et la Syrie, mais il précise : « Les accords entre les Arabes est en soi un noble objectif. Mais nous ne sommes pas dupes des intrigues qui se nouent pour laisser aux Syriens toute latitude de poursuivre leur criminelle entreprise au Liban. »

Le vice-président irakien est encore plus sévère pour le chef de l'Etat syrien, « un mégalomane assilé de pouvoir, comme le démontre sa carrière des ses débuts. »

— Le président Assad s'était pourtant fait le champion de la cause palestinienne.

« Si vous êtes un lecteur assidu de l'histoire, vous comprendrez mieux l'évolution inéluctable d'un homme dévoré par de folles ambitions qui, de proche en proche, est conduit à un crime, puis à un second, puis à un troisième, destinés à « couvrir » le premier. Assad s'enfonça dans le bain de sang qu'il a provoqué parce qu'il ne peut plus reculer. Il a commencé par tendre la main aux Américains et aux Arabes réactionnaires, qui l'ont comblé de dollars et de pièces d'or. Il s'est ensuite allié avec le roi Hussein avant de faire cause commune avec la droite libanaise, dont l'objectif est de liquider la gauche et le mouvement palestinien. Il rêve d'une confédération qui regrouperait la Syrie, la Jordanie et le Liban, et un Etat fantôme palestinien dont il serait le patron. Ses moyens politiques ayant échoué, il a eu recours à la violence, puis à la violence, et enfin aux massacres. Il a atteint maintenant le point de non-retour. »

Le régime d'Assad est condamné

M. Saddam Hussein poursuit, toujours sur un ton singulièrement calme : « Le régime d'Assad est condamné à l'histoire. Il a brisé l'échelle. Vous connaissez l'attachement viscéral du peuple syrien à la cause palestinienne. Son armée ne tolérera pas de voir condamner à l'histoire le régime d'Assad. Il ne reste plus que la proclamation à la radio annonçant l'instauration d'un nouveau régime. »

Ne peut-on pas envisager au contraire la victoire de l'armée syrienne au Liban, et le renforcement du régime syrien ? Vous admettez vous-même que la plupart des gouvernements arabes appréhendent le président Assad et souhaitent qu'il stagne ses objectifs. N'aurait-on pas soutenu des thèses analogues aux vôtres en 1970 quand le roi Hussein a procédé à la liquidation des fedayin ? On faisait valoir alors que son armée constituée de Palestiniens dans une proportion de 80 %, s'insurgerait contre la monarchie hachémite. Et pourtant... »

M. Saddam Hussein répond vivement : « Ce régime ne correspond pas aux réalités. La conjoncture au Liban aujourd'hui est totalement différente de celle qui prévalait en 1970. La majeure partie du peuple libanais se bat aux côtés de la résistance palestinienne. Le roi Hussein n'a pas soutenu pour lui le prétexte qu'il défendait son royaume, sa propre existence, contre l'action des fedayin qui menaçaient son territoire. Mais par quel argument Assad pourra-t-il convaincre son opinion que son agression contre les Palestiniens établis dans un pays voisin est justifiée ? »

Mais il se trouve que même des visuels de Palestiniens et libanais n'excluent pas le succès de l'entreprise syrienne, en se basant sur le rapport de forces régional et international qui n'est pas en leur faveur.

« Je ne nie pas que la conspiration de puissantes ramifications internationales, que le camp palestino-progressiste est en état d'infériorité. Mais l'histoire démontre que le rapport de forces dépend d'un facteur secondaire quand un peuple est décidé à se battre contre qui que ce soit. La victoire du peuple algérien pour son indépendance, l'héroïque résistance du peuple vietnamien se sont déroulées dans les premières années dans des conditions analogues. Même le camp socialiste doutait au début des chances de succès de ces mouvements de libération nationale. Rien n'est acquis, rien n'est définitif dans des cas analogues. La chute de tel ou tel camp palestinien ne serait qu'une bataille perdue. La guerre continuera et sera gagnée par les fedayin et la gauche libanaise. »

— Malgré la passivité de

l'U.R.S.S. et des Etats-Unis ?

— Tout d'abord, il est insensé de suggérer qu'il existe une collusion soviéto-américaine. Les Etats-Unis sont les maîtres d'œuvre du complot. Ils sont tout autant intéressés que leurs partisans du Proche-Orient à détruire le mouvement palestinien pour ouvrir la voie à la capitulation du monde arabe devant l'entité sioniste. Croyez-vous que les dirigeants américains se seraient croisés les bras comme ils le font aujourd'hui si un quelconque Etat arabe avait osé envahir un autre pays ? Le but de l'opération au Liban n'est pas seulement de régler le conflit israélo-arabe selon les vœux de Washington, mais aussi d'étendre l'hégémonie américaine dans la région au détriment des forces progressistes et de leurs amis socialistes.

Quant à l'U.R.S.S., elle a fait savoir sa désapprobation de l'intervention militaire syrienne. Peut-être que ses relations étroites avec Damas l'embarrassent au point de l'empêcher de se prononcer d'une manière plus nette et plus vigoureuse. Mais nos échanges avec les dirigeants soviétiques — et je prie ne pas m'indigner de ce sujet — nous permettent de soutenir que leur position est aux antipodes de celle des responsables américains.

— Que pensez-vous de l'attitude de la France ?

— Nos relations avec la France sont, d'une manière générale, bonnes, et nous souhaitons les développer dans tous les domaines, encore que nous n'ignorons pas l'existence au sein du gouvernement de Paris d'un courant américain qui infléchit la politique de ce gouvernement dans un sens négatif et néfaste pour les relations franco-arabes. Cela dit, nous avons le sentiment que l'attitude de Paris dans l'affaire libanaise évolue dans la bonne direction.

Sur ce dernier point, le vice-président irakien s'abstient d'exprimer une pensée. Cependant, selon des indications de son entourage, il aurait été particulièrement sensible à deux gestes de M. Jacques Chirac : le premier ministre l'aurait consulté par téléphone à la veille de l'arrivée en France du président Assad, en juin dernier ; le communiqué conjoint franco-syrien avait été soumis au préalable à l'ambassadeur d'Irak à Paris, M. Windawi, qui l'aurait trouvé satisfaisant.

Face à une conjonction d'une rare complexité qui risque de provoquer des explosions en chaîne au Proche-Orient, les dirigeants irakiens suivent une politique où la fermeté s'allie à la prudence.

Une bonne partie de leur armée campe à la frontière syrienne. Cependant, M. Saddam Hussein est formel : « Nos troupes sont destinées à combattre Israël et non pas un pays frère. »

Leur présence aux portes de la Syrie n'aurait donc aucun rapport avec la crise libanaise ?

Le vice-président sourit et répond, énigmatique : « Je vous laisse le soin de tirer vous-même les conclusions qui vous paraîtront logiques. »

ERIC ROULEAU.

UN APPEL POUR L'ARRÊT DE TOUTE INTERVENTION ÉTRANGÈRE

Un appel « pour l'arrêt de toute intervention étrangère au Liban » a été diffusé à Paris, sous la signature de quinze personnalités françaises, italiennes et américaines.

Qualifiant l'intervention syrienne au Liban d'agression, conçue selon un plan « d'origine principalement américaine, avec la connivence d'Israël et des régimes arabes réactionnaires ou sionistes », les auteurs de l'appel, signataires du document demandent « la cessation immédiate et inconditionnelle de l'intervention syrienne au Liban ; le retrait de toutes les troupes étrangères ; la fin de toute ingérence étrangère dans les affaires du peuple libanais et dans le développement et les décisions autonomes du mouvement national libanais ».

Parmi les personnalités qui ont signé cet appel, on relève les noms, pour la France, de M. Michel Beauvillain, MM. Claude Bourdet, Jean-Pierre Chevènement, Régis Debray, Edouard Despretz, Guy Desros, Jean Drosch, M^{lle} Jean-Jacques de Félice, Ghaleb Halimi, MM. Victor Leduc, Alfred Manessier, Léo Matras, Fr. Millies, Davy Rousset ; pour l'Italie, de M. Riccardo Lombardi (député socialiste), Lucio Lombardo Radice (écrivain), Ferruccio Parré (ancien président du conseil), Lina Luciana Castellina (députée D.U.P.), pour les Etats-Unis, de M. Noam Chomsky et Richard Falk.

Bangladesh

UN DECRET-LOI, publié le 30 juin, autorise la réparation de tous les journaux et périodiques dont la publication avait été interdite, en 1975, par le régime de Mujibur Rahman. — (A.F.P.)

Danemark

L'ATTACHE MILITAIRE DE L'AMBASSADE SOVIETIQUE à Copenhague, M. Valentin Grigorov, a été convoqué, jeudi 1^{er} juillet, au ministère danois de la défense pour une « discussion exhaustive » concernant l'attitude de navires soviétiques accostés par le commandant général du Danemark d'avoir gêné les manœuvres de tir des unités danoises en mer Baltique. — (A.F.P.)

Gabon

UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL vient d'être annoncé à Libreville. M. Théodore Kékou, ancien ministre des eaux et forêts, prend le portefeuille de l'Intérieur, en remplacement de M. Saïnoum. Une femme entre au gouvernement : Mme Antoinette Oliveira, nommée secrétaire d'Etat à la santé, en remplacement de M. M. M. Magwanguou devient ministre des eaux et forêts, et M. Soulonganga se voit confier le secrétariat d'Etat au Plan. — (A.F.P.)

Iran

QUATRE « TERRORISTES » ONT ÉTÉ TUEZ et quatre

passants et un policier blessés aux coups de couteaux à Téhéran avec les forces de l'ordre, mercredi 30 juin et jeudi 1^{er} juillet, annonce-t-on de source officielle. — (A.F.P.)

Norvège

LE CHARGÉ D'AFFAIRES NORVÉGIE A MOSCOU a fait part aux autorités soviétiques de la préoccupation de son gouvernement à la suite de l'annonce d'essais de fusées dans la mer de Barents pendant quarante jours à partir du 1^{er} juillet. (le Monde du 1^{er} juillet.) La réaction des autorités soviétiques se trouve partiellement dans un secteur revendiqué par la Norvège, et qui fait l'objet de négociations entre les deux pays. Déjà l'an dernier des tests similaires avaient été effectués pendant une semaine dans la même région. (Corresp.)

Union soviétique

UNE DELEGATION DU PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS comprenant MM. Robert Pontillon, Pierre Berezgouy et Michel Rocard, secrétaires nationaux et deux autres responsables du P.S., MM. Jacques Attali et Christian Goux, participera du 4 au 8 juillet à Moscou, à un colloque sur le thème : la crise du capitalisme. Cette rencontre avait été décidée lors du voyage à Moscou par M. Mitterrand en avril 1975. Un second colloque, consacré à l'Europe, aura lieu ultérieurement. — (A.F.P.)

BANGKOK

Départ	Retour
1 ^{er} Juil.	2 ^{er} Juil.
15 Juil.	4 Août
28 Juil.	15 Août
5 Août	25 Août
12 Août	1 ^{er} Sept.
2 Sept.	22 Sept.
9 Sept.	8 Oct.
16 Sept.	27 Oct.

2.100 F et 2.200 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
4, rue de l'Opéra, Paris 1^{er}
01.42.55.10.01 ou 01.42.55.10.02
01.42.55.10.03 ou 01.42.55.10.04

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 76

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

LA BAGAGERIE

"Prix Vacances"

la valise 55 ou 60 cm 350F

la valise 65/70 ou 75 cm 395F

les 2 valises (1 petite + 1 grande) 595F

Peau de Porc ultra léger

Paris : 13, rue Tronchet 75008

47, rue du Faubourg 75008-74, rue de Passy 75016

Tour Maine-Montparnasse 75015

Lyon : La Part Dieu

Envoi contre remboursement

13, rue Tronchet 75008 Paris

ACTUELLEMENT :
les robes plein été,
les costumes légers

les boutiques Griff'solde

Griff'solde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES POUR ELLE 1, rue de la Plaine/Nation
2, rue du Renard/Hôtel de Ville
3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI 3, rue de la Plaine/Nation
3, bd Montmartre/Montmartre

à 15 minutes de Saint-Tropez

HABITABLES IMMEDIATEMENT LES HAMEAUX DE

La Croix Valmer

Place des Palmiers 83420 LA CROIX-VALMER

Dans un domaine boisé de 27 hectares face à la mer

villa, maison de hameaux, appartement de vacances ou studio

Vue panoramique - Plage réservée

Bureau de vente sur place - Tél. (94) 97.94.34

et SOCIÉTÉ NOUVELLE DE SERVICES IMMOBILIERS

13, place Masséna T. (93) 80.54.52 et 80.51.25

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Le détournement de l'Airbus d'Air France en Ouganda

La négociation sur la libération des derniers otages s'annonce serrée

Après la libération, jeudi 1^{er} juillet, des derniers otages non israéliens de l'Airbus d'Air France, les négociations sur la libération des derniers otages s'annoncent serrées. Les négociations ont lieu à l'aéroport d'Entebbe (en Ouganda) que cent cinquante personnes.

Le commando, qui a repoussé la date limite de son ultimatum au dimanche 4 juillet, 12 heures, heure française, maintient toutes ses exigences et réclame la mise en liberté des cinquante-deux prisonniers palestiniens ou « combattants de la cause palestinienne » pour les échanger, sur l'aéroport de Kampala, contre l'Airbus d'Air France, ses deux membres d'équipage et les quatre-vingt-trois passagers israéliens ou dotés d'une double nationalité.

M. Marc Bonnefous, ministre plénipotentiaire et envoyé spécial du gouvernement français, a déclaré que l'entrevue qu'il a eue jeudi après-midi avec le président Amin à l'aéroport d'Entebbe, a permis de faire progresser la négociation. Le représentant de la France, qui était accompagné de l'ambassadeur de France en Ouganda, M. Pierre Renaud, est chargé de défendre les intérêts des otages israéliens. Jérusalem ayant décidé jeudi de négocier la libération d'un certain nombre de détenus en Israël et par le biais du gouvernement fran-

çais et en commun avec lui. Cette négociation s'annonce particulièrement serrée.

MM. Marc Bonnefous et Pierre Renaud ont remis au président Amin une nouvelle lettre du chef de l'Etat français, dans laquelle celui-ci demande au maréchal de faire tout ce qui lui est possible pour obtenir la libération de tous les otages détenus à l'aéroport d'Entebbe. « Je rends hommage à votre détermination de ne pas épargner aucun effort pour mettre fin à un acte parfaitement inhumain. Cet acte, comme le confirment maintes déclarations émanant notamment de pays arabes, a peut-être porté préjudice à une cause (la cause palestinienne) que vous soutenez », déclare M. Giscard d'Estaing au chef de l'Etat ougandais.

Pas de coopération avec les terroristes

Selon la radio ougandaise, le président Giscard d'Estaing a proposé que les négociations soient conduites par l'intermédiaire des Nations unies. De même source, le président Amin a répondu que l'affaire pouvait être réglée sans délai si Israël montrait compréhension. Il a affirmé qu'il

ne coopérerait pas avec les terroristes, ajoutant qu'il voulait seulement que tous les otages soient relâchés. Le chef de l'Etat ougandais a, par ailleurs, signalé qu'il a eu un deuxième entretien par téléphone avec le général Haim Bar-Lev, ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, qui avait dirigé une mission militaire en Ouganda avant que les Israéliens soient expulsés du pays, en 1972.

An Caire, la Ligue arabe a dénoncé jeudi le détournement de l'Airbus d'Air France, affirmant que « le fait que cette action ait été lancée contre un avion français est en contradiction avec la position générale arabe qui est de renforcer la coopération et les relations d'amitié avec la France ».

Le journal israélien officiel *Al Pithou* affirme que « la France n'est pas l'ennemie des Arabes, mais plutôt l'impérialisme américain et le sionisme ». L'opération de détournement a été également condamnée par les gouvernements jordaniens et syriens. M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a, pour sa part, dépêché un de ses diplomates, M. Hani el-Hassan, à Kampala afin de participer aux efforts tendant à obtenir la libération des otages de l'Airbus.

A Paris, l'Association des rabbins de France a condamné avec la dernière énergie la prise d'otages de l'Airbus. Le Congrès mondial indique qu'il a pris des contacts en vue de préserver la vie des otages. Le C.J.M. ajoute : « Il n'est pas moins que de telles opérations ne peuvent rester impunies. » (A.F.P., Reuters.)

JÉRUSALEM : un grave dilemme

De notre correspondant

Jérusalem. — « Le dilemme était évident, et il a fallu choisir. » C'est la formule qu'a utilisée le ministre israélien des transports, M. Gad Yacobi, pour expliquer la décision du gouvernement d'engager des négociations sur la libération de fedayin, quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum lancé par les pirates de l'air.

Les traités tirés, M. Yacobi a tenu, jeudi soir, à la télévision, de convaincre les Israéliens du bien-fondé de cette décision. Dans cette affaire, a-t-il dit en substance, Israël s'est trouvé dans une situation d'une complexité exceptionnelle. Notre objectif, a-t-il ajouté, a toujours été de sauver la vie des otages. L'ultimatum étant sur le point d'expirer, le gouvernement ne pouvait prendre la responsabilité de laisser les otages entre les mains d'un groupe fanatique, et dans un pays avec lequel nous n'entretenons pas de relations diplomatiques.

En outre, a déclaré M. Yacobi, Israël est le pays le plus vulnérable dans cette affaire. Il est le seul à avoir dû faire part des renseignements sur les otages, et d'autre part, sur son territoire, des prisonniers dont les pirates de l'air réclament la libération. Dans cette affaire, Israël s'est trouvé placé devant un dilemme très délicat. Il était sommé de choisir entre deux principes : le respect de la vie humaine et le refus de céder au chantage. Depuis toujours, Israël a fait de ce refus un des fondements de la lutte contre le terrorisme, car, expliquait-on ici, en cédant une fois, on encourage de nouveaux actes de piraterie.

Israël a mis en pratique cette politique lorsqu'il le pouvait, c'est-à-dire lorsque les prises d'otages avaient lieu sur son territoire. Cela fut le cas en 1974 à Maalot, à Kfarit-Schmouel, et l'année dernière, à l'hôtel Savoy à Tel-Aviv. Le gouvernement israélien a alors donné l'ordre à l'armée de prendre d'assaut les bâtiments dans lesquels des otages

INÉVITABLE...

Une fois de plus, une prise d'otages pose un problème insoluble : faut-il ou non négocier avec les ravisseurs ?

Jeudi, pour certains, aucune doute n'était permis : à l'exemple d'Israël, la France se devait de refuser de céder au chantage. C'était la seule attitude courtoise. Quant au maréchal Amin Dada, il était convert d'injure : « irresponsable », « inévitabile ».

Vendredi, Israël accepte de négocier. Tout est changé. Le ton aussi. Il faut maintenant, et vite, et le président ougandais porte sur ses épaules « l'honneur de toute l'Afrique », rien de moins.

Appelés solennellement un matin à choisir entre deux quel qu'il puisse en advenir, et invités à chercher allègrement sur l'inquiétant marché, les mêmes lecteurs sont sommés de le faire, mais de mettre tout espoir dans l'irresponsable si durement fustigé la veille.

Israël

UN AVOCAT FRANÇAIS SE REND AUPRÈS DE Mlle CATHERINE LÉVY

Sur la demande du père de Mlle Catherine Lévy, M. Jean-André Lévy, vice-président honoraire au tribunal de grande instance de Paris, M. Louis Lard, avocat au barreau de Paris, part ce vendredi 2 juillet pour Israël, afin d'y rencontrer la jeune femme, ingénieure au C.N.R.S., gardée à vue depuis le 23 juin à Malte.

A ce propos, M. Lard nous a précisé, après les informations publiées dans nos éditions du 2 juillet, que la police avait reconnu, à l'audience du 25 juin, qu'elle avait agi d'après « une information ». Sur l'opportunité du maintien de la garde à vue, la police n'a aucune preuve à fournir au juge qui, pour l'autoriser — et non la décider — évalue les risques que représenterait la libération.

M. Lard a également indiqué que sa cliente était également en possession d'une lettre adressée au professeur Bergman, qui dirige le laboratoire du C.N.R.S. où Mlle Lévy est ingénieur, afin d'effectuer une mission en Israël.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a rencontré, jeudi après-midi 1^{er} juillet, le nouvel ambassadeur d'Israël en France, M. Gazit.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

AFRIQUE

La conférence des chefs d'Etat de l'O.U.A. s'ouvre dans un climat de désunion

Des difficultés de dernière minute ont surgi à la conférence ministérielle de l'O.U.A. réunie à l'île Maurice et qui aurait dû terminer ses travaux le 29 juin. Les différents comités de rédaction ont poursuivi leurs travaux vendredi 2 juillet, tandis que les chefs d'Etat préparaient leur propre rencontre. Des divergences sont apparues à propos de Djibouti, du boycottage sportif des pays ayant des relations avec l'Afrique du Sud, et du Sahara occidental. Le projet présenté à ce sujet par le Bénin et appuyé par treize autres pays africains rencontre une opposition très vive de la part du Maroc et de la Mauritanie, car il affirme le

droit à l'autodétermination de la population sahraouie.

Le président Mobutu, chef de l'Etat du Zaïre, a annoncé qu'il ne se rendrait pas « au sommet » de Port-Louis. Il souffre d'une grippe. Le dirigeant zaïrois a cependant précisé la politique étrangère de son pays dans une interview à l'agence AZAP. Il a défendu les positions prises par la France dans les affaires de Djibouti et de Mayotte. Evoquant la vente de centrales nucléaires françaises à l'Afrique du Sud, il a estimé que l'Afrique devrait éviter « des condamnations qui ne mènent à rien ».

La brutale rencontre de l'Afrique et de Maurice, l'île asiatique

Port-Louis. — Les routes de l'île Maurice se sont couvertes d'arcs de triomphe fleuris et illuminés de nuit. Banderolles et drapeaux multicolores souhaitent la bienvenue aux délégués de l'O.U.A. Mais la réception du « sommet » panafricain, qui s'ouvre vendredi 2 juillet, à l'Institut Mahatma Gandhi, est au cœur d'une controverse que les Mauriciens n'oublieront pas de si tôt. Le calcul habile, mais risqué de Sir Seewoosagur Ramgoolam, premier ministre de l'île, se heurte à de fortes résistances. Qu'on y songe : c'est un Indien des Mascareignes qui, à la tête de l'O.U.A., doit prendre la relève du maréchal Idi Amin Dada...

De notre envoyé spécial

et animé, qui compte deux Indopakistais pour un créole, et un noyau de commerçants chinois, balayé par les typhons, et où l'envahissement canne à sucre renforce l'impression de claustrophobie, le rythme de la vie est, certes, marqué par des explosions d'humour ou même, parfois, de haine, lors d'une grève ou d'un sursaut d'identification ethnique. Mais ce sont des choses qui coûtent cher, trop cher pour durer. Qu'un vent trop puissant souffle, et l'île en est paralysée, parce que les Mauriciens le sentent, les tensions le plus souvent entrées.

La controverse a d'abord porté, comme il se devait, sur la note. Elle s'annonce lourde. Environ 7 millions de roupies, estime-t-on, pour l'achat de deux cent cinquante motocyclettes japonaises et d'une cinquantaine de limousines françaises. Trois cents taxis ont été loués à raison de 250 roupies la journée. Il a fallu dépenser, aux alentours de 25 millions de roupies pour terminer l'aménagement du « hall ».

Autre sujet de controverse : on a procédé à une toilette de l'île pour que s'estompent, pendant quinze jours, les signes trop visibles de la présence sud-africaine. Les vignes sont restées plantées au Cap, mais des « vins mauriciens » ont fait leur apparition sur les tables. Importés d'Afrique du Sud, valiselles, savons et linges d'hôtels ont dû être changés. La publicité, dans la presse, a reçu de subtiles retouches. Le tourisme sud-africain, le plus important, a été suspendu, et, après avoir été invité à partir de nuit, les avions de South African Airways ont finalement été interdits d'atterrissage pendant les quatre jours du « sommet ». Le salon touristique a reçu un coup d'arrêt.

Voilà pour le présent. Mais, dans le futur, bon nombre de touristes sud-africains pourraient hésiter à revenir sur une île promise pour un an à l'Afrique noire et arabe. La population créole s'inquiète. Par ses liens avec des communautés émigrées à Durban et en Rhodesie, elle demeure la plus proche de l'Afrique blanche. M. Gagan Dindal, chef du parti mauricien social-démocrate et représentant le plus en vue des créoles, n'a pas caché son mécontentement : il boude l'O.U.A. sur l'île voisine de la Réunion.

Le calcul à long terme de Sir Seewoosagur semble assez clair : l'île Maurice a beau être plus asiatique qu'africaine, elle aura peut-être besoin un jour du « parapluie » africain et, pour commencer, de celui offert par l'O.U.A. Les relations commerciales avec la République Sud-Africaine étaient sur la pente ascendante. Elles ne seront sans doute plus jamais les mêmes. Mais quand les grandes puissances se disputent l'Océan Indien, il est grand temps d'ancrer quelque part l'île Maurice.

Le deuxième calcul est probablement plus terre à terre. Le rapprochement inévitable avec une organisation panafricaine dominée par des régimes militaires d'Afrique noire ne pouvait qu'inquiéter les créoles et le parti social-démocrate. Mais il permet à la coalition gouvernementale de rejoindre, sur sa gauche, le mouvement militant mauricien de M. Paul Béranger. Le dirigeant populiste ne s'y est sans doute pas trompé. Son quotidien, le *Militant*, a beau souligner les contradictions de la situation actuelle, il y a manifestement anguille sous roche. Un *modus vivendi*, même tacite, entre M. Béranger et le premier ministre pourrait signifier le maintien du calme pour l'île Maurice et un vote favorable pour Sir Seewoosagur...

Le « sommet » de l'O.U.A. et la tragédie africaine ont donc échoué sur une île où le compromis est une condition de la survie. Les Africains ne trouveront pas le relief de leurs grands espaces souvent vides d'hommes dans le grouillement des marchés et les étalages de trottoir où se vendent soupes et sucreries chinoises. Les résolutions contre l'« apartheid » seront rédigées sur une île où le touriste sud-africain a été — et sera vraisemblablement encore — le bienvenu. Les Mauriciens sont un peu secoués. L'O.U.A. défile devant leurs yeux. Curiosité, maigres affaires, lourde note... mais, se disent-ils peut-être mieux vaut une petite tempête aujourd'hui que, demain, la solitude face à l'ouragan.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

cet homme a fait trembler tous les Casinos de France

il vous dit tout.

13 CONTRE LA BANQUE

ALBIN MICHEL

POLITIQUE

Le VII^e Plan adopté par le Sénat

Les socialistes s'étaient retirés du débat

Par 177 voix contre 9 (P.C., P.S., rad. g. ne participant pas au vote), le Sénat a adopté, jeudi soir 1^{er} juillet, le projet de loi portant approbation du VII^e Plan. Ce texte, complété par une deuxième lettre rectificative du gouvernement concernant, cette fois, les subventions d'équipement aux collectivités locales, devra faire l'objet d'une seconde délibération à l'Assemblée nationale. Le débat, commencé la veille, a tourné court et a été dans l'ensemble assez terne. Il s'est terminé peu avant minuit devant une douzaine de sénateurs. Il a été abrégé, il est vrai, par la décision du groupe socialiste, qui a renoncé à défendre les nom-

breux amendements déposés par ses membres. Ceux-ci ont quitté l'hémicycle. Dans un communiqué, M. Marcel Champéix, président du groupe, a dénoncé « le caractère intolérable de l'attitude de mépris que le gouvernement manifeste à l'égard des institutions et des débats parlementaires ». En renonçant à participer à « une parodie de débat », les socialistes entendaient protester contre le vote bloqué demandé par le ministre du travail après le dépôt de la lettre rectificative du gouvernement. Cette procédure impliquait, en effet, le rejet de leurs amendements, avant même toute discussion.

Premier orateur de l'après-midi, M. FOURCADE traite successivement des trois questions suivantes : les programmes d'action prioritaires, le financement du Plan, les collectivités locales. Grâce au mécanisme des PAF, indique le ministre, le budget devient un instrument d'exécution du Plan. Pour le financement, il sera fait appel à l'épargne dont la sécurité sera assurée par la réduction de l'inflation et par une forte rémunération plutôt que par l'indexation. Au sujet des collectivités locales, après avoir rappelé les mesures prises en leur faveur, M. Fourcade annonce que le gouvernement « se propose de formaliser dans une lettre rectificative l'engagement suivant : « En cinq ou six ans, le Fonds d'équipement des collectivités locales sera doté d'un montant équivalent à la T.V.A. payée sur les investissements des collectivités locales. »

M. DURAFOUR, ministre du travail, souligne à son tour que le Plan vient en discussion « au moment même où l'horizon s'éclaircit ». En prévoyant une croissance forte, le Plan, affirme-t-il, prépare les conditions d'une politique familiale. C'est une politique familiale globale que nous entendons conduire, précise le ministre.

M. Durafour déclare ensuite que le Plan prépare une politique de plein emploi, tout en assurant aux collectivités de meilleures conditions de travail.

Le ministre du travail annonce alors que le gouvernement demandera au Sénat de se prononcer par un vote unique excluant les amendements des sénateurs, qui sont néanmoins discutés. La nouvelle lettre rectificative, qui vient d'être déposée, tient compte, affirme-t-il, des vœux du Sénat concernant le budget des collectivités locales.

M. CHAUVIN, président du groupe des Républicains indépendants d'action sociale (ex groupe « paysan ») : « Conçu dans une période d'instabilité économique et monétaire, ce Plan est un acte de foi dans les destinées de notre démocratie et de notre société. Les lettres rectificatives portent témoignage que nos préoccupations sont comprises. Ce débat fera honneur au Sénat. »

M. MONTECHON, président du groupe des Républicains indépendants d'action sociale (ex groupe « paysan ») : « Conçu dans une période d'instabilité économique et monétaire, ce Plan est un acte de foi dans les destinées de notre démocratie et de notre société. Les lettres rectificatives portent témoignage que nos préoccupations sont comprises. Ce débat fera honneur au Sénat. »

M. FOUILLÉ (ind.) : « Mon groupe votera à l'unanimité le VII^e Plan. Il y a un travail original : enfin un document d'orientation qui parle de l'homme (...).

Le Sénat est alors appelé à se prononcer par scrutin public (dans un vote unique excluant tout amendement) sur le projet de loi assorti de deux lettres rectificatives. La première « lettre », déposée devant l'Assemblée nationale, apportait essentiellement des précisions sur les orientations de la politique familiale. (Le Monde du 1^{er} juillet.)

ALAIN GUICHARD.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des Républicains indépendants, s'est rendu le mercredi 30 juin à Grande-Bretagne, où il s'est entretenu avec les responsables du parti conservateur. A son retour il a indiqué que les deux formations se sont mises d'accord sur la nécessité de réaliser prochainement l'élection au suffrage universel des membres de l'Assemblée européenne. « C'est dans le cadre de la future union démocratique », a-t-il ajouté, M. Dominati, qui a conservé son titre, ont manifesté leur souhait de voir se regrouper les formations non socialo-communistes d'Europe. Le principe de rencontres régulières entre les deux partis a été retenu.

M. CHAMPÉIX, président du groupe socialiste : « La commission des affaires économiques et du Plan avait adopté la quasi-totalité de nos amendements. Nous sommes contraints de travailler dans des conditions humiliaires. Devant de tels procédés, le groupe socialiste se retire des débats. »

M. LUCOTTE (ind.), rapporteur de la commission : « Je tiens à exprimer aussi mon émotion. Une faute a été commise : une lettre rectificative a été déposée à la place en fin de débat, pas au début. »

Le ministre tente de maîtriser les choses en indiquant qu'il pourrait y avoir une autre lettre rectificative complémentaire, mais vainement : les sénateurs socialistes quittent l'hémicycle.

Le Sénat entame ensuite l'examen de l'article unique du projet d'approbation du VII^e Plan. A l'exception de la lettre rectificative qui est votée avec l'ensemble, les amendements défendus par les différents groupes sont successivement examinés et retirés. Puis quelques orateurs viennent expliquer leur vote.

M. LUCOTTE, rapporteur principal : « Mes sentiments sont partagés. Mais les incidents s'ouvrent et je pense que le Sénat va émettre maintenant l'avis de la commission du pays. »

LE C.D.S. ADHÈRE AU PARTI POPULAIRE EUROPÉEN

Le Centre des démocrates sociaux, dont le président est M. Jean Lecanier, adhère au parti populaire européen qui sera créé le 8 juillet prochain à Luxembourg et qui rassemblera les partis démocrates sociaux d'Europe (1).

M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat, secrétaire général du C.D.S., qui conduira la délégation de son parti à Luxembourg, a déclaré, jeudi 1^{er} juillet : « L'Europe telle qu'elle a été conçue par nos aînés est une grande espérance qui doit aboutir. C'est pourquoi le C.D.S. invite instamment les chefs d'Etat et de gouvernement qui doivent se réunir au conseil européen à conclure par une décision la controverse sur les modalités de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. »

(1) Le parti populaire européen regroupera, outre le C.D.S. français, le parti social-chrétien belge, la démocratie chrétienne espagnole, la démocratie chrétienne italienne, la démocratie chrétienne allemande (C.D.U.) et le

DEUX POINTS DE VUE CATHOLIQUES SUR M. MARCHAIS ET LES CHRÉTIENS

Où est l'équivoque ?

par MARC ORAISON (*)

JEANNE D'ARC entendait des voix. M. Georges Marchais, lui, en attend, et les sollicite. Et pas n'importe lesquelles : celles des « chrétiens », des gentils chrétiens supposés si généreux et trop méfiants. Son sermon ne manquait pas d'allure, car c'est un « curé » de talent.

Ce qui pique ma curiosité, maintenant, c'est de voir comment les autres vont s'y prendre pour racoler la même clientèle — à priori supposée racolable — au nom, bien entendu, des mêmes « valeurs » : justice, paix, société meilleures, etc. Tous les autres : Chirac, Poniatowski, Lecanier, Mitterrand et Cie... Il s'agit de savoir les « chrétiens », ou de ne pas les perdre, au service d'une prise de pouvoir ou du maintien d'un pouvoir en place. Comme si « être chrétien » était du même ordre que d'être inscrit à un parti quelconque, comme coïssant ou comme militant.

L'opération racolage du P.C. ne semble pas se passer partout dans l'indifférence un peu curieuse de la cérémonie lyonnaise ; à Nice, il y a eu des réactions de « catholiques »...

Mais enfin, où donc se situe l'équivoque ? En principe, un chrétien, c'est quelqu'un dont la référence ultime est Jésus de Nazareth, dit le Christ. Il a dit, sur l'argent et le pouvoir en général, des choses fondamentales, et l'on comprend qu'un chrétien, en fonction de cela même, puisse continuer à promouvoir tel type de société plutôt que tel autre. Mais lui, Jésus de Nazareth, non seulement n'a pas fondé un mouvement — mais il a même dit zut — en gros — à tout pouvoir établi, à tout pouvoir virtuel, à tout parti... C'est d'ailleurs en grande partie pour cela que tout le monde ou à peu près — Péguy le sait fort bien — s'est mis d'accord pour le faire faire

en le tuant. Ce qui a donné, il faut bien le dire, une singulière dimension à la parole... Alors quel ? Les chrétiens vont-ils laisser racoler par le pouvoir en place ou par ceux qui veulent le placer dans le sens « ôtez-le de là que le m'y mette » ? Pour ma part, je ne marche pas, ni dans un sens ni dans l'autre. Et la confusion du baratin évangélique ne mait que méti-tiger sans me concerner davantage.

Un point cependant peut soulever quelque inquiétude. Depuis une quinzaine d'années, grâce à la sainte folie de Jean XXIII, la « forteresse catholique », dont la muraille vaticane était le symbole, s'est écroulée par pans entiers. L'Épiscopat, comme on dit, peut souffler plus à l'aise. Mais il y a des gens — prêtres ou non — que les courants d'air dérangeant. Ils n'ont plus la sécurité bénéfique d'un dogmatisme cohérent, d'une hiérarchie sociale, d'une discipline imposée. Alors, sans s'en rendre compte, par un besoin instinctif, ils recherchent ailleurs cette sécurité. La scholastique « thomiste » — pauvre saint Thomas ! — n'a plus cours ; il en faut une autre : elle est « marxiste » (pauvre Marx qui sans doute ne s'y reconnaîtrait pas non plus). Il n'y a plus d'analyse — qui soit valable — elle n'est pas « marxiste » (jusqu'à présent, celle des usines reste indépendante...). Et l'on est emprisonné dans un autre jargon dont la différence avec le précédent n'est qu'apparente.

Nous avons été un certain nombre à nous dégoûter, non sans peine, d'une « église forteresse » inféodée à un pouvoir politique. Ce n'est pas pour retomber dans le piège. Mais, plusieurs des partis politiques, nous sommes un certain nombre de chrétiens qui, comme notre Maître, refusons d'être récupérés.

(*) Sociologistes.

Le socialisme jusqu'au bout ?

par JEAN CARDONNEL (*)

Il est d'usage de parler des chrétiens en présumant la signification de ce mot. L'habitude a été prise depuis longtemps d'utiliser les vocables « christianisme », « chrétiens » sans que les termes en question désignent le moins du monde la réalité dont ils dérivent phonétiquement, linguistiquement, à savoir le Christ. Or, une simple lecture des Évangiles, la réflexion naïve, populaire sur un récit passionnant qui a nom les Actes des apôtres, mènent à l'évidence qu'il n'est possible d'être chrétien qu'en communauté, en peuple. La prétention de se manifester chrétien seul, en privé, individuellement, est une contradiction dans les termes ou pire, dans la vie, dans la pratique, dans l'histoire. La concile de Vatican II l'a compris, puisque nous lui devons la première Constitution de l'Église comme catholique, universelle : l'Église est fondamentalement, radicalement peuple, assemblée (précisons assemblée populaire bien qu'en toute rigueur, ce soit là une tautologie) : le fait de s'assembler pouvant être que l'acte du peuple. Mais l'innovation du concile se heurte à des coutumes, des habitudes indémodables de société, en particulier à la division commode du peuple de la parole du Dieu vivant : les clercs d'une part, les laïcs, ou fidèles, d'autre part. Il en résulte que, surtout depuis le siècle dernier, l'Église n'est plus — du moins dans les sociétés marchandes d'Occident — que la clientèle d'un culte hebdomadaire et des circonstances solennelles, sans lien avec la vie courante, dominée par les réflexes de classe.

C'est à cette clientèle d'un catholicisme ignorant de la tradition chrétienne que font référence M. Marchais et la main tendue de Maurice Thorez. Je ne vois pas où

M. Chirac puisse avoir autorité doctrinale pour claquer l'incompétence du matérialisme que serait celui du parti communiste avec l'Évangile du Verbe incarné. Mais, à l'opposé, d'où vient que la question soit moins algébrique — en tout cas moins soumise — pour savoir si l'Évangile, l'Évangile nouveau, des pauvres, s'accommode d'une soumission aux pratiques de la classe dirigeante, de la majorité ?

Avec toute l'amitié que je porte à Jean-François Sibé, il me paraît impossible d'admettre sa justification d'un propos des chrétiens qui voudraient vivre leur Évangile en paix. L'Évangile ne peut que diviser, connaître le signe de contradiction.

En bref, que signifient les chrétiens ? Les hommes, les femmes qui donnent à l'amour du prochain chair et os, chair d'histoire, chair de mise en commun radicale, chair politique. Nous ne devenons chrétiens que par la rupture éblouissante, constante avec les critères de la société d'argent où nous vivons. Il s'agit de beaucoup plus que de l'union du peuple de France, d'un socialisme aux couleurs de la France, dont les chrétiens de clientèle ont déjà peur. La foi en Jésus-Christ ne transcende pas l'acte qui fonde la vie. Elle est la manière même de vivre, de se comporter, de tendre vers l'existence, l'histoire menée en commun.

Qui sont les chrétiens ? Ceux qui conduisent le socialisme jusqu'au bout, jusqu'à l'abolition de la division du travail, jusqu'à la société sans classe, jusqu'à tout homme effectivement proche de tout homme.

(*) Dominicate.

ASSEMBLÉE NATIONALE

La France pourra créer au large de ses côtes une zone économique réservée de 200 milles marins

Jeudi 1^{er} juillet, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence et sous la présidence de M. LE DOUARÉC (U.D.R.), le projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République, premier texte inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement.

Ce projet, explique M. BECAM (app. U.D.R.), rapporteur de la commission de la production, reconnaît la possibilité pour la France de créer au large de ses côtes une zone économique de 200 milles marins dans laquelle elle exercerait des compétences limitées, celles qui concernent essentiellement l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, biologiques ou non, du fond de la mer, de son sous-sol et des eaux superficielles.

Il prévoit le recours à des décrets en Conseil d'Etat pour fixer les conditions et les dates d'entrée en vigueur des dispositions de la loi.

Face à une évolution rapide du droit international de la mer (le principe d'appropriation s'est substitué à celui de liberté d'usage des océans), la France, estime le rapporteur, doit se donner la possibilité de protéger, si nécessaire, les intérêts de ses ressortissants sans pour autant prendre des décisions dont d'autres États pourraient tirer prétexte pour précipiter un mouvement qu'elle s'est toujours efforcée de freiner.

M. CAVAILLE, secrétaire d'Etat aux transports, indique que, dans les négociations internationales, la France s'attache à faire prévaloir le principe d'une liberté « raisonnablement organisée ». Elle se doit toutefois aujourd'hui « de prendre acte des décisions unilatérales de certains pays ». « Il s'agit simplement de s'adapter à l'évolution en cours du droit de la mer. Au niveau communautaire, conclut-il, nous n'avons pas l'intention de faire cavalier seul et entendons favoriser une politique de concertation. »

Après que M. COUVE DE MURVILLE (U.D.R.) ait exprimé l'avis favorable de la commission des affaires étrangères, intervenient dans la discussion générale, M. CRESSPIN (U.D.R., Marne), qui aborde cette question sous l'angle de la défense, et de la création d'une telle zone, la marine nationale, qui doit donc disposer de moyens accrus, aurait à voir sur plus de 10 millions de kilomètres carrés. LE FENEC (P.S., Finistère), qui exprime un avis favorable sur le texte mais observe que la France effectue les quatre-vingt-cinq pour cent des captures de poissons en dehors de ce qui se fait désormais les 200 milles marins ; GUERMEUR (U.D.R., Finistère), qui plaide en faveur d'une exploitation rationnelle et communautaire des eaux européennes ; GABRIEL (ap. R.I., Saint-Pierre-et-Miquelon), pour qui « l'océan est politique et nécessite donc des options politiques », aussi souhaite-t-il un débat lors de la prochaine session ; et ODRU (P.C., Seine-Saint-Denis), qui réaffirme « les droits des peuples des départements et territoires d'outre-mer à l'autodétermination » et dénonce « le pillage de leurs richesses maritimes ».

M. LAUDRIN (U.D.R., Morbihan) s'interroge sur l'absence de nos partenaires de la Communauté européenne. M. de la MALENE (U.D.R., Paris) craint, pour sa part, que le projet n'entraîne une situation de blocage chez les derniers. M. RIVIERREZ (U.D.R., Guyane), se félicite de voir réaffirmer l'appartenance des DOM à la République.

En conclusion, aux orateurs, M. CAVAILLE estime inopportun de prévoir des peines d'emprisonnement pour les infractions à la réglementation et à l'interdiction de la pêche dans la zone de la zone économique. En ce qui concerne les moyens de surveillance, il assure qu'ils permettront une action efficace dans les zones les plus sensibles.

Dans la discussion des articles, l'Assemblée examine un amendement de M. BECAM précisant que la limite des 200 milles est une limite maximum et que le gouvernement la fixera en tenant compte des conditions particulières. Accepté par le gouvernement, il est adopté par l'Assemblée.

A l'article 3 relatif aux sanctions, M. FONTAINE (non-inscrit, la Réunion) et M. GUERMEUR évoquent la situation des îles Saint-Paul et Amsterdam pour dénoncer le pillage des ressources et livrent les pêcheurs étrangers de langoustes.

M. CAVAILLE observe que la zone double le taux des amendes et qu'il est difficile d'aller plus loin en la matière. « Mais, ajoute-t-il, le contrôle sera renforcé », ensemble du projet ainsi modifié est adopté à l'unanimité.

D'autre part l'Assemblée nationale avait adopté définitivement le 30 juin — à la fin de la seconde session ordinaire 1975-1976 du Parlement — les projets de loi suivants :

● Le projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires. Après les interventions de M. BOUYARD (rad.), rapporteur, et PERONNET, secrétaire d'Etat à la fonction publique, prennent la parole à l'Assemblée, dans la discussion générale, M. BONNET (rad. de gauche, Dordogne) qui estime « dangereuse la possibilité donnée aux jurys des concours internes de consulter les dossiers individuels des candidats (son groupe se réserve de saisir le conseil constitutionnel) et KALITSKY (P.C., Val-de-Marne) qui indique que son groupe votera contre un texte qui renforce le contrôle du gouvernement sur les fonctionnaires. Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte : — Un amendement de la com-

mission réservant les concours internes aux fonctionnaires et aux agents de l'Etat, des collectivités territoriales et établissements publics ;

— Un amendement de la commission précisant que la promotion interne s'opérera par voie d'examen professionnel ou par voie d'inscription sur une liste d'aptitude après avis de la commission administrative paritaire ; cet avis étant éventuellement précédé d'une sélection organisée sous forme d'examen professionnel.

Par scrutin public, l'Assemblée avait repoussé, par 181 voix contre 284 sur 463 votants, un amendement socialiste, combattu par le gouvernement, proposant de supprimer la consultation du dossier individuel des candidats. Le Sénat devait adopter, dans la soirée, le texte ainsi modifié :

● Le projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille (texte de la commission mixte paritaire) ;

● Projet de loi relatif aux pénalités sanctionnant diverses infractions en matière d'assurances (texte du Sénat) ;

● Propositions de loi relatives au statut des communes organiques et deux propositions de loi visant à augmenter la représentation sénatoriale dans vingt-neuf départements, à porter de deux cent quatre-vingt-trois à trois cent seize l'effectif total de la Haute Assemblée et à faire passer de neuf à quatorze le nombre des départements où s'appliquera la représentation proportionnelle.

● Le projet de loi relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

● Le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour afin d'encourager et de protéger les investissements ;

● Le projet relatif à la participation des travailleurs au financement des actions de formation en faveur des demandeurs d'emploi.

PROCÉDURE D'URGENCE POUR LA RÉFORME DU CODE ÉLECTORAL

En application de l'article 45 de la Constitution, le gouvernement a déclaré l'urgence du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral (1).

Ce texte, discuté mardi au Palais-Bourbon, ne sera donc examiné qu'une seule fois par chaque Assemblée avant la réunion éventuelle d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion. Seul le gouvernement peut amender ce dernier.

Réunie le 24 juin, la commission des lois de l'Assemblée a sensiblement modifié le projet gouvernemental (« le Monde » du 25 juin). Elle a notamment refusé de fixer à 15 % du nombre des inscrits le nombre des suffrages exigé pour se présenter au second tour des élections législatives, cantonales et municipales, décidant d'appliquer à toutes ces consultations la même règle de 10 % des inscrits. Elle a toutefois approuvé la division par secteurs des villes de Toulouse et de Nice.

(1) Le gouvernement a également déclaré, lundi, l'urgence des quatre projets suivants : loi relative à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon, nationalité française dans le territoire des Antilles et des Indes, zone économique au large des côtes françaises.

SOS-MATH

Établissement d'enseignement privé
● Cours de vacances de LA 3^e AUX TERMINALES
● Recyclage
MATH-
PHYSIQUE (entrée en Fac)
87, bd Saint-Michel (5^e)
326-93-54 ou 326-30-75

audito 16, rue La Fayette
75009 PARIS - Tél. : 824.92.70

une nouvelle station
TELEFUNKEN

NOUVEAU T.V. COULEUR
COLORIMAGE 8025

écran 51 cm - Tube 110°
encombrement minimum
Avec télécommande

Chez vous pour
950 F

(+ 21 mensualités de 215 F)
ou comptant : 4.700 F

1500 F

LACLEF

مكتبة الأنجل

POLITIQUE

LE VOYAGE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING A ANGERS

Une visite de travail plus qu'une rencontre avec la population

De notre envoyé spécial

Angers. — La visite officielle du président de la République à Angers, jeudi 1^{er} juillet, n'était pas tant pour M. Giscard d'Estaing l'occasion de prendre contact avec la population angevine que de participer, selon sa propre expression, à des « réunions de travail » avec des responsables. A la mairie, le matin, et à la préfecture, en début d'après-midi, ce sont les élus départementaux et régionaux que le chef de l'Etat a rencontrés afin d'examiner les problèmes du développement de l'Ouest. Ensuite, à l'ancien hôpital Saint-Jean, dans la « salle des malades », devenue salle Luray depuis qu'y sont exposées les dix tapisseries du « Chant du monde », M. Giscard d'Estaing s'est trouvé en présence des quelque sept cents fonctionnaires venus de toute la France, dont il a clos le séminaire de réflexion sur le « cadre de vie ». En s'adressant ainsi, en ces deux circonstances, aux « corps intermédiaires » — élus du suffrage universel ou représentants de l'administration — plutôt qu'à la « base », le président de la République a voulu, de toute évidence, encourager ceux qui ont pour fonction de relayer auprès du public l'action gouvernementale.

Quant à la population, elle ne s'est pas beaucoup montrée. Lorsque M. Giscard d'Estaing est arrivé, à 10 h. 20, devant l'hôtel de ville, quelques centaines de sympathisants — dont certains brandissaient des banderoles du mouvement de jeunes giscardiens Génération sociale et libérale — s'étaient rassemblés. Il est vrai que la chaleur était accablante et que, d'autre part, des barrières, gardées par un important dispositif policier, interdisaient aux Angevins d'approcher de la mairie. Il y eut des applaudissements quand le président de la République, après avoir déposé une gerbe au pied du monument aux morts, salua la foule. C'est devant un parterre d'invités — élus et notabilités — que M. Giscard d'Estaing a prononcé ensuite son premier discours, en réponse aux allocutions de MM. Jean Turc, maire de la ville, ancien député indépendant, et Olivier Guichard, président du conseil régional des pays de la Loire, ancien ministre U.D.R. Pendant ce temps, devant la Bourse du travail, un millier de personnes environ manifestait à l'appel de la C.G.T. et du P.C. La C.F.D.T. et le P.S. ne s'étaient pas associés au mouvement.

Après un vin d'honneur dans la salle du conseil municipal, le chef de l'Etat a gagné à pied la préfecture. Sur les quelques centaines de mètres du parcours, la foule s'est faite plus abondante. Des « Vive Giscard » ont retenti, tandis que le président serait des mains tendues. « Défendez la liberté », lui a lancé un spectateur. « Ne vous inquiétez pas », a-t-il aussitôt répondu. « Bon courage, monsieur le président ». « Giscard avec nous ». « Merci d'être venu », ont crié plusieurs voix. Quelques jeunes gens ont cependant hué, à son passage, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, qui accompagnait le chef de l'Etat.

Dans l'après-midi, après avoir déjeuné à la préfecture, puis tenu une séance de travail avec les élus, M. Giscard d'Estaing a visité le quartier Saint-Nicolas, où est menée depuis plusieurs années une double opération de rénovation et de restauration. Les jeunes militants de G.S.I., avec leurs banderoles de « soutien au président », donnaient le ton avec une ardeur qui fit dire au commissaire, indigné :

« Vous exagérez. C'est une visite officielle. Le président de la République écoute distraitement les longues explications de M. Jean Sauvage, sénateur, président de la société d'économie mixte, auquel le préfet avait glissé, en vain, en arrivant : « Si vous pouvez gagner quelques minutes... ». Puis M. Giscard d'Estaing visita un appartement dans un H.L.M. et repartit après avoir bu un jus d'orange.

Devant l'immeuble, M. Robert Galley, ministre de l'équipement, dit quelques bonnes paroles à une locataire, qui lui exposa plusieurs de ses revendications, avant que le cortège ne repartît sur son chemin. Le chef de l'Etat sera alors de nombreuses maisons, recueillant deux bouquets de fleurs, beaucoup d'acclamations et quelques encouragements en regardant à pied sa voiture, au milieu d'une foule chaleureuse.

M. Giscard d'Estaing a terminé son séjour dans la vaste halle de l'ancien hôpital Saint-Jean, construit à la fin du douzième siècle, où, sous les voûtes Plantagenêt, il a prononcé son second discours, consacré à l'environnement.

THOMAS FERENCZI

DÉLAI POUR L'ORACLE

Le 1^{er} juillet est passé et l'oracle n'a toujours pas parlé. M. Olivier Guichard, que le chef de l'Etat avait chargé de présider une commission sur l'exercice des responsabilités des collectivités locales, a, en effet, demandé un délai de deux mois pour remettre son rapport. La requête a été accueillie sans surprise, et acceptée sans peine à l'Elysée. La recherche d'un nouvel équilibre des pouvoirs entre un Etat trop bureaucratique et des communes ou des départements en tutelle maladroite, en cause tellement d'intérêts politiques ou de privilèges historiques que la prescription a été jugée plus saine qu'une exactitude toute formelle des « sages ».

Dans une semaine, à Rennes, les membres de la commission approu-

veront le projet de rapport et sa présentation politique. Les fonctionnaires groupés autour de M. Jean-Philippe Lecat, rapporteur général, mettront à profit les deux mois d'été pour peaufiner un document qui voudrait être à la fois ambitieux et pratique dans ses propositions de réforme. La tâche de l'ancien ministre de l'aménagement du territoire et de ses conseillers est évidemment immense tant il est vrai que l'on ne réinvente pas la démocratie locale comme on fabrique un projet de loi sur l'équipement des rivières ou la fiscalité des plus-values.

Mais la mission d'Olivier Guichard est rendue plus ardue et plus ingrate encore par le fait qu'on lui demande de tracer le portrait idéal de communautés humaines et vivantes de la fin du vingtième siècle à un moment où jamais la situation financière, politique, administrative des régions, des départements, des villes ou des campagnes n'apparaît plus inextinguible. M. Olivier Guichard n'a pas tort de rappeler : « La clarté est devenue dans ce domaine un bien si rare que chacun se sent tenté de se prendre pour Goethe mourant, réclament avant tout un peu de lumière... ».

Il faudra d'abord trancher dans le vif au chapitre des finances locales et ne pas se contenter d'un relativisme supplémentaire, l'endettement des communes atteignant un stade critique. Le moindre paradoxe du système actuel n'est pas que chaque investissement entraîne des dépenses de fonctionnement durables et incompressibles ; or si la hausse des coûts des travaux peut être endiguée, il est beaucoup plus difficile de contenir, dans des limites raisonnables et « planifiables », les salaires des fonctionnaires locaux.

Le produit fiscal de la nation devra donc être redistribué. En fonction des besoins futurs ou de l'endettement passé ? Par le conseil

général ou par le préfet ? Les membres de la commission avancent parfois des solutions « révolutionnaires », suggérant que les conseillers généraux puissent proposer d'aggraver les taxes sur l'essence ou de modifier dans le département les bases d'imposition sur le revenu.

La gestion des grandes villes se distingue chaque jour davantage de l'administration des zones rurales. Il y a là une différence de nature entre deux sortes de collectivités territoriales qui disposeront alors de droits et de devoirs distincts, voire inégaux. L'organisation du pouvoir dans les métropoles millionnaires et la délégation des responsabilités aux citoyens butent en permanence sur deux tendances contradictoires : la politique des réserves foncières, des transports, du logement, doit trouver un cadre qui dépasse les limites de la ville, du district ou de la communauté urbaine. Mais, en revanche, l'animation, la participation et la vie civique quotidienne n'ont de sens que dans le quartier, auquel il faudra bien donner une traduction politique. Dans le monde rural, tout souvent devenu un désert, le souci de regroupement des communautés s'oppose à la volonté de fragmentation.

Quel sera le meilleur niveau de gestion, de participation et d'élection ? Plusieurs songent à redonner du gazon à l'arrondissement et au sous-préfet. D'autres estiment que c'est le rayon de ramassage d'un collège d'enseignement secondaire qui fournit la meilleure mesure. Faudra-t-il multiplier les formules d'assemblées générales municipales « de réferendum populaires », comme c'est le cas à l'occasion de plusieurs projets de centrales nucléaires ?

Les effectifs des préfectures pourront être allégés si les maires sont habilités à délivrer, à la place de l'Etat, divers certificats ou autorisations. De même, la fonction

publique gagnerait en clarté si l'obligation était faite aux ingénieurs du génie rural ou aux ingénieurs des travaux publics de choisir leur statut : appartenir à l'Etat ou relever de la fonction publique municipale.

Un conseil national de l'administration communale serait consulté obligatoirement sur toute mesure concernant les collectivités décentralisées. Composés de fonctionnaires, d'élus locaux, de syndicalistes de la fonction publique communale, de parlementaires, peut-être de représentants d'associations, ce conseil disposerait de certains pouvoirs réglementaires.

M. Valéry Giscard d'Estaing croit en la vertu créatrice des grandes commissions d'inspiration anglosaxonne au sein desquelles s'ouvrent sans réticences de larges débats d'idées. La commission Guichard, sur le modèle de la commission Sudreau ou du groupe animé par M. Alain Peyrefitte pour réfléchir sur la violence, aura travaillé sans brida aucune, et les fonctionnaires comme les élus, qui y auront participé, auront présenté à l'esprit l'influence de Charles Péguy : « Il y a quelque chose de pire que d'avoir une mauvaise pensée, c'est d'avoir une pensée toute faite ».

Plusieurs propositions de la commission Guichard irriteront la classe politique en place : les fonctionnaires apprendront que leurs compétences techniques ne seront plus désormais le seul gage de leur légitimité. Les notables découvriront avec déplaisir, à travers les droits reconnus aux associations, que la confiance est mise à l'épreuve quotidienne et pas simplement à chaque consultation électorale. Que chacun sache, en tout cas, que si l'on cherche à construire un Etat moins tutélaire ce n'est pas pour reconstruire et fortifier des baronnies locales aux complicités multiples.

FRANÇOIS GROSCHARD.

LES DÉCLARATIONS DU CHEF DE L'ÉTAT

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OUEST RESTE UNE PRIORITÉ

Dans son allocution relative à l'aménagement du territoire, le président de la République avait déclaré, jeudi matin : « L'Ouest demeure prioritaire dans la politique nationale d'aménagement du territoire. Il est vrai, a-t-il ajouté, qu'il y a d'autres régions qui posent un problème de développement prioritaire, en particulier le Massif Central, et il était naturel que le gouvernement s'en préoccupe, mais n'en tire pas la conclusion que la priorité reconnue à l'aménagement de l'Ouest a été effacée. Cette inéquité ne saurait pas fonder... ».

« Si on observe les pays qui se développent dans le monde, a-t-il dit, en outre, le chef de l'Etat, on s'aperçoit que ce ne sont pas les pays du désordre et de l'excès. Ce sont les populations qui maîtrisent leurs problèmes, qui sont les mieux capables de les résoudre. La situation géographique de l'Ouest, à proximité d'une grande ressource du monde de demain, qui est celle du transport maritime, est un autre atout. L'Ouest a été épargné par l'industrialisation et l'urbanisation sauvages du dix-neuvième et du début du vingtième siècle. Aussi est-elle en mesure de prendre les mesures nécessaires pour faire face à la calamité naturelle qui s'est abattue sur le pays... ».

a souligné ensuite la nécessité d'un grand effort d'infrastructure, notamment dans le domaine de l'énergie et des communications. « L'Ouest représente le pôle essentiel du développement de notre pays ; il joue et jouera un rôle considérable dans le futur de la France. L'Ouest demeure prioritaire dans la politique nationale d'aménagement du territoire. Il est vrai, a-t-il ajouté, qu'il y a d'autres régions qui posent un problème de développement prioritaire, en particulier le Massif Central, et il était naturel que le gouvernement s'en préoccupe, mais n'en tire pas la conclusion que la priorité reconnue à l'aménagement de l'Ouest a été effacée. Cette inéquité ne saurait pas fonder... ».

Rafin, M. Giscard d'Estaing a indiqué que l'Ouest assurera son avenir grâce à une politique de sauvegarde de l'environnement.

Le président de la République a parlé à la fin de son allocution de la question « d'occupation et d'immédiateté de la sécheresse ». Il a déclaré : « Cette sécheresse est très grave. (...) Ses conséquences affecteront durablement l'économie française. Le gouvernement a pris et prendra les mesures nécessaires pour faire face à la calamité naturelle qui s'est abattue sur le pays... ».

IL FAUT CONCEVOIR UN URBANISME A LA FRANÇAISE

Dans son discours de clôture de la Journée nationale du cadre de vie, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré notamment : « L'environnement est un enjeu d'importance essentielle pour la vie des Français et des Françaises. Il s'agit du cadre de leur vie quotidienne, de leur habitat, de leur paysage, de leurs déplacements, de leurs loisirs, de leur culture... Une aspiration individuelle et collective à un meilleur environnement est née récemment dans notre pays, au cours des prochaines années, cette préoccupation s'importera et dominera sans doute un certain nombre de nos grands débats nationaux... ».

Leurs efforts de l'Etat rappellent plusieurs des réformes qui vont entrer en application : la réforme foncière, la loi sur la protection de la nature, la réforme de l'urbanisme... puis évoque le rôle des associations de défense de l'environnement et des droits de l'homme, qui ont joué un rôle essentiel dans la prise de conscience du fait urbain que cette action touche des millions de personnes dans leur vie quotidienne, et que les explications qu'on leur adresse ne leur paraissent que difficilement, lentement et souvent d'une manière dispersée. (...) Il y a une méthode que nous avons utilisée, et qui était de tenter de faire aboutir une réforme par la surprise. (...) La caractéristique du débat démocratique est au contraire, à l'heure actuelle, d'ouvrir largement les dossiers à temps. On y rencontre un certain nombre de difficultés, de contradictions, d'obstacles, mais ensuite, lorsque la décision est prise, elle est acceptée par l'opinion... ».

Le chef de l'Etat conclut : « C'est donner un sens à votre action administrative que de vous mobiliser pour contribuer personnellement à l'amélioration de l'environnement des Français et des Françaises. Ainsi, vous créez les conditions d'une nouvelle croissance, d'une croissance à la française... ».

« Tel est l'objet, poursuit M. Giscard d'Estaing, mais il faut savoir que des textes ne suffisent pas à l'atteindre. Il faut aussi le

concours des hommes, il faut des moyens, et il faut un savoir-faire. » Le chef de l'Etat s'adresse alors aux plus de cent vingt mille fonctionnaires qui, de près ou de loin, s'occupent des questions d'environnement. « Trois impératifs me paraissent s'imposer à votre action », déclare-t-il. Le premier est de travailler en commun pour rendre nos efforts plus efficaces. « A l'échelon national, à l'échelon local, il est important, dit M. Giscard d'Estaing, que vous constituiez non pas des administrations, mais une administration cohérente et efficace... ».

MESSAGE INCOMPLET

(De notre envoyé spécial.)

Angers. — S'adressant directement aux fonctionnaires chargés du cadre de vie dans différentes administrations, à Paris et dans les départements (équipement, agriculture, environnement et culture), le président de la République les a invités à « travailler ensemble » et leur a donné à tous un même objectif : lutter contre l'enlaidissement de la France.

« Il y a égalité de niveau entre l'intérêt économique et l'intérêt de l'environnement. Ils sont de même grandeur et on peut arbitrer entre eux », a déclaré le président de la République en répondant à la question d'un participant. Venant après une période où l'industrialisation du pays était le seul mot d'ordre, cette déclaration n'est pas de pure forme. Aidée-elle les responsables du cadre de vie à rendre, dans leur action quotidienne, des arbitrages judicieux ?

Il reste que des fonctionnaires qui, parfois, dans un même département, s'affrontent ou s'ignorent « a » se sont remémorés à Angers et qu'ils ont reçu le même message. Malgré son apparente simplicité, la mission fixée par le président de la République aux fonctionnaires n'est pas aisée. Autant les questions posées par les participants que les rapports des commissions, qui s'étaient réunies dans la matinée pour débattre sur plusieurs thèmes (centre et périphérie des villes, qualité architecturale, aménagement rural, grands travaux), ont mis en lumière les conflits nombreux qui apparaissent entre l'industrialisation, la protection des zones agricoles, l'urbanisation, la lutte contre les pollutions ou les intérêts économiques. Et M. Giscard d'Estaing n'a pas donné de « recettes » à ceux qui travaillent sur le terrain et qui sont aux prises avec les contradictions de la société libérale.

En décrivant le cadre de vie idéal souhaité par les Français, le président n'a pas craint lui-même les contradictions : il veut à la fois des villes animées et qui ne meurent pas étouffées par la prolifération des banlieues et la construction de maisons individuelles, « aspiration profonde des Français ».

L'environnement est une idée neuve, complexe, encore floue, en tout cas une préoccupation politique récente dans ce pays. Comme le président de la République l'a fait remarquer à propos des réponses que ses ministères ont apportées aux questions des fonctionnaires, on n'éprouve pas le sujet en quelques phrases... MICHELE CHAMPENOIS.

Cette semaine
2050 F
OFFRE EXCEPTIONNELLE
1500 F TTC
seulement
en 3 versements
sans intérêts

OUVERT EN AOUT
Départ en vacances
pose sous 48 h
LA CLEF ROUGE
C'EST :
1 Porte toutes les 7 minutes.
35 Succursales dans la région parisienne.
400 Personnes qualifiées à votre service.
50 Conseillers techniques qualifiés.
100 Menuisiers-serruriers spécialisés.
15.000 Portes installées en 1976.

336.41.55
535.33.25

LA CLEF ROUGE.
N° 1 DE LA PROTECTION

Serrures 5 points Super Sécurité.
Blindage d'acier électro-soudé 16/10 "ANTI-EFFRACTION".
4 goupils "ANTIVOL".
1 certificat de garantie de 2 ans délivré à la pose.

Siège social : 24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Cannes (39.15.13) Marseille (53.40.98) Nice (88.62.58)

NATIONALE

Les côtes ont une économie résiliente

des marins

Le littoral français est une zone d'habitat très dense, où se trouvent les plus grandes agglomérations du pays. Cette concentration de population a entraîné une forte pression sur l'environnement, en particulier sur les ressources marines. Les pêcheurs, qui ont toujours été une partie importante de l'économie côtière, voient leur rôle diminuer progressivement. Les pouvoirs publics ont tenté de compenser cette perte en développant d'autres activités, comme le tourisme ou l'industrie. Mais ces mesures ne suffisent pas à assurer la survie de la culture maritime. Il faut donc réfléchir à de nouvelles formes d'occupation du littoral, qui tiennent compte à la fois des besoins économiques et des impératifs écologiques.

La pêche est une activité traditionnelle qui a permis à de nombreuses familles de gagner leur vie. Mais elle est de plus en plus menacée par la pollution et la surpêche. Les pêcheurs doivent donc trouver d'autres moyens de subsistance. Le tourisme est une alternative intéressante, mais elle a aussi ses limites. Les stations balnéaires sont souvent surpeuplées, ce qui aggrave la pollution. L'industrie, quant à elle, est une source de conflits avec les pêcheurs et les amoureux de la nature. Il faut donc trouver un équilibre entre ces différents intérêts.

Le littoral est une zone fragile, qui a besoin d'être protégée. Les pouvoirs publics ont une responsabilité importante à jouer. Ils doivent réglementer l'occupation du sol, contrôler la pollution et soutenir les activités traditionnelles. Mais ils ne peuvent pas tout faire seuls. Il faut aussi que les citoyens prennent conscience de l'importance du littoral et qu'ils agissent en conséquence. Seuls ainsi, nous pourrions préserver ce patrimoine unique pour les générations futures.

950'

Quelle que soit l'opinion que l'on peut avoir sur l'énergie nucléaire en général, on ne peut nier que l'introduction des surgénérateurs à l'échelle industrielle constitue une rupture par rapport aux centrales nucléaires de la première génération. Aussi, nous tenons à affirmer notre opposition à la construction du surgénérateur Super-Phénix de 1.200 Mégawatts prévue sur le site de GREYS-MALVILLE, pour les raisons suivantes :

- 1 - Construire des surréacteurs suppose de choisir d'une manière irréversible l'énergie nucléaire comme source quasi unique d'énergie. En fait :
- Pour construire les surréacteurs et mettre en place l'industrie du combustible associée, ce coût de nouveaux et considérables investissements industriels, de formation, de consentement, et, à leur tour, rentabilités.
 - Pour produire le plutonium nécessaire à leur fonctionnement et à leur entretien. Il s'agit d'un nombre important de centrales nucléaires « conventionnelles » pendant de nombreuses années encore.
- Dans un tel contexte, une réelle diversification des sources d'énergie ne pourra prendre, même à long terme, une place très secondaire dans l'effort national.
- 2 - La décision de construire Super-Phénix aboutit à un double effet de concentration économique et politique. Les pouvoirs publics ont encouragé les sensibles dans les restructurations qui affectent les industries du nucléaire. Les moyens industriels sont concentrés dans les mains d'un petit nombre de sociétés multinationales (General Atomics, Westinghouse, etc.) qui dominent avec l'aide de fonds publics et les moyens des entreprises publiques (R.D.F., C.E.S.).
- Qui, dans ces conditions, orientera la politique énergétique du pays ? Comment éviter l'insécurité de la production d'énergie ? Comment éviter les subventions dans le sens plus humain souhaité par la majorité de la population ?
- 3 - Pour rentabiliser les investissements réalisés, il faudra vendre et exporter cette nouvelle technologie. Les réacteurs de type bouillier seront alors produits et changés dans le monde avec toutes les conséquences prévisibles de la mondialisation et de la désamortisation des armées nucléaires.
- 4 - Les surréacteurs présentent des risques spécifiques considérablement plus importants que ceux des centrales nucléaires classiques :
- Leur fonctionnement implique l'exploitation de grandes quantités de plutonium. Ce produit est l'un des plus dangereux que l'on connaisse. L'incendie d'un seul kilogramme peut provoquer un cancer du poulmon et la possession d'une quinzaine de grammes permet de fabriquer une bombe.
- A la différence des centrales nucléaires « conventionnelles », les surréacteurs peuvent, par accident, être le siège d'une variété de réactions de fission, de fusion, de polymérisation, de réaction nucléaire, etc. Ils peuvent même « excréter » du plutonium. Le mécanisme même de la production de cet accident est actuellement très mal connu. Les conséquences peuvent être effroyables.
- Super-Phénix produit 200 tonnes de sodium liquide. Ce corps brûle au moins deux fois de l'air ou de l'eau et on ne se peut pas le produire et le transporter. On en a 200 tonnes de ce sodium. Plus généralement on doit souligner que la technique des surréacteurs est en fait la technique des surréacteurs producteurs d'électricité qui ont déjà fonctionné dans le monde, trois fois de plus que dans les centrales.
- Le principe de ces centrales nécessite un retraitement du combustible. Or la technologie de ce retraitement n'est pas maîtrisée au niveau industriel. Son coût est actuellement de l'ordre de 100 millions de francs.
- A bien des stades du cycle du combustible nucléaire (fonctionnement du réacteur, transport, retraitement, fabrication du combustible, utilisation, gestion de la dispersion de plutonium et d'autres corps radioactifs, par accident ou par sabotage).
- Face à de tels risques aucune société ne pourrait éviter de multiplier les contrôles sociaux et politiques. La « société du plutonium » nécessiterait une surveillance politique et internationale de très longue durée.
- Qui veut ou peut prendre un tel parti ?
- C'EST POURQUOI LES SIGNATAIRES RAFFERMENT LEUR OPPOSITION A LA CONSTRUCTION D'UN SURREACTEUR DE 1200 MEGAWATTS, ACTUELLEMENT DECIDEE SUR LE SITE DE CREYS-MALVILLE, A 22 KM DE BOUGON, 38 KM DE CHAMBERY, 44 KM DE LYON, 74 KM DE GENEVE.**
- ILS PARTAGENT LES INQUIETUDES DE CEUX QUI VEULENT OCCUPER PACIFIQUEMENT LE SITE DE CREYS-MALVILLE A PARTIR DU 3 JUILLET 1976.**

PREMIERS SIGNATAIRES

[illegible]

**rendez-vous
en septembre
à Thessaloniki.**

41st
THESSALONIKI
INTERNATIONAL
TRADE FAIR
5-19 SEPTEMBER, 1978
Official Carrier **OLYMPIC**
ALLWAYS

Des milliers de visiteurs de tous les coins du monde s'y réuniront pour affaires mais aussi pour se distraire. Venez-y aussi...
Durant ces deux semaines, vous verrez des nouveaux produits, vous échangerez des idées, vous établirez des nouvelles relations.
Et n'oubliez pas qu'en venant à Thessaloniki, vous y trouverez toute l'hospitalité et la joie de vivre chère au peuple grec.
Venez-y!

Envoyez-moi S.V.P. gratuitement,
la brochure suscitée.

Nom _____
Rue _____
Vae _____
Code postal _____

Province _____
Pays _____

Adresser ce coupon par le poste à:
Foire Internationale de Thunderbird
Thunderbird, 26 Grosvenor ou au bureau
local d'OLYMPIC AIRWAYS.

LM

SI LA GAUCHE L'EMPORTAIT...

● LE P.C.F. — « Plutôt que de dire que le parti communiste décline, il est plus juste de dire qu'il est étale. Certains diraient qu'il piétine. C'est un grand parti qui rassemble entre cinq et six millions de Français. C'est une formation politique d'une très grande importance.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui était, jeudi 1^{er} juillet, l'invité de l'émission de TF1 « L'événement », a notamment déclaré :

● **LES PRISES D'OTAGES.** — « C'est un problème de situation. La société civilisée ne s'en tirera pas sans une très grande fermeté. »

● LA COURSE TRANSATLANTIQUE. — « C'est la restauration de la valeur de l'effort individuel. »

● **LES RELATIONS ENTRE LE PREMIER MINISTRE ET LE CHEF DE L'ETAT.** — « La V^e République n'a pas encore trouvé son régime de croisière quant à la situation du premier ministre. Il faut un meilleur équilibre entre le président de la République et le gouvernement ».

ment. »

● LA GAUCHE ET M. GISCARD D'ESTAING. — « Si la gauche obtenait la majorité en 1978, nous respecterions la décision du peuple. M. Giscard d'Es- »

sion du peuple. M. Giscard d'Estaing a été élu pour sept ans. Rien ne doit faire qu'il quitte avant l'achèvement de son mandat. Dans l'hypothèse d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale, il convient que chacun recherche la voie de la sagesse. En tant que responsable de la gauche je ne voudrais pas aggraver la situation par une crise de régime, mais je ferais preuve de

» Je n'ai jamais reçu d'invitation de M. Giscard d'Estaing. De toute manière, cela ne démontre rien.

De toute manière, cela ne dépend pas que du président de la République. Quand il s'adresse à un parti politique d'en face, il n'est plus un arbitre. Il ne peut à la fois être juge et partie. S'il veut discuter avec la gauche, il doit dire pourquoi et je dois pouvoir apprécier. Le jour où le président de la République estimera une rencontre nécessaire, non pour la parade ou pour sa propagande, il nous le fera dire. Nous en fuserons. Il est bon que le prési-

dent de la République et les responsables de l'opposition se rencontrent et l'intérêt des Français est vraiment en jeu. Cela peut se produire. Cela se produira.

» Les seuls Français qui parlent de guerre civile, ce sont M. Poniatowski et quelques autres. »

LE P.S. ET LES GAULLISTES

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du parti socialiste, revient dans l'hebdomadaire *l'Unité* (date 2-8 juillet) sur l'Interview de Guy Deleurye, paru dans la revue gaulliste *l'Appel* (le 16 du 16 juin), dans lequel le député de Belfort déclare notamment : « Ce n'est pas le général de Gaulle vis-à-vis de nous, mais nous vis-à-vis de lui, qui nous empêchent d'adopter l'essentiel des dispositions économiques et sociales du programme commun, et donc de nous promouvoir comme en 1944. »

M. Jospin écrit : « Cette phrase a choqué. Elle a inquiété. (...) Elle a été mal comprise. (...) Elle pouvait y avoir entre nous malentendu sur la nature de classe du gaullisme, le langage de la classe dirigeante, le langage de la droite, le langage du régime né en 1958 d'un coup d'Etat légalisé. Car c'est fondamentalement une question de classe sociale, sur les intérêts sociaux

déjà, sur la place qu'il faut aux revendications des travailleurs que nous, socialistes, jugeons un régime ou un gouvernement. (...) »

« Tant que, pour le même, il n'y a pas de programme commun. De nombreux camarades et moi-même avions cru approuver en programme de rupture avec la société capitaliste. C'est seulement nous précède dans l'Appel : « Qu'est-ce au fond aujourd'hui ? » que le programme commun, sinon ? »

« C'est le programme commun, le programme commun, le programme commun du C.N.E.T ? Il précède »

« des nationalisations dans les sections de points. » En somme, le programme commun est un dilemme suivant : ou considérer le programme commun comme « réformiste » ou prendre de Gaulle comme « réactionnaire ». C'est critique à gauche et on tombe à droite. »

**Après l'accord
des partis de gauche
sur les élections municipales**
M. BEREGOVY : on aurait pu
gagner du temps.

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat du parti socialiste, revient dans l'hebdomadaire *l'Unité*, daté 2-8 juillet, sur l'accord entre les partis de gauche pour les élections municipales. Il note :

« Le P.S. a peu de goût pour ce genre de triphalisme. J'oserai simplement dire, lors de la rencontre du 21 mai, François Mitterrand proposait, au nom de la désignation socialiste, « un accord national » dans lequel les communistes et les socialistes se compromettaient à des maintiens mutuels à rechercher partout, dans le cadre de leurs structures départementales et locales, le meilleur accord possible dès le premier tour de scrutin ».

« Si la seule proposition avait été alors retenue, on aurait gagné du temps.

Temps. — Devant les secrétaires fédéraux du P.C.F., mercredi 30 juin, M. Paul Laurent, membre du secrétariat, avait expliqué : « L'ampleur et la rapidité du recul du parti socialiste témoignent à la fois de la force de nos propositions et de la force du courant unitaire dans le pays. L'appréciation positive s'impose. L'accord est une victoire de notre politique d'union. »

defend, sur le plan où j'ai eu
réaction des travailleurs
nous, socialistes, lueurs
un régime ou un gouvernement (...)»
«D'autant que, par là même, il
émousse le point du programme
qui nous nous camarades
et moi-même, selon que nous
over un programme de rupture
avec la société capitaliste. Chevè-
nement nous précise dans l'Appel :
«Qu'est-ce qui font aujourd'hui
la gauche et la droite ? C'est
la variante moderne du pro-
gramme du C.N.R. ? Il précon-
ise des nationalisations dans les
secteurs de pointe. » En somme,
il nous propose de faire le
dilemme suivant ou comme
le programme continu comme
«réformisme» ou prendre de Gaulle
pour un «révolutionnaire». On
parle de gauche et on tombe à
droite.»

Le bureau exécutif de l'U.D.R. s'est réuni jeudi 1^{er} juillet sous la présidence de M. Yves Guéna, secrétaire général. Il a examiné les propositions de la situation internationale, qu'il a constaté que l'inflation touchait gravement les pays du bloc communiste, que la situation économique des polonais n'est pas isolée, le bureau exécutif considère « que la hausse des coûts pèse sur l'économie de tous les pays ». Il a décidé qu'elle est masquée par un système de fixation des prix fondé sur les subventions budgétaires, le rationnement et la répression.

Les dirigeants de l'U.D.R. estiment l'endettement des pays socialistes à 30 milliards de dollars, ce qui leur permettrait de produire des matières premières et d'être obligés, pour financer son déficit croissant, de multiplier les emprunts internationaux. Ces quelques faits prouvent que l'inflation n'est pas le produit de notre système, mais qu'elle est le résultat de la politique socialiste, et que les Français ont toutes raisons de se méfier des remèdes que leur propose le régime communiste et bureaucratie.

Le bureau exécutif a également évoqué la politique familiale et approuvé l'action de M. Guéna en faveur des personnes âgées.

Enfin, la suite de la publication du rapport du « comité pour le respect du droit à l'information radio-télévisée » (*le Monde* du 7 juillet), lui-même précédé d'un éditorial très sympathique aux journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée, victimes d'une intenable agression des coalisés du programme commun.

C'est tout dire. Ce qui, en attaquant au mépris des faits la conscience professionnelle et l'honnêteté intellectuelle des journalistes, s'ajoute à une déloyauté flagrante vis-à-vis de la liberté d'expression. Ils sont en cela tout à fait fidèles au programme commun qui lui-même restreint soverainement la liberté d'expression.

« Nous sommes attachés, nous, à ces libertés et su volonté de les défendre. »

M. ROLLAND Priouret, éditeur-propriétaire de R.T.T. nous a déclaré :
 « Pour le domaine où je partage une responsabilité indirecte avec les responsables directs de R.T.T., j'ai réagi assez vivement à l'analyse du groupe de travail de la gauche sur le contenu des émissions télé et radio.
 « Je pense qu'il est utile de consacrer le même temps d'antenne à la majorité que le gouvernement, donc une force de l'opposition, pour l'actualité et l'opposition qui est une force de propositions pour l'avenir. Oui, nous accordons au moins trois fois plus de temps à M. Jean-Pierre Laroche, chef de file de la gauche, même si je pense qu'il souligne une crise économique alors qu'on est en présence d'une crise de l'économie. Il me semble que la gauche a le droit de poser la seule question étant de savoir si les commentaires des décisions gouvernementales sont complaisants ou non. Je ne pense pas, pour le jour, à R.T.T. me m'a demandé de les juger complaisants. »

● **M. Henri Guillaumont**, sans étiquette, adjoint (chargé des finances) au maire d'Antibes (Alpes-Maritimes) est décédé, mercredi soir 30 juin, d'une hydronotie. Né en 1924, M. Guillaumont, avocat, avait été élu conseiller municipal pour la première fois en 1959.

Berger-Levrault

1, avenue de l'Observatoire - 75006 Paris

Relations internationales du Tiers Monde

LE TIERS MONDE EN LUTTE

Par Edmond Jouve

480 pages, 44 cartes, 25 illustrations, 130 F.
Collection "Tiers Monde en marche"
dirigée par P.-F. Gonidec et E. Jouve

.....

Pour recevoir l'ouvrage d'Edmond Joue : Relations Internationales du Tiers Monde, adressez-vous à votre libraire ou retournez ce bon aux Editions Berger-Levrault, 1 avenue de l'Observatoire, 75006 Paris accompagné de votre règlement. M20.E

Nom _____

Adresse _____

Diffusion exclusive: S.A. Frankel
8 rue Clapeyron, 75008 Paris
En Belgique: Éditions et diffusion
En Suisse: Diffusion S.A.

RELIGION

Les prêtres ordonnés à Ecône sont suspendus par le Saint-Siège

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Un nouveau pas vient d'être franchi par le Saint-Siège dans le conflit qui l'oppose à Mgr Marcel Lefebvre, supérieur de la Fraternité sacerdotale Saint Pie X et du Séminaire traditionaliste d'Ecône, en Suisse : il est interdit pendant un an à cet évêque français d'ordonner des prêtres, et les ordinations auxquelles il a procédé sont suspendues.

Ces décisions ont été communiquées aux journalistes jeudi 1^{er} juillet par le Père Romeo Pandolfi, directeur de la salle de presse du Vatican. Elles découlent des mesures prises en mai 1976 par le Saint-Siège, qui avait retiré toute existence juridique à la Fraternité Saint Pie X. Pour l'ordination, les étudiants de Mgr Lefebvre n'étaient donc « canoniquement présents » par personne et aucun évêque ne les avait pris en charge.

Le pape, précise-t-on, a écrit deux fois à Mgr Lefebvre, le mois dernier, pour le dissuader de procéder à des ordinations. « M. Lefebvre, ces derniers jours », n'ont servi à rien : le 29 juin, Mgr Lefebvre a ordonné treize diacres et conféré la prêtrise à treize autres de ses étudiants (le Monde du 1^{er} juillet).

Cet acte de désobéissance fait actuellement l'objet d'un examen. Il pourrait valoir à Mgr Lefebvre de nouvelles sanctions. Quant aux étudiants concernés, il leur est interdit de dire la messe en privé, et d'accomplir tous les actes liés à leur ordination.

L'un d'eux, M. Denis Roch, envisage de célébrer le 4 juillet une messe solennelle au Palais des expositions de Genève et a demandé à Mgr Lefebvre de prononcer l'homélie. Cette initiative est vivement désapprouvée par Mgr Pierre-Marie, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, qui a invité les fidèles de son diocèse à ne pas participer à la cérémonie. Allant plus loin, Mgr Mamie a interdit à Mgr Lefebvre de prêcher dans son diocèse. La mesure est d'autant plus grave que Mgr Lefebvre risque de ne pas s'incliner. Il serait alors au bord

MÉDECINE

LES TRAVAUX DE RÉFORME SUR LE CONSEIL DE L'ORDRE DEVRAIENT ABOUTIR À L'AUTOMNE

Deux femmes, Mme Aline Marcell, vice-présidente de l'Association des femmes médecins, chargée de recherche dans un service hospitalier parisien, et Mlle Josette Le Fur, médecin rural en Haute-Vienne, siègent désormais, à titre d'auditrices, au conseil national de l'ordre des médecins : c'est l'une des décisions que vient de prendre celui-ci, qui a tenu, du 25 au 26 juin, sa cent vingt-deuxième session, en présence du professeur Denoux, directeur général de la santé. Cette semaine de travail, qui a permis aux conseillers nationaux d'étudier de nombreux problèmes — en particulier ceux des études médicales, de la lutte contre le tabagisme, de la prévention des accidents du travail et de l'indépendance du médecin — s'est achevée, samedi 26 juin, par la réunion plénière des cent cinquante membres des groupes de travail constitués à la suite des sessions nationales de l'ordre de décembre dernier.

Les membres des groupes de travail ont remis sept rapports, qui ont été largement discutés, et devront être réexaminés par les conseils départementaux, avant d'être définitivement adoptés en octobre prochain. Les textes étudiés concernent notamment :

- Le code de déontologie : le texte soumis au début de 1975 par le conseil national au ministère de la santé (le Monde du 29 novembre 1975) devait faire l'objet de quelques modifications ;
- Le fonctionnement de l'ordre : le mode électoral sera sensiblement transformé, afin, en particulier, de faciliter un certain renouvellement et d'accroître le renouvellement des conseils ;
- La place du médecin dans la société : il a été demandé que le conseil national crée une section chargée de poursuivre les travaux sur l'économie médicale ;
- Les études médicales : les groupes de travail sont favorables à une présélection à l'entrée des facultés de médecine.

LE PALMARÈS DU CONCOURS GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Voici le palmarès du concours général des établissements catholiques d'enseignement du second degré avec, pour chaque discipline, le lauréat du premier prix :

Enseignement religieux : Christophe Marguier, Saint-Jean (Douai).

Composition française : Rami Le Maréchal, Sainte-Odile (Neudilly).

Version grecque : Evalyze Chalala, Sainte-Marie (Bourges).

Allemand : Martine Ammer, Sainte-Christine (Barcelonnette).

Anglais : Henri Garnier, Saint-Michel (Saint-Sauveur).

Espagnol : Jean-Michel Grange, Saint-Bernard (Troyes).

Philosophie (section A) : Brigitte Dubar, Saint-Jean (Douai).

Philosophie (autres sections) : Aurélie Froust, Saint-Louis-de-Gonzague (Paris).

Mathématiques : Pierre Guillet, école Albert-de-Mun (Nogent-sur-Marne).

Chimie : Yves Blandeau, Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle (Nantes).

Sciences physiques : Eric de Millé, Collège Stanislas (Paris).

Sciences économiques (sections B, D, D') : Didier Fuser, Saint-Louis-de-Gonzague (Paris).

Sciences naturelles (section D) : Christine Lecourt, Saint-Denis (Annonay).

Construction mécanique : Benoit Bykowski, Ecole supérieure professionnelle Orléans (Orléans).

Aucun premier prix n'a été attribué cette année en version latine, sciences économiques (section G) et sciences naturelles (section D').

ÉDUCATION

LA RÉFORME HABY

Le S.G.E.N. redoute la multiplication des cas de « répression » dans l'enseignement

Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) estime que le projet de décret d'application de la réforme Haby portant sur l'organisation administrative des établissements scolaires, loin de renforcer l'autonomie réelle et d'accroître la participation des parents et des élèves à la vie de la communauté scolaire, est l'indice d'une « politique de mise au pas ».

La fonction d'encadrement est accrue, les notions d'élection et de représentation minimisées, ont affirmé les responsables de ce syndicat au cours d'une conférence de presse. Selon le SGEN, « si les établissements devaient fonctionner de façon autonome, ce serait l'autonomie des chefs d'établissement et non celle de la communauté scolaire ». Plusieurs cas de « répres-

son » ont d'autre part été dénoncés au cours de cette conférence de presse. Celui de M. Robert Pelletier, instituteur suppléant à Gennevilliers, récemment exclu de l'enseignement (il avait été condamné par le tribunal permanent des forces armées après les incidents de Draguignan) (« le Monde » du 12 juin), celui de M. Charles Fontenat que nous évoquons ci-dessous, et celui de M. Paul Pouwillon (« le Monde » du 12 juin). Ce dernier a été débouté mardi 29 juin par le tribunal de Blois dans son action en diffamation intentée contre cinq membres du conseil d'administration du lycée agricole de Vendôme. Le SGEN-C.F.D.T. prévoit que ces cas de « répression » jusqu'ici isolés se multiplieront si le décret en préparation est pris par le ministre de l'éducation.

UN PRINCIPAL MAL NOTÉ

Parce qu'il a accueilli avec enthousiasme et laissé se préparer et se dérouler, du 15 octobre au 30 décembre 1975, dans son établissement, un spectacle mis en place par Armand Gatti et sa troupe, M. Charles Fontenat, principal du collège d'enseignement secondaire de Ris-Orangis (Seine-et-Marne), est aujourd'hui un fonctionnaire « mal noté » et qui doit s'attendre à des sanctions.

Selon l'enthousiasme cher à l'administration, « sa situation administrative va être examinée ».

Pourtant, l'expérience du Chat guériero — tel était le point de départ du travail théâtral collectif — a provoqué partout l'intérêt. Il s'agissait, en y faisant participer les élèves, de retracer l'une des sept vies d'un chat guériero — symbole de la révolution — mort dans l'incendie du repère de l'armée sioniste de libération (S.L.A.), assiéger la police. La presse s'y est intéressée (voir notamment le Monde du 27 novembre 1975), alors que les critiques de théâtre ont peu d'occasions de se rendre en milieu scolaire.

L'émerveillement de l'homme de théâtre et des enseignants du C.E.S., qui dans leur quasi-totalité soutiennent M. Fontenat dans ses difficultés présentes comme dans l'exercice quotidien de la vie scolaire, fut aussi de voir les élèves de la « section d'éducation spécialisée » (S.E.S.), généralement considérés comme les irréductibles du système scolaire et voués à une entrée rapide dans les professions les moins qualifiées, s'attacher avec plus d'ardeur et de fruits que les autres à la construction de multiples chais, petits ou gigantesques, qui constituèrent pendant ce trimestre le décor.

Fait accompli

Lorsqu'on aura dit que les parents ont été dans cette affaire soit passionnés, soit attentistes, mais qu'aucune voix d'opposition ne s'est élevée et que les représentants de l'inspection académique ne sont jamais allés dans l'établissement pendant le déroulement de l'expérience, il faudra bien demander : que reproche-t-on au principal du C.E.S. de Ris-Orangis ?

Ceci : M. Fontenat — qui est syndiqué à la C.F.D.T. — a négligé

de demander à ses supérieurs hiérarchiques des autorisations préalables et les aurait à plusieurs reprises placés devant le fait accompli. A moins que ses difficultés ne soient nées du centre du C.E.S. Palleron. Au cours d'un conseil d'administration houleux qui s'était tenu quelques mois après la catastrophe — il s'agissait de modifier au plus vite le C.E.S. de Ris-Orangis, qui avait été jugé à l'époque comme un défi aux lois de la sécurité — M. Fontenat semble avoir porté trop d'attention aux doléances des utilisateurs. L'inspecteur d'académie a estimé qu'il n'avait pas, à cette occasion et en plusieurs autres, joué son rôle de défenseur inconditionnel de l'administration. Les rapports du principal avec son inspecteur (qui s'est refusé, tout comme le recteur, à nous donner son interprétation des faits) ont été depuis lors assez froids, jusqu'à la lettre qu'il a adressée, au début de juin, annonçant à M. Fontenat que la « commission consultative spéciale » examinerait sa situation le 22 juin.

La 1^{re} Ladite commission est illégale. Instituée en 1968, elle a depuis été utilisée sans que les procédures rendues nécessaires par son caractère dérogatoire au statut de la fonction publique aient été respectées. Il a fallu un arrêt du Conseil d'Etat (13 février 1976) et le jugement du tribunal administratif de Grenoble dans l'« affaire Françoise Ruffier » (le Monde daté 6-7 juin) pour que l'on s'en avise.

La « situation administrative » de M. Charles Fontenat laisse-t-elle mal augurer de l'avenir ? Elle illustre la difficulté pour les chefs d'établissement qui en ont la volonté de dépasser le pur verbalisme lorsqu'il s'agit d'exercer l'autonomie ou de constituer et de faire fonctionner une authentique communauté scolaire.

MICHEL KAJMAN.

Le C.N.P.F. désapprouve les réductions d'horaires dans les instituts universitaires de technologie

Après les menaces de démission des directeurs et présidents d'instituts universitaires de technologie pour protester contre la réduction des horaires et des programmes d'enseignement et de la réduction des effectifs, le C.N.P.F. a aujourd'hui un mode de formation qui serait gravement dénaturé.

Selon M. Chotard, les I.U.T. « représentent la plus importante transformation positive intervenue dans les enseignements supérieurs français depuis longtemps ». Il juge « normal » un examen périodique de la situation des I.U.T. et des modifications de leurs conditions de fonctionnement, mais désapprouve « les projets actuels et les délais très courts envisagés » (les réductions seraient appliquées dès la rentrée 1976) « A condition que les délais envisagés soient prolongés d'au moins une année ».

Le C.N.P.F. propose de réunir dès septembre prochain une « commission ad hoc », comme celle qui avait fonctionné lors du démarrage des I.U.T., pour réfléchir sur les mesures à prendre pour ces établissements.

Après les menaces de démission des directeurs et présidents d'instituts universitaires de technologie pour protester contre la réduction des horaires et des programmes d'enseignement et de la réduction des effectifs, le C.N.P.F. a aujourd'hui un mode de formation qui serait gravement dénaturé.

Selon M. Chotard, les I.U.T. « représentent la plus importante transformation positive intervenue dans les enseignements supérieurs français depuis longtemps ». Il juge « normal » un examen périodique de la situation des I.U.T. et des modifications de leurs conditions de fonctionnement, mais désapprouve « les projets actuels et les délais très courts envisagés » (les réductions seraient appliquées dès la rentrée 1976) « A condition que les délais envisagés soient prolongés d'au moins une année ».

Le C.N.P.F. propose de réunir dès septembre prochain une « commission ad hoc », comme celle qui avait fonctionné lors du démarrage des I.U.T., pour réfléchir sur les mesures à prendre pour ces établissements.

MATÉLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

**TRECA
EPEDA
SIMMONS**

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
57, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e • Métro Parmentier
TEL 557.46.55

Vient de paraître

L'ANNUAIRE
ÉCONOMIQUE 1976
DES PAYS MEMBRES
DE L'ORGANISATION
DE L'UNITÉ AFRICAINE

Entièrement mis à jour

Les graphiques et statistiques
vous informent sur toutes les
données économiques les plus
récentes de chaque pays membre
de l'O.U.A.

30.000 adresses : Importateurs -
exportateurs - industriels - ban-
ques - agences de voyage -
hôtels - avocats - huissiers -
assurances - code des investisse-
ments - histoire - géographie -
climat - voisins - situation -
monnaie.

Volume de 810 pages
21x27 cm en 4 et 2 couleurs
Anglais-Français

Prix FN 240, y compris transport
avion

Vente exclusivement
par correspondance

EDICA
Diffusion internationale
B.P. 146
05100 Tonn - Italie

DOSSIER

le droit
des citoyens
à l'information

POUR UN
**STATUT
DE LA
PRESSE**

- Ce que veulent les journalistes
- Les expériences françaises et étrangères
- L'inadaptation de l'aide de l'Etat
- Les textes fondamentaux

Fédération Française des Sociétés de Journalistes
Centre d'Etudes et de Documentation sur l'Information de l'Université de Caen

En vente (30 F) soit au « Monde », Société des
rédateurs, 5, rue des Italiens, Paris (9^e), soit à la
FNAC, 136, rue de Rennes, Paris (6^e). Commandes
payables par chèque établi au nom de la Fédération
française des sociétés de journalistes et adressé à la
Société des rédacteurs, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Franco 32 F.

**Maintenant,
Vanves, c'est Paris...** Mais Vanves — qui va se
confronter avec le XV^e arrondissement — c'est (encore) moins cher — rapport
qualité/prix — que Paris.
C'est dès maintenant que vous pouvez encore profiter des conditions favorables
et acquérir votre appartement à Vanves.
La rénovation, le « nouveau dessin » de Vanves sont en marche...

Après les résidences, terminées et habitées,
« Jean-Jaurès » - « Les Vignes » - « Maine-Anjou » - « Pasteur » - « Marceau ».

**Guyedde
Gascogne**
55, rue Jean-Jaurès à Vanves.

offre encore quelques
APPARTEMENTS A VENDRE
du studio au 5 pièces

LIVRAISONS IMMÉDIATES
EXEMPLE DE PRIX :
4 pièces : 331 000 F
CREDIT PERSONNALISÉ jusqu'à 80 %

Informations
Bureau de vente
Appartement témoin
sur place de 11 h à 19 h
du lundi au vendredi
et 14 h 30 à 18 h
samedi et dimanche
TEL : 736.00.72

SEMICLE
Société d'économie mixte
pour la Construction
de Logements Économiques
5, avenue Bertie-Albrecht
75008 Paris
7665176

bon à découper

Sans engagement de ma part, veuillez m'envoyer une documentation gratuite sur votre résidence :

Studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ 4 pièces ☐ 5 pièces ☐

Nom :

Adresse :

Tél. :

A retourner à SEMICLE - 5, avenue Bertie-Albrecht, 75008 PARIS

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE FACE AUX RÉALITÉS

Réduire ou consolider
les sciences économiques et sociales ?

par HENRI BARTOLI (*)

La promotion de l'économie politique a été spectaculaire. La multiplication de ses enseignements, le prodigieux essor de la littérature qui lui est consacrée, la primauté qui lui est accordée, parfois, si légèrement accordée dans l'explication des problèmes de notre temps, en sont autant d'illustrations. La conscience moderne est à ce point sensibilisée aux conditionnements économiques et sociaux qu'il n'est plus de secteur des sciences de l'homme qui puisse être étudié sans que référence leur soit faite.

Il ne saurait être question de tirer argument d'une telle promotion pour entrer, à l'occasion de la réforme de l'enseignement secondaire, dans une

nouvelle querelle des docteurs, chacun vantant les mérites de sa propre discipline. Il importe, par contre, de tout faire pour que cette réforme accorde aux enseignements économiques et sociaux la place à laquelle ils ont droit et pour qu'ils soient assurés dans de bonnes conditions satisfaisantes.

Nous avons appris qu'on envisage d'attribuer quatre heures à l'ensemble des sciences économiques et humaines. Une option de sciences économiques doit s'y ajouter en première, mais rien de précis n'a été publiquement annoncé à ce sujet.

Il faut du temps

De toute évidence, l'on ne peut assurer sérieusement l'enseignement de plusieurs disciplines (histoire, géographie, sciences économiques et sociales) en si peu de temps ! Il faut du temps pour :

- Dans chaque discipline apprendre le maniement des concepts de base et des instruments de connaissance (statistiques, enquêtes, documents, etc.), et chaque discipline a ses méthodes propres ;
- Acquérir une compréhension des phénomènes. L'explication de l'inflation exige qu'il soit fait référence aux processus de formation des prix, à la répartition des revenus, à la politique du crédit, à l'attitude des partenaires sociaux, aux relations internationales, etc. ;
- Éviter la superficialité, cette plaie de notre civilisation, et permettre l'assimilation par les élèves de ce qui leur est dit ou de ce sur quoi ils sont appelés à réfléchir. C'est-on qu'il soit possible de « parler » à des jeunes très sensibilisés au problème du chômage de ce phénomène sans avoir le temps d'y revenir, de leur en faire saisir la complexité et la diversité, d'analyser avec eux

ses raisons d'être et les mesures prises à son endroit ?

Qui enseignera ces « sciences humaines » ? La question est aussi grave que la précédente, et plus difficile à traiter en évitant tout « corporatisme ».

Un corps unique d'enseignants ? Des rumeurs laissent entendre que l'on pourrait s'orienter dans ce sens. Des professeurs touchés à tout, sans formation spécifique suffisante.

Des enseignants d'origines différentes : historiens, géographes, spécialistes des sciences économiques et sociales ? Ce serait la solution la meilleure ; encore faudrait-il que les sciences économiques et sociales disposent d'un horaire suffisant et ne se transforment pas en une « instruction civique » vouée à la disparition.

Répartir quatre heures hebdomadaires entre plusieurs disciplines, cela de ce qui leur est dit ou de ce sur quoi ils sont appelés à réfléchir. C'est-on qu'il soit possible de « parler » à des jeunes très sensibilisés au problème du chômage de ce phénomène sans avoir le temps d'y revenir, de leur en faire saisir la complexité et la diversité, d'analyser avec eux

économiques ou de gestion ou des écoles de commerce, d'ailleurs de options d'économie et de mathématiques. D'autres futurs étudiants pourraient choisir d'autres combinaisons : économie et histoire, économie et philosophie, économie et physique, tout comme, bien sûr, des combinaisons dont l'économie serait absente.

La crainte a été parfois émise que l'enseignement des sciences économiques et sociales ne développe à l'excès l'esprit critique. L'argument avait déjà été employé contre la philosophie. Il est ridicule. N'est-il pas absurde et contradictoire d'insister sur la majorité civile à dix-huit ans et de réduire ou de refuser aux jeunes les moyens leur permettant d'assumer des responsabilités nouvelles ? Lutte-t-on mieux contre le racisme ou la violence par la simple diffusion d'idées générales ou par l'étude en profondeur des réalités économiques et sociales qui conditionnent leur émergence ? Convient-il d'apprendre aux jeunes l'avarice de leur discernement critique en fonction des valeurs auxquelles ils adhèrent et la rigueur que cela implique si l'on veut brasser autre chose que du « vent », ou de les laisser errer à l'aventure sans autre guide que le hasard de la rencontre ?

L'enseignement secondaire est chargé de transmettre une culture générale, fait-il en sorte des connaissances telles que l'existence et le rôle des firmes multinationales, la croissance et ses processus, le chômage (faits et théories explicatives), l'inflation ? Il n'est question de tous côtés, et dans tous les partis, que de crise de civilisation, de projets de société, de nouvel ordre économique et social, de construction d'une cité nouvelle, cela n'exige-t-il pas que, loin de réduire la part des sciences économiques et sociales on la consolide et que l'on accorde à de telles disciplines tout le respect que l'on accorde à d'autres. Il ne viendrait à personne l'idée de faire enseigner les mathématiques ou la physique par un professeur d'anglais ou de latin, les sciences économiques et sociales ont les mêmes exigences et ce n'est pas plus qu'il les implique le maintien au titre de techniques auxiliaires de la mathématique, de la statistique, de la comptabilité nationale et de la comptabilité commerciale, et une continue réactualisation des exemples, de la documentation, et des connaissances.

Les mass media exercent une influence grandissante sur les jeunes, le rôle de l'éducation doit être de les aider à ne pas les subir aveuglément. Des enquêtes, dont la plus récente est celle du centre d'études des revenus et des coûts, ont montré l'efficacité de l'enseignement économique dans le secondaire. La compréhension des mécanismes économiques et sociaux ne doit pas être réservée à une élite, la formation économique est nécessaire pour tous les jeunes, y compris ceux qui n'auront pas accès à l'enseignement supérieur. L'exercice de la démocratie passe par de telles voies.

(*) Professeur à l'université de Paris-L.

Les professeurs n'iront plus
dans les entreprises

« Nous ne comprenons pas », affirment les enseignants qui achèvent ces jours-ci un stage pratique de vie industrielle. Parce qu'elle sortait des sentiers battus, la formule, mise au point en 1971, avait de quoi séduire. Pendant neuf mois, des professeurs allaient oublier copies, tableau noir et manuels. Un nouveau métier les attendait : dactylo ou ajusteur, comptable ou mécanicien. L'éducation nationale et l'entreprise enfin réconciliées : une petite révolution ! Sept cent dix-huit enseignants — la plupart du second degré — ont participé, en cinq ans, à cette expérience. Événement rarissime, celle-ci a fait l'unanimité : celle des intéressés, des syndicats et du patronat. Le ministère de l'éducation a pourtant décidé de mettre fin à cette initiative. « Pour mieux en tirer le bilan », assure-t-il. « L'affaire est enterrée », rétorquent les pessimistes.

Vingt ans d'élève, vingt ans professeur : quarante ans sans jamais quitter l'école ! « Étonnez-vous, après ça, qu'on ait envie de respirer ! » explique un ancien stagiaire (1). Lancée en 1971 dans la foulée de la loi sur la formation permanente, l'expérience a vite été un succès. Malgré le peu de publicité dont elle était entourée, on a, chaque année, refusé de la monde. Aujourd'hui, c'est l'heure du bilan. Un bilan où l'enthousiasme l'emporte largement sur les déceptions.

L'accueil dans les entreprises a généralement été excellent : « On aurait pu nous prendre pour un salarié ordinaire », raconte un stagiaire qui ajoute, consécration suprême : « Certains se sont fait réprimander comme de simples subalternes. » Mais cette intégration a eu des limites : « Nous restions malgré tout des stagiaires de l'éducation nationale. Nous ne participions ni aux grèves, ni aux réunions syndicales, ni aux amicales, ni aux élections des délégués du personnel. » Plusieurs stagiaires regrettent que leur position « hors hiérarchie » ne leur ait pas permis de se sentir suffisamment « dans le coup ». D'autres, en revanche, ont eu des responsabilités importantes.

Cette situation n'est pas toujours allée sans difficulté : les enseignants ont été parfois accusés de « faire du zèle », ou d'occuper une place vacante au dé-

triment d'un « professionnel » ou d'un « chômeur ». Inversement, le fait d'avoir occupé un poste qui n'existait pas auparavant a montré que celui-ci était dorénavant nécessaire à la bonne marche de l'entreprise. Ce qui n'a pas toujours été du goût de l'employeur.

Intrigués par cette présence insolite, certains salariés ont eu cette réaction : « Ça bouge enfin dans l'enseignement ! » Réaction immédiatement suivie de multiples questions sur les structures de l'éducation nationale. Jugée généralement louable, « Nous avons pu faire tomber pas mal d'idées fausses », reconnaît un stagiaire. Au cours des conversations d'atelier ou de bureau ont jailli des remarques qui, souvent, ont fait mouche : « Vous, les profs, vous êtes complètement coupés des réalités ! »

Certaines « retombées » de l'expérience sont encore mal connues. Le ministère de l'éducation vient de lancer une enquête, afin de déterminer les conséquences de ces stages sur le comportement ultérieur des enseignants. Cette nécessité de « faire le point » n'est pas le seul argument avancé pour mettre fin à cette initiative. Bien que limitée à deux cents enseignants au plus chaque année, l'expérience a coûté cher. Le salaire des stagiaires est resté à la charge de l'administration qui a dû, en outre, leur trouver des remplaçants dans les établissements scolaires.

L'obstacle budgétaire :
un faux calcul

S'agit-il d'un abandon pur et simple ? On souligne, au ministère, que ces stages ne constituaient qu'une « expérience ». Comme telle, celle-ci devait, un jour ou l'autre, prendre fin. Les résultats de l'enquête en cours vont être, en tout cas, soigneusement analysés. Il en sera tenu compte lors de la rédaction définitive du projet de réforme de la formation des maîtres.

L'aveu d'impuissance de la petite cohorte d'enseignants qui ont participé à l'expérience contraste avec les vigoureuses protestations du C.N.P.P. L'Union des organisations patronales de la région parisienne (U.P.R.P.) déclare en particulier : « Il est inimaginable que cette initiative, qui a reçu l'accueil le plus favorable de toutes les parties

concernées, se trouve brusquement interrompue pour des motifs mal expliqués. Nous savons qu'il y a eu plus d'entreprises volontaires pour accueillir un professeur qu'il n'y avait de candidats (...). Nous savons que l'entreprise mérite d'être découverte et que l'enseignement des anciens professeurs stagiaires est indéniablement plus actif et vivant, parce qu'ils connaissent mieux les rouages économiques et sociaux de l'entreprise. » L'abandon de cette expérience sonne, en tout cas, le glas d'une des rares initiatives prises en faveur de la formation continue des enseignants du second degré. La promesse d'en tirer les leçons dans le projet de réforme de la formation des maîtres ne doit pas faire illusion. Quel que soit le désir du ministère d'ouvrir davantage celle-ci sur le monde extérieur, l'obstacle budgétaire subsiste : il n'est guère concevable d'offrir demain, ne serait-ce qu'au dixième des quelque deux cent trente mille enseignants du second degré, ce qu'on refuse aujourd'hui à deux cents d'entre eux. Certains « économistes » ont des allures de faux calcul.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) La plupart des citations qui suivent sont tirées d'un rapport de stage d'enseignants de l'académie de Montpellier.

une école
"vivante"examens d'entrée
(niveau "Terminale")

7 JUILLET

Hâtez-vous de vous inscrire ou demandez une documentation à notre "Service Examens" (Bacheliers : entrée sur titre)

ESD Soufflot
Un enseignement "sur mesure"
Des méthodes dynamiques,
L'école la plus appréciée
des employeurs.
Débouchés assurés.

Préparation : BTSS
(Bilingue - Trilingue)
chambres de commerce
étrangères

**Ecole des
Secrétaires de
Direction**
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 PARIS
Tél. 326 44 40

nom
prénom
adresse
niveau études

SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE

Etablissement d'enseignement privé
reconnu d'utilité publique

COURS A PLEIN TEMPS

COURS DU SOIR

ET

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Stages - Séminaires fonctionnels
Stages et Séminaires à la demande des entreprises
Comptabilité et Gestion financière
Informatique de Gestion
Droit Fiscal - Droit du Travail - Droit Commercial
C.A.P. : Employé de Comptabilité en 2 ans
B.P.C. : Brevet Professionnel de Comptable en 4 ans
D.E.C.S. : Diplôme d'Études Comptables Supérieures
Certificats Supérieurs : Juridique et Fiscal ; Révision
Comptable ; Organisation et Gestion des Entreprises

39, RUE DE MOSCOU - PARIS (8^e)
Téléphone : 292-23-26LE CONSERVATOIRE
LIBRE DU
CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF
16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

16, rue La Fayette
75009 PARIS - Tél. 824.92.70

PHILIPS
T.V. COULEUR
22 C 462

56 cm - TV couleur 110" tout écran
Transmission intégrale - Caméra
électronique 8 chaînes - Réglage vidéo
"Ligne magique" - Existence de grand
luxe laqué blanc satiné

960F (+ 21 mens de 212 F)
ou comptant : 4.680 F TTC

IDME

ENSEIGNEMENT PRIVÉ
SECONDE TERMINALE

Admissible juin 76 : 80,74 %
REQUIS BAC 74-75
A = 78 % C = 79 %
B = 85 % D = 74 %

70, RUE CHARDON-LAGACHE
75016 PARIS - Tél. 285.15-34COURS DE VACANCES
ouverture 30 août

COURS DE VACANCES 76

Du 1^{er} au 30 août - Cours le matin, sport après-midi : natation,
tennis, équitation, etc. - 6^e et Terminale - Bacs septembre -
Mathématiques Supérieures - Lettres Supérieures
Toutes inscriptions (vacances ou année)

COLLEGE PRIVÉ MIXTE DE LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL 36140
Fondé en 1840, 400 m. alt. Centre Culturel Européen. T. (05-54)30-35-62ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PRIVE
ÉCOLE INTERNATIONALE EUROPÉENNE DE PARIS

EXTERNAT - INTERNAT

Ordre et efficacité - Cours annuels et de vacances

Château des Bergeries - 91210 DRAVEIL - Tél. : 903-70-03

EPPREP
ÉCOLE DE PUBLICITÉ, PRESSE
ET RELATIONS PUBLIQUES
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
d'Enseignement Technique

• Statut étudiant • Deux années d'études
• Cours par demi-journée • Reprise 11 octobre 1976

• Étudiants voulant acquérir une formation professionnelle
• Bacheliers et élèves du niveau des classes terminales

• Diplômes d'État : BTS Publicité, BTS Tourisme, BTS Distribution
Commerce, BTS Commerce Extérieur.
Mêmes préparations en cours par correspondance.

E.P.P.R.E.P. 10, rue de la GRANGE-BATELIÈRE - 75009 PARIS
Tél. 770.6160 Métro : Richelieu-Drouot
Réception du lundi au vendredi et sur rendez-vous.LA FEMME
SECRÉTAIREÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE
DE SECRÉTARIAT
101, rue de Lille, Paris (7^e)
Tél. : 551-20-28 - 705-36-55

• PRÉPARATIONS :
- Brevets de Technicien Supérieur du Secrétariat.

Options :
- Secrétariat de Direction
- Secrétariat bilingue
- Examens des Chambres de Commerce étrangères

• SÉCURITÉ SOCIALE :
- régime « Étudiants »

• ADMISSION :
- Baccalauréat ou équivalence à défaut, examen d'entrée pour les élèves sortant de Terminale.

• PROCHAINES ÉPREUVES
DATES D'EXAMEN :
12 juillet

• SECTION PRÉPARATOIRE
pour les élèves sortant de classe de première.
Inscriptions :
tous les après-midi à l'école

مكتبة الأناضول

Desseurs n'iront plus
dans les entreprises

Le problème des bacheliers est un problème de société. Il ne s'agit pas seulement de trouver des emplois pour des jeunes gens, mais de leur donner une formation qui leur permette de s'insérer dans la vie active. C'est pourquoi l'État doit intervenir pour améliorer la situation des bacheliers et leur offrir des perspectives d'avenir.

La situation des bacheliers est préoccupante. Beaucoup d'entre eux ont du mal à trouver un emploi correspondant à leur niveau de formation. C'est pourquoi il est essentiel de réfléchir à de nouvelles méthodes d'enseignement et de formation pour mieux préparer les jeunes à la vie professionnelle.

L'obstacle budgétaire : un faux calcul

Les obstacles budgétaires ne doivent pas être considérés comme un faux calcul. Il s'agit plutôt d'un défi à relever pour améliorer la situation des bacheliers et leur offrir une formation de qualité.

ES 76

LA FEMME
SECRETAIRE

PARIS

PARIS

ÉDUCATION

TROIS ANS APRÈS

Une école au Larzac : l'utopie déçue

A Millau, M. l'inspecteur départemental de l'éducation nationale est un homme heureux : alors que dans le sud de l'Aveyron une centaine d'écoles ont fermé, il a ouvert un établissement scolaire sur la cauze du Larzac. Au terme de la troisième année, il constate qu'il n'y aura pas de problème d'effectif pour la rentrée, avec trente-six inscrits.

À l'été dernier, le Larzac avait plusieurs écoles. Dans le Nord, celle de Saint-Martin fermait ses portes en 1966. A La Cavalerie, l'école publique a cédé le pas au privé. Alors pourquoi cette création en 1973 ?

« Sept ans, Marie-Hélène allait à l'école à Millau. Elle était absente de la maison treize heures par jour. Pierre, qui avait six ans, partait à 6 h. 30 et était de retour à 19 h. 30. Le soir, le car de ramassage se transformait en dortoir.

« Nous avions choisi de vivre à la campagne, dit une maman, et nos enfants passaient leur temps en ville avec des trajets et des horaires impossibles. Au printemps 1973, un recensement éta-

blit qu'une trentaine d'enfants du plateau fréquentaient des écoles primaires à Millau ou à La Cavalerie. De quoi ouvrir une école à deux classes au nord du causse.

« Cette création répondait à un besoin, constate l'administration. Avec des horaires plus convenables, elle évitait aux enfants une importante fatigue. L'initiative fut excellente.

« Les paysans avaient tout de même une arrière-pensée : « Debré avait dit que le Larzac est un désert. On lui a répliqué par l'ouverture de l'école. »

« Il se souvient de son mari, raconte M. Corneille. La carte scolaire était déjà dressée pour la rentrée suivante. Je leur ai dit : « Vous arrivez tout de même un peu tard. » J'ai préparé et achevé le dossier avant mon départ en vacances, le 1^{er} août. Quand je suis revenu, le 1^{er} septembre, rien n'avait changé. Le 3 septembre, tout était réglé.

« Près de la ferme de l'hôpital, les préfabriqués ont été installés dans un bois de petits chênes. Derrière les baies des classes, l'herbe du causse frissonne sous le vent.

« Une belle école, où, les enfants semblent heureux et chers aux parents. Une autre école, comme le laisserait supposer l'originalité du milieu ? Non, répond un résident, lui-même enseignant à

Montpellier, qui fut avec quelques autres parents à l'origine de l'initiative. Non ! En définitive, notre école n'a rien de bien particulier. Sauf qu'elle n'est pas délabrée. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit plus ouverte.

La boutade résume le malentendu. « Nous voulions une école ouverte sur la vie. On a seulement supprimé les barrières. » Quand l'école est finie, la vie commence et des parents gambadent. « Faire de la musique, d'habitude, c'était mon rêve, dit un maman. On avait parlé d'un potager. Mais ça prend trop de temps. La première année, une militante de Millau donnait un cours d'occitan. » Cruelles exigences de la

dictée et de la règle de trois : elles devaient l'emploi du temps. « On croyait, raconte encore un causseirois, qu'avec le tiers-temps pédagogique et la participation des parents, des amis, qui ont un savoir ou une expérience, on pourrait éveiller les enfants et répondre à leur curiosité. Pas seulement suivre le programme des manuels ! A douze ou quatorze ans, les enfants pourraient avoir envie d'aller voir ailleurs. Même si les gosses sont moins compétitifs. Moi, je souhaite que les enfants soient ouverts à toutes les choses de la vie. Le prof, lui, il souhaite que les élèves aillent à Polytechnique. C'est toute la différence.

« L'expérience est décevante, dit l'inspecteur, parce que les parents ne nous font pas confiance. Pourtant nous avons discuté avec eux. » Son mari complète : « Ils nous laissent agir dans la mesure où ils ne peuvent pas faire autrement. Ils ont beaucoup de réserves, la contestation. En politique, ça peut s'admettre. Mais qu'est-ce que ça donne en pédagogie ? »

« Moi, dit sa femme, je suis pour une certaine discipline. On vit en société. » Dans une certaine mythologie politique, le Larzac est comme un endroit privilégié pour le débat des idées nouvelles. Mais les paysans doivent-ils tout réinventer, y compris l'école ?

HENRI DELIGNY.

« Qu'attendaient les parents exactement ? demandent M. et Mme C. Les instituteurs. Lui ne tient pas à être nommé : « Je ne suis pas le Messie, moi. Je ne cherche pas la publicité. » Il revient sur son idée : « Qui peut parler au nom de tous les parents ? On dit que le Larzac est ouvert et que tout le monde s'y exprime. Ce n'est pas vrai. »

« Que faut-il comprendre ? Que certains interprètent selon leurs idées personnelles les silences de bon nombre d'entre eux. Et aussi, comme le dit ce ménage d'éleveurs : « On ne peut pas parler d'égal à égal avec les instituteurs. » Alors qu'ils parlent d'égal à égal avec un colonel ou le ministre de la Défense.

Relation d'ailleurs contestée par certains sur le Larzac. « L'instituteur agit avec nous comme un notable. Il est trop autoritaire », dit la femme d'un éleveur. Son mari : « Il n'a vu jusqu'à dans des villages où il n'y avait que des paysans attachés qui les considéraient, eux et le curé, comme des notables. »

En fait, dans l'organisation scolaire, les parents se limitent à des questions d'indemnités, distribution de crayons et, pour temps fort, la collecte des lots pour le quinzaine (lot) annuel. Quelle déception : « Comme c'est notre école, on pensait qu'on allait diriger », dit un paysan.

Il y a eu cet hiver une réunion très animée. L'origine ? Des histoires de devoirs à la maison — mais là-dessus les uns en réclament plus et d'autres n'en veulent pas — et la nature des punitions. « Vous n'allez pas me croire : il donne encore des verbes à conjuguer... »

M. C., l'instituteur, qui porte en effet une blouse mais sur un

costume bleu-jean, s'amuse de ces histoires de « cent lignes ». « C'est peut-être vieillot, mais ça marque le coup. J'ai été obligé, en arrivant, de donner quelques petites leçons d'éducation. Les gens d'ici n'ont pas les leçons de morale et de politesse. Quand j'ai resserré la discipline, quel'un a dit : « Maintenant, on a un Debré à l'école. » Non ! Il n'y a pas de hiérarchie entre les maîtres et les parents. L'école est un lieu de rencontre. Nous sommes bien d'accord : notre rôle n'est pas de transmettre un savoir mais d'aider les enfants à raisonner et à comprendre. On ne peut faire l'enseignement avec des travaux manuels et les disciplines d'école seulement. Pour entrer en système il faut des bases solides. »

« Eh oui ! l'école du plateau n'est pas un tout. Il faut penser à la suite, et d'abord à l'entrée à Polytechnique.

« L'expérience est décevante, dit l'inspecteur, parce que les parents ne nous font pas confiance. Pourtant nous avons discuté avec eux. » Son mari complète : « Ils nous laissent agir dans la mesure où ils ne peuvent pas faire autrement. Ils ont beaucoup de réserves, la contestation. En politique, ça peut s'admettre. Mais qu'est-ce que ça donne en pédagogie ? »

« Moi, dit sa femme, je suis pour une certaine discipline. On vit en société. » Dans une certaine mythologie politique, le Larzac est comme un endroit privilégié pour le débat des idées nouvelles. Mais les paysans doivent-ils tout réinventer, y compris l'école ?

HENRI DELIGNY.

« Qu'attendaient les parents exactement ? demandent M. et Mme C. Les instituteurs. Lui ne tient pas à être nommé : « Je ne suis pas le Messie, moi. Je ne cherche pas la publicité. » Il revient sur son idée : « Qui peut parler au nom de tous les parents ? On dit que le Larzac est ouvert et que tout le monde s'y exprime. Ce n'est pas vrai. »

« Que faut-il comprendre ? Que certains interprètent selon leurs idées personnelles les silences de bon nombre d'entre eux. Et aussi, comme le dit ce ménage d'éleveurs : « On ne peut pas parler d'égal à égal avec les instituteurs. » Alors qu'ils parlent d'égal à égal avec un colonel ou le ministre de la Défense.

Relation d'ailleurs contestée par certains sur le Larzac. « L'instituteur agit avec nous comme un notable. Il est trop autoritaire », dit la femme d'un éleveur. Son mari : « Il n'a vu jusqu'à dans des villages où il n'y avait que des paysans attachés qui les considéraient, eux et le curé, comme des notables. »

En fait, dans l'organisation scolaire, les parents se limitent à des questions d'indemnités, distribution de crayons et, pour temps fort, la collecte des lots pour le quinzaine (lot) annuel. Quelle déception : « Comme c'est notre école, on pensait qu'on allait diriger », dit un paysan.

Il y a eu cet hiver une réunion très animée. L'origine ? Des histoires de devoirs à la maison — mais là-dessus les uns en réclament plus et d'autres n'en veulent pas — et la nature des punitions. « Vous n'allez pas me croire : il donne encore des verbes à conjuguer... »

M. C., l'instituteur, qui porte en effet une blouse mais sur un

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :
- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Étude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

Commerce international
Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année.
Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Études Commerciales Supérieures), organisée par un établissement affilié.

EAD
Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.86.24 - 742.86.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Niveau d'études _____

COLLÈGE CÉVENOL

43400 LE CHAMON-SUR-LIGNON

Enseignement secondaire privé à la montagne sous contrat, alt. 1.000 m. Tél. (71) 59-72-52.

Pour jeunes gens et jeunes filles de la 6^e aux terminales.

Enseignement secondaire.

Préparation aux B.A.O. A, B, C, D.

Enseignement technique : préparation aux B.A.G. G1 et G2.

Sports et nombreux ateliers artistiques et manuels.

INTERNAT DE GARÇONS, INTERNAT DE FILLES, ouvert les week-ends et petites vacances sauf Noël et Pâques.

ETE 1976

POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES

1^{er} au 20 août : Cours intensif d'été (de la 6^e à l'entrée en terminales). Sports et ateliers nombreux l'après-midi.

INTERNAT DE GARÇONS - INTERNAT DE FILLES.

COURS SECONDAIRE PRIVE MIXTE

MAYRAN-GRASSÉ

Directrice : Mme GRASSÉ, agrégée de l'Université

SECONDES A, B, C, 1^{re} ET TERMINALES A, B, C, D

en outre, cours de vacances à rythme intensif : Pâques - Début juillet - Fin août - Début septembre

8, rue Mayran, 75009 PARIS - 878-77-29

Le Monde de l'éducation

Numéro de juillet-août

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS

Quelles sont les académies où les taux de réussite au CAPES et à l'agrégation sont les plus élevés ? Quelle est l'importance des activités de recherche menées par les universités dans chaque discipline ? Quel établissement conseiller à un étudiant désireux faire des études de troisième cycle en sciences sociales ou en sciences humaines ? ...

La domination de Paris dans l'enseignement supérieur n'est pas aussi considérable qu'on pourrait le croire.

Egalement au sommaire :

Une interview de Raymond Devos ; l'enseignement à Cuba ; les écoles de cirque ; la réforme de l'enseignement de l'économie ; les bibliothèques pour enfants ; vacances pour les jeunes.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) :

50 F - Etranger : 68 F - Par avion : tarif sur demande.

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09. C.C.P. 4207-23.

Nadaud

ENSEIGNEMENT PRIVE

19, rue Jussieu, Paris-5^e

707-13-38 - 707-76-05

Me : Monge, Jussieu, Luxembourg

Adresses : 43, 47, 49, 51

Gares : Jussieu, Lyon

année scolaire 76-77

Reinscriptions et inscriptions

SECONDAIRE

3^e aux Terminales A, B, C, D, G

2^e de mise à niveau et d'orientation

PRESUPÉRIEUR

Adaptation aux Etudes

supérieures scientifiques

Recyclage de mise à niveau

des bacheliers A, B, C, D

SUPÉRIEUR

Préparations

aux Ecoles VÉTÉRINAIRES

TECH-ÉCONOMIQUE

I.S.E.E.C. PRIVE

C.A.P. - B.E.P. - B.A.C. G.

B.T.S. - D.E.C.S.

Secrétariat Comptabilité

Nadaud

Établissement d'enseignement privé fondé en 1460

Collège Sainte-Barbe

près du Panthéon

4, rue Voilette, 75005 PARIS

Tél. : 033-43-97

PRÉPARATIONS : H.E.C. - Institut d'Études Politiques

Ecoles Supérieures de Commerce - Ecoles Nationales Vétérinaires

COURS DE VACANCES : toutes classes

du 16 août au 11 septembre 1976

École de Commerce et d'Administration

SECTION SUPÉRIEURE D'ÉCONOMIE

Jeunes gens - Jeunes filles

Internat (garçons)

Externat surveillé - Demi-pension

Enseignement secondaire - toutes classes

Laboratoire de langues

PRÉPARATIONS : H.E.C. - Institut d'Études Politiques

Ecoles Supérieures de Commerce - Ecoles Nationales Vétérinaires

COURS DE VACANCES : toutes classes

du 16 août au 11 septembre 1976

École de Commerce et d'Administration

SECTION SUPÉRIEURE D'ÉCONOMIE

LANGAGE, REVENUS ET SÉLECTION

La réussite scolaire

C'EST pour débattre des « déterminants de la réussite scolaire » que l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREUD) (1) a réuni récemment à Dijon son colloque bi-annuel. Les participants ont abordé les problèmes de la démocratisation de l'enseignement et des conséquences, peu envisagées jusqu'ici, du gonflement des effectifs universitaires.

Ces obstacles, M. Alfred Sauvy, professeur au Collège de France, les a détaillés. Il y a d'abord le niveau culturel des parents. Celui-ci joue un rôle essentiel les premières années, celles où s'acquièrent les principaux mécanismes intellectuels. On peut affirmer qu'à ce stade « le fils de l'ouvrier a plus de chances d'accéder à l'enseignement supérieur que celui du marchand de bestiaux ».

A l'issue de la scolarité obligatoire, la situation s'inverse, le revenu des parents devient déterminant, car aucun système de bourse ne compense réellement le salaire que recevait l'adolescent s'il travaillait.

« L'équilibre psycho-physiologique de la cellule familiale n'est assuré qu'à partir de trois enfants », a souligné M. Sauvy, reconnaissant toutefois que les enfants de familles nombreuses sont désavantagés si leurs parents ont des revenus modestes. La distance du domicile à l'école handicape surtout les élèves d'origine rurale, car le ramassage scolaire est partout insuffisant. Vient enfin l'obstacle de la langue.

Citant les travaux de chercheurs américains, M. Michel Brossard, maître-assistant à l'université Bordeaux-II, a lui aussi insisté sur les handicaps linguistiques. Ces travaux ont montré que l'infériorité des performances intellectuelles observée chez les enfants des milieux défavorisés n'est pas innée. Cette infériorité s'explique plutôt par une absence de maîtrise de la langue.

Un investissement rentable

Pour illustrer ce phénomène, l'Américain Bernstein a étudié les caractéristiques linguistiques de deux groupes sociaux. Les milieux populaires utilisent un langage essentiellement descriptif, à la syntaxe pauvre, peu démonstratif, un langage où fait et conclusion sont généralement mêlés. La langue des classes moyennes est plus explicite et plus démonstrative. C'est une langue « centrée davantage sur les relations entre les choses que sur les choses elles-mêmes ». Or, souligne Bernstein, le langage en vigueur à l'école est précisément celui des classes moyennes (2). Demander dans ces conditions à un fils d'ouvrier de s'exprimer « autrement », c'est l'obliger à renoncer au système d'attitudes en vigueur dans son univers intellectuel. Autrement dit, lui demander l'impossible.

Les gagnants de cette course d'obstacles sont à la fois forts et pas assez nombreux, ont affirmé certains participants. Pas assez, parce que les chances d'accéder à l'université sont encore inégales : sur cent étudiants français, trente-trois sont issus de la catégorie « professions libérales et cadres supérieurs », or, seulement ont des parents ouvriers. Le gonflement des effectifs étudiants commence toutefois à poser des problèmes sérieux.

Le diagnostic formulé par M. Louis Lévy-Garboua, maître-assistant à l'université Paris-XII, au cours du colloque, a même été sans appel : l'université traditionnelle dépeuple.

Il n'est guère étonnant, selon lui, qu'un nombre croissant de bacheliers choisissent de faire des études supérieures. Même s'il nécessite des sacrifices immédiats, un diplôme universitaire est un investissement rentable à terme. En 1970, il correspondait à un placement dont le taux de rendement réel, c'est-à-dire indexé sur le coût de la vie, était de 18,7 % alors que celui du baccalauréat n'était que de 13,3 %.

Selon M. Lévy-Garboua, l'afflux de bacheliers dans l'enseignement supérieur dissimule cependant une dégradation de la condition étudiante. Les débouchés professionnels se sont amoindris, les conditions de vie et de travail des étudiants détériorées ; l'effort financier consenti par l'État en faveur de l'enseignement supérieur a diminué depuis dix ans ; les revenus des étudiants n'ont pas augmenté dans la même proportion

que ceux des autres catégories sociales.

Dernier signe de cette « dégradation » : la sélection s'est aggravée. Alors qu'en 1964 plus de la moitié des bacheliers commençant des études supérieures parvenaient au moins au niveau « bac + 2 », un sur trois ou même un sur quatre aujourd'hui.

Paradoxalement, cette situation n'incite pas les bacheliers à entrer directement dans la vie active. Pour la bonne raison, a expliqué M. Lévy-Garboua, que la vie étudiante offre des avantages qui compensent largement l'absence de perspectives professionnelles. En même temps, la « dégradation » de leur situation matérielle oblige beaucoup d'étudiants à trouver un travail salarié. Cette situation provoque chez eux un réflexe qui a pu être vérifié statistiquement : refusant de réduire leur temps de loisir, ils préfèrent travailler moins. L'explication est simple : découragés par la sélection qui les guette et l'absence de débouchés, les étudiants, plutôt que de continuer à miser sur les diplômes, cherchent avant tout à préserver les avantages qu'ils tirent de leur statut.

Conséquences : la qualité de l'enseignement se détériore, l'université remplit de moins en moins sa vocation de transmission des connaissances et joue de plus en plus un rôle qui n'est pas le sien, la sélection. Cette situation, selon M. Lévy-Garboua, ne pourra pas durer. L'université devra choisir soit de préserver la qualité de vie d'un nombre important d'étudiants, soit de former une élite.

R. L.-G.

(1) IREUD, centre universitaire Montmazarin, faculté des sciences Mirande, 21000 Dijon.

(2) Les travaux de Bernstein portent sur le système scolaire américain.

PRÉPARATION A SCIENCES-P O

— Sur place (1^{er}-31 août)
— Par correspondance (15-7-31-8)

● Examen d'entrée en année préparatoire.

● Examen d'entrée directe en 2^e année.

● Seconde session fin d'année préparatoire.

● Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme)

PSP 78, rue de la Pompe, 75016 PARIS - Tél. : 504-19-73.

SOCIÉTÉ

A Marseille

Des médecins contestent la version de la police après la mort d'un jeune travesti

De notre correspondant régional

Marseille. — Au cours d'une conférence de presse réunie à Marseille au sujet du décès, survenu le 27 juin (« Le Monde du 29 juin »), d'un travesti, Daniel Grosso, vingt-trois ans, un groupe de médecins, d'assistants sociaux et d'éducateurs ont contesté les informations publiées par certains journaux — sur la foi de renseignements fournis par la police — selon lesquelles le jeune homme aurait été mort des suites d'un traitement hormonal féminin.

Selon les amis de Daniel Grosso, le jeune travesti aurait été admis dans un état comateux au service de réanimation de l'hôpital de la Timone, il y a une quinzaine de jours — et non dans la nuit du 26 au 27 juin, — après s'être injecté chez des amis un mélange de talc, de quinine et d'un médicament à base d'un dérivé de la morphine. D'après ses amis, Daniel Grosso, qui faisait partie de la solennité de travestissement s'adonnant à la prostitution, avait eu recours à la chirurgie plastique pour se donner une apparence féminine.

En aucun cas, a affirmé un hormonologue, le docteur Sacha

Geller, des injections d'hormones oestrogènes n'aurait pu le tuer. Les médecins présents ont d'autre part souligné que nombre de leurs confrères prescrivent couramment des hormones thyroïdiennes dans des traitements amaigrissants qui peuvent se révéler « infatigablement dangereux » à des doses simples oestrogènes. « Mais, ont-ils déclaré, les hormones féminines sont inoffensives parce qu'il existe une relation avec le sexe et que le problème des travestis est encore tabou. »

Le groupe de médecins a nié, d'autre part, que le traitement hormonal féminin puisse rendre le sujet impulsif. « Quarante huit heures après son injection, le produit hormonal est éliminé », a remarqué le docteur Geller. « Si l'on veut créer une insuffisance testiculaire réelle, il faut nécessairement administrer ces produits quotidiennement, sous forme de comprimés, comme c'est notamment le cas dans le traitement du cancer de la prostate. »

Cette thèse sur l'innocuité des injections massives d'hormones féminines est loin, faut-il le préciser, de recueillir l'approbation de l'ensemble du corps médical. Des certificats délivrés par de nombreux psychiatres ayant pu constater les ravages occasionnés sur les travestis se soumettant au traitement, ont notamment été versés au dossier de l'affaire dans laquelle le docteur Elise Salem est en cause. Celle-ci, qui était présente à la conférence de presse, est accusée, rappelle-t-on, d'avoir prescrit un minuscule de seize ans des injections massives d'hormones. Il faut rappeler que l'ordre des médecins des Bouches-du-Rhône, en se constituant partie civile, s'est joint à la plainte contre le docteur Salem.

GUY PORTE.

Mlle CHRISTINE CHANET DIRIGERA LE CABINET DE Mme FRANÇOISE GIROUD

Par arrêté publié au Journal officiel du 3 juillet, Mlle Christine Chanet, magistrat, est nommée chargée de mission auprès de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine. Elle dirigera le cabinet de Mme Giroud en remplacement de M. Marc Durand-Viel qui occupait ce poste depuis juillet 1975.

(Née à Paris le 23 février 1944, Mlle Chanet est licenciée en droit et titulaire de deux diplômes d'études supérieures de droit privé et de sciences criminelles. Elle a été secrétaire nationale de la magistrature, elle sort major de sa promotion en 1970. Magistrat à l'administration centrale de la justice de 1970 à 1974, elle occupe un poste à la direction des affaires criminelles et des grèves avant d'être nommée, en juillet 1974, conseiller technique au cabinet de Mme Giroud.)

SCIENCES

Le secrétaire d'Etat aux universités a accepté le plan de rénovation du Muséum d'histoire naturelle

Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris devrait enfin sortir de l'oubli et de l'abandon où il a été tenu depuis de nombreuses années par ses autorités de tutelle (beaux-arts, affaires culturelles puis culture pour les bâti-

ments, instruction publique, éducation nationale puis universités pour les laboratoires et les galeries d'exposition). A partir du 1^{er} janvier 1977 le secrétariat d'Etat aux universités sera son seul tuteur.

Déjà 5,5 millions de francs ont été débouffés cette année pour commencer la rénovation de la galerie de zoologie fermée depuis dix ans pour cause de délabrement (le Monde du 3 avril 1975 et du 21 novembre 1975). Le 1^{er} juin dernier, M. Valéry Giscard d'Estaing, inaugurant l'exposition « L'animal de Lascoux à Picasso », a d'ailleurs souligné qu'il avait parfaitement conscience de la valeur des collections et de la recherche. A elle seule, la visite du président de la République montrait l'intérêt — nouveau — de l'Etat pour le Muséum national d'histoire naturelle : c'était la première fois depuis plusieurs décennies qu'un président de la République venait officiellement dans cette vénérable institution.

Le plan de rénovation présenté par le Muséum a été accepté par le secrétariat d'Etat aux universités. Mme Alice Saunier-Salé veut que les grands établissements pour elle a la tutelle, comme le Muséum, le Collège de France ou la Bibliothèque nationale, bénéficient en priorité de crédits importants qui leur sont indispensables pour bien remplir leurs missions spécifiques.

En outre, M. Jean Dorst, directeur du Muséum depuis le 1^{er} janvier dernier, pense que son établissement recevra de l'Etat des crédits annuels importants de façon que les laboratoires puissent acquiescer les équipements et les moyens de travail qui leur manquent.

En tout premier lieu, on s'occupera de la galerie de zoologie. Inaugurée en 1889, ce vaste hall, classé, conservera son aspect grandiose, typique de la muséologie de son époque. La présentation des animaux fera une très large place à l'évolution et à l'écologie ainsi qu'à la biogéographie et « aux implications économiques et sociales de la connaissance zoologique ».

Le visiteur ne verra qu'une petite partie des collections, celle qui est susceptible de lui faire comprendre le règne animal sans l'ennuyer. Les autres pièces, innombrables et inestimables,

tront dans une réserve souterraine, le « silo », qui sera construit sous le Jardin des plantes, à proximité de la galerie de zoologie, de façon à en permettre un accès facile aux chercheurs. L'installation de la plus grande partie des collections de poissons dans le « silo » en 1938, suite à l'évolution des sciences naturelles, on envisage d'y créer de nouvelles salles, notamment de biologie moléculaire et génétique.

Le Muséum entend aussi être un lieu de rencontres pluridisciplinaires. Dès le printemps 1977, il organisera un colloque national sur l'océan indien. Dans l'avenir, ce type de réunion devrait rassembler des spécialistes de divers pays.

YVONNE REBEYROL.

Des rencontres pluridisciplinaires

En priorité également viendra la rénovation de la ménagerie du Jardin des plantes, qui est, elle aussi, dans un état déplorable (1). Pour la ménagerie, et aussi pour les 4 000 mètres carrés de serres (dont 2 000 grandes serres du début du dix-neuvième siècle, classées), on pense que 10 millions de francs seront nécessaires. Les plus grands animaux tront au zoo de Vincennes (dépendance du Muséum) et la ménagerie sera essentiellement consacrée à la faune européenne. On y laissera toutefois des alpages, qui devraient être rélogés dans un bâtiment neuf.

Le Muséum est aussi un établissement de recherche et d'enseignement de haut niveau — on y donne plus de deux cent cinquante cours — mais nombre de ses laboratoires sont installés dans des bâtiments vétustes. Depuis plusieurs années, cependant, divers laboratoires (paléontologie, ornithologie), la bibliothèque centrale, ont été reconstruits ou rénovés. La galerie de minéralogie sera prochainement même de bien présenter ses superbes collections. Et à la fin de l'été sera inauguré le nouveau bâtiment de zoologie conçu pour et par les biologistes.

M. Jean Dorst souhaite qu'une fructueuse concertation s'instaure entre les vingt-cinq professeurs titulaires du conseil d'administration et les catégories de chercheurs

L'EXPOSITION « L'ANIMAL DE LASCAUX A PICASSO »

Le Muséum national d'histoire naturelle et la fondation Wildenstein présentent une très belle exposition temporaire consacrée à « L'animal de Lascoux à Picasso ». Six cent cinquante représentations animales, marquées ou gravées, peintes ou sculptées, gravées ou modelées, brodées ou forgées, illustrent les deux grands thèmes de l'exposition : les animaux domestiques et les animaux sauvages « expliqués » par des zoologistes du Muséum. La variété des objets ainsi rassemblés est inédite et toutes les époques, du paléolithique au vingtième siècle, sont confrontées. Ici, plusieurs statuettes chinoises ou vietnamiennes montrent comment le dragon mystique est issu du pékinois réel. Là, le dinosaure de F. Pompon se pavane dans son importance boursofflée. Plus loin, une robe à aiguillon s'étale, côté pile et côté face, sur une peinture australienne. Allure, un grand lion de L. Borge est assis tranquillement. Un peu en hauteur, une chevreuille décharnée de Germaine Richier a l'air de vouloir fondre sur vous. Allongée dans une vitrine, une « strène » grimace.

Vase funéraire, fresque partielle, bronze monumental, masque de bois, pélin peint, marionnette pour théâtre d'ombres, tapis brodé, aquarelle légère, cartouze de Delft, fer à repasser, jouet d'enfant, sceau médiéval, peinture à l'huile, pain modelé. Toutes les techniques, les plus grandes noms, les humbles anonymes. Et toujours l'animal et l'art. — Y. R.

* Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 17 h. 30. Entrée : 3 F. demi-tarif, 2,50 F. groupe, 1 F. Galerie de zoologie ; dans le Jardin des plantes. Entrée par le 3^e, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-20.

LA MOMIE DE RAMSÈS II VA ÊTRE RESTAURÉE A PARIS

La momie de Ramsès II va arriver prochainement à Paris. Non pas pour être montrée aux visiteurs de l'exposition qui est consacrée à ce grand pharaon, mais pour se faire restaurer par les spécialistes du Muséum national d'histoire naturelle. La momie est, en effet, dans un état alarmant (« le Monde » du 12 mai). Mais il a fallu un accord direct entre le président français et le président égyptien, M. Anouar El Sadate, pour que Ramsès II entreprenne, plus de trois mille ans après sa mort, ce voyage de la dernière chance.

M. YVES SILLARD EST NOMMÉ DIRECTEUR DU C.N.E.S.

M. Yves Sillard a été nommé, jeudi 1^{er} juillet, directeur général du C.N.E.S. (Centre national d'étude des spatiales). Il succède à ce poste à M. Michel Bignier, qui a démissionné le 18 juin à la suite de mouvements sociaux (le Monde du 20-21 juin). Pour son ensemble, la direction du C.N.E.S. se trouve ainsi modifiée en deux jours, puisque M. Hubert Curien, qui était délégué général à la recherche scientifique, a été nommé, mercredi 30 juin, président du C.N.E.S., en remplacement de M. Maurice Lévy.

(M. Yves Sillard est né à Coutances (Manche) le 3 janvier 1936. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, il est ingénieur de l'air. De 1959 à 1962, M. Sillard est chef du détachement du centre d'essai en vol de Colomb-Béchar, puis jusqu'en 1964 directeur du centre d'essai en vol de Cazaux. Responsable du programme « Concorde » au secrétariat d'Etat à l'aviation civile, il entre au C.N.E.S. en 1965, sous-directeur du centre spatial de Kourou (Guyane), il quitte le C.N.E.S. en 1971 pour travailler pendant deux ans à l'ONERA. Il retourne au C.N.E.S. en 1973 comme directeur de la division des lanceurs à Evry (Seine-et-Marne).)

DÉFENSE

FAUTE DE COMMANDES ÉTRANGÈRES

La relance de la construction de l'avion Transall paraît compromise

Liée à la prospection de nouveaux débouchés à l'exportation, la décision de la France et de la République fédérale d'Allemagne de relancer, éventuellement, la construction de l'avion-cargo militaire Transall, produit à six exemplaires par mois, a déjà été compromise et déjà compromise. Des contrats récents de la société américaine Lockheed pour la vente à l'étranger d'un avion de transport militaire concurrent du Transall, le C-130 Hercules, donnent à penser que la France et son partenaire ouest-allemand ont quasiment perdu l'espoir d'obtenir les commandes attendues de clients étrangers.

En avril dernier, l'état-major de l'armée de l'air française exprimait le souhait d'acquiescer vingt-cinq exemplaires supplémentaires, qui viendraient s'ajouter aux cinquante Transall précédemment achetés. Cet appareil a été acquis par l'Allemagne fédérale, la Turquie et la République sud-africaine pour un total — y compris les commandes françaises — de cent quatre-vingts avions. La fabrication de l'appareil s'est achevée à la fin de 1972.

Pour relancer la chaîne de montage à Toulouse afin de satisfaire les besoins de l'armée de l'air française, la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) a estimé à environ soixante-quinze le nombre des exemplaires du Transall nécessaires à la rentabilité commerciale de l'opération de relance. Des contacts ont été pris avec les partenaires ouest-allemands et

une prospection entreprise à l'exportation, notamment auprès des clients du Proche-Orient, comme la Syrie, l'Irak et l'Égypte. Ces marchés étrangers devaient conditionner, en définitive, la décision de relancer la série.

Or, le département d'Etat américain vient d'autoriser la société Lockheed — en dépit de l'inquiétude manifestée par les dirigeants israéliens — à vendre le cargo militaire C-130 Hercules à l'Égypte, à l'Irak et à la Syrie. Pour ce dernier pays, il s'agit de deux exemplaires. L'Égypte recevrait six exemplaires du C-130 Hercules et deux autres seraient livrés à l'Irak.

A l'état-major de la SNIA on ne dissimule pas que de telles commandes passées à Lockheed pourraient mettre en cause le sort de la nouvelle opération Transall. Le C-130 Hercules, produit à six exemplaires par mois, a déjà été vendu à mille quatre cents exemplaires à trente-huit pays différents depuis son premier vol, en 1954. La série actuelle des Transall, limitée à cent quatre-vingt unités, ne permet pas de proposer des prix compétitifs à l'exportation. Un arrêt définitif de la construction du Transall inciterait l'armée de l'air française à choisir d'acheter, purement et simplement, un modèle étranger.

La France poursuit, d'autre part, avec l'Irak, des discussions sur des commandes de commande de défense aérienne Mirage F-1, mais les conversations butent toujours sur les conditions financières.

DU 2 AU 10 JUILLET A PARIS

Exposition et spectacle nocturne des forces armées

Le ministre de la défense, M. Yvon Bourges, a inauguré, ce vendredi 2 juillet, en fin de matinée, l'exposition interarmées qui public jusqu'au 10 juillet. Chaque soir, à partir de 21 h. 30, les visiteurs assisteront à un grand spectacle nocturne, auquel participent deux mille hommes, dont six cents musiciens et deux cents véhicules.

Dans les jardins des Tuilleries, l'armée de terre présente les matériels en service à la 2^e brigade mécanisée de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) et, plus particulièrement, des chars de combat AMX-30, blindés AMX-10, le radar de tir d'artillerie Raisée et les hélicoptères Gazelle et Puma. Le missile nucléaire tactique Pluton est également exposé. Les visiteurs pourront voir une boussole de campagne en action et assister aux évolutions de plusieurs musiques militaires, dont celle de la Légion étrangère. L'armée de l'air expose, de son côté, l'avion de défense aérienne Mirage F-1 et l'avion d'appui tactique Jaguar, dont des exemplaires en service, respectivement, en 1972 et en 1973. A côté de ces deux avions est exposé un exemplaire de la batterie de défense anti-aérienne par missiles Crotale. L'aéronavale expose ses deux avions à réaction, le Crusader et l'Éclatant.

Entre le pont Alexandre-III et celui de la Concorde, seront présentés tous les jours, de 18 h. 15 à 19 h. 30, les évolutions de

vedettes du 1^{er} régiment du génie, une traversée de la Seine par des véhicules militaires transportés sur des bacs Gilliois, un carrousel de pneumatiques Zodiac et d'embarcations de fusiliers marins commandos et une descente en rappel d'une section de commandos à partir d'hélicoptères. Les 3 et 4 juillet, toutefois, un programme différent sera présenté, de 17 h. 15 à 19 h. 15, avec la brigade des sapeurs-pompiers de Paris qui utiliseront leurs vedettes en aval du pont de la Concorde.

Chaque soir, un spectacle nocturne sera présenté par les armées, de 21 h. 30 à 23 heures (avec une relâche le 5 juillet). Le programme prévoit, notamment, un survol des Tuilleries par des avions Jaguar, des tableaux historiques, des présentations diverses de matériels, des acrobaties à moto et des sauts de précision en parachute sur le bassin des Tuilleries par des « chuteurs » opérationnels.

* L'exposition des Tuilleries et les démonstrations sur la Seine sont ouvertes au public. Le spectacle nocturne est payant : 10, 20 ou 30 F.

DES SOLDES POUR L'ÉTÉ



DES SOLDES CCC

collections hommes, femmes, enfants.

39-41 BOULEVARD HAUSSMANN
METRO: HAVRE CAUMARTIN - AUBER

مكتبة الأمل

Le Monde

du **TOURISME**
et des **LOISIRS**

L'ÉTÉ DE PARIS

A CHAQUE QUARTIER SA FÊTE

PARIS a chaud, Paris mange des glaces dans la rue, Paris cherche la fête. 19 heures : trente degrés centigrades ; un soleil blanc tombe dans les plumes des Hautes. La foule se relâche le pas, elle hésite à entrer dans la bouche brûlante du métro. En bas, les bulles et les bétonnières, immobiles, se couvrent d'ombre. La fête de Saint-Eustache vacille dans un ciel liquide au-dessus de Paris qui, tout le jour, a bouillonné.

C'est l'heure où la fête commence d'ans un crépuscule de velours épais. L'air qui sèche la gorge assourdit la musique. Les sons d'une dizaine de concerts de masques et d'habits à vouloir « animer » une population qui ne songe qu'à s'assoir et à souffler. Un Pierrot, un automate, un personnage enferrmé revêtu d'une lourde redingote, des mines en collant de coton noir tendent, à petite vitesse, la circulation lente de la rue Saint-Denis sans que les chauffeurs, culs dans leur carrosserie, aient même le souffle de protester.

Les comédiens s'arrêtent au square de la rue de la Cossonnerie, et chacun fait son tour de piste dans un path cercle de béton aménagé pour les jeux des enfants. Aux fenêtres, des gens à moitié nus, ébouriffés, regardant cette agitation inattendue qui contraste les siestes tardives. Un tube immense au-dessus des badauds jette des brèves de soleil... et des sons pousifs. Et comme si le chaleur n'écablait pas assez, une feuillet de la troupe se risque à cracher du feu. Pierrot tente une cabriole : il dérape sur le sol gras. On applaudit. Un gros chien aboie aux lasses de l'automate, qui perd du coup sa rigidité mécanique. Le public a suivi la scène de ses yeux voraces ; il se venge, dirait-on, de tant de bruit dans la tourterelle. C'est l'appelle une fête.

Tir aux fauves et barbe à papa

Non loin, sur la place du marché Sainte-Catherine, la très officielle Festival du Murais organise des spectacles populaires à partir de 19 h. 30. On peut y assister, assis sur des sièges couleur de feuille sous des frondeuses d'acacias. Ce soir, deux manipulateurs « animent » trente curieux, des habitués pour la plupart, des gens du voisinage ; deux ou trois femmes fortes qui ont déserté la tour-

naise des soupentes et qui sont venues là tricotier. Un jroque entre deux bars s'arrête, intéressé ; il attend, repart déçu : du chapeau il aurait bien aimé qu'on sorte autre chose que « du » lapin ! Les manipulateurs, toujours en redingote — ça fait fête — les manœuvres et les poches pleines de banalités font avec autant de constance que de conscience professionnelle le spectacle à la rue. Mais le spectacle est ailleurs : il est avec ses enfants qui se poursuivent à travers chaises, auprès de cette femme, vêtue de voiles filigras, des roses dans les cheveux, qui passent derrière l'estrade avec des grâces de Botticelli. C'est elle que regarde la rue. La fête organisée peut bien continuer.

20 heures. Sur la parvis de Saint-Germain-des-Prés, la troupe des « Saltimbanques » a monté ses tréteaux selon les plans d'autrefois. On y joue des scènes de la vie quotidienne du dix-septième siècle, Garguille, l'arracheur de dents, le Spadassin font à grands pas et à grande cris les farces d'époque et illustrent pour les passants qui, on s'en doute, n'attendent que cela, la vieille routine des théâtres forains et de la Comédie-Française. Un Pierrot lunette en sautoir, fait la quête pour la récompense de cette belle exécution, ce tour de force de vouloir retenir l'attention de quelqu'un qui sort du Pub-Saint-Germain exactement de la même façon qu'on faisait autrefois d'un paysan venu vendre ses bœufs à la foire.

Oisifs, chômeurs, tous en l'air d'amour ou d'existence, ce sont eux qui font à présent le spectacle de la rue.

Sur la parvis de Notre-Dame, des jeunes gens chantent et font d'amour un homme ivre. De vin ou de joie ? Il est 7 heures. Non loin de là, place de la Contrescarpe, un car de police vient de raler des guitaristes trop bruyants. Les clochards ont vidé les lieux depuis longtemps. Sur un quel de la Seine, deux hommes qui ont enjambé le parapet traitent une affaire, indifférents à qui les regarde. Place de Furstemberg, des amants qui ne savent plus s'arracher l'un à l'autre se tiennent embrassés sous la réverbère à cinq globes. Sur les pelouses jaunies, brûlées, de la place des Vosges, il y en a qui dorment à la belle.

Pénurie sous la lune

A Montmartre, la coude-à-coude touristique a pris feu, seul un car de Japonais, morts de fatigue, se vide encore devant le Moulin-Rouge en petits « saronages » dans les Pigalle. Carrousel des solitudes : se place de désarroi. Des hommes devant des lampes... Des Noirs venus d'on ne sait quelle savane qui jouent aux bonnetaux sur des carjans avec des boîtes de coca. Rue de la Huchette, Mouna est couché depuis longtemps, mais un homme tient un discours nouveau, incohérent et pathétique. Porte Dauphine, les camionneurs guettent du haut de leur « baïut » les prostituées. Il est 2 heures, et l'aurora, on le présente, ne sera pas « grelottante ». La scène est insolite parce qu'elle est, comme on disait autrefois, « désaturée ». Ainsi, ces joueurs de boules qui, sous la lune haute, s'engoulaient dans les contre-allées de l'avenue Foch. La « fête » est bien loinaine à présent.

La ville est grave, elle vit sa vie et ses plateaux, ses hasards de rencontre, elle crée ses propres divertissements. De ses ombres jaillit parfois un scintillement. Comme ce jeune homme qui s'entortille à 3 heures du matin dans Montmartre, on ne voit que son bras et sa main qui se tortillent dans l'air. Chasse ou cortège ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

« Coups de matraque, pas bon... »

SUR la scène miteuse, une danseuse de foire-bourgeoise — pas deux, une ! — et probablement contemporaine de Toulouse-Lautrec officie péniblement. Hop là, hop là ! Ah, le Gay Paris ! Nuits chaudes et envoûtantes de Pigalle... Au départ, il y avait eu l'inévitable chausseur de taxi auquel, avec un épouvantable faux accent américain, façon Laurel et Hardy, et juste ce qu'il fallait d'égrillard dans le ricanement, nous avions annoncé l'objectif : « Pigalle, s'il you plaît, mission ». Débuts d'un dialogue savoureux :

— Lui : « Vous, Américains ? »
— Nous deux : « Oui, yes. »
— Lui, dans un saïr taxico-français : « Ah ! très bien, vou Pigalle. Pigalle ix good, pas bon. Pigalle beaucoup pioquets ! Coup de matraque. Pas bon ! »
— Nous : « Ah, c'est très mieu-vals ? »
— Lui : « Très, très. Paris, meilleures boîtes ? Grands Boulevards, Champs-Élysées. Pigalle pas bon. »
— Nous : « Tant pis. Nous allons, et après peut-être. »
— Lui : « Vous, parler très bon français. Vous New-York ? »
— Nous (snobs) : « Non, Philadelphie. »
— Lui : « Ah bon. Quelle chaleur ! En France, sécheresse partout. Pas pleuvor depuis six mois, Italie aussi. Et dans votre pays ? »
— Nous : « Non. »

Le chauffeur de taxi a bien passé l'épreuve, emmenant ses « Américains » à Pigalle par le chemin le plus direct sans pratiquer l'itinéraire pour touristes souvent évoqué, et après les avoir mis en garde contre le guet-apens inévitable.

A l'angle de la rue Houdot et du boulevard de Clichy, voici le Tabaris. Apparemment l'établissement idéal. Sous les ampoules multicolores, une annonce en caractères flamboyants promet : « Les plus jolis nus de Paris... » Avec ce sous-titre saïd fard : « Nu intégral. » Diable. Dans le hall, affichées en format poster, une trentaine de photos de dames et de messieurs effectivement à peu près nus sont exposées. Un démasqueur géométrique cumule visiblement les fonctions de videur et d'attrape-clients patrouille tristement. Interpellé, promet : « un spectacle inoubliable, une soirée fantastique ; allez, quel, cela ne coûte pas cher d'entrer ! » Effectivement, cela ne coûte pas cher. Sur la caisse, un écriteau : « Entrée 5 F. » Avec en-dessous, spécifié en quatre langues : « consommations obligatoires à l'intérieur. » La caisse-tendre le bras hors de son guichet et agit deux billets : « Allez, entrez, le spectacle est permanent jusqu'à quatre heures du matin. »

« Vous êtes Français ? » Cela s'arrasse...

Entrons. Quelle promptitude ! En une minute, tout est dit. Le temps de monter quelques marches, de pousser une porte-façon saloon, de traverser une salle obscure, voilà les deux clients assis. Flanqués, encadrés. A droite, une entraîneuse, à gauche, une entraîneuse, devant le barman, derrière la fausse marchande de cigarettes. Nouveau dialogue.

Les entraîneuses : « Bonjour, messieurs. »
— Vous êtes Français ?
— Oui. (Changement imprévu de nationalité.)
— Cela s'arrasse. Allez, on boit une bouteille de champagne.
— Comment cela, du champagne ?
— 600 F, c'est pas cher pour Paris.
— C'est très cher.

— Allez quoi. Soyez gentils ! Vous avez de bonnes idées, c'est la fête, et puis le spectacle dure jusqu'à 4 heures du matin. Vous en avez pour votre argent.

— Quel spectacle ? On ne voit rien.

— Mais si, attendez mes jolis. Il y a un numéro toutes les sept minutes.

Négociations, discussions, appels aux grands sentiments : « Ah ! ce qu'ils sont sympas, oh ! ce qu'ils sont mignons, soyez pas pingres. » Finalement, transaction. Ce sera la « petite » bouteille de champagne à 500 F. Aussitôt dit, aussitôt débouché, servi, payé. Le temps de se faire arracher un poubolo pour le barman (à ne pas confondre avec les 20 % de service inclus) et la dame-cigarettes est devant la table : « Bonsoir, messieurs. Bonne soirée. Vous allez bien offrir des cigarettes à vos compagnes ? » Pas le loisir de répondre. Les « compagnes » ont déjà plongé la main dans une sorte de panier à truite qui contient quatre paquets « entamés » de cigarettes américaines. 10 F le paquet. C'est donné et réglé avec un billet de 100 F. Les « accompagnatrices » interceptent la monnaie — « notre petit cadeau » — et l'entoufflent d'autorité dans leurs sacs.

Qu'ils sont drôles !

Nouvelle offensive. Enjouée, plus encore :

— Allez, quelle fête, on en prend une autre ?
— Flânez-vous comme jama ! Vous êtes vachement sympas. Tu trouves pas qu'ils sont sympas. Oh ou ! et puis mignons comme tout.

— Est-ce que vous nous prenez pour des Américains ?

— Oh, ce qu'ils sont drôles ! Hein, tu trouves pas qu'ils sont drôles ? Allez, bon, pas de champagne. Quatre vodka-orange pour finir.

— Pas question.

— Bon, tant pis. Alors vous êtes gentils, vous changez de table et vous allez vous installer au premier rang. Nous, on vous laisse, on doit travailler.

PIERRE GEORGES.

VRAIE...

INTERDIT aux personnes habillées. « Cet avertissement leur a échappé. Ce couple aux frontières du troisième âge — lui en complet-veston, elle en robe liberty — s'aventure à

l'étage du solarium, l'étage le moins « habillé » de l'établissement.

Lui, tente une percoïde difficile au milieu de corps largement dénués pour aller Dieu sait où. Elle, d'un ton sec, brise son élan. « Tu te vois un peu, Michel ? De quoi as-tu l'air ! Ça n'a rien d'agréable. Ça alors, tu joses le jet ! »

On a beau faire. Impossible, un jour d'affluence à la piscine Deligny, de discipliner tout ce beau monde. Hier, c'était un baigneur qui évoluait dans le grand bassin en tenue d'Adam. Il jurait ses grands dieux, qu'on lui avait volé son maillot. Police-secours n'a rien voulu savoir, qui a mis fin à ses ébats aquatiques.

A 10 heures, on choisit sa place au soleil, on prend ses aises, on s'étale. A 11 heures, on peut encore s'allonger à condition de rester figé dans un impeccable garde-à-vous. A midi, il n'y a plus d'autre solution que de s'asseoir en tailleur. A 13 heures, la station debout s'impose. Il faut attendre la rentrée des bureaux pour espérer gagner, de haute lutte, quelques ponces de terrain.

Pas question, pour les habitués, de se poser un petit bonheur la chance. « Ici, c'est profitez, on est, près du mach-bar ; là-bas c'est parfait pour la drugie ; plus loin, l'exposition au soleil est meilleure. » Sur cette « plage », en lattes rouges, on se crée son petit univers à soi.

An res-de-chamssée, c'est un peu

la plage de famille. Autour du grand bassin, une certaine tenue. L'eau est à 27 °C : de la soupe. Baby-foot, ping-pong, balanoïres pour les enfants. A l'étage du solarium, l'ambiance est plus « dépolluée », le string est roi. Les « seins nus » viennent de sortir de leur réserve. L'enclos qui leur était assigné attire les voyeurs qui, à travers des grilles en bois, s'évertuent à deviner des formes.

Dans le brouhaha de ce « badeau-ivre », amarré quel Anadol-France, même Paris se fait oublier ; la grandville paraît lointaine et presque absente. Quelques bruits singuliers seulement : la sieste d'une ambulance qui se cherche un passage, les toussotements d'une péniche qui remonte la Seine.

Et voilà que la fête est admise, qui nuit et jour on se baigne ici, qu'on s'y échauffe en famille qu'on y brasse fumeusement. La belle et bonne idée que de laisser les Parisiens fouler l'herbe et faire des vagues dans cet « droit ! Les grandes chaleurs auront amené bien des soncis à la capitale, mais il restera, ce clin d'œil, cette brève insolence. Ce rafraîchissement...

...ET FAUSSE PISCINE

POUR qui avait l'idée — même au jour de canicule — de se jeter dans le bassin d'un jardin parisien, c'était, dans le quartier d'heure qui suivait, par la peau du cou qu'on le sortait du bain. Procs-verbal, amende, poste de police, réprimandes sévères. Une ville qui se tient doit remettre les loufoques pieds sur terre ! Pas de trépas, pas de maraudages, aquatiques dans les pièces d'eau. Pas fait pour ça...

Mais les interdits, c'est comme les passages cloutés : seul, on observe les règles, à quarante on franchit en force, on bomscule le sergent de ville, on stoppe l'automobile, on passe. C'est sans doute ce qui est advenu, il y a quelques jours, près du bassin du Trocadéro. Les premiers baigneurs se sont fait ramasser, les autres ont continué à patagner, protégés par le nombre. Ils y sont encore.

DSF
LE MONDE
10 JUILLET 1976
et spectacle nocturne
forces armées

TURQUIE
1 semaine
1350 F
Nombreuses autres possibilités

DSF
JEUNES SANS FRONTIÈRE

Dans le **VILLAGE HISTORIQUE de GRIMAUD** (presqu'île de St-TROPEZ)
Vous retrouverez désormais au restaurant du **KILAL**
GÉRARD VIE
des **TROIS MARCHES** de Verrillies
SON FOIE GRAS
SA SALADE GOURMANDE
SON CANARD AU CIDRE ET AU MIEL
Pour la réservation : tél. (94) 43.29.02
Tél. 470.230 - 53.345 GRIMAUD

UN TRAIN POUR LES ENFANTS NON ACCOMPAGNÉS :
LE SPÉCIAL 2000 (PARIS-NICE-MENTON)
Cet été, pour aller sur la Côte d'Azur (Paris-Nice-Menton) et en revenir, les enfants non accompagnés de 3 à 12 ans seront pris en charge par des bénévoles bénévoles du bord du Spécial 2000, véritable paquebot du rail, qui comporte une voiture cinéma, des « voitures atmosphères », etc.
Pour tous renseignements sur ce nouveau service JVS (Jeunes Voyageurs Service), s'adresser aux gares SNCF ou à RJC 70.02, page 439.

L'ANTI-CLUB
Nos petits groupes luxueux de 15 personnes vous permettent de découvrir en profondeur

LES INDES
• Inde du Nord - Cashemire et Laddakh - Nepal 19 j. 5.675F
• Pakistan - Nepal 23 j. 6.480F
• Pakistan (Gilgit, Chitral, Penjab) et Inde (Cashemire) 21 j. 6.610F

AIR ALLIANCE
4, rue de l'Échelle - 75001 Paris
3 bis, rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 260.74.93 & 44.69 - 325.76.25
ou chez votre agent de voyages

Nom _____
Adresse _____
Code Postal _____
Veuillez retourner gratuitement votre brochure. L.A. 744

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Côte d'Azur

FRÉJUS FLAGE
IL ÉTAIT UNE FOIS... N.N. Boulevard
Frédéric-Mistral - Tél. : 93-33-45.

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Majorette WELCOME, bord de mer
Tél. : 93-33-45.

Mer

CAP-D'AGDE 34300
Languedoc
Hôtel « LE SABLEHOTEL »... N.N.
En bord de Plage - 2 piscines privées.
Promenades en Vélo.
Sur le Canal du Midi.
Vols - Animation permanente.
Tél. : 93-33-45.

OST (Ariège, Pyrénées)
Hôtel de la Poste... « Relais
gastronomique »... N.N.
Sur les bords de l'Arriège.
Calme. Excursions accompagnées. Tél.
(92) 81-05-58.

Montagne
ALPES DU SUD LE SAUZE 04400
Hôtel LE DART... N.N. Alt. 1.400 m.
Piscine chauffée. Tennis privé. Sauna.
Calme. Excursions accompagnées. Tél.
(92) 81-05-58.

Province
BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX
... N.N. Centre d'affaires et spectacles.
2 place de la Comédie - BORDEAUX
Garde-train - Tél. : 33-64-02 à 06.

Allemagne
BADEN-BADEN
GOLF HOTEL... A. Grand parc.
Piscine, sauna, etc. N.N.
Ch. av. s. de la ville. Tél. : 33-64-02 à 06.

Suisse

AROSA (Grisons)
SPORTHOTEL VALSANA, 1^{re} Classe.
Tél. : 74232. Une semaine de tennis dès
700 F.F. + piscine.

C.H. - 3963 CRANS-MONTANA
Hôtel BEAU-SITE. Tél. 1941-27-41 33 12
Ambiance familiale. Cuisine soignée.
Petit bar-ill. Prix modérés. Jardin.

**Châteaux - Hôtels
indépendants
Val de Loire**

45140 ORLÉANS (Loiret)
AUBERGE DE LA MONTESFAN...
Tél. : (38) 88-12-07.

41120 OUCHAMPS (Loire-et-Cher)
RELAIS DES LANDES...
Tél. : (38) 79-03-61.

37400 AMBOISE (Loire-et-Loire)
CHATEAU DE FRAY...
Tél. : (38) 79-03-61.

37500 CHINON (Indre-et-Loire)
HOSTELLERIE GARGANTUA...
Tél. : (47) 93-04-71.

Normandie
51230 GACE (Orne)
HOSTELLERIE LES CHAMPS...
Tél. : (34) 33-51-45.

Bretagne
56410 ERDEVEN (Morbihan)
CHATEAU DE KERABON...
Tél. : (97) 82-34-14.

Tourisme

PAGE A PAGE

Parcs en poche

D'UX livres à glisser dans une poche de son sac à dos, deux cents grammes de plus pour apprendre à identifier d'un coup d'œil la sauvagine qui passe, humer les senteurs des sous-bois, marcher sans bruit contre le vent pour surprendre le brocard, c'est un challenge que tout amoureux de la nature s'efforcera avec joie. Deux ouvrages publiés simultanément sur ces « sanctuaires » que sont les réserves et les parcs nationaux, c'est aussi un signe des temps. Ils traduisent l'attention et presque la fascination qu'exercent ces périmètres préservés, où tout semble encore possible pour le citadin dont la vie quotidienne est courcée par le béton et les horaires. Les parcs nationaux sont-ils les dernières portes ouvertes de nos cages à hommes ?

Les Parcs nationaux se parcourent à larges enjambées, comme un roman. Alertes, émaillés de souvenirs personnels de l'auteur, Roby, et d'anecdotes, dont certaines ressemblent à des gags, il est l'œuvre d'un homme de terrain, chasseur, pêcheur, pratiquant et même professeur de la nature, l'œil pointu et les sens en éveil. Roby, c'est le bon vivant, jolisseur et familier, le bon copain un peu « pédago » qui vous prend par l'épaule et vous enseigne le bon usage des parcs à la française. Il les parcourt un à un, de la Vanoise au futur parc du Haut-Arriège, comme en faisant. Mais, attention ! Roby cessera d'être votre conseiller et votre ami s'il vous surprend à cueillir une fleur ou à jeter un papier gras. Pénétrer dans un parc national, c'est aussi s'engager à le respecter. Cet espace est fragile comme un miracle.

Parcs nationaux et réserves d'Europe, de Philippe Dupont, est un guide à la fois plus systématique et plus ambitieux, puisqu'il offre une série de fiches sur les trois cent soixante-treize parcs et réserves créés dans les vingt-quatre pays européens. Croquis à

l'appui, il énumère les espèces animales qu'on peut y rencontrer. Nourri de statistiques, de cartes, de tableaux et de considérations scientifiques, il conduit, chemin faisant, à une réflexion approfondie sur la politique de protection de la nature pratiquée par les différentes nations d'Europe. Il restera sans doute un livre de références. Si on ne le lit pas d'un trait, on y reviendra souvent pour dénicher un détail ou une adresse, et les voyageurs qui parcourent l'Europe pourront tracer, grâce à lui, leur itinéraire « vert ».

Ce sera le « Michelin des parcs ». Ce guide incline finalement à l'optimisme, puisque l'examen minutieux des espèces en voie de disparition révèle que la politique de préservation a été payante. Après de sombres décennies au cours desquelles l'appauvrissement du bétail paraissait inéluctable, nous voici à la renverse : moutons, bouquetins, chamois, ours bruns, antilopes, castors, algues royales et flamants roses se multiplient.

Une bonne nouvelle pour ceux qui croient que l'on ne sauvera pas les hommes sans sauver aussi les animaux.

M. A.-R.

* Les Parcs nationaux, par Roby, Machetta, 202 pages, 32 F.
Parcs nationaux et réserves d'Europe, par Philippe Dupont, Fayard, 328 pages, 59 F.

Cartes et visites

PERMETTRE aux hommes de mieux connaître, donc de mieux utiliser, leur espace naturel, telle est la vocation de l'Institut géographique national (I.G.N.). Et pour mieux répondre, cet établissement public s'est efforcé, ces dernières années, de diversifier les cartes touristiques et d'en multiplier les points de vente : on trouvera prochainement des cartes de l'I.G.N. dans les magasins de grande surface et dans les stations-service.

Quelques exemples permettront de mieux mesurer l'étendue de l'activité cartographique de l'I.G.N. Tout d'abord, la carte routière de la France, guide automobile pour les grands parcs au 1 : 100 000. En quinze cartes au 1 : 250 000, dans la série dite « rouge », l'I.G.N. propose l'inventaire des ressources artistiques et folkloriques de notre territoire. Soixante-quatre cartes de la série dite « verte » au 1 : 100 000 indiquent autoroutes et petits sentiers de randonnée, grandes villes et bourgs de moindre importance. Les « écologistes » peuvent tirer profit de ses « réductions » au 1 : 25 000, 1 : 50 000 et 1 : 100 000 qui mentionnent forêts, lacs, parcs et massifs montagneux, et les curieux de tout poil de ses publications diverses, tant sur les richesses historiques de la France que sur les environs de Paris.

Sans oublier les ouvrages de base au 1 : 25 000 et 1 : 50 000 qui sont utilisés par les professionnels — ou de simples particuliers — pour des études d'aménagement, la découverte des abords d'une maison de campagne ou les randonnées au cœur des régions isolées.

En 1975, l'I.G.N. a vendu 12 millions de cartes qui lui ont rapporté 20 millions de francs, soit 12 % de son chiffre d'affaires. La demande des Français, de plus en plus intéressés par ses publications, dépasse aujourd'hui l'offre de l'établissement public. Aussi les responsables de l'I.G.N. ont-ils l'intention de multiplier les cartes en diversifiant notamment les techniques — photographies aériennes ou cartes en relief, par exemple. Dans quelques années, chaque Français qui le désire pourra donc obtenir sa « carte à la demande ».

GROS PLAN SUR LE MARAIS

En liaison avec l'Association pour la sauvegarde et la mise en valeur du Paris historique, auteur de l'ouvrage, l'Institut géographique national (I.G.N.) vient de rééditer l'un de ses documents fondamentaux : le Marais et ses abords.

Visiter le Marais à l'aide d'un plan assez précis pour qu'on puisse se passer de descriptions et de commentaires est désormais à nouveau possible. Ce guide des troisième et quatrième arrondissements de Paris reprend le principe du fameux plan de l'Argot édité en 1734, mais au moyen, bien sûr, de la photographie aérienne. L'utilisation de la couleur pour indiquer les bâtiments les plus importants facilite d'autre part la lecture de ce plan qui est urbain, les architectes, les archéologues ou les historiens pourront utiliser avec profit. Le plan du « Marais et de ses abords » est accompagné d'un répertoire des rues et des immeubles intéressants et d'un plan perspectif établi au 1 : 1 800.

En vente au centre d'information de l'Association pour la sauvegarde et la mise en valeur du Paris historique, 68, rue de Valenciennes, 75001 Paris, et à l'I.G.N., 107, rue La Boétie, 75008 Paris. Prix : 35 F (guide touristique) et 42 F (version murale).

* Editions Complexe, distribution Presses universitaires de France.
L'Afghanistan et ses populations, par Jean-Charles Blanc. Prix : 35 F.
Le Thaïlande et ses populations, par Michel Hoang. Prix : 35 F.

LES HOMMES D'ABORD

Il en est qui, pour satisfaire leur curiosité, se contentent de paysages ou de monuments. Ils ignorent les populations, pour en venir droit à ce qu'ils considèrent comme l'essentiel du voyage : les sites et les vestiges. D'autres, en revanche, s'intéressent plus aux hommes qu'aux pierres. La collection Pays et populations répond à cette autre façon de considérer le monde.

Avec les deux premiers ouvrages n'est laissé dans l'ombre par Mylène Remy, qui présente d'autre part, de façon systématique, tous les centres urbains du pays, d'Abengourou, résidence du chef des Agnis, à Yamoussoukro, village natal du président Félix Houphouët-Boigny, en passant par la capitale, « ville-lumière » de près d'un million d'âmes.

Ph. D.

* La Côte d'Ivoire aujourd'hui, par Mylène Remy (Editions Jeune Afrique, 61, avenue des Terrasses, 75017 Paris, 256 pages. Prix : 52 F).

MARRAKECH A L'HEURE DU 17^e FESTIVAL NATIONAL DU FOLKLORE

Depuis 1969, le « Festival National de Folklore » a lieu chaque année au Palais El Badia à Marrakech.

Dans les ruines de ce vaste bâtiment saadien, élevé en plein cœur de la médina, le 17^e Festival a réassemblé cette année, sur le thème « La terre, l'attachement du citoyen marocain à sa patrie », 530 artistes venus de tout le Maroc.

Vingt-cinq troupes ont évolué chaque soir, du 23 mai au 13 juin, devant des milliers de spectateurs, dont plus de 150 journalistes étrangers de la presse écrite, écrite et télévisée, les invitant à la découverte des trésors cachés des campagnes marocaines.

Les différents actes composent ce spectacle d'une très grande diversité traduisant avec beaucoup de sincérité les traditions, les sentiments et les croyances de générations disparues, mais dont on a su prudemment conserver et enrichir l'héritage.

En effet, depuis l'Aghouach de l'Anti-Atlas, dans l'improvisation au rythme du Bendir avec la flûte comme soutien exprimant la joie des paysans à l'occasion de mariages et de festivités diverses, jusqu'aux rythmes lancinants de la Guedra du Sud du Maroc, où attitudes et gestes traduisent, sans aucun doute, une cérémonie rituelle dont l'origine se perd dans la nuit des temps, en passant par le Hédoud du Moyen Atlas, où danseurs et danseuses ondulent au rythme du tambourin, dédié à la vie un rythme de joie, par la balade des musiciens de Larache, par la Dakhla des artisans marocains, par la danse puissante et virile des guerriers de Tadjikou dans leur longue tunique blanche, la poitrine à nu, et la tête entourée, par les cascades d'acrobaties de la confrérie de Sidi Ahmed ou Moussa... tout constitue un ensemble de traditions, un monde de symboles devenus indéchiffrables pour notre entendement.

Puis qu'un festival, le « Festival de Marrakech » est un mouvement qui permet chaque année le rassemblement des troupes représentant toutes les régions du Maroc dans les ruines majestueuses du Palais El Badia, animé par la magie de la lumière soigneusement répartie et par ce grand théâtre de la vie de tous les jours, offre aux visiteurs un voyage à travers les temps les plus lointains où sacré et profane se confondent.

Ne passez pas cet été entre HYERES et le LAVANDOU sans visiter La Galinette

(DOMAINE DE VALCROS)
une « terre promise » pour la maison de vos rêves
• Terrains viabilisés • Un placement sûr... et verdure
• Crédit promoteur personnalisé.

Lotissement La Galinette - Société Boudou
20, avenue des Lacs d'Or
83400 Hyères
Tél. : (94) 65.35.28

Sur place : Bureau de vente
La Galinette - Domaine de Valcros - 83250 La Londe
Les Maures.

Voyage culturel L'IRLANDE

ILE DES SAINTS
Du 31 juillet au 14 août 1976
avec M. l'abbé Pierre Bouffiers
Directeur des Grands Itinéraires
Possibilité de chambre individuelle

Renseignements et inscriptions :
LES GRANDS ITINÉRAIRES DE BIBLE
ET TERRE SAINTE
5, av. de l'Opéra 75001 PARIS
Lac. d'Etat 309 A.

encore quelques places
disponibles fin août et septembre

flânez une semaine
EN BATEAU
sur les canaux de BOURGOGNE et du MIDI

- des vacances insolites en famille
- House boat équipé pour 4 personnes (cuisine, sanitaires et couchage)
- à conduire vous-même et sans permis

la semaine-bateau
1800F

NAUTIC VOYAGE
8, rue de Milan, 75009 Paris - Tél. 526.60.80 - 280.04.96

licence A680

Le 9 juillet 1976 ouverture du nouveau

MONTFLEURY **** CANNES

25, avenue Beauséjour
Cannes

Montfleury Cannes, 25, avenue Beauséjour 06400 - Cannes - Tél. (93) 99.29.74 et 38.76.91 Telex 470039

Beaucoup plus qu'un hôtel...

Si le Montfleury n'était qu'un hôtel, ce serait le plus moderne d'Europe, avec un service dans la grande tradition des palaces Lucien Barrière (Deauville - La Baule - Cannes). Mais le Montfleury, c'est beaucoup plus qu'un hôtel. Au cœur du parc François André, au pied de la Californie, dominant la Baie de Cannes, c'est une oasis dans un univers de fleurs. C'est aussi un ensemble sportif avec 10 tennis, 2 piscines et 1 patinoire.

C'est une étape gastronomique avec 3 restaurants dont une rotonde au feu de bois. C'est un rendez-vous à la mode avec le coiffeur parisien Jean-Louis Saint-Roch.

Le Montfleury, c'est un véritable centre de loisirs où le raffinement, la détente et le plaisir se marient harmonieusement.

C'est enfin un centre de séminaires et congrès avec un auditorium de 300 places et 4 salles de conférences.

Vivre au Montfleury, c'est la manière élégante et agréable de séjourner à Cannes.

Montfleury Cannes, hôtel entièrement climatisé, 400 places de garages, 225 chambres avec loggias, radio, téléphone automatique direct, mini-bars...

هكذا من الأجر

AUX CONFINES DU LOIRET

TROP DE PROJETS A BUTHIERS

BUTHIERS, une agglomération de cent habitants, à 80 kilomètres de Paris, en bordure de la Haute-Loire, située en Seine-et-Marne mais aux confins du Loiret.

La vallée sèche qui descend du hameau d'Auxy au chef-lieu de la commune est un site classé et protégé depuis quarante ans. Il accueille depuis toujours deux catégories de visiteurs qui font bon ménage avec les résidents et les Parisiens en week-end. D'une part, une clientèle très populaire qui profite des bois et du sable. D'autre part, des vacanciers qui s'entraînent à l'escalade dans un massif qui est, dans la région parisienne, le second — et le dernier — après celui de Larchamp, et qu'on fréquente M.M. Pierre Mazaud et Maurice Herzog.

Cette cohabitation paisible exigeait une intervention publique en raison de la vogue du site, due au développement de l'automobile et de l'escalade. Il fallait une large expropriation pour éviter la venue d'un lotisseur qui aurait «privatisé» le site : une discipline pour que la circulation automobile et le «trial» des jeunes motocyclistes s'arrêtent au seuil de la forêt et ne détruisent pas une faune, une flore et l'escalade des rochers — tous fragiles : un hébergement correct pour les vacanciers et des précautions pour les grandes roches qui devaient être bien fichées et consolidées ; enfin une piscine pour tous, y compris pour les habitants de Malesherbes, localité proche de 3 kilomètres et devenue, de centre agricole, petite cité industrielle.

C'est tout autre chose qui est arrivé. L'administration a eu une idée pour les loisirs des habitants de la région parisienne. Puisqu'ils sont entassés les uns sur les autres cinq jours par semaine, on leur proposerait, pour le week-end, de se regrouper sur une douzaine de bases de loisirs et de plaines air disposées en étoile autour de la capitale. Tous les crédits de l'Etat et de la région seraient réservés à ces bases et refusés aux autres projets.

Et le site protégé de Buthiers a été choisi. Peut-être pouvait-il être utilisé en installant l'essentiel de la base sur l'un des deux plateaux qui bordent la vallée sèche ? Mais le conseil municipal, mal informé des intentions administratives, a refusé l'expropriation de toute résidence principale et de toute terre agricole. Le résultat a été la concentration d'investissements sur un tout petit espace. On a conçu une sorte de station balnéaire — piscine, solarium de 1200 mètres carrés chauffés à l'électricité. On a ajouté un centre aquatique, alors que, quel qu'on fasse, le cheval ne sera jamais populaire et toujours destructif en forêt fragile. Quant à la clientèle populaire, on la parkera dans un ensemble de trois cents places de camping et trois cents places de caravanning, situées à l'endroit le plus fragile et au surplus fréquenté par les vipères. Et, pour couronner le tout, on n'a pas prévu de voies d'accès en dehors des deux routes sinuueuses actuelles qui éclatent difficilement les visiteurs d'aujourd'hui.

Par chance, on a en cours de procédure consulté les experts du ministère d'histoire naturelle sur l'environnement. Leur étude ramène l'aménagement possible aux dimensions du raisonnable et condamne la subvention et la dimension du projet. Il n'en a été tenu aucun compte.

La population réagit à la quasi-unanimité. Elle est composée en gros pour un quart de retraités, pour une moitié de résidents travaillant soit à Paris soit à Malesherbes, pour un dernier quart de résidents secondaires. C'est au nom de cette majorité groupée en association que j'ai saisi par écrit les collaborateurs spécialisés de toutes les personnalités du gouvernement qui pouvaient l'être. Je n'ai reçu aucune réponse promettant un réexamen. On m'a fait comprendre, dans le seul ministère où l'on a accepté de me recevoir, que ma démarche était celle d'un Parisien égoïstement soucieux de sa tranquillité et non pas de l'intérêt général.

ROGER PRIOURET.

TRÉSORS D'AIX

Après la découverte de terrasses entaillées sur l'axe du marais, à Aix-en-Provence, pour la construction d'un parc de stationnement, on vient de mettre au jour deux mosaïques romaines ainsi que d'autres vestiges de constructions antiques. Après accord entre le maire, le directeur régional de la culture, le directeur des antiquités historiques de Provence et les services techniques de la ville, les travaux se poursuivent en dehors du secteur concerné.

Les premiers résultats des fouilles sont intéressants : deux mosaïques blanches à double bordure noire, un fût de colonne, un petit chapiteau, des fragments de stèles et surtout d'abondants débris provenant d'un ensemble décoratif de marbre et de stucs.

peints, de haute qualité. Des fouilles entamées par Bernard au siècle dernier sur ce même terrain avaient déjà mis au jour les ruines de plusieurs maisons gallo-romaines ornées de mosaïques. Les découvertes actuelles confirment que l'on se trouve là dans un quartier « résidentiel » datant probablement du premier siècle de notre ère, lorsque l'antique *Aquae Sextiae* était florissante.

On espère que ces vestiges pourront être soit enlevés, soit étudiés, repérés puis recouverts. On veut surtout éviter que ces précieux témoignages ne soient détruits comme l'avaient été, en 1856, ceux de la villa de Grassi, noyés sous le béton d'une école en construction.

PAUL CHOVELON.

LE TRAIN A PRIX RÉDUITS

jusqu'à 50 % du tarif
Les billes Ripe délivrés par le T.E.J. offrent aux JEUNES de moins de 21 ans et aux ETUDIANTS sans limite d'âge la possibilité de voyager sur les lignes régulières jusqu'à 50 % du tarif. Les billes du T.E.J. sont valables pour plus de 250 destinations en Europe.
Inscription à : 101, rue de la République (cor. 101, 102)
21, bd St-Michel, 75005 PARIS.
Tél. : 01-42-22-72.

CHATEAU de MIMONT

« LE JOYAU DES CHATEAUX-HOTELS »
A 210 km de Paris sur le parcours Paris-Vichy-Côte d'Azur, (R.N. 7)
POUGUES-LES-EAUX (NIÈVRE)
Tél. : (03) 68-21-92

PARIS - ATHENES - CHYPRE

ORLY direct LARNACA
A.R. tous les samedi en DC9 Cyprus Airways
Consultez votre Agent de Voyages ou 225.22.99

GARDEN-BEACH

Dans notre jardin, vous avez la possibilité de prendre un bain de soleil, de plonger dans la piscine, de jouer du tennis de table, de rêver sous un érable, de lire dans un petit endroit tranquille, de vous détendre, comme vous le désirez.
Séjour d'été du 5 juin au 17 octobre, pension complète, 50 F à 55 F. Prop. A.R. RICHARD.
Tél. 1941/2575 16 st.

SUR LA CÔTE D'AZUR CLIMAT ACTUEL IDEAL 25°

DU GRAND-HOTEL DU CAP-FERDINAND en bord de mer
Soleil et brise marine rivalisent pour la réussite de vos vacances ☺ 93/01.02.54

A QUI L'AVEN D'ORGNAC ?

Deux mairies au bord du gouffre

« QUAND on se rencontre, on parle cerises, puis on en vient à parler d'aven ». Voilà plus de dix ans que pour l'exploitation d'un nouveau réseau de grottes découvertes en juillet 1965, les maires ardéchois d'Orgnac et d'Issirac se mentent une petite guerre souterraine. C'est que l'enjeu n'est pas mince. Les cavités découvertes sont parmi les plus belles du monde, elles abritent, des salles de plus de 10 000 m², hautes de 45 mètres, plus vastes que celles de Postumia en Yougoslavie. On y trouve des concrétions en quantité inhabituelle, des buissons de cristaux, des forêts de stalagmites.

Le maire d'Issirac, M. Raymond Divol, revendique ses droits : le nouveau réseau passe sous des terrains appartenant à sa commune. Le maire d'Orgnac, M. André Barnouin, ne veut rien entendre : propriétaire de l'entrée, il a fermé l'accès de la nouvelle cavité et il empêche quiconque d'y pénétrer. L'ensemble ayant fait l'objet d'une mesure de classement en 1974, il semble que l'affaire aurait dû en rester là.

Pourtant Issirac, petite localité

de 150 habitants, en a assez d'être le parent pauvre ; elle exploite un petit aven, « La Forestière », — quatre étoiles hors classe, — dont les recettes sont incommensurables avec celles de l'aven d'Orgnac — trois étoiles, site classé, — grâce auquel les administrés de M. Divol ne paient presque pas d'impôts locaux, jouissent d'une belle et grande salle des fêtes, d'une piscine de 100 millions d'anciens francs et de multiples avantages municipaux.

En face, les gens d'Issirac, qui « gagnent à peine l'eau qu'ils boient », sont depuis longtemps irrités par cette richesse qui les côtoie. Aussi, lorsque M. Jean-Charles Trébuchon, spéléologue, l'un des inventeurs du nouveau réseau, vient un beau jour de 1966 informer M. Divol que des prolongements passent sous des terrains de sa commune, à Issirac on entend aussitôt tourner la route de la fortune au caduc du clocher. Ce qu'on se met à bayer immédiatement « le gouffre géant d'Issirac », c'est pour le village la poule aux œufs d'or et les paysans avertis du terroir ne sont pas prêts de la sacrifier.

vallaient à des repérages dans les cavernes, et la porte de fer placée par le maire d'Orgnac a sauté un soir. Enfin, sur la garniture de la Bastide-de-Virac, M. Trébuchon a fait creuser par les jeunes gens de son club de spéléologie un trou de 30 mètres dans le calcaire argonien — le plus dur. Mais cette rage de termites aura-t-elle un jour sa récompense ?

« Il est inadmissible, dit M. Trébuchon, que les gens ne puissent voir cette merveille. » Pour le promoteur, l'affaire est juteuse, l'Ardeche est tout entière à aménager, et commencer sous terre, loin des regards, n'est pas sans intérêt. Quant au maire d'Issirac, il aimerait bien que ce pactole arrive avant les prochaines élections. Tout comme le maire d'Orgnac, qui n'entend pas, avant cette échéance, perdre le sien.

Le patrimoine en jeu

Pourtant, au-delà de cette querelle de clocher, on pressent un bon et un mauvais combat. Quand on s'est aventuré une seule fois dans le nouveau réseau, qu'on a vu la humilité de la torche ces mille concrétions, ces cierges blancs, ces draperies translucides, ces « excentriques » frêles et cassants comme du verre, ces buffets d'orgue majestueux, ces gourdons où dort une eau bleue, et lorsqu'on est revenu dans l'aven, visité depuis bientôt quarante ans, couvert de mousse, sans scintillement ni vie, comment ne pas se rendre à l'évidence : la fréquentation touristique a dégradé les trésors d'Orgnac.

Il y a certes quelque injustice à empêcher le public d'entrer, mais lorsque le support est trop fragile, comme à Lascaux, comme ces pièces de musée qu'on ne visite pas, ces incalculables qu'on tait au seul souffle de sa respiration, il faut en venir à réduire les visites. Ne vaut-il pas mieux ne pas contraindre la fabrication de ce trésor ? Et comment en effet, cinq cent mille personnes par an ne dérangeraient-elles pas le travail d'une goutte d'eau ? C'est, avec cette découverte unique, le patrimoine national qui est en jeu. Il n'est pas plus raisonnable de le livrer à une entreprise privée qu'à une municipalité, quelle qu'elle soit.

Pourquoi ne pas classer le nouveau réseau en réserve naturelle ? Une façon de rappeler que, si l'exploitation de la beauté n'appartient à personne, il revient à chacun et à tous de la sauvegarder.

Ch. C.

Jusqu'au centre de la terre...

On met l'affaire entre les mains des promoteurs : M. Grés, président-directeur général des restaurants de la tour Eiffel, est intéressé. Il imagine qu'on pourrait installer sous terre des salles à manger et on trouve pas sans vertus spirituelles le spectacle des stalactites ni le silence de la nuit. Le Vatican, de son côté, délègue le marquis Gaetan Vialès de Lessego pour étudier si la « salle des trépassés » — 13 000 m² — ne pourrait s'aménager en cathédrale souterraine ; saisir la foi en quelque sorte au détour de la curiosité. Mais c'est M. Ravoit, promoteur à Cannes, qui l'emporte : le président-directeur général de la société Batima, Bormes-les-Mimosas, imagine pour Issirac un ensemble d'exploitations touristiques, dont la première tranche de travaux s'élèverait à 10 millions de francs. On ouvrirait un accès sur les terrains d'Issirac, deux ascenseurs permettraient d'atteindre cinq cent à 100 mètres pour la contemplation des nouvelles merveilles.

M. Ravoit a la confiance de M. Trébuchon, nommé pour l'occasion conseiller technique de l'opération et membre du comité scientifique chargé d'en contrôler l'exécution. Le maire d'Issirac n'est pas moins séduit par le promoteur : « Vous me croirez si vous voulez, dit-il, mais là-bas, à Cannes, il a dépensé 30 millions d'anciens francs pour sauver deux palmiers ! Il faut qu'il patiente, il en est à 50 000 000 d'anciens francs de travaux d'études et le permis de construire vient de lui être refusé. »

Issirac, pourtant, ne lâche pas. Le promoteur a promis 12 % sur les recettes pour un minimum de cent mille visites soit 12 millions de francs par an, qui entreraient dans les caisses de la municipalité. « Ce n'est pas maintenant qu'on nous a fait miroiter tout ça que nous allons abandonner », dit M. Raymond Divol.

Pour le maire d'Orgnac, M. Barnouin, l'ouverture du nouveau réseau priverait le village de sa principale ressource : l'exploitation de l'aven couvre en effet 80 % des recettes municipales. Habitants à vivre dans l'aisance, les administrés d'Orgnac ne veulent pas même imaginer la présence d'un concurrent aussi redoutable. Aussi, pour faire obstacle au projet de la société d'aménagement, les gens d'Orgnac s'indignent — ils d'abord de ce qu'une « affaire privée puisse grever des intérêts municipaux ». Ils insistent encore sur le « flou » juridique : à qui appartiennent les trésors ? Au propriétaire de l'entrée naturelle ? Au possesseur du terrain en surface ? La loi n'est pas formelle à ce sujet », affirme M. René Huguetto, adjoint au maire d'Orgnac. Enfin, on se retranche derrière les arguments des scientifiques et des écologistes, qui pensent, pour le plupart, que l'ouverture des cavernes au grand public entraînerait une irrémédiable détérioration.

Du côté d'Issirac et de M. Ravoit, on apporte pourtant toutes les garanties : « De nouvelles techniques permettent d'éviter les dégâts, nous n'aménagerons qu'un dixième du gouffre géant », assure M. Divol. Quant à la propriété des trésors, il n'y a pour moi aucun doute, nous sommes propriétaires jusqu'au centre de la terre, sauf en ce qui concerne les mines. C'est la loi. Si on ne nous laisse pas entrer par la porte, nous entrerons par la fenêtre ! »

Pour « désenclaver » sa propriété souterraine, le maire d'Orgnac a depuis fait procéder à des forages clandestins. Les gendarmes ont dressé plusieurs procès-verbaux ; le gérant de l'aven, M. Guy Rieux, a même posé des collets à l'entrée du nouveau réseau pour cravater les spéléologues d'Issirac qui le nuit tra-

8, rue Mabilloy - PARIS (6^e)
Tél. 326-06-20, cor. Lic. A 870

Si vous avez 139-fr.s. et 7 jours de vacances,

venez cet été à

AMINONA 1500

Studios (2 lits)
2 pièces (4 lits)

Conditions spéciales pour demi-pension et remontées mécaniques. Fitness-club, piscine.

(Crans-Montana) en Valais

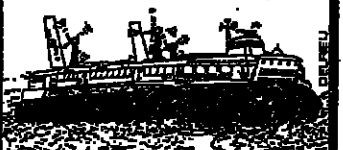
LES RÉSIDENCES KANDAHAR
3967 AMINONA S. SIERRE

Retenez immédiatement votre appartement. Tél. 1941.27 4137 96 Tél. 38194

PLUS VITE
MOINS
CHERPour
l'Angleterre
prenez
l'HoverlloydEn voiture
5 passagers gratuits
Calais - Ramsgateà partir de
180^F• jusqu'à 20 vols par jour
• 40 minutes de traversée
• formalités accélérées à l'aéroport
• autoroute directe jusqu'à LondresEn autocar
Paris - Londres**105^F**• également tarifs spéciaux étudiants et moins de 18 ans
• émission des billets et départ des cars
Hoverlloyd
24 rue de St Quentin 75010 Paris
T. 607.50.81
• Service Bruxelles-Londres: Hoverlloyd
Centre International Rogier,
Rue de Brabant 38 Bruxelles T. 219.02.25Passagers à pied
Calais - Ramsgate**64^F**

• également tarifs spéciaux étudiants et moins de 18 ans

HOVERLLOYD

Brochures, horaires et réservations:
Agences de voyages en Hoverlloyd
Paris: 723.73.05 Calais: 34.67.10

M. _____
Ville _____
Adresse _____
Code postal _____
Desire recevoir gratuitement une brochure
HOVERLLOYD.
A retourner à Hoverlloyd
Hoverport International - 62106 Calais

Juillet-Août : Encore
quelques places avec des
réductions jusqu'à 70 %
sur votre billet d'avion

NEW YORK 1590 ^F	ATHENES 790 ^F
MEXICO 2300 ^F	TUNISIE 730 ^F
BANGKOK 2450 ^F	CORSE 550 ^F

Vols Aller-Retour

le point
85Voyages 85 / COR.LIC. A 891
85 bd saint michel paris 5
tel. 325.02.76, 033.05.80GRATUIT
"brochure Voyages 85 76"

CLIN D'ŒIL

DE LA COUPE AUX LÈVRES

Rien n'est meilleur, quand on a quitté Paris tôt le matin pour se lancer sur une autoroute au bout de laquelle vous attend le plaisir des vacances, que de faire, sur le coup de 10 heures, une pause petit déjeuner.

Les migrants qui empruntent les grands axes à péages vers l'un des quatre points cardinaux n'ont pas grand choix en matière d'essence. Lorsqu'ils s'arrêtent, ils seront presque toujours servis par M. Jacques Borel. Cet industriel d'État en effet — on ne sait par quelle grâce — un monopole de fourniture autoroutière. Au sein d'une économie libérale, où la concurrence doit jouer à plein dans l'intérêt du consommateur, une telle situation étonne et, parfois, afflige.

Le monopole ne dispense pas, que l'on sache, de l'observation des règles élémentaires qu'aucun restaurateur ne doit méconnaître. Lorsqu'il ne s'agit que de la médiocrité des menus, passe encore. Mais quand on néglige l'hygiène, le voyageur est en droit de s'indigner.

Le 21 juin, en route pour la Bretagne, nous nous arrêtons sur un petit déjeuner tardif sur l'aire, poétiquement dénommée, « de Chartres-Bols-Paris », où M. Borel a planté une cafétéria. Nous commandons deux thés et des croissants, ce qui prouve des goûts classiques et, dit-on peut-être certains, un certain manque d'imagination. Si les croissants étaient faits et de bonne qualité, la théorie et le pot à lait en acier inoxydable portaient sur leurs flancs des traces qui eussent peint une bonne maîtresse de maison. Quant aux tasses de porcelaine, elles présentaient tous les stigmates d'une carrière bien remplie. Leurs bords, recouverts de croûte sombre, auraient inspiré de la répulsion à un naufragé du Sahara. Ils étaient ornés, de surcroît, de festons de rouge à lèvres, indiquant qu'il existait tout de même des femmes assez imprévoyables (ou assez myopes) pour utiliser quand même ces récipients. Une friction soignée à l'aide d'un mouchoir de papier révèle que la croûte bordurière était, comme le cutoit des vieilles pipes, détachable.

Informée par nos soins de cette intéressante découverte, l'unique serveuse de l'établissement donne une explication :

« Ben quoi, dit-elle, c'est du thé et du café... Je ne suis pas dans le lave-vaisselle... »

La seule pensée de voir cette jeune femme enfermée dans une machine à laver — qui, soit dit entre nous, doit manquer d'appétit — émut nos cœurs sensibles.

Nous n'en réclamâmes pas moins des chapeaux, décidés à boire notre thé comme on boit son jus d'orange.

« Y'en a pas, dit la demoiselle, visiblement étonnée par tant d'audace. — Alors donnez-nous d'autres tasses. — Elles sont toutes pareilles... »

Et, en vérité, elles l'étaient. Il ne restait qu'à renoncer au breuvage, ou à prendre le risque de donner, par tasses interposées, un baiser à l'inconnue qui avait laissé l'empreinte de ses lèvres sur des sédiments douteux, dont l'étude stratigraphique eût révélé, eût-elle, que l'objet était en fonction depuis la création de l'établissement.

De précédentes étapes chez M. Jacques Borel nous avaient déjà conduit à des constatations semblables. Mais il apparaît aujourd'hui qu'une situation que nous avions crue accidentelle semble bien être des plus courantes dans ses succursales.

Les inspecteurs des services d'hygiène seraient sans doute bien inspirés si, empruntant les autoroutes, ils se penchaient sur une vaisselle douteuse d'une paroi mince.

Et si, demain, un autre industriel de la restauration s'installait sur les mêmes itinéraires, il lui suffirait d'une bonne équipe de plongeurs ou de distributeurs de gobelets de carton jetables pour concurrencer avec profit celui auquel la monopole semble tenir lieu à la fois de conscience et de vertu.

MAURICE DENUZIERE.

Plaisirs de la table

Les trois « mounjetaires »

Les mounjetaires, ce sont les monijettes charentaises, les moijettes de Vendée, les haricots pour tout dire. Le mot viendrait de l'espagnol « petit moine », et, parce que ces haricots-là ont le ventre renflé, des bien-mangeants, et bien-lichants ! De reste, il s'appliquait, avant Colomb et ses découvertes américaines, aux fèves.

Quel qu'il en soit, les gros haricots, dits « haricots », et « petits », récoltés autrefois dans tout le Haut-Comminges, et notamment autour de Saint-Mamet, sont la base de nombreux plats rustiques, à commencer par ce cassoulet de Luchon baptisé « pistache ». M. Henry Pao, historien et collectionneur écru de Luchon, m'a assuré que le mot pistache, d'origine indienne, désigne les fèves dans la graine à la forme d'un haricot. Cela complète mon intuition, moi qui suis introuvable, voilà déjà trois lustres, à la naissance confiante des Tastes Mounjetoires, fondée par Jean Peyratte.

La Rotonde, le restaurant de l'Hôtel Poste et Golf, aux allées d'Étigny (l'homme qui fit Bordeaux et sa ruine pour Luchon), propose donc à sa carte, après les charcuteries commingeoises,

le pétatam (tripes de mouton), la tortilla montagnarde, les confits et les foies gras, cette pistache, enfin, digne de celui qui l'a remise à l'honneur, Jean Peyratte, premier des mounjetaires.

Ce vieux hôtel familial (cinq générations s'y succèdent), parfaitement modernisé, est un des fleurons de la chaîne M.A.P. (tél. 79-08-40), et, chose rare, la cave est riche en vins régionaux (cortibiers, médians, villaudins, fronton, tursan, côtes du Comminges, etc.), qui conviennent parfaitement aux plats du terroir.

Cours de canard cépes et pistache

A Luchon, encore, la Réserve de la Figue (allées des Bains, tél. 79-08-03) fait honneur au folklore avec une brochette de cours de canards aux pommes, des œufs d'ole farcis au foie gras, les confits, l'omelette aux cépes, et, bien entendu, la pistache. Pierre Peyratte, son animateur, sera le second de mes mounjetaires.

J'ai rencontré un troisième mounjetaire en M. Lespinasse. Il cuisine sur la route de Superba-

gnères, à l'Auberge de Castel-Vielh (tél. : 79-04-30). Dans un cadre de grange montagnarde, j'ai découvert ici la soupe de sarrousses. Les sarrousses sont des épinards sauvages, singulièrement « goûteux ». Leur bouillon (on les cuit avec les légumes du bord, mais obligatoirement des mounjetaires) est de ceux avec lesquels on fait « chabrot ». Après une truite de lac à la nage, ces légumes accompagnent des confits d'ole et de porc grillés. Un dîner, un déjeuner, à cette Auberge de Castel-Vielh, complètent cette célébration du haricot en pays commingois.

Mais les trois mounjetaires étaient quatre. Mes trois mounjetaires, le sont aussi. Le quatrième, Gabriel Pène (12, avenue Carnot, tél. : 79-00-39), tient double boutique d'épicerie fine, fromages et pâtisseries. Comme pâtissier, il est le créateur d'un bûche, pardon, d'un gâteau baptisé le « bûche des Mounjetaires », succulent, et dont les dames assurent qu'il ne fait pas grossir, tandis que les mounjetaires, elles... Mais n'écoutez pas les dames ! Et d'ailleurs, la cure, le golf, les promenades en montagne, entretiennent la forme.

Aussi bien que les duels d'autrefois. Et, de reste, le Richelieu qui fit, après d'Étigny, la fortune de Luchon n'était point le cardinal, mais le maréchal que le vin de Bordeaux guérit de tous les maux !

LA REYNIERE.

La bouteille du mois

LE VIN VERT DU ROUSSILLON

Tous ceux qui sont allés au Portugal connaissent les vins verts, les vins verts. Ils peuvent être blancs ou rouges mais portent ce nom parce qu'ils sont d'acidité élevée, de faible degré alcoolique et, légers et clairs (notamment les blancs), piquent agréablement le palais. Cela tient moins aux cépages qu'à la production (la vigne est cultivée en treilles ou en espaliers, sur des tuteurs de châtaignier ou de chêne) et à la vinification (fermentation malolactique intense).

Je ne sais comment sont nés ces vins verts du Roussillon rencontrés au Poste et Golf de Luchon, mais ils ressemblent quelque peu au vinho verde du Portugal, avec la même alacrité et la même gentillesse. Jean Peyratte m'a confié que le producteur vigneron est si consciencieux qu'il est des années où il refuse de vendre son vin pour cause de médiocrité.

Celui du ce matin-là (le vin blanc est le vin du matin, et c'était sur une galantine de poulet aux anguilles amenée par André Daguin) était médiocre. 1974. Il titrait ses 11,5 degrés et est compté 20 F sur la carte. C'est une petite merveille, croyez-m'en, que l'on trouve chez M. Henri Vidal, à Bages (Pyrénées-Orientales). — L. R.

MIETTES

● **Hostellerie des 7 Mollies ?** Cela signifie des sept moules (de moulin). Il est diverses catégories de relais de campagne depuis leur multiplication, mais le Comminges n'en est pas riche (non plus qu'ailleurs). C'est, aussi bien, une province peu connue et peu achalandée. C'est pourquoi M. Ferran, sa femme, son fils, ont bien du mérite, car leur Hostellerie des 7 Mollies pourrait être un modèle du genre pour peu que, dans ce cirque de verdure, viennent en dévotion un peu plus de gourmets.

Une vingtaine de chambres et quatre appartements tous de grand confort, admirablement décorés par Mme Raymond Ferran, et une cuisine de sagesse supervisée par un homme attaché surtout à la qualité. C'est pourquoi vous ne négligerez (à son grand dam mais vous n'aurez pas tort) le Rosini (du reste « vrai » celui-là) ou la langouste grillée (très remarquablement fraîche) pour aller comme moi d'un assortiment des charcuteries véritablement « maison ». Les porcs sont élevés en voisins et ils donnent un boudin sensationnel, des rillettes somptueuses, un jambon « au naturel », une charcuterie enfin, complète et goûteuse. Suivit un confit froid d'ole avec des cépes, puis des petites fraises des bois.

Les truites (d'élevage, bien sûr et hélas, mais de bon élevage en eau cascadeuse voisine) et les grillades au feu de bois peuvent former aussi un succulent et simple repas. La cave est belle et il fait bon, ensuite,

dans les larges fauteuils du bar, deviser avec le patron, l'écouter parler de son métier, de ses recherches de produits de qualité, des plaisirs environnants sa belle maison. Tout en dégustant un très vieux armagnac.

Un relais de campagne comme on en voudrait rencontrer beaucoup... (Hostellerie des 7 Mollies, Gesset, par 31510 Sauveterre-de-Comminges, tél. 88-30-57.)

● **Sujet du prochain prix culinaire Taittinger : un bon de lièvre.** — Encore que, pour l'agneau, l'orthographe véritable soit bas-rou, on peut écrire bon rou, comme le précise le Petit Robert. « Les deux gigots et les deux filets ». Mais, pour un lièvre, n'est-ce pas la première fois que l'expression est utilisée ? Et, en tout cas, n'est-elle pas bien « précieuse » ?

● **Il y a de moins en moins de sommeliers véritables.** — L'habit (je veux dire l'uniforme et la grappe de métal) ne fait pas le moine ! Le Concours national du meilleur sommelier de France y remédiera-t-il ? Je n'en suis pas convaincu, mais il n'importe, et il faut remercier la Revue du vin de France (8, avenue du Coq, Paris), qui l'organise avec ferveur. Le lauréat ou plus exactement les lauréats 1975-1976, qui viennent d'être proclamés, sont respectivement de Montélimar, Angers et Lyon. Paris, on le voit, à l'exception de Pierre Augier du Plaza Athénée, n'a pas été heureux.

● **Contrairement à ce qui a été dit un peu partout, à grand renfort d'hyperboles, il n'est nullement certain que Landre s'installe au Pré-Cathelin et que Maurice Casanova vienne occuper le Fouquet.** La seule chose sûre est le départ — heureux pour la gastronomie — de M. Jean Drouot !

● **Une Caravelle pour Tarbes ?** C'est le restaurant de l'aéroport d'Osun-Lourdes-Tarbes, un des meilleurs du coin. C'est qu'Emile Rouzaud, déboucheur et gourmand, est au fourneau.

Deux menus à 28 et 48 F nets et une carte. Une carte qu'il faut savoir lire et apprécier. Car, devant une clientèle non seulement de voyageurs mais aussi de touristes et de locaux, M. Rouzaud est certes obligé de dépasser le cadre de la cuisine locale, de caresser la côte de veau normande, la cassoulette de ris de veau madère, le Rossini ou le tartare.

Mais loin de tout cela comme de la langouste Thermidor ou du pigeon-neuf Albuféra sur commande. Et abordez plutôt les admirables plats du terroir, les œufs pochés frits dans une sauce aux truffes, les magrets, les confits froids ou chauds (celui de canard, aux pommes), les foies gras (celui de canard, à la paysanne), le filet de barbe aux petits légumes, les côtes découvertes de mouton à l'étuvé... (Tél. 96-27-13, fermé en février.)

Un Restaurant à la hauteur

Déjeunés, dînez, soupez, avec Paris à vos pieds, au « Ciel de Paris », le restaurant du 50^e étage de la tour Montparnasse.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p>ALÉSIA LA BONNE TABLE, 42, rue Piant, 530-74-01. Douze spéc. poissons. Parking. F. sam., dim.</p> <p>ANVERS RELAIS NORMAND, 32 bis, rue d'Orléans. 506-55-57. Spéc. Normandes. Menu : 28 F. S.C. F/dim. soir/lundi</p> <p>AVRON RIBATEJO, 6, rue Planchat, 20^e. F. mar. 370-41-03. Dîners. Spect. Guitt.</p> <p>BASTILLE LE MALOUY, 5, rue de la Bastille, 372-31-48. Très mod. lun/ven. 7-11. Méchoui 21, concoups 14, brochet, 18 dans un cadre élégant et confort.</p> <p>BONNE-NOUVELLE TARAS BOULBA, 16, r. Thorel, 2^e. 538-27-25. Spéc. russes en musique. LE HONARD A LA CREME, 18, rue d'Hauteville, 770-41-05. F/dim. lun.</p> <p>BUTTE MONTMARTRE BEAUVILLIERS, 52, r. Lamarck, 64. 234-19-50. Cadre personnel (recettes créées et retrouvées) terrasses</p> <p>CHAMPS-ÉLYSÉES LES GRANDS HOTELS HOTEL CLARIDGE, 74, Ch.-Élysées, 339-33-01. Sa formule au bar 28 F. boisson et service compris. Restau., 47 F. + carte.</p> <p>RESTAURANTS LE NAPOLEON, G.P. Baumann, présente sa choucroute au poisson ainsi que ses spés de la Mer. T.l.j. 227-00-50. 38, avenue de Friedland</p> <p>Rue Pierre-Charron N° 56 JOSEPH, 359-03-25 Cuisine française traditionnelle</p>	<p>Avenue des Champs-Élysées N° 142 COPENHAGUE, 1^{er} ét. FLORA DANICA sur jardin. E.L.Y. 20-41. Spéc. Dan. et Scand. Assiette hors-d'œuvre Danais. Festival du Saumon.</p> <p>Rue La Bodinière N° 52, LES ANNEES 30, 339-08-20. F/dim. Déjeuner, Dîner, Souper.</p> <p>CERCHE-MIDI TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (6^e). 222-51-07. Menu spécial Torro 35 F. Fermé lundi</p> <p>ÉCOLE MILITAIRE CANTINE GRILL, 73, avenue Suffren, 734-90-56. Spécialités de poissons. Décor marin unique à Paris.</p> <p>ÉTOILE LE RUDE, 11, av. Grande-Armée, 727-13-21. Le soir menu à 25 F</p> <p>FAUBOURG MONTMARTRE Rue du Faubourg-Montmartre N° 1 LE SIMPSON, T.l.j. 524-51-10. Spéc. Hotteliers et plats français. N° 12 AUBERGE DE BIQUEWIER, 770-43-38. Déjeuners. Dîners. Soup.</p> <p>GARE DE L'EST THE CLIFFER (Restaurant) 18, bd Beaumarchais, 697-43-43. Très Thérèse Antoinette.</p> <p>ARMES DE COLMAR, 13, r. 8-Mai-1945, 208-94-50. Spécial. Alsaciennes</p> <p>GARE DE LYON L'ESCAPADE EN TOURAINE, 34, r. Traversière, 363-14-96. Spéc. F. dim.</p> <p>DELICES DE CHINE, 46, r. Chalon, T.l.j. 397-85-18. Petit chinois aux fourneaux</p> <p>GARE DU NORD TERMINUS NORD, 23, r. Duhesque, 824-49-72. Spécial. Alsaciennes</p>	<p>GRANDS BOULEVARDS F.L.O. 63, 16-St-Denis, 770-13-59. P.D. Joug. 3 h. mat. Pote. Joug. 18 F.</p> <p>LA COTILLADE, 5, rue de la Lune, 233-97-04. F. sam. et dim. Prés des cocktails. Ouvert jusqu'à 2 h. 30</p> <p>LES HALLES A LA GRILLE, 50, r. Montorgueil, 230-24-04. Plats du jour et ses vins.</p> <p>CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ouvert jusqu'à 0 h. 30</p> <p>Rue Pierre-Lescot N° 4 AU GRAND COMPTOIR, 233-56-30. F. sam. s. et d. 5es grillades.</p> <p>Rue Etienne-Marcel N° 19 Chez PIERROT (ex-Montoli) même cuisine, 608-05-48</p> <p>Rue Coquillière N° 13, ALSACE AUX HALLES, CEN, 74-24. Jour et nuit. Spéc. rég.</p> <p>Rue du Pont-Neuf N° 3 CHEN QUI FUME</p> <p>MABILLON LA POIX, 2, r. Clément (6^e) F. dim. 233-77-08. Alers aux fourneaux.</p> <p>MAUBERT - MUTUALITÉ MARAJAR, 72, bd St-Germain, 5^e 033-26-07. Sp. Indiennes. Men. 18 F.</p> <p>MADELEINE LE MAZAGAN, 6, r. Ch.-Léopold, 235-74-38. Vieille cuisine. Tr. Cidre d. Fermé samedi et dimanche.</p> <p>MONTMARTRE - FIGALLÉ AUX DU CLOU, 36, av. Trudaine, 525-25-48. Spécial. chinois du Curs</p> <p>MONTMARTRE CHEZ HANSL, 3 place de la Bastille 548-08-42. Gde brasserie alsacienne</p>	<p>ALISSA FILA, 6, rue Sainte-Beuve, 548-07-22. T. 2^e au concoups. Festival.</p> <p>Boulevard du Montparnasse N° 9 au 5^e ét. 200-55-55. Spécial. choucroute charbon de bois dans la salle.</p> <p>NATION LE BOUQUET DU TRÉSOR, 3, av. Trône, 342-12-19. Déj. d'aff. Dîners</p> <p>NOTRE-DAME PORT ST-BERNARD, 20, qu. Tour-nelles 239-27-28. Cuis. Pât. Ouv. d.</p> <p>CARREFOUR ODÉON LA MENANDIERE, 12, rue Sponon, 033-44-30. Dîner aux chandelles.</p> <p>OPÉRA DEUCOTTE OPÉRA, 6, bd Capucines. O.P.E. 09-90. 6 restaurants. 30 bouillottes. De 9 h. 30 à 2 h. du mat.</p> <p>LE PAILLARD, 38, bd des Italiens, 824-03-03. T.l.j. Ses buffets et pots.</p> <p>TABLE DU ROY, 10, cité d'Antin, 825-22-86. Cad. d'une Hostellerie.</p> <p>CLUB RAUSMANN OPÉRA, 3, rue Talbot, 824-02-78. 21-04. Salons de 4 à 300 couverts.</p> <p>PALAIS-ROYAL OSAKA, 163, r. St-Honoré, 280-48-01. Spécialités japonaises. Joug. 22 h.</p> <p>PANTHÉON LE TROIS ET DEMI, 19, r. Laplace, ODE, 63-73. F.D. ouv. apr. minuit.</p> <p>PLACE PÉRIE N° 5 DESSURIER, maître-écuyer jusqu'à 1 h. du mat. 754-74-14. T.l.j. Poissons, grillades, esp. spécial.</p>	<p>PLACE SAINT-CHARLES LA MASCADE, 45, r. Héricart, 15-577-66-43. Cadre 1925. Menu 62 P. L.</p> <p>PORT DE VERSAILLES LE MONTESQUIEU, 380, r. Vaugrand, 528-47-48. Poissons, crustacés.</p> <p>RÉPUBLIQUE LE BOCE LORRAIN, 27, bd Magenta, 208-17-28. Spécial. tortues.</p> <p>RÉPUBLIQUE-MÉNIMONTANT LA MARINIÈRE, 96, r. Oberkampf, 114. Tél. 237-44-03. Menu 45 F. a.c. carte l.a. Poissons, bouillabaisse, crustacés, grillades. Déjeuner, affaire. Parking assuré. Dîners feu de bois.</p> <p>SAINT-AUGUSTIN LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 232-30-59. Camouf. 30 F. Conf. 30 F.</p> <p>SAINT-GEORGES Rue Notre-Dame-de-Lorette N° 44 CHEZ MAURICE, 874-44-38. T.l.j. Menu 28 F. vin et serv. compr. + carte.</p>	<p>SAINT-MARCEL NAVY CLUB, 88, bd de l'Hôpital, 833-91-94. Huit. Coquill. Spécialités. 18 h. à l'aube. Fermé lundi et mardi.</p> <p>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS GUY, 6, rue Mabilion, ODE, 87-61. Bréda. Pâtisseries - Chaussons - Bûches. De 20 h. à 2 h. du matin. salles climatisées.</p> <p>SAINT-MICHEL LA COCHONAILLE, 21, rue de la Harpe, 033-04-01. Bon assiette, 13 F.</p> <p>VAUGRAND TY COZ, 333, r. Vaugrand-15, 528-62-89. Cuis. bretonne et coquillages.</p> <p>VILLIERS EL PICADOR, 80, bd Baignolles, 337-26-57. F. mardi soir. Mez. bas, jusqu'à 100 couv. Pâtis. caramels.</p> <p>LA VILLETTE L'ŒUF ET LA POULE - NOVOTEL, 18, bd. Bagnolles, 558-98-10. Vingt recettes d'œufs. Poule au pot et volailles fermières. 35 F. VIN. CAFÉ et SERVICE COMPRIS.</p>
--	--	---	--	---	--

مكتبة الأمان

COURS AZ

Mode

BIEN ENROULÉES



(Croquis de MABOQ.)

DANS cette canicule, la robe enroulée fait recette, avec son corsage à bretelles qui rappelle le tablier, surtout quand il se présente en satin fermière. C'est presque un uniforme surtout pour le jour, rejoignant le haut moins ajusté sur la jupe en jean, dont nous avons déjà parlé. Le soir, à l'inverse, les cotons légers se voient en belles robes et unies, portées avec des sandales et des accessoires de tons vifs.

La Maison bleue vient de quitter les Halles pour le 1 de la rue du Marché-Saint-Honoré, où Bernard Carasso donne libre cours à son imagination, dans un style personnel d'une simplicité correspondante à ce que l'on recherche

cette saison : des jupes et des hauts bien coupés permettant des variations de formes, le tout à des prix raisonnables : le défilé presque monastique pour Parisiennes en quête de fraîcheur.

Les couleurs vont par trois : blanc, noir et rouge, auxquelles se marient trois tons de gris. Les formes sont simples : chemises sans col, confortables par leurs emmanchures basses, des tricotés élastiques à l'écote du même genre, voire des marinières, toujours en voile semi-transparent.

Ces corsages forment ensemble avec une variété de jupes en deux ou trois pièces superposées, selon qu'on les veut droites, à ampleur froncée en bas, plissées sur le devant ou vivement évasées grâce à des plis travaillés en lés.

LA MAISON BLEUE : deux pièces en voile de coton blanc, à emmanchures basses et décolleté arrondi, portée sur une jupe du même tissu, enroulée et portefeuille à ampleur en panneaux découpés. (179 F et 270 F, 1, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris-1^{er}.)

Un bermuda, toujours dans le même coton, peut servir de fond, mais comme le confinement la plupart des vendeuses, les femmes portent des maillots de bain deux-pièces en guise de dessous, aussi bien en ville qu'au bord de la mer. Et toutes les marques proposent des modèles de format réduit et plat qui apportent un minimum de soutien et une touche de couleur vive sous un haut transparent.

NATHALIE MONT-SERVAN.

LE PRIX DES JOYAUX

L'Aktivité en joaillerie, relancée depuis 1971 par le Centre d'information du diamant, se répète par ondes de choc à travers les jeunes créateurs qui trouvent résonance chez les bijoutiers dans toute la France.

La simplicité et la finesse vont de pair pour 1977, non sans un certain humour. Ainsi cette minuscule de diamantaire en or jaune due à Xavier Gay, de Grenoble, met-elle en valeur la pierre sertie dans le verre. Marcel Tavernier a choisi un pendentif-virgile composé d'un roulement à billes éclairé au centre d'un diamant. Alain Duclos interprète en ampoule électrique d'or blanc ce thème « diamant-lumière ». Enfin, Polay oxyde et noircit l'or d'une bague en forme de jong anglais sertie d'un diamant en cœur.

De côté de la place Vendôme, Fred (8, rue Royale) joue le poil d'éléphant porte-bonheur, encroquant un médaillon d'or jaune sur lequel se profile l'animal dont l'œil brille de toutes les facettes d'un mini-bijou. Le gréot en or de Mellerot (8, rue de la Paix) finalise en pendentif, sur un bracelet ou un porte-clés, il est de la taille d'une grosse noisette.

Técla (2, rue de la Paix) ramène au goût du jour les colliers des perles les plus petites, en y ajoutant une boule de lapie-lazuli ou de corail corcée d'anneau d'or (à partir de 500 F, selon la grosseur). Boucheron (26, place Vendôme) calligraphie en anglaise la lettre « M », en pendentif d'or jaune (750 F) ou en tête de bague (450 F).

Chauvet (12, place Vendôme) soigne de pierres dures, malachite, lapis ou œil de tigre, de précieux sifflets d'alarme en or (2.400 francs). Mauboussin (20, place Vendôme) dispose en casse-tête chinois une bague en deux ors (350 F). Enfin, Van Cleef and Arpels (22, place Vendôme) lance le gadget de la saison : un jerrican, de la taille d'un double timbre, en vermeil (1.200 F), à porter en pendentif, et qui peut contenir, plié en accordéon, un billet de banque.

N. M.-S.

Brocante
toute l'année
Entrée gratuite
VENREDI
SAMEDI
DIMANCHE
de 8 heures à 19 heures
Les Greniers de France
Porte de Pantin
Stands couverts
de la Ville
PARKING ILLIMITÉ
METRO ET AUTOBUS
PORTE DE PANTIN

COURS AZ
Méthode audiovisuelle
194, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er})
Tél. 261-47-04 - 261-48-85
Métro Palais-Royal
DACTYLO
cycles de 15 h.
(Débutants, Perf. recyclage)
Entraînement machine électrique
STÉNO en 50 h.
Système FREYOST-DELAUNAY
LANGUES
en laboratoire, avec professeurs
De 8 h. à 20 h. tous les jours et dim.

Chapo
SIMPLES MEUBLES
EN BEAU BOIS
MASSIF
14 boulevard de la République 75003
Paris
Tél. 23.16 (11) 707 89 41 (10) 72 02 25

Maison

SUR LA PAILLE

LE plein soleil irradie sa chaleur au dehors : il fait bon à l'intérieur de la maison, tous volets clos. Lorsque la nuit est à deux pas, d'est de sol carrelé et frais dont on a envie sous les pieds : laissant à la ville le meilleur des moquettes, les tapis d'été sont en paille exotique ou en coton, pour délimiter le coin de détente ou de repas.

Les tapis végétaux, en fibres de coco, sisal ou mats sont solides et imperméables. Asses rugueux sous la plante des pieds nus, ils s'entretoient facilement, d'un coup d'éponge. Habitat consacre actuellement une large place à des tapis de prix abordables : ronds et en jonc à motifs ajourés (95 F) ; rectangulaires et en mat écoré à dessins géométriques ornés de brun (290 F) ; en sisal écoré, brun, rouge-orangé, un tapis de 185 x 275 centimètres vaut 380 F. Indigo vient d'installer sa galerie d'exposition de moquettes de laine exotiques dans une maison ancienne de la rue des Saints-Pères : mais on y trouve aussi des moquettes végétales de grande qualité, pour recouvrir toute une pièce ou à faire couper en tapis. Parmi les fibres proposées : du sisal écoré, à épais tissage régulier (« Manille », 204,50 F le mètre en 1,50 mètre de large) ou du coco écoré à grosses côtes (« Calicut », 138 F le mètre en 1,20 mètre de large).

Cottet Fourteller vient d'ouvrir aux Halles une nouvelle boutique de la Compagnie des Bés de la Sonde. Elle y présente

des nattes en fibres de pandanus, tressées à Java. Très lisses et douces au toucher, ces fines nattes sont à double face : envers de ton naturel et surface à carreaux (ou pied-de-poule) dans des harmonies de violet, violine et vert. Trois dimensions, dont la plus grande (200 x 140 centimètres) coûte 250 F.

Des perles à la porte

Encore des tapis d'été, en coton ceux-là, dans un tissage épais fait avec des lanières de tissu. Cette technique artisanale est utilisée dans divers pays : tapis tunisiens à rayures roses, rouges et jaunes, en 2 x 3 mètres, ou à motifs géométriques colorés sur fond gris, en petits et moyens formats (de 150 F à 800 F, Home-Color). Trois portugais bayadères à dominante rose ou écossais, à 220 F en 1,50 x 2 mètres (Ecora). « Khilinis » hongrois enfin dans des camaïeux de rouge ou vert, existant en deux tailles, à 85 F et 350 F (Habitat).

Bran contre l'ardent soleil de midi, la portière installée au seuil de la maison laisse filtrer un peu d'air à l'intérieur. Elle peut aussi se suspendre entre deux pièces, créant ainsi une séparation mouvante décorative. Le macramé est utilisé par un artisan du Rouer-

gue pour un panneau-portière en sisal naturel dont le passage central en fils tressés est encadré de motifs à texture serrée (Maison du Bourgeois, 450 F le panneau, ou sur mesure). Une artisane parisienne tresse aussi des bandes de macramé, de 12 centimètres de large, à accrocher pour faire une portière aux dimensions voulues (Le Scorpion).

La Boutique exotique est spécialiste de portières de perles. Venues de Chine, elles sont montées sur un fil de nylon noué dans les perles, ce qui permet une coupe facile. Elles sont vendues en vrac, par sacs de 90 mètres de fil perlé, ou montées sur tringles. Fines comme des grains de riz, rondes, ovales, en laques ou en bois, ces perles existent en noir, blanc, beige, rose vif, violet. On peut à loisir combiner les formes et les couleurs pour obtenir de jolies portières valant entre 350 F et 800 F.

JANY AUJAME.

* Habitat, 35, avenue de Wagram et Mathe-Montparnasse, Paris 16 ; Indigo, 13, rue des Saints-Pères (proche la Gare), 75006 Paris ; Mies de la Sonde, 7, rue du Olympe, 75001 Paris ; Home-Color, 84, rue de Rennes, 75006 Paris ; Ecora, 77, rue de Rennes, 75006 Paris ; Maison du Bourgeois, 85, boulevard de Courcelles, 75008 Paris ; Le Scorpion, 89, rue de Rennes, 75006 Paris ; Boutique exotique, 20, boulevard du Montparnasse, 75015 Paris.



Brocante

DANS LA « MANSARDE » D'UNECHANTEUSE

VENDITE internationale de la chanson française entre 1950 et 1968, Frédéric a ouvert, voilà cinq ans, « La Mansarde », une petite boutique de brocante. Les boiseries d'époque 1900 ont été restaurées ; les étagères sont si chargées que, quelquefois, les objets y sont déposés pile-mêle. Dans cette caveau d'Al-Baba, Frédéric expose tout ce qu'il a amassé au cours de vingt années de chasse, car court les brocanteurs entre deux galas à toujours été sa passion. Loin de la rampe, elle fourbit maintenant, restaure, brode, gratte et recolle. Parmi ses clients : Parisiens ou provinciaux fidèles, qui n'ont pas oublié sa voix chaude, Japonais surpris quand elle leur offre « en prime » un 45 tours ou un disque enregistré « Mon cœur est un violon », touristes attirés par la multitude d'objets minuscules et à tous les prix qu'elle expose — Frédéric compte beaucoup de collectionneurs.

Sans avoir réellement de spécialité, si ce n'est l'objet de petite dimension, elle dispose en permanence d'un volant assez important de verrerie, de poupées (et d'objets, valises et meubles de poupées), bijoux romantiques, coffrets porte-cigares, carnets de bal, boîtes à papiers, tabatières, encensoirs, sultanes, pots à tabac, bronzes, régimes.

Ménagerie de porcelaine

Côté verrerie, nous avons vu étagères de verres à liqueur (30 à 50 F), de flacons (150 à 180 F), de petits vases du type soliflor (70 F environ), de carafes (120 à 180 F), et une belle collection de boîtes à poudre 1880 émaillées (350 F environ). Frédéric propose aussi beaucoup de

grotesques, des vieilleries amusantes (300 à 600 F), des boîtes en écaïe (280 F environ), des cachets (120 F), des boîtes à priser et des boîtes à aiguilles Napoléon III en papier maché (120 F), des cadres de très petite dimension (75 F), des bustes de femmes 1925 (à partir de 80 F), des boîtes en porcelaine '80 à 300 F, des porte-monnaie de commodes, des montres dignes, des porte-montre, des éventails publicitaires (50 F), et des éventails Louis XVI (600 F). Les poupées sont de deux sortes :

poupées d'enfant 1890-1930, françaises (800 à 1.800 F), ou décoratives, peintes à la main et souvent habillées par les soins de l'hôte, dans des dentelles anciennes et parfois même dans ses anciennes robes de scène (400 à 600 F).

Côté bijoux, à partir de 60 F, nous avons vu beaucoup de barrettes, de broches, d'épingles de cravate ou à chapeau, de bagues romantiques, des sautoirs en pom-pom (300 F) ou en vermeil (600 F). Enfin, pour les collectionneurs, une multitude d'antiques de toutes sortes, chaises, chaises, grenouilles, lions, ours, oiseaux, crocodiles, cochons, chevaux, en porcelaine, en biscuit, en régule, en bronze.

Dans la minuscule arrière-boutique de sa « Mansarde », tapissée d'affiches, de chansons, de coupures de presse et de photographies rappelant ses heures de succès, Frédéric préfère aujourd'hui polir et restaurer. Oubliez la scène.

ELVIRE VALOIS.

Le propos permanent étant de décoder le faux, l'auteur aborde tous les chapitres avec une vision différente. Le fait qu'il mane lui-même les outils anciens avec dextérité donne à son ouvrage une saveur d'authenticité assez nouvelle en la matière, et confère à son jugement une logique qui s'appuie sur une technique longuement pratiquée.

Un ouvrage original diffusé avec discrétion par France Export Diffusion (124, av. Edgar-Saunders, 92010 Villeneuve) au prix de 150 F, ce qui paraît excessif pour un livre broché richement illustré.

Cuisine 1

RIVOLI ET ROSNY OUVERTS

Deux magasins d'exposition-vente de cuisines installées, comparables à ceux existant depuis peu dans quelques capitales étrangères, viennent d'ouvrir à l'enseigne « Cuisine 1 » au 37 de la rue de Rivoli (entre l'Hôtel de Ville et le Château) et au Centre Commercial de Rosny 2^e. Plusieurs marques nationales et internationales très célèbres — et d'autres qui le sont moins — d'électroménager (style, rustique, contemporain) ainsi que d'appareils intégrés (cuisson, froid, lavage, etc.) se trouvent ainsi, pour la première fois, présentés en ensembles, en permanence, en un seul lieu, sous une même enseigne.

Mais l'originalité des « Cuisine 1 » est encore plus profonde. Elle réside à la fois dans les critères retenus pour sélectionner — chez plus de 500 fabricants — les productions offertes et dans les moyens intellectuels et matériels mis en œuvre pour que chaque acheteur possède une cuisine telle qu'elle a raison de la vouloir : unique.

* Tous les deux face aux Meubles Dural

L'Amérique à Versailles

A l'occasion du bicentenaire de l'indépendance américaine, le syndicat d'initiative de Versailles présente une exposition de couverts artisanaux, les fameux « quilts » exécutés avec des chutes de tissus, dans la tradition des premiers colons arrivés en Amérique. Les « quilts » exposés à Versailles proviennent d'une collection particulière, et furent confectionnés à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle par des communautés Amér. s. cette religion qui a maintenu jusqu'à nos jours la tradition d'une austère vie rurale. Ces chefs-d'œuvre de l'artisanat américain voisinent avec une sélection de pièces, éditées par la Monnaie de Paris, sur le thème : « Deux cents ans d'histoire américaine par la médaille ».

Jusqu'au 5 juillet, hôtel de la République, 7, rue des Réservoirs, 78000 Versailles.

odette

mince et élégante avec une ligne légère et efficace • sur mesure soutien-gorge, combiné maillots de bain sur rendez-vous 770 42 77 66 rue d'Alsace 75010 Paris. 4^e étage avec ascenseur

DAIM style
spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Ent.
REMISE 10 % sur tous vêtements d'hiver
réparer, transformer, nettoyer
8, bd des Victoires-Paris - 250 95 15

Votre nouveau partenaire

au golf et au tennis :

François Villon

Nouveaux bagages pour sports nobles.



27, Fbg Saint-Honoré - Paris 165.14.43
57, R. Pierre Charron - 14, Av. Victor Hugo
58, Rue Bonaparte St-Germain-des-Prés
8, Rue Royale

ARTS ET SPECTACLES

Avignon

Benedetto et les Jacobins

● André Benedetto est, se veut, s'affirme occitan. Il prend à bras le corps les luttes linguistiques et politiques du sud de la Loire. Il les fait jouer avec d'autres, les plus lointaines, dans l'espace d'un théâtre, au hasard d'un croisement de reflets, les termes justes.

● La Nouvelle Compagnie des Carmes d'André Benedetto vient de temps en temps à Paris (« Geronimo » à la Cartouche, « Alexandre K » au Palais la saison dernière), mais ses goûts et ses préoccupations la font plutôt voyager du sud-est au sud-ouest, créant ses spectacles directement sur la région (déménagement à Bayonne). Depuis trois ans, elle va à Montauban, avant de revenir dans Avignon gorgée de spectateurs en vacances culturelles.

● Au printemps dernier, Félix Castan, directeur du Festival de Montauban, appelé « Occitanie », a envoyé à Benedetto une pétition en faveur de l'enseignement des différentes langues provinciales, et Benedetto a ajouté une centaine de pages en forme de texte dramatique à cette pétition écrite en 1971. Cela s'appelle « Les Drapeaux jacobins ou la force des choses » et commence par une sorte d'avertissement : « Un épais manteau de mensonge et de silence recouvre encore la Révolution française — des continents épais restent à découvrir — des courants vivants à déceler — et des fleuves qui fument dans la nuit des consciences — à rallumer... »

● « 1789 : tout commence ; 1794 : c'est la terreur linguistique, le français devient obligatoire partout, dit Benedetto. C'est une période incroyablement riche. A la fin, c'est l'Espagne espagnole. Mais quand on lit, on voit bien que les idées acquises depuis l'enfance sont tellement fragmentaires qu'elles en deviennent fausses. Je me suis beaucoup servi du Cahier des doléances de Montauban. J'y ai trouvé des revendications étonnantes, comme le témoignage de ce curé de Bergerac qui dénonce le culte des prêtres : j'ai pu y suivre le processus des idées d'émancipation. Tout d'un coup, j'ai vu le quotidien de l'histoire sous un éclairage nouveau... » Les Drapeaux jacobins, qui seront joués à Montauban les 3 et 4 juillet, puis à Avignon après une reprise d'Alexandre K, s'accompagnent d'un sous-titre qui précise : « Pour servir à l'élaboration de la pétition de 1976. »

COLETTE GODARD.

★ 3 et 4 juillet, place Nationale, Montauban.

■ Un stage gratuit de musique traditionnelle occitane est organisé, du 6 au 18 août, à Saint-Cirq, dans le Lot. Enseignements : Guy Bertrand, Conservatoire occitan, 1, rue Jacques-Darce, 31300 Toulouse (tél. 42-75-75).

Théâtres

« L'ÉCHANGE » A MOSCOU

(Suite de la première page.)

Ce thème, en tout cas, a enthousiasmé Louri Lioubimov qui a demandé à Trifonov — sans doute l'un des meilleurs écrivains soviétiques contemporains — une adaptation scénique de son récit. Et parce qu'il y est question de la vie journalière, de la façon dont on peut vivre présentement à Moscou, parce qu'on y évoque des problèmes réalistes actuels, « L'Échange », le dernier spectacle du Théâtre de la Togaïka, fait beaucoup parler de lui en ce moment en Union soviétique. C'est là le mérite de Louri Lioubimov qui d'abord de front les problèmes quotidiens des Moscovites d'aujourd'hui plutôt que de se réfugier, comme tant d'autres, dans la célébration de la saga révolutionnaire.

Le spectacle est fait de deux parties totalement imbriquées : d'une part, la « technique » de l'échange d'appartements à Moscou, tel qu'il se pratique actuellement ; d'autre part, l'opposition presque organique de deux conceptions de l'existence, de deux familles-entités, entre lesquelles tout échange d'idées, cette fois-ci, est impossible.

On peut imaginer combien le fait de ne disposer légalement que de 9 mètres carrés de surface habitable par personne (non compris la surface de la cuisine, de l'entrée et des placards) donne une image particulière au « marché de l'immobilier » à Moscou. Ce sont tous les moments de l'existence que l'on peut recenser à la lecture du très officiel « Bulletin des échanges », journal d'annonces qui expose en moins de dix lignes les souhaits de ceux qui veulent déménager. Il y a ceux qui se séparent (et qui proposent) une chambre pour deux plus petites dans des quartiers différents), ceux qui se marient (« deux chambres dans des quartiers différents pour une ou deux chambres ensemble »), ceux qui marient un enfant (« une chambre pour deux plus petites ensemble »), ceux qui fuient les appartements communautaires, qui ne peuvent plus supporter les familles avec lesquelles ils sont obligés de vivre et qui demandent « une chambre plus petite, n'importe où, dans un appartement moins peuplé », les « riches », qui ont un appartement en copropriété et qui voudraient un « meilleur » quartier...

Il y a aussi, souvent, ceux qui, d'une façon tout à fait normale, décident d'habiter avec une vieille parente qui n'en a plus pour longtemps à vivre afin de profiter de « mètres carrés » (« deux pièces dans deux quartiers différents pour deux pièces de même surface mais ensemble »). C'est le cas de « L'Échange ».

D'entrée, Lioubimov, d'ailleurs, joue non pas sur l'étrangeté mais sur la quotidienneté de la situation. Le feuille du programme fait déjà partie du spectacle : c'est un véritable formulaire imprimé de « demande d'échange », rédigé par le « chef de famille » Lioubimov pour les cent cinquante et onze membres de sa « famille » et rempli de sa main. L'échange se fera avec le

choyen Trifonov pour une « pièce » (de théâtre)...

Sur la scène, entassés sur le proscenium, tout un bric-à-brac de vieux meubles sans style et sans grande valeur : à droite, ceux du fils ; à gauche, ceux de la mère, des étiquettes collées partout, prêts pour un déménagement. Quelque part, un téléviseur allumé que personne ne regarde ni n'écoute. Au centre, sur un rocking-chair, chapeau sur la tête, Dmitriev, héros anti-héros de « L'Échange », se range les ongles. « Je veux comprendre de quoi je suis coupable, questionne-t-il, implorant. Pourquoi ces deux femmes, les miennes, ne peuvent-elles s'entendre ? » Et il dresse le bilan de sa vie, faisant apparaître, au gré de son discours, personnages et épisodes de sa mémoire.

Ingénieur, la quarantaine, il vit dans une unique pièce d'un appartement communautaire avec sa femme Léna, traductrice d'anglais technique, et leur fille, issu d'une famille d'intellectuels, vieux bolcheviks désemparés, incapables de s'adapter au régime actuel du « système D ». Victor Dmitriev est pris entre le feu de ses deux familles.

Velléitaire, il a beau résister, opposer le souvenir lumineux de son grand-père — juriste formé à l'université de Pétersbourg, déporté en Sibérie sous le tsar, héros de la révolution, — il ne peut rien contre Léna et sa famille, petits-bourgeois vulgaires et sans scrupules, toujours prêts à tirer parti des circonstances, arrivistes opportunistes, véritables « B.O.F. » du socialisme !

Sourires aigres-doux, remarques saoules, prises de bec, explications orageuses écorchées littéralement, Dmitriev, qui cède aux plus forts pour assurer la paix de son ménage.

Dans le spectacle de la Togaïka, c'est le courtier en appartements, minable moutonnel véreux qui tente d'accommoder treize candidats à la fois, qui, le doigt pointé vers les spectateurs — complices, parcourt l'avant-scène, menaçant : « On s'habitue à tout. A tout. Oui, et vous aussi. Et vous aussi. Et vous aussi. » (On entend, comme en écho, l'épilogue de « La Bonne Année de Sé-Tchou » : « Cher public, va, cherche le dénuement / Il faut qu'il en existe un convenable / Il le faut, il le faut... »)

L'échange se fera finalement très vite. La mère viendra habiter avec son fils, sa belle-fille et sa petite-fille dans un nouvel appartement de deux pièces qui sera mis, tambour battant, au seul nom de Dmitriev. Après sa mort, il fera une dépression... La vie continue.

Mais dans la mise en scène de Lioubimov, tandis que la mémoire se fige, un linceul de plastique se lève derrière la famille pétrifiée pour recouvrir complètement, « emballer », les personnages de ce drame d'aujourd'hui. Dans leur monde clos mais translucescent, leur vie continue avec ses « échanges » en tous genres : nous les voyons plus ou moins nettement, nous les regardons se débattre et nous ne pouvons rien pour eux.

NICOLE ZAND.

SALLES CLIMATISÉES

BALZAC ELYSEES - U.G.C. MARBEUF (English subtit Né) - MONT-PARNASSE BIENVENUE - CINÉMONDE OPERA - OMNIA BOULEVARD - U.G.C. ODEON - 3 SECRETAN - LIBERTÉ - 3 MURAT - U.G.C. GODELINS - CLICHY-PATHE - GAUMONT SUD

DES RÉVÉLATIONS FRACASSANTES :

les "Condés" en accusation. (L'AUREOLE)
il est urgent de voir ce film qui informe et qui émeut.
Michel FALCON (Le POINT)



PROSTITUTION

CARREFOUR Penth - ARTEL Villeneuve - ARTEL Rosny - ALPHA Argenteuil - ULIS 2 Orsay - RUEIL U.G.C. POISSY - DAME BLANCHE Garges-lès-Gonesse - PARAMOUNT La Varenne

Formes

PAYSAGES CHIMÉRIQUES

Les feux de la canicule ne sont pas plus ardents que certaines folies de Jean Mitchell (1). Part-il la sinuer ? Le public, pour une fois, sera peut-être satisfait d'appréhender cette Amérique de Chicago, venue en 1959 demander à Vétchil une ambiance moins surveillée, se rattache à l'école des expressionnistes abstraits américains, qui fit surface il y a un quart de siècle. Ce qui d'ailleurs ne peut à la rigueur rassurer que sur l'aspect superficiel de sa peinture, et non sur son originalité. Son tempérament l'a suivi dans le Val-d'Oise. Si les paysages qu'elle a sous les yeux l'ont inspirés, elle leur a transmis sa fureur, qui marie les combats, les bleus les plus profonds, à une verdure aussi riche. Ailleurs, une lumière pourpre envahit ce qu'on est tenté d'interpréter comme la nature, mais on ne doit pas céder. Ailleurs, les noirs et les blancs sont en compétition. Et partout une solide science de la composition impose son ordre à un tour de pinceau chaotique.

Nicolas Maney peint ses obsessions (2). Fantôme par les décors rochers, les gouffres sous-marins, les pierres précieuses, s'il a « du goût », c'est guère que pour la terre et les pierres, — terre et pierres sont reconstruits loin de tout rappel touristique. Au contraire, les toiles de Maney sont incommensurables, de fortes visions l'ont marquée. Ses Balkans originaux, l'Arizona et les autres contrées aux massifs chaotiques

qu'il a parcourus ont laissé des traces dans sa mémoire et sur ses toiles. On sera fasciné, comme je l'ai été, par un grand Labyrinthe tout en hauteur (il y en a au moins un second, en largeur), sorte de gigantesque roc pain brûlé, criblé d'alvéoles, certains béants sur des flaque d'eau. Maney est un bâtisseur. On est toujours en face d'un édifice insolite et robuste. Fichtement maître de sa technique, Maney, jouant les cyclopes, a entassé les matériaux de ses rêves, tous les caprices du règne minéral — quelquefois végétal — pour en faire des villes, pourrait-on dire, des structures qui se tiennent, dont on admirera les couleurs sourdes, cuivrées, rouilles, bleues... moins quand les couleurs se mettent à hurler (c'est plus rare). On admirera aussi ses aquarelles, plus typiquement « paysannes ». C'est au même voyage qu'elles nous invitent. Au pays du dépassement.

Du dépassement, en voici encore. Non, à mieux regarder les dessins à la plume rehaussés de pastel de Geneviève Bourdier-Ranchin (3), ce n'est pas à un dépassement que nous sommes conviés. C'est, loin du quotidien, à une évasion dans le « monde de l'ailleurs ». L'enfer, le Bain de minuit, les Amants. En vérité, l'évasion concerne davantage l'artiste que le spectateur. Elle se libère de fantasmes qui n'ont pas l'air inventés pour « faire joli ». Ils sont réels...

Mais pâlissent comparés à l'expressionnisme caricatural de Bengt Lindström, qui a trouvé dans les sept péchés capitaux la matière idéale (4). Leur éventail se referme tout à coup dans notre siècle incohérent, comme un piège diabolique sur la substance du mal. Les sept ont répondu à l'appel, grimaçant, leurs traits étiolés comme ceux des graffitis sortis dans une telle somptuosité de couleurs, veloutées, éclatantes, qu'on veut les collectionner, les consommer, les commettre tous.

Sont péchés seulement... Il est vrai que, par définition, ils ont des petits. Dans cette petite exposition aussi, où beaucoup d'autres lithographies de Lindström les escortent, le vous maintient l'œil en fête en dépit des hantises plus ou moins morbides de ce compatriote de Strindberg qui — mais on n'apprend rien à personne — assure la persistance de l'expressionnisme formulé par André Chamson (numéro spécial d'Oblique) comme « la peste du tumulte intérieur sur la recherche plastique ». Qui nous touche plus profondément que les exercices d'un humour cérébral de l'Onomatomanie de Victor Brauner (5). De la pataphysique.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Galerie Fournier, 22, rue du Bac.
- (2) Galerie Hexagramme, 67, rue des Saules-Péru.
- (3) Galerie Martine Nochy, 83, rue de Seine.
- (4) Galerie ABCD, 38, rue des Saules-Péru.
- (5) Joies, 108, boulevard Saint-Germain.

Ici et là...

CINQ NOMINATIONS AU CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE

● Cinq nouveaux professeurs ont été nommés au Conservatoire national supérieur de musique. La pianiste Reine Gnanou remplace Lucette Descaves, et la chanteuse Régine Crespin, née Gilly, Nicole Broisat, et ce n'est guère en remplacement de Fanny Revoll pour l'opéra et la comédie musicale. Odette Cartenlaub sera professeur de préparation aux concours centraux, tandis que Claude Lavoix assurera les cours de « solfège-chantiers ». Ces cinq noms seront soumis à la signature de M. Michel Guy.

EDOUARD PIGNON A ARRAS

● Le centre culturel Noroit, à Arras, présente jusqu'au 12 juillet une exposition consacrée au peintre Edouard Pignon. Sur les quatre niveaux du centre de la rue des Capucins, inauguré l'an dernier (le Monde du 10 juin 1975), quarante-deux toiles et vingt aquarelles témoignent de l'itinéraire de l'artiste, homme du Pas-de-Calais, où il naquit en 1905, et qui fut successivement « gaillot », manœuvre, ouvrier du bâtiment, chômeur, puis chef d'équipe chez Renault tout en suivant, vers les années 30, les cours du soir de l'école Montparnasse, avant d'exposer pour la première fois au Salon des Indépendants.

Les interrogations ne manquent pas pour les visiteurs de cette exposition marquée par la violence des couleurs et le tumulte des formes. Selon Edouard Pignon, « la peinture, c'est du vécu ! »

MONTE-CARLO v.o. - HAUTE-FEUILLE v.o. - 14-JUILLET v.o. - IMPÉRIAL PATHE v.f. - SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - MONT-PARNASSE PATHE v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f. - NATION v.f. - Province : CLUB STRASBOURG

RIX SPECIAL DU JURY CANNES 76

Cria cuervos...

Regards d'une Enfance
un film de Carlos SAURA
Géraldine CHAPLIN
Ana TORRENT



En bref

Cinéma

« Les Enfants de choeur »

Duccio Tessari n'est pas n'importe qui. On lui doit un fastueux « papillon » (les Titans), une intéressante comédie dramatique (la Procès des doges) et quelques honorables westerns-spaghetti. Sans jamais viser très haut, ses meilleurs films témoignent d'une imagination féconde et d'un solide savoir-faire. Qualifié qu'on ne retrouve malheureusement qu'à l'état de vestiges dans son dernier ouvrage, les Enfants de choeur.

Le récit se déroule en 1943 dans la partie du désert de Libye tenue par les troupes britanniques. Un commando allemand parachuté derrière les lignes et un petit groupe de combattants alliés, composé d'un officier américain, d'un marin français, d'une ambulancière grecque et d'un déserteur italien qui joue (à la napolitaine) les Lawrence d'Arabie, se disputent une cantine renfermant 2 millions de livres sterling. Tessari ne prend pas l'affaire au sérieux et présente ses héros comme de fortes têtes (ou de joyeux lurons) qui ont davantage le goût de l'argent que le sens du devoir patriotique. Leur équipée se transforme rapidement en une course-poursuite semée de gags plus ou moins drôles et de coups de main plus ou moins spectaculaires. On mitraille l'ennemi, on se chamaille entre copains, le capitaine allemand change de camp, on fait l'amour à la belle étoile. Rod Taylor, Claude Brasseur, Rod Taylor, défendent vaillamment leurs personnages. Mais ces soldats d'une guerre buissonnière ont beaucoup du mal à nous arracher aux sables de l'indifférence et à la torpeur d'une soirée caniculaire. — J. B.

★ ABC, Bix, Mercury, Nation, Paulette, Gaumont-Convention, Clichy-Patbé.

■ Une rencontre-débat sur le thème « Cinéma : culture ou profit, crise ou changement ? » est organisée le 8 juillet, à 20 h. 30, à la salle des Agriculteurs (8, rue d'Athènes, Paris-9), par la cellule des cinéastes communistes. Des réalisateurs, animateurs, journalistes, seront à la tribune en compagnie de MM. Chambaz et Rialto.

■ Le compositeur Georges Auric, membre de l'Institut, a été réélu à la présidence de la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) pour l'exercice 1976-1977.

■ La 7^e Fête estivale de la photographie et de l'image, et l'exposition Du geste au comportement social, organisées par le GERMIS, ont lieu jusqu'au 4 juillet à Sammeron (Marne). Tél. 622-14-57.

13^e FESTIVAL DU MARAIS

16 JUIN - 12 JUILLET

44-46, rue F.-Miron Paris 4^e - 887.74.31 - 227.91.10

EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS MANTEAUX
12, rue des Blancs Manteaux - PARIS (4^e)

Vendredi 2 juillet, à 21 heures

MADRIGAL DE PARIS

Joskin des Prés - Monteverdi - Gesualdo

« Concert aux chandelles »

Un film de STANLEY KUBRICK

ORANGE MÉCANIQUE

ORANGE MÉCANIQUE, le film qui a reçu les plus hautes récompenses, le film que vous voudrez voir... le film que vous voudrez revoir...

Distribué par Warner-Columbia Film.

GAUMONT CHAMPS ELYSEES VO - HAUTEFEUILLE VO FRANÇAIS VF - MONT-PARNASSE PATHE VF STUDIO/PARLY II - GAUMONT/EVERY TRIANGLE Asnières - ARTEL Rueil

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Canada et Mme Pelletier ont offert une réception jeudi 1^{er} juillet.

Naissances

— M. Jean-François Bouzief et Mme, née Anne Millet, Louis et Ariane sont heureux d'annoncer la naissance de
Charlotte.
Paris, le 17 juin 1976.

— M. Jean Dauriac, Mme, née Florence Callet, et Mlle sont heureux d'annoncer la naissance de
Emanuel-Henri.
le 19 juin 1976.
B.P. 1870, Téhéran (Iran).

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de
Mlle Catherine Reynaud
avec M. Jean-Loup Huanit.

Mariages

— Le mariage de
Mlle Dominique Chabert
avec M. Jean-Michel Panlauge
a eu lieu le 26 juin 1976 à Saint-Philippe du Ronil.
38, rue Jean-Mermoz, 75016 Paris.

— Véronique Gaudel et Thierry Le Roy sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 3 juillet à Vauvray (Rhône).
176, avenue du Maine, 75014 Paris.

— Michel Stranicky, architecte D.P.L.G., et Elzbieta Wronka, diplômée de l'université de Wrocław (Pologne), ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 26 juin dans l'intimité, 43, rue Viollet, 75015 Paris.

— Le docteur et Mme Claude Lathe, et M. et Mme André Guez, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants,
Solange et Richard.
Le Joy-Charant, le 3 juillet 1976.

Décès

— M. Jean-Marie Bacot, M. et Mme François Bacot, La terre et la mer de Bernon, ses enfants,
Mme Pierre Bordeaux-Montreux, son mari,
M. et Mme Jacques Bacot, M. Dominique Bacot, M. Arnold Bacot et Mlle Sylvie Lenormand, sa fiancée,
Mlle Anne-Elisabeth Bacot, M. Frank Bacot, M. Antoine de Bernon, M. Olivier de Bernon, Louis-David et Philibert Bacot, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de
Mme Jacques BACOT, née Marguerite Théron, le 30 juin 1976, munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le 3 juillet, à 14 heures.

— M. et Mme Robert Buron, Le docteur Georges Buron et Mme, M. Jean Dauriac et Mme, née Buron,
M. et Mme Jean-Jacques Dauriac et leurs enfants,
M. François Buron, M. Norbert Buron, et leurs enfants, M. Alain Buron, Mlle Martine Buron, Mme Jeanne Lécuyer, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de vous faire part du décès, survenu à Paris, le 26 juin 1976, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de
Mme Jean-Pierre BURON, née Yvonne Porcheret, munie des sacrements de l'Eglise.
L'inhumation a eu lieu à Juilly (Seine-et-Marne) le 1^{er} juillet 1976, 68, avenue Paul-Desmoulin, 75114 Paris.

— Mme Marcel Capitain et ses enfants, ancien contrôleur civil au Maroc, conseiller d'Etat honoraire, officier de la Légion d'honneur, survenu en son domicile dans sa soixante-quinzième année.
La cérémonie religieuse a eu lieu le 23 juin à Dormans dans l'intimité familiale. Une messe sera dite ultérieurement à Paris.
10, avenue de Paris, 93100 Dormans.
[Le biographe de M. Capitain a paru dans le Monde du 2 juillet.]

— Avellia.
M. Pierre MARTIN, journaliste honoraire, ancien chef des informations régionales du « Courrier de l'Ouest », croix de guerre 1939-1945, médaille des combattants, volontaire de la Résistance, décédé en son domicile à Avellia, 38, avenue du Président-Kennedy, à l'âge de soixante-huit ans.
Cérémonie religieuse le samedi 3 juillet, à 10 h. 30, en l'église d'Avellia, où le deuil se réunira. L'inhumation se fera au cimetière d'Avellia.
De la part de :
Mme Pierre Martin, son épouse, Le professeur et Mme Paul Jungers et leurs fils,
M. et Mme Daniel Nierthuis et leurs fils,
Mlle Mireille Polier, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille.
Pas de remerciements.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Xavier Ract-Madoux, La générale Ract-Madoux, M. et Mme Bruno Ract-Madoux, Daphné et Stéphanie, Le lieutenant de vaisseau et Mme Christian Ract-Madoux, Axel et Xavier, M. et Mme Bernard Ract-Madoux et leurs enfants,
Le colonel et Mme Claude Ract-Madoux et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Marchal et leurs enfants,
Le Père Roger de La Pommeraye, M. et Mme Norbert de La Pommeraye et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Xavier RACT-MADOUX, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite, contrôleur général à l'Electricité de France, survenu le 30 juin 1976, muni des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 5 juillet, à 8 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 64, avenue Raymond-Lafayette, Paris (10^e), suivie de l'inhumation, le même jour, à 10 h. 30, à l'ossuaire de l'abbaye de la Trinité, 7, avenue d'Eylau, 75016 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président du conseil d'administration, Le directeur général d'Electricité de France, Le directeur du service technique de la Direction des affaires extérieures et de la coopération, survenu le 30 juin 1976, à Paris.
Le service religieux aura lieu en l'église Saint-Honoré d'Eylau, le lundi 5 juillet 1976, à 8 h. 30.

— Le Comité français des grands barrages, à la prière de faire part du décès de son secrétaire général, M. Xavier RACT-MADOUX, survenu le 30 juin 1976.
Les obsèques auront lieu le 5 juillet 1976, à 8 h. 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, Paris (10^e).

— Le comité directeur de l'Union des journalistes de France, 10, rue d'Aumale, Paris (10^e), a la profonde tristesse de faire part à ses militants et sympathisants du décès prématuré de l'un de ses membres fondateurs, M. Xavier RACT-MADOUX, dont les obsèques ont eu lieu le 3 juillet 1976.

Messes anniversaires

— Pour le quatorzième anniversaire de leur sacrifice, une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Victoires, place des Petits-Pères, Paris-2^e, le mardi 6 juillet 1976, à 19 heures, à la mémoire de
Lieutenant Roger DEGUERRE, mort le 5 juillet 1962 au fort d'Yver, et du sergent Albert DOVECAR, mort le 7 juin 1962 au fort d'Yver. Auparavant, une cérémonie aura lieu le samedi 3 juillet, à 10 h. 30, sur la tombe du lieutenant Deguerre, au cimetière des Gonards, à Versailles.
De la part de leurs familles et de leurs amis.

Remerciements

— Mme Jean Goujon, très touchée par les nombreux messages de sympathie reçus à l'occasion du décès de
M. Jean GOUJON, gouverneur de la France d'outre-mer, prie de bien vouloir trouver ici l'expression de ses remerciements émus.

— M. Léon Fromenty, et sa famille, très touchés des messages de sympathie et d'amitié reçus lors du décès de
docteur Léon FROMENTY, prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue.

— La Société de géographie, dans l'impossibilité de réunir personnellement tous ceux qui lui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de son président, le professeur Aimé-Vincent FÉLIPPOU, les prie de vouloir bien trouver ici l'expression de sa gratitude.

— M. Michel Lagrave, chargé de mission au cabinet du premier ministre, et sa famille, très touchés par les marques de sympathie qu'ils ont reçues, prient tous d'exprimer leurs remerciements les plus sincères.

VENTE A VERSAILLES

M. F. et J. MARTIN, C.P. ass. Tél. : 930-50-08
DIMANCHE 4 JUILLET à 14 h.
— GALERIE CHEVAL-LÉGER
ART D'ORIENT
ET D'EXTREME-ORIENT
— CHEVAL-LÉGER
MINIATURES, ARGENTERIE.
Exposition vendredi et samedi.

VENTE A VERSAILLES

PALAIS DES CONGRES, place d'Armes
MARDI 5 JUILLET à 21 heures
MEUBLES ET OBJETS D'ART
des époques Louis XV, Louis XVI, Charles X
IMPORTANTE TAPISSERIE DE BEAUVAIS
époque Louis XV.
M^{me} Paul et Jacques MARTIN, commissaires-priseurs associés
3, impasse des Cheval-Légers - Tél. : 930-50-08
Exposition vendredi, samedi et lundi.

AVIS DE MESSE

— Une messe sera célébrée mardi 6 juillet, à 19 h. 30, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, rue Saint-Julien-le-Pauvre, 75005 Paris, à la mémoire de
Mme Raymond REZE, née Marie-Madeleine Bas.
Une prière sera dite et demandée à ceux qui l'ont connue et aimée. Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— A ceux qui ont connu le docteur H. DESCOMPS, on rappelle la quatrième anniversaire de sa mort.

Combien avez-vous retourné de bouteilles de SCHWEPPES Bitter Lemon cette semaine ?

● L'Association française des évadés des trains de déportation, créée il y a deux ans, groupe plus de cent vingt évadés, parmi lesquels trois femmes. Le président de l'AFED (37, rue Gallieni, 92240 Malakoff) est notre confrère Jacques Bellay de Sélection du Reader's Digest.

ELISEES SOIERIES

65, Champs-Élysées Paris

SOLDES

d'Articles d'Été

*
Ouvert sans interruption
de 9 h 30 à 19 h.

MEZZO MEZZO

SOLDE

COLLECTION D'ÉTÉ
Féminin - Masculin

10 à 50 %

21, RUE DU DRAGON, 6
222-50-52 de 10 h. à 19 h. 30

LATREILLE

RECHERCHEUR DE TISSUS SEUL VENTE
HOMMES, DAMES, JUNIORS

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6^e
PARIS (10^e) - 222-50-52

bellm

HABILLER-CHÉMIER

solde ses collections hommes
costumes, chemises, sous-vêtements, pyjamas, etc.
avec des rabais de 30 à 50 %
jusqu'à 19 h 30, du 30 à 19 h 30

Galerie Fort Strow - 66 Champs-Élysées Paris 8

NUMERO 2

Un train d'or pour la Crimée

LONDRES, mai 1854. — Edward Pierce, gentleman-cambrioleur, se prépare au vol le plus important de sa carrière : celui du train contenant la solde, en or, des troupes anglaises en Crimée.

Henry Fowler, quarante-sept ans, fit la connaissance d'Edward Pierce dans des circonstances assez différentes. Fowler raconte avec fierté qu'il n'en avait pas très long sur Pierce. L'homme avait dû être orphelin ; il avait un visage d'une bonne éducation et vivait dans l'aisance. Sa maison était parfaitement tenue et pourvue des appareils les plus modernes, certains extrêmement ingénieux. Mr. Fowler se souvenait en particulier d'un poêle de vestibule destiné à chauffer l'entrée de la maison. Ce poêle avait la forme d'une armoire et fonctionnait admirablement. Mr. Fowler se souvenait aussi d'avoir vu une paire de magnifiques jumelles d'aluminium doublées de cuir maroquin qui l'intéressaient tellement qu'il en avait cherché une paire pour lui à Harrods et avait en la surprise de découvrir qu'elles coûtaient quatre-vingt-shillings, ce qui était un prix exorbitant.

Il se remémorait avec difficulté un épisode qui avait eu lieu chez Pierce, fin mai 1854. C'était à un dîner de huit gentlemen. La conversation roulait sur un nouveau projet de chemin de fer souterrain dans Londres même. Fowler trouvait l'idée sans intérêt, et il fut déçu qu'en discutant encore dans le fumoir en buvant du brandy.

La conversation se porta ensuite sur le choléra qui sévissait dans certains coins de Londres, où un individu sur cent en était atteint. On débattit ensuite des propositions de M. Edwin Chadwick, l'un des membres du service sanitaire, à propos de nouveaux systèmes d'égouts dans la ville et du nettoyage de la Tamise polluée. Mr. Fowler avait la source sûre que ce vieil esprit sec qu'était Chadwick allait être bientôt remercié mais il avait juré de ne pas divulguer cette

information. Il but son café avec une sensation croissante de fatigue. Il pensait à se retirer quand son bote, Mr. Pierce, l'interrogea sur une récente attaque de train où l'on avait tenté de dérober une cargaison d'or.

Il était tout naturel que Pierce interrogât Fowler, car celui-ci était le beau-frère de sir Edgar Huddleston, de la banque Huddleston & Bradford, à Westminster. Mr. Fowler était le directeur général de cette entreprise depuis sa fondation, en 1833, dans les questions de devises étrangères.

C'était une époque d'extraordinaire domination anglaise dans le commerce mondial. L'Angleterre extrayait plus de la moitié des trois quarts des étoffes de coton du monde. Son commerce extérieur était évalué à 700 millions de livres par an, deux fois celui de ses concurrents les plus proches, les États-Unis et l'Allemagne.

Son empire d'outre-mer était le plus vaste de l'histoire et continuait à se développer jusqu'à occuper, finalement, le quart de la surface de la terre, avec un tiers de la population mondiale.

Ainsi, il était naturel que les entreprises étrangères fissent de Londres leur centre financier et que les banques de Londres prospèrent. Henry Fowler et sa banque profitaient des tendances économiques générales, mais, en avant leur activité sur les transactions de monnaies étrangères, ils augmentaient encore leur chiffre d'affaires. Aussi, quand la France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à la Russie deux mois auparavant, c'est la firme Huddleston & Bradford qui fut désignée, en mars 1854, pour assurer le paiement des troupes britanniques qui se battaient en Crimée. C'était justement, l'un des envois d'or destinés au paiement de la troupe qui avait fait l'objet de la récente tentative de vol.

« Une tentative stupide », déclara Fowler, conscient de parler au nom de la banque. Les autres

demandèrent, qui fumait des cigares en buvant du brandy étaient des messieurs importants qui connaissaient d'autres messieurs importants. Mr. Fowler se sentait obligé d'effacer ce sursourcil d'imperfection porté sur sa banque, en termes aussi élogieux que possible.

« Qui reprit-il, stupide, c'était du travail d'homme. Il n'y avait pas la moindre chance de succès. — Le gredin est mort ? », demanda M. Pierce, qui fumait son cigare en face de Fowler.

« Bien sûr, dit Mr. Fowler. Le surveillant du chemin de fer l'a jeté du train en marche. Le choc a dû le tuer sur le coup. Pauvre diable. »

« On l'a identifié ? »

« Je ne pense pas, répondit Fowler. Sa chute a été telle que ses traits étaient plutôt... euh... brouillés. On a dit à un moment qu'il s'appelait Jack Perkins, mais ça n'est pas certain. La police ne s'est même intéressée à cette affaire, et je crois qu'elle a bien fait. Toute l'entreprise traitait l'amateurisme le plus grossier. Ça n'aurait jamais pu réussir. »

« Je suppose, dit Pierce, que la banque prend d'énormes précautions ? »

« Mon cher ami, c'est bien vrai, d'énormes précautions. Je vous assure qu'on ne transporte pas chaque mois 12 000 livres d'or en barre jusqu'en France sans les garanties les plus sûres. — Alors le voleur en voulait aux paiements de Crimée ? », demanda un autre convive.

« Mr. Harrison Bendix, Bendix était un adversaire bien connu de la guerre de Crimée, et Fowler ne souhaitait pas entamer de discussion politique à cette heure tardive. »

« Apparemment, dit-il brièvement, soulage que Pierce reprenne la parole. »

« Nous serions tous curieux de connaître la nature de vos précautions, dit-il. A moins que ce ne soit un secret de la firme ? »

— Il n'y a là aucun secret », répondit Fowler, saisissant l'occasion de sortir de son gousset sa montre d'or dont il ouvrit le couvercle d'un cliquettement afin de regarder le cadran. Il était plus de 11 heures. Il devait se retirer. Seule la nécessité de soutenir la réputation de la banque le retenait. En fait, c'est moi qui ai conçu ces dispositions et, si je puis me permettre, je vous invite à me signaler tout point « faible du plan », dit-il en déviant Fowler, car ils ont été fabriqués spécialement sur les instructions de la banque. Messieurs, chaque face est faite d'acier trempé d'un quart de pouce d'épaisseur, et les portes sont ajustées avec des gonds intérieurs qui n'offrent aucune prise permettant une intervention de l'extérieur. Le poids même de ces coffres-forts est un obstacle pour le vol, car chacun pèse plus de cent vingt-cinq kilos.

Très impressionnant, fit remarquer Pierce.

« A tel point, continua Fowler, que l'on pourrait en bonne conscience considérer cela comme une garantie suffisante pour la cargaison d'or. Et, cependant, nous avons ajouté d'autres raffinement. Chacun des coffres comporte non pas une, mais deux serrures, ce qui implique deux clefs.

« Deux clefs ? Comme c'est ingénieux. »

« Et de plus, poursuivit Fowler, chacune des quatre clefs — deux par coffre — est individuellement protégée. Deux d'entre elles sont gardées dans le bureau même du chemin de fer. Une troisième est confiée à la garde du président de la banque. Mr. Trent, qui, comme vous le savez sans doute, est un homme de toute confiance. J'avoue que je ne sais pas exactement où Mr. Trent a caché sa clef. Mais pour la quatrième, je suis au courant, car c'est moi qui suis chargé de la garder. »

« Extraordinaire, dit Pierce, ça doit être une responsabilité considérable. »

« Je dois reconnaître qu'il m'a fallu à ce propos une certaine dose d'imagination », convint Fowler, laissant ensuite planer un silence dramatique.

Ce fut Mr. Wundham, un peu étonné, qui prit finalement la parole.

« Nom d'une pipe, Henry, allez-vous nous dire où vous avez caché cette maudite clef ? »

Mr. Fowler sourit avec bienveillance, sans se montrer choqué. Il n'était pas lui-même grand buveur et considérait avec une certaine satisfaction indulgente les faiblesses de ceux qui étaient portés sur la boisson.

« Je la garde à mon cou, dit-il en caressant du plat de la main sa chemise empaillée. Je la porte constamment, même au bain et même au lit. Elle ne quitte jamais ma personne ! (Il eut un grand sourire.) Vous voyez donc, messieurs, que la tentative grossière d'un simple voyou ne peut guère inquiéter Huddleston & Bradford, de la banque. N'avez-vous plus de chances de voler cet or que je n'en ai de... m'envoyer sur la lune. »

M. Pierce se permit de risquer devant l'absurdité de la chose.

« Alors, questionna-t-il, voyez-vous un défaut dans nos dispositions ? »

« Pas le moindre », dit froidement Mr. Bendix.

Mais Mr. Pierce fut plus chahuteur.

« Je dois vous flatter, Henry. C'est vraiment la stratégie la plus ingénieuse dont j'ai jamais entendu parler pour protéger une cargaison de valeur. »

« C'est ce que je pense », répondit Mr. Fowler.

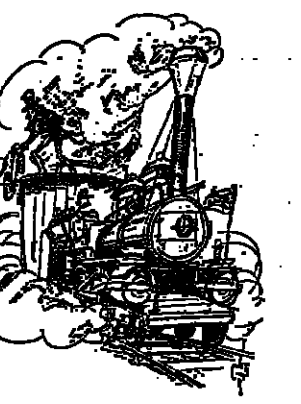
Il prit congé peu de temps après en faisant observer que s'il ne rentrait pas sans tarder auprès de sa femme, celle-ci le croirait en train de faire la noce avec une « Judith » et, dit-il, « je n'aimerais pas souffrir les peines du châtiment sans avoir eu d'abord la récompense. »

Ce commentaire déclencha l'ilarité générale.

C'était exactement ce qu'il fallait dire en partant. On voulait des banquiers prudents, mais pas prudens. La différence était subtile.

(A suivre.)

(O) Copyright Fayard - Le Monde.



(Dessin de CALVI.)

هكذا من الأهل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE

Le gouvernement met en œuvre un dispositif d'actions efficaces pour prévenir les difficultés déclare M. Giscard d'Estaing

« Les conséquences de la sécheresse (...) affecteront durablement l'économie française. La solidarité nationale devra s'exercer (...), cette année, vis-à-vis des agriculteurs privés de ressources », a déclaré le 1^{er} juillet, à Angers, M. Giscard d'Estaing. « Il n'y aura aucun retard dans l'action gouvernementale à cet égard », a ajouté le président de la République avant d'affirmer que le gouvernement met en œuvre un dispositif d'actions efficaces pour prévenir les difficultés. Car il est certain que nous ne pouvons pas considérer que nous serons à l'abri d'une telle situation, et qu'il y a donc des mesures à prendre pour l'avenir ».

M. François Mitterrand, qui était jeudi l'invité de l'émission de TF1 « L'événement », a, pour sa part, déclaré : « La

sécheresse est une calamité nationale. Un Etat organisé doit prévoir que tout est possible. Je constate un certain nombre de défaillances comme l'absence de moyens de stockage de fourrage, de réserve, de planification et de recherche dans le captage de l'eau. La poursuite de la canicule provoque un vif mécontentement chez les agriculteurs, les éleveurs, notamment qui constatent la hausse des prix du fourrage et la chute des cours de la viande, en dépit des mesures de soutien du marché (le cours du veau, par exemple, a baissé de 11 % en deux semaines). Le 1^{er} juillet à Bourges, un groupe de paysans a bloqué la nationale 140 à l'aide d'une cinquantaine de tracteurs et distributeurs de tracts aux automobilistes. La Fédération générale de l'agriculture

C.F.D.T. souligne, dans un communiqué, que la sécheresse met en danger l'emploi salarié dans l'agriculture. Dans divers secteurs de l'activité, la dégradation des conditions de travail liées à la chaleur provoque de vives protestations (à la R.A.T.P., notamment). La C.G.T. vient d'adresser une lettre à ce sujet au premier ministre et au C.N.P.F. demandant des « dispositions exceptionnelles et rapides ». En Italie, le gouvernement a créé un comité destiné à répartir l'eau encore disponible et défendre l'élevage bovin. En Belgique, un contrôle du commerce de fourrage à la frontière a été établi. En R.F.A. enfin, de nombreuses organisations agricoles ont lancé un appel au gouvernement afin que celui-ci étudie un plan d'aide aux agriculteurs.

L'approvisionnement de Paris en eau reste assuré indique la préfecture

Dans un communiqué, la préfecture de Paris indique que l'approvisionnement en eau potable de la capitale reste assuré. Elle ajoute : « Malgré un très fort accroissement de la demande, qui atteint ces jours derniers 1 200 000 mètres cubes, la consommation journalière moyenne se situe à environ 800 000 mètres cubes et est nettement inférieure au moment des grandes « pointes » de l'été 1 000 000 de mètres cubes. Il va de soi que cet accroissement de l'ordre de 20 % de la demande par rapport aux autres étés ne va pas sans provoquer quelques difficultés, et notamment, par moments, des pénuries de pression. (...) »

« Sauf accident imprévisible, la situation s'améliorera prochainement du fait de la baisse de la demande consécutive aux départs en vacances. D'ici là, il convient que les Parisiens acceptent de limiter au gaspillage et qu'ils s'abstiennent notamment d'utiliser l'eau potable pour des usages autres que domestiques. » En ce qui concerne l'eau non potable qui est utilisée pour le lavage des caniveaux et pour l'arrosage des grands jardins publics, la situation de la ville de Paris ne nécessite pas de mesures de restrictions. Toutefois, dans un esprit de solidarité avec les utilisateurs d'eau, les services de la Ville ont reçu des instructions en vue de réduire leurs prélèvements. (...) Dans les jardins et espaces verts, la priorité sera donnée à la protection des jeunes plantations qui sont les plus directement menacées par la sécheresse. »

En outre, « la préfecture de Paris précise que la plupart des fontaines de la ville fonctionnent selon le système du circuit fermé. »

UN REPORT D'INCORPORATION DE DEUX MOIS EST ACCORDÉ AUX JEUNES AGRICULTEURS.

Le gouvernement a décidé, compte tenu des difficultés résultant de la sécheresse, d'accorder à tous les jeunes gens exerçant la profession d'agriculteur en 1976, et incorporables avec la fraction de contingent 76/08, un décalage d'appel de deux mois. Ces jeunes gens qui devaient être incorporés en août seront appelés sous les drapeaux en octobre 1976.

Les jeunes gens intéressés par cette mesure devront présenter leur demande avant le 15 juillet 1976 à leur bureau de recrutement de rattachement en joignant une attestation du maire de la commune de leur domicile attestant de leur qualité d'agriculteur en 1976.

DES POMPIERS DU CONTINGENT ?

M. Jean Desanlis, député réformateur du Loiret-et-Cher, a écrit, jeudi 30 juin, à M. Michel Ponlaton, ministre de l'Intérieur, pour lui rappeler qu'il est l'auteur, avec d'autres élus de son groupe, d'une proposition de loi tendant à affecter des appels du contingent dans le corps des sapeurs-pompiers communaux. M. Desanlis écrit notamment : « Cette disposition, si elle était acceptée par le gouvernement, permettrait de renforcer les effectifs des centres de secours primaires et de leur assurer particulièrement bienvenue dans la période actuelle, où nos corps de sapeurs-pompiers sont épuisés par les incendies qui se multiplient d'une façon catastrophique, en raison de la sécheresse. (...) »

Aubaine pour les marchands de fraîcheur

Fin juin, rue Saint-Honoré, à Paris, un magasin à enseigne « Nicolas » affiche : « Plus d'eau minérale ». A quelques pas de là une file s'allonge devant la boutique d'un glacier : plus loin, c'est un épicer qui rationne ses clients : une bouteille d'eau chacun. Aux sautes, un livreur de boissons fraîches refuse de délivrer plus de trois caisses à un client qui affirme ne pouvoir satisfaire ses clients avec cette quantité. Comme toutes les régions frappées par la canicule, la capitale s'agite en vain en quête de fraîcheur. Conséquence : tous les fabricants de produits dits « rafraîchissants » ne savent plus où donner de la tête.

Au premier rang, les brasseurs, qui ont peine à satisfaire les amateurs de « dômes » russes et glacés. Selon le syndicat des brasseurs d'Alsace, les ventes ont été supérieures en mai de 22,1 % à celles de l'an passé, et la progression devrait atteindre en juin un taux encore beaucoup plus impressionnant. Dans le Nord, le boom des ventes depuis la mi-mai commence à passer de sérieux problèmes : ce n'est pas tant l'eau qui manque que les emballages (bouteilles et fûts), dont les approvisionnements difficiles et la vitesse de rotation (pour les seconds) réduisent la production.

Les producteurs d'eaux minérales sont dans la même situation. « Les ventes ont triple, voire quadruplé par rapport à la normale », assure-t-on chez Vichy-Distribution, qui vend, au niveau du gros, toutes les marques d'eau. Les entrepôts, qui, d'ordinaire, arrivent à conserver une à deux semaines de stock d'avance, travaillent à présent « au jour le jour » et à mesure des approvisionnements. Certains entrepôts sont déjà obligés de rationner leurs clients.

De fait, les producteurs travaillent au maximum de leurs capacités, mais celles-ci, limitées notamment au niveau de l'emballage, ne peuvent guère augmenter, au plus, de 20 %. Au sein du groupe Parler, les commandes d'eau, de sodas (Faschit) et de jus de fruit ont à ce point augmenté que la société a actuellement « une centaine de wagons de retard » dans les livraisons. Les problèmes d'approvisionnement sont cependant plus aigus pour les petits distillateurs que pour les grandes surfaces, dont les achats se font par camions entiers — ce qui est plus commode pour les grossistes. Parallèlement aux sodas, jus de fruits et eaux minérales, on signale chez Nicolas une forte poussée des ventes de « petits vins légers ».

Egalement bénéficiaires de la canicule, les producteurs de glaces et de sorbets, dont les ventes ont fortement progressé par rapport à l'an passé. La aussi, quelques problèmes d'approvisionnement des dépôts locaux, et par endroits de conservation des produits. Ceux-ci doivent être maintenus à une température de moins 20 degrés ; or, dans certains magasins, la chaleur ambiante est telle, que les appareils ne peuvent descendre en-dessous de 18 degrés.

Enfin, gagnants inattendus de la course au froid, les producteurs de ventilateurs domestiques, abasourdis par le succès de leurs produits. « On n'avait jamais vu ça », dit-on chez Calor, premier producteur français. Les ventes ont pratiquement doublé par rapport à l'an passé, et la société n'a plus un modèle en magasin. La pénurie est d'ores et déjà totale ; car la production, saisonnière, a été arrêtée, et les stocks des distributeurs sont quasiment épuisés. — V. M.

Crise dans l'industrie des engrais

Les dirigeants du groupe chimique d'Etat, Entreprise minière et chimique (E.M.C.), ont pris la décision d'arrêter, du 1^{er} juillet au 15 septembre, la plupart des unités de fabrication de l'usine d'engrais de Grand-Couronne, en Seine-Maritime. Motif : les commandes chutent rapidement et les stocks se gonflent corrélativement de manière inquiétante. Afin de limiter le chômage technique, une partie des trois cent cinquante personnes visées seront employées à des tâches d'entretien.

La fermeture provisoire de cette usine est révélatrice d'une situation qui va en s'aggravant dangereusement dans l'industrie des engrais. Déjà mal armés pour se défendre contre la concurrence des pays de l'Est (engrais azotés) et des Etats-Unis (engrais phosphatés et binaires), qui disposent d'une matière première très bon marché, les producteurs français doivent aujourd'hui affronter un nouveau fléau : la sécheresse. Ses effets catastrophiques sur les cultures incitent les agriculteurs à réduire dans des proportions considérables leurs achats de produits fertilisants. Les ventes de produits fertilisants aux futures d'automne, quand ils n'annulent pas purement et simplement leurs commandes.

Cette situation nouvelle créée par la chaleur inquiète au plus haut point M. Jean Prada, président du directoire de l'E.M.C., l'un des tout premiers producteurs français. Malgré la forte reprise enregistrée dans les autres secteurs d'activité du groupe (50 % de ventes en engrais azotés), le résultat d'exploitation enregistré déjà un déficit à l'issue du premier trimestre, alors qu'il était encore largement bénéficiaire à la fin de 1975, année de récession. Et cela va de mal en pis. Au 30 avril, le chiffre d'affaires consolidé de l'E.M.C. (1,35 milliard de francs) accusait une baisse de 13 %, et sa marge brute ne s'élevait plus qu'à 53 millions (— 75 %). Pour le premier

■ DANS L'AIDE, UNE SOIXANTAINE DE VITICULTEURS ont interpellé jeudi 1^{er} juillet deux camions-citernes, qui ont été vidés de leur contenu (480 hectolitres de vin). Les viticulteurs avaient établi un barrage « filant » sur la nationale 113, à l'entrée de Barbra (Aude), et affirmant que les camions transportaient des vins italiens en provenance du port de Sète (Hérault). (A.F.P.)

AFFAIRES

Aucune des ententes illicites relevées en 1975 n'a été transmise en justice

La commission technique des ententes et des positions dominantes a rendu sept avis en 1975, a déclaré, jeudi 30 juin, M. Lamy, secrétaire d'Etat et président de cette commission, au cours d'une conférence de presse. Ces avis concernent aussi bien des industries que des services : les transports, les assurances, les banques, les photographes en conclusion, après de longues et difficiles négociations, les entreprises de travaux routiers (Antenne 6), société de distribution de produits alimentaires, fabrication de flocons, commerce de montures de lunettes.

M. Lamy a souligné le fait qu'aucune de ces affaires n'avait été

transmise au parquet en 1975. M. Lamy a fait remarquer que les pratiques anticoncurrentielles étaient très souvent encadrées par des organisations professionnelles. Celles-ci se trouvent incriminées dans cinq des sept avis rendus par la commission pour l'année 1975. A cet égard, M. Lamy a critiqué les barrières professionnelles, sous prétexte que celles-ci opèrent maintenant sur un marché « organisé » ? M. Villain, directeur général en septembre 1975, a fait remarquer que les tarifs du fuel lourd et du naphtas étant maintenant libres, la concurrence — notamment étrangère — était désormais réelle. De ce fait, et pour ces seuls produits, la Commission technique des ententes va pouvoir se remettre au travail en excluant complètement de son champ d'investigation l'essence et le fuel domestique, qui, eux, dépendent d'un marché organisé donc non soumis aux règles de la concurrence.

COMPAGNIES PÉTROLIÈRES Il n'a pas été possible de contrôler...

L'avis de la Commission technique des ententes et des positions dominantes, qui a été rendu, au début de mai, sur la situation de la concurrence dans le secteur de la distribution des produits pétroliers, sera très prochainement publié. Mais cet avis impactera fortement attendu va beaucoup devoir.

La réponse de la Commission au dossier qui lui avait été transmis, au début de mai, sur la situation de la concurrence dans le secteur de la distribution des produits pétroliers, est la suivante : « Depuis la guerre, c'est le ministre de l'Economie et des Finances, peut se résumer ainsi : la guerre du Zippo, d'octobre 1973 a complètement bouleversé les données du problème. Avant la guerre, les pratiques des sociétés pétrolières qui se répartissaient les marchés étaient inadmissibles car contraires à la concurrence ; depuis la guerre c'est l'administration elle-même qui est intervenue pour réglementer et organiser un marché libre et concurrentiel, qui ne fut pas sous-approvisionné. La réglementation chasse la concurrence ; n'en parlons plus... »

La crainte d'un embargo pétrolier a déplacé les priorités : on parlait de prix et de concurrence ; on ne parle plus, à partir de la fin de 1973, que de quantités à assurer et de réglementation administrative. Du coup, les menaces agitées par l'administration sont retombées d'elles-mêmes et la Commission, qui écrit que « la plupart de ces pratiques (relevées en matière de distribution des produits pétroliers avant 1973) sont d'une nature et d'une gravité qui justifient le recours au Parquet », ajoute en guise de conclusion à son avis : « Pour la période postérieure à octobre 1973 compte tenu des bouleversements survenus, il n'a pas été possible pour la Com-

mission de contrôler le respect des règles de la concurrence dans ce secteur en temps normal. »

Les pouvoirs publics s'interdisent-ils pour longtemps d'enquêter de nouveau sur les pratiques anticoncurrentielles des sociétés pétrolières, sous prétexte que celles-ci opèrent maintenant sur un marché « organisé » ? M. Villain, directeur général en septembre 1975, a fait remarquer que les tarifs du fuel lourd et du naphtas étant maintenant libres, la concurrence — notamment étrangère — était désormais réelle. De ce fait, et pour ces seuls produits, la Commission technique des ententes va pouvoir se remettre au travail en excluant complètement de son champ d'investigation l'essence et le fuel domestique, qui, eux, dépendent d'un marché organisé donc non soumis aux règles de la concurrence.

La coexistence de deux marchés, de deux réglementations, de deux philosophies même, n'a pas fini de poser des problèmes et d'inciter certains à jouer sur tous les tableaux pour gagner partout. Le problème est en réalité très complexe et d'inciter certains à jouer sur tous les tableaux pour gagner partout. Le problème est en réalité très complexe et d'inciter certains à jouer sur tous les tableaux pour gagner partout.

M. Lamy, conseiller d'Etat, qui préside la Commission des ententes et des positions dominantes, a déclaré : « La situation est très complexe et d'inciter certains à jouer sur tous les tableaux pour gagner partout. Le problème est en réalité très complexe et d'inciter certains à jouer sur tous les tableaux pour gagner partout. »


LA SOCIÉTÉ C.I.L.-HONEYWELL-BULL EST OFFICIELLEMENT CONSTITUÉE

La société C.I.L.-Honeywell-Bull, issue de la fusion des activités grande informatique de la C.I.L. et de Honeywell-Bull, a vu officiellement le jour le 1^{er} juillet 1976, plus d'un an après l'annonce de l'opération par le gouvernement français. Les onze membres du conseil d'administration de la nouvelle société (qui comprend notamment deux représentants de la C.G.E., deux de l'Etat et quatre du groupe Honeywell) se sont réunis pour la première fois jeudi matin 1^{er} juillet et ont nommé, comme prévu, M. Jean-Pierre Brulé au poste de P.-D. G. Celui-ci a précisé, au cours d'un déjeuner de presse, que les objectifs assignés à C.I.L.-H.B. étaient « ambitieux » mais non « irréalisables ». Il s'agit notamment, pour la nouvelle société (plus de 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, dix-neuf mille personnes, dont deux mille cinq cents chercheurs), de dépasser, en volume de livraisons, I.B.M. sur le marché français, en 1980.

DENAIN NORD-EST ET MARINE-WENDEL ÉCHANGENT DES PARTICIPATIONS

Les deux groupes sidérurgiques Denain-Nord-Est et Marine-Wendel vont procéder à des échanges de participations : Denain cède le contrôle (56,5 %) des Ressorts du Nord à Marine-Wendel, qui détient déjà celui de la Société générale des ressorts ; Marine-Wendel transfère à Denain la plus grande partie de ses intérêts métallurgiques (50 %) dans le capital de Fermeval (emballages métalliques). Cette dernière opération est une conséquence de la fusion de la Compagnie Lorraine (Wendel) et de Marine-Firminy, qui aurait en pour effet de conférer au nouveau groupe une position dominante dans l'emballage métallique, les filiales respectives Carand-Basse-Indre et Fermeval se trouvant réunies dans la même main. La commission de la C.G.E. avait alors demandé à Marine-Wendel de faire élargir Fermeval, dont une partie des usines a été dévolue à une filiale de Marine-Wendel, la C.O.R.E. (ex-Dur Frères & Fils), et l'autre vient de l'être à Denain-Ushor.

■ LA SOCIÉTÉ BIC augmente sa participation dans le capital de Dim-Roy. — La société Bic, qui détenait déjà, depuis trois ans, 20 % des actions de Dim-Roy, a décidé d'acheter, pour 8 millions de francs, 34 % supplémentaires du capital de cette société.



CANICULE

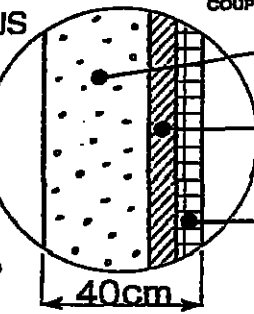
POUR VOUS PROTÉGER, CHOISISSEZ D'ABORD VOS MURS

Chaleur accablante, bureaux évacués en hâte, chambres à coucher étouffantes, fuite harassante à la campagne, des murs qui vous protègent mal, des surfaces vitrées disproportionnées par lesquelles s'engouffre le chaleur (et qui, en hiver, produisent l'effet de paroi froide si désagréable).

LA SEIGNEURIE

74-78 avenue de Paris VERSAILLES

D'ABORD DES MURS POUR VOUS PROTÉGER EN TOUTES SAISONS ET DES FENÊTRES DE 130 CM A DOUBLE VITRAGE POUR ÉCLAIRER SANS SURCHAUFFER.



COUPE D'UN MUR EXTERIEUR

PIERRE DE TAILLE PORTEUSE 28 cm

ISOLANT POLYSTYRÈNE 6 cm

CARREAU DE PLÂTRE PLEIN 5 cm

COEFFICIENT DE TRANSMISSION THERMIQUE : K = 0,50

LA SEIGNEURIE, POUR LES AMOUREUX DU PASSÉ QUI VEULENT ÉPOUSER LEUR SIÈCLE EN VIVANT CONFORTABLEMENT

LIVRAISON L'ANNÉE PROCHAINE

BUREAU DE VENTE OUVERT SUR PLACE SEPT JOURS SUR SEPT DE 14 H A 20 H. TEL. 951.32.67

Cervi 20 rue Chauchat 75008 Paris

RESTEZ PLUS HAUVE.

transplant

CREDIT OCCASION

voiture la sol

مكتبة الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Ils ne vivent plus. d'Amisol mais continuent à en mourir

De notre envoyé spécial

Clermont-Ferrand. — Du Zola. Chômage, misère, délabrement physique : telle est la situation des salariés d'Amisol. De quelle peste ces pauvres gens sont-ils frappés pour ne susciter chez les pouvoirs publics qu'une compassion stricte et négative ? En dix-huit mois, depuis que leur entreprise travaille à Clermont-Ferrand, ils ont vu leur sort n'être que s'aggraver. Sans travail d'abord, puis sans ressources, ils ne vivent plus d'Amisol mais continuent à en mourir. Neuf décès déjà, selon la C.G.T., depuis que l'usine a fermé. dont, presque sûrement, six provoqués par les maladies que donne l'amiante : l'asbestose qui attaque les bronches et provoque la mort par étouffement et plusieurs formes de cancer du poumon. On n'oublie pas à vite le souffle sifflant et court d'une partie des salariés d'Amisol.

Un ouvrier intervient : « J'ai un petit jardin. Ma seule distraction. J'arrose quelques fois à 900 F et je suis obligé de le vendre. — Vous parlez sans colère. — Vous n'avez pas dit cela voilà quinze jours, au soir de l'enterrement du père Laurent. » Le père Laurent est la sixième des victimes de l'amiante depuis décembre 1974. Stirement pas la dernière. L'asbestose frappe vite. En juillet 1975, cet homme affaibli, ancien « petit chef » chez Amisol, nous guidait encore dans l'usine. Avec quelle précision il en décrivait les machines. Avec quelle attention il en précisait le renouvellement.

Vingt ans de travail à la filature d'amiante lui avait bien valu une incapacité de 30 % pour asbestose. « Ni plus ni moins que moi mal d'autre », tempérait-il. Onze mois plus tard, il décédait avec un taux officiel d'incapacité brusquement porté à 100 % l'avant-veille de sa mort.

Chantage à la fermeture

Là est bien le scandale : dans le silence et la pénombre qu'on a entretenues autour des maladies de l'amiante. Passe encore, seraient-ils tentés d'écrire, que les salariés d'Amisol restent au chômage, si certains d'entre eux ne tombaient en même temps victimes de maladies professionnelles de longue durée. La direction et les pouvoirs publics ont négligé les effets. Que faisait-on pour mettre en garde, protéger, surveiller le personnel ? Le moins possible. Usine sans installation de dépoussiérage, information inexistante. On se contentait de déplacer de poste les ouvriers « qui avaient de la poussière ». Il a fallu l'intervention d'un groupe de chercheurs parisiens du centre scientifique de Jussieu, scandalisés par cet état de fait, pour que les salariés apprennent à connaître les dangers et les symptômes des maladies de l'amiante. Savoir tout récent puisqu'il date d'un mois. d'après la fermeture.

D'autres personnes en revanche n'auraient rien ignoré. Est-il vrai qu'une commission médicale de Clermont-Ferrand dissimulait d'un côté dans des cercles scientifiques sur la gravité de l'asbestose, et de l'autre, négligeant les devoirs de sa charge de médecin du travail, couvrait les abus du patron ?

d'Amisol ? Est-il exact que plusieurs rapports des services de la santé ont dénoncé l'insalubrité dangereuse de l'usine ? « Les conditions de travail étaient effroyables », admet-on aujourd'hui à la préfecture du Puy-de-Dôme.

Un billet pour le cimetière

Sait-on seulement combien d'ouvriers d'Amisol sont atteints d'asbestose ? « Officiellement », entre dix et quarante-sept. Imprecision révoltante. Elle incite les employeurs de Clermont-Ferrand à refuser l'embauche de tout salarié venant de cette société, car il est susceptible d'être victime, dans un an ou dix, d'une maladie de l'amiante. Des examens compliqués permettraient certes de lever l'incertitude. Sur le tard, la préfecture veut les faire passer à tout le personnel d'Amisol. Grâtiement, assure-t-elle. A la condition que les salariés fassent individuellement des démarches, qu'ils remplissent des imprimés, qu'ils attendent les autorisations, etc. Bref, la législation sociale dans toute son encombrante simplicité. Comme si, pour un cas aussi particulier, il n'eût pas mieux valu imaginer une procédure courte.

« Les pouvoirs publics se disent favorables aux examens de santé », accuse le secrétaire départemental de la C.G.T. En réalité, ils freinent. Ils en retardent les résultats. Quel acte d'accusation contre leurs négligences passées ! Quelle mise en évidence de la collusion détestable d'Amisol, c'était le billet pour le cimetière.

Un cimetière de morts-vivants aujourd'hui, bien gênant par sa présence dans un département aussi cher au cœur du président de la République. C'est sans doute le dernier about des chômeurs d'Amisol. Ils s'efforcent d'en tirer le meilleur parti, en restant unis ; en présentant, selon le mot d'un syndicaliste, « une expression organisée de la misère ». A force d'opiniâtreté, contraignent les pouvoirs publics à trouver une solution originale à un conflit qui, dans toute sa tristesse ne l'est pas moins. Quelle autre issue ? A la fin de l'année les brades d'Amisol ne toucheront plus que le tiers de leurs salaires : 600 ou 700 F par mois.

P.-M. DOUTRELAUT.

CONVENTION COLLECTIVE LADS - ENTRAÎNEURS DE CHEVAUX. — Les syndicats des entraîneurs de chevaux de course et des lads ont signé, mercredi 30 juin, une convention collective. Celle-ci prévoit notamment une indemnité de transport pour les lads, ainsi qu'une prime d'ancienneté après trois ans de service dans une même écurie. La liberté d'opinion et le droit d'adhérer à un syndicat leur ont été reconnus. Enfin une commission paritaire de conciliation devrait être constituée pour l'examen des litiges.

ÉNERGIE

L'ÉTAT BRITANNIQUE PREND 51 % DANS LES GISEMENTS DE B.P. EN MER DU NORD

Londres (A.F.P.). — La compagnie British Petroleum a accepté une prise de participation de 51 % du gouvernement britannique dans les champs pétroliers de la mer du Nord, a annoncé le 24 juin, M. Tony Benn, ministre de l'énergie. L'accord prévoit que l'Etat, par le biais de la Corporation nationale britannique du pétrole (British National Oil Corporation), pourra acheter, dès janvier 1977, 51 % de tout le pétrole produit par B.P. M. Benn a indiqué qu'il allait engager des négociations similaires avec les compagnies pétrolières Esso et Shell.

B.P. est la première compagnie à avoir découvert du pétrole en quantité commerciale en mer du Nord. Elle exploite notamment le gisement de « Forties », qui produit actuellement 170 000 barils de pétrole par jour (8,5 millions de tonnes/an).

FAITS ET CHIFFRES

LE GROUPE COMMUNISTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE a protesté le jeudi 1^{er} juillet contre les nouvelles hausses de prix. Il constate qu'« une nouvelle cascade d'augmentation des prix vient encore frapper les familles déjà tant éprouvées par la crise : métro, bus, loyers, autoroutes... »

Le groupe communiste rappelle qu'il a « tout au long de la session parlementaire fait de nombreuses propositions pour arrêter l'inflation ».

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES DES CADRES (AGIRC) : relèvement de 4,94 % de la valeur du point (0,85 au lieu de 0,81 F) servant au calcul des retraites à l'Association générale des institutions de retraites des cadres, à compter du 1^{er} juillet. En un an, l'augmentation est de 11,24 %.

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES DES NON-CADRES (UNIAS) : relèvement de 8,47 % de la valeur du point (0,768 au lieu de 0,708 F) servant au calcul des retraites à l'Union nationale des institutions de retraites des salariés.

LE PERSONNEL DES ATELIERS DE MONTMORENCY (CHAUDRONNERIE MÉCANIQUE). A CHATEAU-FON-SAC (Haute-Vienne), a été licencié dans son ensemble. Cette décision a été annoncée, jeudi 1^{er} juillet, aux délégués du personnel par le syndicat désigné par le tribunal de commerce pour assurer la gestion provisoire de l'entreprise. Cette mesure touche environ cent trente personnes. Elle fait suite à l'audience des criées du tribunal de grande instance de Limoges du 29 juin.

Mis aux enchères, les établissements n'ont pas trouvé preneur, malgré deux baisses qui ont ramené la mise à prix initiale de 1 million à 563 000 F. Les Ateliers de Montmorency ont été mis en liquidation de biens le 31 mars 1976. — (Corresp.)

BILLET

Téléphone : les ambiguïtés d'une politique

Il y a sept semaines, le gouvernement annonçait, à grand fracas, ses décisions en matière de politique industrielle des télécommunications. Depuis, les derniers détails de la vente par I.T.T. de sa filiale Le Matériel téléphonique à Thomson ont été réglés. Les P.T.T. ont définitivement choisi le système Métaconta à ministère de la C.G.E. Mard, au cours de la conférence de presse du secrétaire d'Etat aux P.T.T., M. Gérard Théry, directeur général des télécommunications, a manifesté certaines réticences à l'égard du E 12 : « Pour l'instant nous mettons en exploitation les systèmes qui existent... pour les systèmes qui n'existent pas, nous verrons. » En fait, M. Théry semble vouloir changer de destination le E 12. Celui-ci n'aurait plus sa place comme central d'abonnés (marché réservé dans les villes au Métaconta d'I.T.T. et à l'axe d'Ersson) mais serait réduit au rôle de central de transit... où il retrouverait d'ailleurs en face de lui la version « temporaire » de l'axe.

On peut se demander si cette politique d'acheteur ne recouvre pas la volonté de mettre fin à une expérience technologique française ? On peut également s'étonner de la discordance entre les propos de M. Théry et le texte du communiqué diffusé à l'issue du conseil interministériel du 13 mai, où il était clairement indiqué que « le développement d'une technique française de commutation temporelle revêt un caractère prioritaire ». Pour sa part, le secrétaire d'Etat aux P.T.T. a manifesté à plusieurs reprises sa « volonté politique » de favoriser une technique française. Apparemment, MM. Théry et Ségard ne sont pas sur la même ligne.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Vendu à Thomson, l'ancienne filiale d'I.T.T., s'interroge sur son avenir. En choisissant la technique développée par la C.G.C.T., on la réduit quelque peu à un rôle de sous-traitant, d'assemblage. Car, l'I.T.T. fabriquera les calculateurs du système Métaconta, et c'est pour l'essentiel le logiciel développé par ses ingénieurs qui a été retenu. Mais le développement des ordinateurs reste du ressort du Laboratoire central des télécommunications qui demeure sous le contrôle majoritaire du groupe I.T.T. Bref, les ingénieurs de l'I.T.T. craignent d'être bridés. L'évolution du Métaconta à ministère de la C.G.C.T. va développer, à partir de ses autres filiales étrangères, la variante à « relais Reed ». En outre, les accords avec la multinationale Interdial, semble-t-il, à son ancienne filiale toute possibilité de faire évoluer le Métaconta vers une version

NE RESTEZ PLUS CHAUVE.

Les Instituts de beauté, salons de coiffure et perruquiers proposent de bonnes prothèses.

Hair Transplant, le seul Institut Médical, met à votre service des techniques actuellement au point de fixation et d'implantation de cheveux.

Consultation gratuite, sur rendez-vous.
PARIS 17^e - 6, rue Anatole de la Forge - Tél : 380.19.40 & 76.74
LYON 2^e - 16, place Bellecour - Tél : 42.43.22

Hair Transplant

Succursales BRUXELLES-ANVERS-CASABLANCA-TANGER

JUSQU'AU CREDIT
14 JUILLET
SPECIAL OCCASION

argent, voiture, vacances: la solution Renault

Vacances, voiture, l'un va difficilement sans l'autre. Mais il arrive parfois que ce soit difficilement compatible. Alors dans ce cas-là Renault vous propose une formule de crédit exceptionnelle pour l'achat d'une voiture d'occasion, garantie OR, de moins de 3 ans. Après le versement initial de 20 %, comptant légal, les 23 mensualités qui suivront seront

particulièrement légères. Et lorsque le 24^e mois vous solderez votre crédit, vous aurez l'assurance que cette dernière traite sera dans tous les cas inférieure à la valeur de votre voiture. Prenons un exemple : comment payer un véhicule d'occasion d'une valeur de 10 000 F ? Un apport comptant légal de 2 000 F ;

23 mensualités très légères de 320 F, et 2 ans plus tard, la 24^e mensualité de 2 674 F (montant des agios 2 034 F; prix total : 12 034 F). Le crédit Spécial Occasion Renault favorise vos vacances et les prolonge.

*Peut éventuellement être constitué par la reprise de votre ancien véhicule.



RENAULT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE

L'assemblée générale des actionnaires de la Société bancaire et financière s'est réunie le 23 juin 1976 sous la présidence de Maurice Denon, président du conseil de surveillance.

Elle a approuvé à l'unanimité les rapports du directeur, du conseil de surveillance et des commissaires aux comptes.

Elle a décidé d'affecter le bénéfice net après impôt de l'exercice 1975 s'élevant à 1 041 592 F comme suit :

- Réserves légales : 63 220 F
- Réserves extraordinaires : 1 000 000 F
- Report à nouveau : 138 884 F

Aucun dividende n'ayant été mis en paiement au titre des trois exercices précédents, les fonds propres (capital et réserves) de la Société bancaire et financière s'élevaient au 31 décembre 1975 à 14 743 119 F. Le total des dépôts de la clientèle s'élevait à la même date à 133 millions de francs.

Le conseil de surveillance sera désormais composé, après démission de certains membres liés au groupe d'actionnaires d'origine de MM. Denon, Meyboas, Castroux, Pringlé et Schmitt.

SOMMER - ALLIBERT

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 30 juin 1976 sous la présidence de M. Bernard Decolombat. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 100 600 000 F, après 30 200 000 F d'amortissements et 3 500 000 F de provisions à caractère de réserves.

L'assemblée générale a décidé de reporter à nouveau la perte de 63 254 F.

Elle a également approuvé la mise en paiement d'un dividende global de 25,20 F, correspondant à un coupon net de 14,30 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor de 8,40 F.

La distribution totale s'élève à 19 490 000 F et sera prélevée sur la réserve générale. Le coupon n° 4 sera mis en paiement le 15 juillet.

Les mandats d'administration de MM. Michel Pourquis et René Homberg ont été renouvelés et deux nouveaux administrateurs ont été nommés : MM. Paul Baudin et Claude-Alain Barre.

Dans son allocution, le président Bernard Decolombat a donné des informations sur le déroulement des activités au début de l'exercice 1976. Au 31 mai, le chiffre d'affaires est en progression de 14 %, et les résultats, à cette date, sont favorablement influencés par cette reprise d'activité. Ils sont toutefois inférieurs selon les divisions et les sociétés. L'évolution actuelle permet de prévoir, si la tendance observée se maintient, des résultats largement positifs pour 1976, et ils devraient se situer au niveau auquel le groupe était habitué.

Pour louer une voiture en Autriche, réservez chez :

europcar

645.21.25

DUNLOP S.A.

L'assemblée ordinaire du 23 juin a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par une perte de 9 861 077 F. Compte tenu du report antérieur créditeur, il est reporté à nouveau un solde débiteur de 8 009 542 F.

Le chiffre d'affaires 1975 s'est élevé à 1 034 780 000 F contre 1 009 204 000 F en 1974.

La baisse de l'activité économique et la situation du marché de l'automobile en France ont affecté, pendant la plus grande partie de l'année, la marche de la société.

Le conseil de surveillance a analysé l'orientation de l'exercice en comparant le rapport du directeur précise :

- « Les premiers mois de l'année 1976 ont été satisfaisants pour l'ensemble de nos secteurs d'activité. »
- « L'augmentation d'environ 30 % de la production de véhicules automobiles au cours du premier trimestre — et plus généralement le rétablissement progressif d'une certaine confiance dans la reprise économique — s'est traduite par un accroissement de notre chiffre d'affaires total d'environ 15 % pour les cinq premiers mois de l'année. »
- « Les programmes de production, qui ont été augmentés pour de nombreuses catégories d'articles, ont permis d'obtenir dans les usines de meilleures conditions d'emploi des effectifs existants et de reprendre l'embauche dans certains établissements. »
- « D'autre part, les ajustements de prix de vente qui ont enfin pu être effectués, notamment dans la division pneumatiques, dont les prix ont été libérés, ont représenté aussi un facteur important d'amélioration de nos marges d'exploitation. »
- « Dans cette conjoncture plus favorable nous avons pu décider d'investir nos programmes d'investissement. »
- « Si l'activité économique se maintient pendant le second semestre, les résultats de l'exercice en cours pourraient se présenter en très net accroissement. »

SIMCO

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 23 juin 1976 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 31 300 227 F et permet la distribution d'un dividende de 9,50 F par action contre 8,75 F au titre de l'exercice 1974. Ce dividende sera mis en paiement le 9 juillet 1976 contre remise du coupon n° 11 A pour la somme de 2,25 F (exonérée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques).

Dans son allocution, le président a donné connaissance des activités de la société au cours du premier semestre et notamment indiqué que la majeure partie des locaux commerciaux disponibles en fin d'exercice avait été louée. Il a également indiqué que les recettes locatives afférentes au premier semestre étaient en augmentation de 10 % sur celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

L'activité du premier semestre permet d'espérer une nouvelle augmentation du dividende au titre de l'exercice en cours.

MOTOBÉCANE

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 30 juin, sous la présidence de M. Jean-Claude Robles, pour approuver les comptes de l'exercice 1975.

Des événements importants ont marqué l'exercice écoulé :

- « Le rapprochement avec la Société Renault Motocycle Développement, au capital des trois sociétés constituant le groupe Véto-sol. »
- « La décision d'une prise de participation, avec Renault Motocycle Développement, au capital des trois sociétés constituant le groupe Véto-sol. »
- « Les investissements se sont élevés à 33 millions de F en 1975 contre 21,6 millions de F pour le précédent exercice. »
- « Après amortissements et provisions d'exploitation de 19 828 000 F, les résultats de l'exercice 1975 se soldent par un bénéfice net de 3 584 000 F. Quant au cash-flow il ressort à 23 430 000 F, soit une augmentation de près de 6 %. »

Au niveau des activités à l'étranger, la récession générale de l'exercice écoulé s'est épanchée la plupart des filiales de la société.

Toutefois, en raison de l'efficacité de son réseau et de la qualité de ses produits, Motobécane a pu maintenir sa place de leader mondial du marché du cyclomoteur.

BAIGNOL ET FARJON S.A.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 30 juin 1976 et a adopté la totalité des résolutions présentées.

Le coupon n° 18 donne, lieu au paiement d'un dividende de 3,80 F, dont le règlement sera effectué à dater du 15 juillet 1976, soit au siège social, soit aux guichets des banques agréées.

A la suite de la démission de deux administrateurs, ont été adoptés par l'assemblée, pour les remplacer, MM. Régis Farjon et Jacques Farne.

Le conseil d'administration, qui a entériné ces dispositions la même jour, a appelé M. Raymond Farjon à la présidence de la société en remplacement de M. Raymond Farjon, qui avait sollicité du conseil d'administration de pouvoir accéder à sa retraite.

L'assemblée générale extraordinaire, qui s'est tenue le même jour, a renouvelé au conseil d'administration l'autorisation de pouvoir modifier le capital jusqu'à un montant maximum de 20 millions de francs. Il est précisé qu'il n'est nullement dans l'intention du conseil d'utiliser cette autorisation pour les mois à venir.

L'activité de la société reprendra pour les six premiers mois de l'exercice une expansion d'environ 3,50 % due à un développement satisfaisant sur le marché national.

PARIS - FRANCE

Bénéfice net (exercice 1975) de 3 584 000 F, Dividende 9,50 F (coupon n° 11 F), payable le 5 juillet, coupon 38.

PAPETERIES DE GASCOGNE

L'assemblée s'est tenue le 23 juin 1976 à Mimbres sous la présidence de M. Philippe Blanc.

PRODUCTIONS

Au cours de l'exercice 1975, la production de papier a été de 108 917 tonnes, c'est-à-dire inférieure de 8,40 % à celle de 1974. La sache-rie a été la plus touchée par la crise, réalisant une production de 27 111 tonnes, inférieure de 20,54 % à celle de 1974.

La papeterie s'est ressentie les effets de la crise qu'au printemps 1975 grâce aux relations étroites que la société entretient avec ses principaux clients au sein des groupes GEMBAL-COPEBOSAC. La production de pâte a été adaptée à celle du papier, et le manque de commandes a conduit à arrêter alternativement les machines à papier au cours de l'été jusqu'à la mi-septembre. Ces mesures ont permis de contourner la crise et d'éviter les licenciements.

La récession a été plus forte à l'exportation qu'en France.

RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires hors taxes a été de 325 832 515 F, contre 340 282 028 F en 1974, soit en diminution de 4,24 %.

Le résultat brut d'exploitation s'est élevé à 7 707 315 F, contre 11 889 674 F en 1974. Après 14 941 979 F d'amortissements contre 13 768 881 F en 1974, la perte d'exploitation est de 6 334 664 F. Le conseil a passé toutes les provisions qu'il est autorisé à passer en franchise d'impôt.

Ces mauvais résultats sont dus à la forte baisse des commandes, mais aussi au fait que les prix de vente ont été bloqués pratiquement pendant toute l'année 1975 alors que les prix de revient ne cessent de monter. Malgré tout, ces résultats sont en pourcentage, supérieurs à la moyenne de ceux de la papeterie européenne.

Le président a également souligné l'importance du coût des bois. A la suite de la flambée des prix de 1974 et malgré une légère baisse, les bois français demeurent les plus chers du monde.

Faute de bénéfices et de réserves suffisantes, la société se voit débloquer de dividende cette année.

Le président a donné des indications sur les premiers mois de l'année 1976. Le marché du groupe d'exploitation s'est amélioré depuis le début d'année. Les ventes ont progressé de 10 % par rapport aux cinq premiers mois de 1975. L'activité actuelle correspond à 90 % du potentiel théorique maximum de l'outil de production. La marge brute d'autofinancement de la société s'élève à 3 millions de francs, soit deux tiers de celle de l'année 1975.

SOCIÉTÉ DE PARIS ET DU RHÔNE

Tenue sous la présidence de M. Pierre Clobé, président-directeur général, l'assemblée ordinaire du 23 juin 1976 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1975, qui se soldent par un résultat net comptable de 14 018 413,33 F, compte tenu de la plus-value de 4 628 831,47 F résultant de l'apport du département électro-ménager de Paris-Rhône à la filiale P.A.R. ainsi que du rattachement au compte de pertes et profits de la provision pour investissements pour 1 321 828 F.

Les résultats de l'exercice présentés à l'assemblée ne comportent plus les éléments de l'activité électro-ménagère : ce département ayant fait l'objet d'un apport partiel d'actif avec effet rétroactif au 1er janvier 1975.

L'exercice, dans le secteur automobile, a bénéficié des résultats d'une très grande activité automobile déployée ces derniers mois. De plus, les prix de vente ont retrouvé un niveau plus normal.

En outre, le deuxième semestre a vu se développer une reprise permettant une meilleure utilisation de nos capacités de production, et nous avons pu reprendre à un rythme modéré les créations d'emploi.

Alors qu'annoncé, l'année 1975 n'a supporté qu'un programme d'investissement de renouvellement et de développement des outillages.

Les programmes très importants réalisés par la société de 1972 à 1974 lui ont permis de faire face au redémarrage de l'activité automobile et de se retrouver au-delà des niveaux de production de 1973, malgré une forte réduction de l'horaire hebdomadaire de travail intervenant entre-temps.

En 1976, le président précise que la société poursuit ses efforts de modernisation et d'adaptation des usines, ainsi que le développement de son centre de recherches et de ses réseaux commerciaux en France et à l'étranger.

Après avoir répondu aux diverses questions, le président a évoqué l'évolution du chiffre d'affaires au premier semestre 1976 dans les différentes sociétés du groupe Paris-Rhône atteindra un accroissement de 35 %. P.A.R. constate une progression de 17 % de son département électro-ménager, alors que l'activité ménager-blanc reste stationnaire.

Le président indique également l'excellent développement des sociétés Clobé France et Belgique qui progressent de 28 %, tous chiffres consolidés, alors que la filiale espagnole P.A.S.A. voit son chiffre augmenter de 65 %.

SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS

En 1975, le chiffre d'affaires consolidé du groupe Colas, toutes taxes comprises, s'est élevé à 2 728 millions de francs, contre 2 280 millions de francs en 1974, en augmentation de 20 %. La répartition entre la France, d'une part, l'étranger et DOM-TOM, d'autre part, a évolué de façon marquante, la part hors France passant du quart au tiers du total.

Le bénéfice consolidé du groupe, en importante progression, a atteint 68,83 millions de francs, contre 37,6 millions de francs en 1974 après une dotation aux amortissements de 101,6 millions de francs contre 78,3 millions de francs.

Le bénéfice net de la Société routière Colas s'est élevé à 34,7 millions de francs, ce bénéfice incluant les résultats des filiales Bertolotti, Ducarrot et Cie et Schabert et fils, absorbées à cette date.

La dotation aux amortissements a été de 47,4 millions de francs, et la provision pour participation des salariés aux fruits de l'expansion de 5 millions de francs.

La distribution d'un dividende de 12 F par action (contre 10,50 F en 1974) représentant un revenu global par titre de 19,50 F a été décidée par l'assemblée générale du 24 juin. Le montant total de la distribution s'élève à 9 228 283 F.

Dans son allocution, le président-directeur général, M. Robert Charial, a d'abord souligné que les bénéfices réalisés par le groupe en 1975, après distribution du dividende, augmentent les fonds propres de près de 80 millions de francs : cela permettra à la société, sans remettre en cause son ratio endettement-capitaux propres très favorable, de développer ses investissements pour assurer sa croissance nécessaire mais raisonnée.

Le président a donné un aperçu des perspectives de l'année 1976.

Les cinq premiers mois de l'année en France marquent une progression du chiffre d'affaires (y compris celui des filiales routières) sur les mois correspondants de 1975, de 28 %. Mais la courbe ainsi esquissée pour 1976 ne se maintiendra pas à ce niveau tout au long de l'année car le carnet de commandes est actuellement en un peu moindre progression pour le deuxième semestre. Au total l'objectif fixé au départ de + 13 % pour 1976 a grande chance d'être dépassé.

Le chiffre d'affaires hors de France, réalisé en encaissement, s'inscrit également dans la ligne des objectifs, le plus notable avance se situant en Afrique.

La progression générale devrait porter le chiffre d'affaires du groupe à plus de 3 milliards de francs, toutes taxes comprises, en 1976.

EXERCICE 1975

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE D'ASSURANCES NATIONALES

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 Décembre 1975	
ACTIF	PASSIF
Franchises et subventions et développement en France...	Total des valeurs propres
12 851 531,97	841 896 995,46
Total des valeurs immobilières nettes...	Total des subventions, réserves pour pertes et charges, dettes à long et moyen terme et inter-tranche Groupe...
10 662 265 923,15	274 707 065,30
Part des coassurés et rétrocessionnaires dans les provisions techniques...	Provisions techniques...
239 017 751,22	10 438 208 552,46
Valeurs réalisables à court terme et disponibles...	Dettes à court terme...
12 870 936 326,23	161 213 029,26
	Total
	12 870 936 326,23

CHIFFRE D'AFFAIRES

En chiffres consolidés du groupe GAN, comprenant les primes et les produits des placements, s'élève à

4.988.756.558,98 F

en augmentation de 14,12 % sur l'exercice 1974.

DIVIDENDE

Chaque actionnaire de la Société Centrale du GAN a reçu :

	en 1973	en 1974	en 1975	en 1976
Dividende net	17,64 F	13,53 F	23,00 F	26,00 F
Avant fiscal	8,82 F	9,265 F	11,50 F	13,00 F
Revenu Global	26,46 F	27,795 F	34,50 F	39,00 F

* Action de la Société Centrale du GAN est inscrite à la cote officielle à la rubrique "Assurances" depuis le 30 mars 1976.

SACILOR

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 23 JUIN 1976

Les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblées générales ordinaire et extraordinaire le 23 juin 1976, sous la présidence de M. Louis DHERSE, Président du Conseil de Surveillance.

Dans son allocution à l'assemblée ordinaire, M. Pierre CELIER, Président du Directoire, a donné les précisions suivantes :

- Pour l'ensemble de l'année 1976, le volume des commandes devrait marquer une amélioration de 7 à 8 % sur 1975, mais restera encore nettement en dessous de celui de 1974.
- Les progrès sur 1975 se sont surtout fait sentir sur les tôles minces, en raison de la bonne activité de l'automobile et de l'équipement ménager. Pour les produits longs, le volume des commandes enregistrées n'est plus influencé par le déstockage, mais n'a marqué aucune augmentation réelle de la consommation.
- Les prix ont amorcé une remontée appréciable à l'intérieur de la Communauté. Dans l'ensemble de l'année, ils devraient se situer à un niveau de 10 à 12 % supérieur à celui de 1975.
- Le retour à un taux de marche satisfaisant ne pourra se faire que :
 - par une reprise d'un courant actif à l'exportation,
 - par une reprise des investissements industriels en général.
- L'exercice 1976 ne permettra vraisemblablement pas de faire d'amortissement ni de couvrir la totalité des charges financières. On peut espérer, par contre que l'exercice 1977 connaîtra une situation sensiblement améliorée.

Au cours de la discussion qui a suivi, M. CELIER a rappelé que la situation difficile qu'ont connue les sociétés sidérurgiques en 1975 avait été aggravée par suite de leur endettement très élevé, lui-même consécutif à la politique de prix particulièrement rigoureuse poursuivie pendant de longues années.

En réponse à un actionnaire, M. Jean GANDOIS, Directeur Général, a indiqué que le montant des investissements s'élève, pour les quatre prochaines années, à environ 2 milliards de francs actuels, dont un peu plus de la moitié pour la rénovation de l'aciérie et de la cokerie de SOLLAC. Il a précisé que des efforts seraient faits pour développer la part des produits plats par rapport à celle des produits longs, de manière que leur proportion respective, qui est actuellement de 35 - 65, passe à 50-50 pour les seules installations situées en Lorraine.

Au cours du débat qui s'est ouvert à l'assemblée générale extraordinaire, un actionnaire a critiqué l'apurement de la perte de l'exercice par imputation sur l'écart de réévaluation.

M. CELIER a rappelé les raisons de cette imputation, déjà exposées dans le rapport du Directoire. En particulier, sur le plan fiscal, cette opération a pour effet de dégrader des marges d'amortissement supplémentaires venant compenser la disparition du report déductible.

Au surplus, l'ensemble de l'opération a reçu l'avis favorable de la C.O.B. La procédure d'approbation par une assemblée générale extraordinaire a été retenue par souci de clarté, et pour permettre aux actionnaires d'apprécier pleinement la portée de l'opération.

محسان الأحول

PARIS
1^{er} JUILLET

Le plus grand calme à la Bourse de Paris ce jour du mois de juin de chemise, les intermédiaires expédiés les affaires comme à l'ordinaire, maigres, comme à l'ordinaire.

L'indice Michalez demi-point, les variations tant que très peu d'importance.

Quelques autres ont dénoncé publiquement le rôle du contrôle de l'industrie, S.A.T., Métallurgique de Normandie, Presses de la Cité, Club Méditerranée.

Pour tout dire, le marché somnolent, les cotations s'effondrent, les ventes sont faibles, les premiers départs en vacances commencent à écorcher les rangs autour d'une corbille surchauffée, ce qui ne favorise pas les ventes et les porteurs plâtrés se dégoûtent. Le seul fait notable est précisément que les dégoûtés attendent aussi, les opérateurs de la machine à sous, car tout de même attentifs aux nouvelles en provenance des sociétés, se risquant à ouvrir un œil, et, parfois, leurs carnets d'achats sont aussi un peu plus bonbons (Club Méditerranée, Presses de la Cité, par exemple).

A noter, enfin, les nombreux détachements de coupons : comme le faisait observer un professionnel, en comptant modestement un dividende net de 4 % pour les 150 milliards de capitalisation boursière, cela représente près de 6 milliards de francs de liquidités...

Aux valeurs étrangères, bonne tenue des américaines (ex-coupons) et des hollandaises.

Effrètement des mines d'or, sur les avis de Londres.

Sur le marché du métal, la baisse continue : 19 025 F pour le lingot contre 19 090 F et 216,80 F contre 217,70 F pour le napoléon. Cela n'empêche pas la rente à 1 1/2 % 1973 de frôler à nouveau ses plus hauts cours, bien que l'écart entre le niveau en Bourse et celui de la reprise par le fisc se réduise de plus en plus (5 %).

LONDRES

Léger effritement

VALUES	CLOTURE	COURS
	1/7	2/7
Lean 3 1/2 % ..	26	26
Lean ..	370	375 1/2
Lean Fat Reduced ..	614	687 1/2
Lean ..	436	484
Lean ..	179	180
Lean ..	361	382
Lean ..	133	133
Lean ..	218	211 1/2
Lean ..	18 1/2	18 1/2
Lean ..	217	218
Lean ..	17 1/2	17 5/8

INDICES QUOTIDIENS.

INSEE. Base 100 : 31 déc. 1975.)		
	30 juin 1 ^{er} juil.	
eurs françaises ..	96,4	96,3
eurs étrangères ..	108	108
DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
ice général	73,4	73,2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

VER — La société majoritaire son aide pour 1978. M. Grunewald, président du conseil d'administration, a officiellement annoncé, lors d'un entretien, que la firme continuait d'afficher un bon optimisme que ses conjonctures économiques et politiques du développement d'une forte demande étrangère.

La récession dans la zone est terminée depuis le troisième trimestre de 1978. La preuve : la production industrielle a augmenté en cours d'année et par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Les ventes ont augmenté de 20 % (32 % pour la seule mère seule). Mieux, le bénéfice net a augmenté de 25 % et le chiffre d'affaires de 50 % environ.

A.S.F. — Pour le premier semestre, le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 25 % (contre 15 % en 1977) et le bénéfice net de 20 %.

ONY. — Le bénéfice net consolidé premier semestre (1^{er} novembre - avril) atteint 49.05 millions de lars (+ 53,1 %) pour un chiffre d'affaires accru de 14,4 %.

Taux du marché monétaire
à 1 mois..... 7 5/8 %

NEW-YORK

Recul

Après deux séances de hausse, qui avaient porté derechef l'indice des industries un peu au-dessus de la barre des 1 000, un repli des cours s'est opéré jeudi, ramenant le Dow à 984,84, soit à 7,94 points au-dessous de son niveau de la veille. Une forte activité a continué de régner : 21,13 millions de titres ont

On notera toutefois que, sur ces 886 valeurs traitées, 958 ont monnayé 455 ont été traitées, laissant ainsi 432 valeurs qui ne bénéficient donc souffrent de la prime. On peut donc constater que le Bural chape au bénéfice de titres du second plan.

Cela devient une habitude. Tout est joués ou presque, le marché maintenant se repaît. Cette fois, la hausse semble en incomber aux valeurs de produits chimiques, traitées, comprimées la suite des recommandations de la presse.

Malheureusement, la hausse de la Bourse Morgan Stanley a sa clientèle de passer d'acheter ce type d'actionnaire, après les experts de cette banque.

Les résultats des firmes chimiques pour le second trimestre ne seraient pas aussi bons que prévu et même assez décevants.

Les opérateurs ont appris après la clôture que la masse monétaire avait diminué pour la troisième semaine consécutive. Mais il était un peu tard.

Indices Dow Jones : transport

23,79 (-0,88) ; services public
7,74 (+ 0,19).

	VALUES	COURS	COURS
		5/6	1/7
1.1	58	1/2	58
1.2	56	5/6	56
1.3	48	3/4	48
1.4	133	1/2	133
1.5	100	1/8	100
1.6	100	1/8	100
1.7	100	1/8	100
1.8	57	1/8	57
1.9	57	1/8	57
2.0	23	1/2	23
2.1	23	1/2	23
2.2	27	1/4	27
2.3	34	7/8	34
2.4	58	3/4	58
2.5	47	1/4	47
2.6	28	1/8	28
2.7	57	1/2	57
2.8	54	1/2	54
2.9	57	1/2	57
3.0	54	1/2	54
3.1	57	1/2	57
3.2	54	1/2	54
3.3	57	1/2	57
3.4	54	1/2	54
3.5	57	1/2	57
3.6	54	1/2	54
3.7	57	1/2	57
3.8	54	1/2	54
3.9	57	1/2	57
4.0	54	1/2	54
4.1	57	1/2	57
4.2	54	1/2	54
4.3	57	1/2	57
4.4	54	1/2	54
4.5	57	1/2	57
4.6	54	1/2	54
4.7	57	1/2	57
4.8	54	1/2	54
4.9	57	1/2	57
5.0	54	1/2	54
5.1	57	1/2	57
5.2	54	1/2	54
5.3	57	1/2	57
5.4	54	1/2	54
5.5	57	1/2	57
5.6	54	1/2	54
5.7	57	1/2	57
5.8	54	1/2	54
5.9	57	1/2	57
6.0	54	1/2	54
6.1	57	1/2	57
6.2	54	1/2	54
6.3	57	1/2	57
6.4	54	1/2	54
6.5	57	1/2	57
6.6	54	1/2	54
6.7	57	1/2	57
6.8	54	1/2	54
6.9	57	1/2	57
7.0	54	1/2	54
7.1	57	1/2	57
7.2	54	1/2	54
7.3	57	1/2	57
7.4	54	1/2	54
7.5	57	1/2	57
7.6	54	1/2	54
7.7	57	1/2	57
7.8	54	1/2	54
7.9	57	1/2	57
8.0	54	1/2	54
8.1	57	1/2	57
8.2	54	1/2	54
8.3	57	1/2	57
8.4	54	1/2	54
8.5	57	1/2	57
8.6	54	1/2	54
8.7	57	1/2	57
8.8	54	1/2	54
8.9	57	1/2	57
9.0	54	1/2	54
9.1	57	1/2	57
9.2	54	1/2	54
9.3	57	1/2	57
9.4	54	1/2	54
9.5	57	1/2	57
9.6	54	1/2	54
9.7	57	1/2	57
9.8	54	1/2	54
9.9	57	1/2	57

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1/7	2/7
similar (no years)	297.50	297.20

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

BOURSE DE PARIS — 1^{er} JUILLET — COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	COMPAGNIE	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours								
4.50 % 1973	584 31	585	585 90	586		508	Cle Cie Em.	607	611	610	605	168	Alcatraz	183 60	183 50	183 50	183 50	540	J.B.I.	552	547	545	547	278	Gen. Electric	272	273 00	273 00	273	271	
C.N.E. 3 %	152	154	154 90	154		515	Em. Motor	521	520	520	520	98	Opti-Parc	85	84 60	84 60	83 30	510	Y.B. Electric	789	779	778	778	338	Gen. Motors	325	322	322	322	320	
Avignon Eau	422	423	421	420		67	Em. S.A.	63 30	63	62 30	63	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Air Liquide	351	350	350 90	350 10		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.	184	187	184	184	107	Perche-Franca	104 10	104 90	104 80	103 10	560	Tarbes	68 10	68	68	69	70	14	Harco	21 35	21 35	21 35	21 35	21 35
Alcatraz	254 50	254	254 50	254		353	Em. S.A.																								

COTE DES CHANGES COURS DES BILLETS MARCHÉ LIBRE DE L'OR

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES
3. EUROPE
- U.R.S.S. : la *Pravda* ne fait pas état des divergences apparues à la conférence de Berlin-Est.
- PORTUGAL : l'Alentejo séduit par Orléans.
- 4-5. PROCHE-ORIENT
- Le détournement de l'Airbus d'Air France.
5. AFRIQUE
- La conférence des chefs d'Etat de l'O.U.A.
- 6-8. POLITIQUE
- Les travaux parlementaires.
- M. Mitterrand à l'émission télévisée « L'événement ».
9. RELIGION
9. EDUCATION
- Le S.G.E.N. craint une nouvelle répression dans l'enseignement.
- 10-11. SUPPLEMENT EDUCATION
- L'enseignement secondaire face aux réalités.
12. DEFENSE
12. SCIENCES
- M. Sillard, directeur du C.N.R.S.

**LE MONDE DU TOURISME
ET DES LOISIRS**
PAGES 13 à 18

- L'été de Paris.
- A qui l'honneur d'Orphee ?
- PLAINES DE LA TABLE : les trois « monuments ».
- Météo, météo, météo : Météo, météo, météo.
- Mode, maison, brocante, sport, jeux, philatélie.

- 20-21. ARTS ET SPECTACLES
- AVIGNON : Benedette et les Jacobins.
- FORMES : paysages chimiques.
23. FEUILLETON
- Un train d'or pour la Crimée.
25. SPORTS
- TENNIS : le tournoi de Wimbledon.
26. REGIONS
27. JUSTICE
27. POLICE
- 27-28. LA VIE ECONOMIQUE
ET SOCIALE
- Le rapport annuel de la Cour des comptes.
- SECHERESSE : le gouvernement met en œuvre un dispositif d'actions efficaces, déclare M. Giscard d'Estaing.

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (19)
Annonces classées (24-25) :
Aujourd'hui (19) ; Carnet (23) ;
Journal officiel (19) ; Loto national (19) ; Météorologie (19) ;
Mots croisés (19) ; Bourse (21).

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de **8,50 à 11,60%**

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 800 A/B.P. 31
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques
sous le n° LBM 7
Affiliée à la Société Bancaire de Paris
et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

Au Soudan

Des unités militaires se seraient soulevées contre le régime du général Nemeiry

Londres (A.P.). — Des unités militaires soudanaises ont déclenché, vendredi 2 juillet, une tentative de putsch en vue de renverser le général Nemeiry, a annoncé Radio-Bagdad, captée à Londres.

Citant l'agence irakienne, la radio a déclaré que des troupes militaires ont été entendues aux alentours de Khartoum, et que des unités militaires avaient investi le palais présidentiel, l'aéroport et les Q.G. militaires de la capitale.

Après l'information, qui ne précise pas qui est à l'origine du

coup de force, la situation est confuse à Khartoum.

Le général Nemeiry, qui se trouvait jeudi à Paris, avait quitté la capitale française dans la soirée.

[Le 3 septembre 1975, le lieutenant-colonel Hassan Hussein Osman, ap-

JUGÉE TROP CRITIQUE ET PEU REPRÉSENTATIVE PAR Mme SAUNIER-SEITÉ

LA FNEF NE SERA PLUS SUBVENTIONNÉE

M. Thierry Granger, président de la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF), a protesté, mercredi 30 juin, contre la décision du secrétariat d'Etat aux universités de ne pas accorder cette année de subventions à la FNEF.

Dans une lettre adressée le 2 juin aux parlementaires qui étaient intervenus en faveur de la FNEF, Mme Saunier-Seité exposait les raisons du non-renouvellement de cette subvention : versée depuis la création de la FNEF en 1961, évoquant la représentativité décroissante de l'organisation étudiante aux dernières élections dans les universités et les centres régionaux des œuvres (CROUS). Mme Saunier-Seité a également cité « les attaques portées par cette association contre le secrétaire d'Etat aux universités, la politique du gouvernement et les votes du Parlement », s'étonnant qu'elle puisse ensuite s'adresser « à ce même gouvernement pour obtenir les moyens financiers destinés sans doute à entretenir la poursuite de cette campagne ».

Mme Saunier-Seité mettait également en doute dans cette lettre le « sérieux » et le « sens de la responsabilité » de la FNEF.

La FNEF répliqua au reproche de non-représentativité en indiquant que sa structure est fédé-

rative et que les associations qui la composent ont toujours eu la possibilité de se présenter aux élections universitaires sous un autre sigle que celui de la FNEF : « ce qui rend la comptabilité des résultats quasi impossible (1) ».

Les dirigeants de la FNEF estiment que la véritable raison du non-renouvellement de la subvention est à chercher dans leur déclaration du 13 mars 1976, au début de l'agitation étudiante contre la réforme du second cycle, demandant au président de la République de « bien vouloir décharger Mme le secrétaire d'Etat aux universités de ses attributions ministérielles ». Il s'agit donc pour eux d'un « règlement de comptes ».

« Si nous prenons la défense de Mme le secrétaire d'Etat, nous serions assurés d'être aidés », a expliqué M. Granger.

(1) Selon Mme Saunier-Seité, la FNEF a obtenu 4 élus sur 208 sièges des centres régionaux des œuvres universitaires.

NOUVELLES BRÈVES

● M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, vendredi matin 2 juillet, au palais de l'Élysée, M. Jacques Ferry, vice-président du C.N.F.P., président de la chambre syndicale de la sidérurgie, puis le bureau du Conseil de Paris. Dans l'après-midi, il devait s'entretenir avec une délégation de l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie, avant de recevoir MM. Rawiri et Mayli, respectivement ministre des transports et directeur du cabinet du président du Gabon. Il devait ensuite donner audience à M. Jean Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères.

● M. Jean Chapdelaine, député général du Québec de Paris, va quitter son poste. Il a été nommé président du Conseil de la culture et prendra ses nouvelles fonctions le 1^{er} août à Montréal. Son successeur pour le poste de député sera M. François Chabot, ministre des affaires intergouvernementales du Québec, ancien ministre de l'éducation.

● La saison 1977 du Théâtre des Nations n'aura pas lieu à Avignon comme cela avait été initialement prévu (le Monde du 24 juin). M. Jean Darcante, secrétaire général de l'Association internationale du théâtre, au nom de cinquante-neuf pays membres a envoyé un télégramme de protestation à M. Jacques Chirac.

● Le départ de la huitième étape du Tour de France a été perturbé, vendredi matin, par une manifestation des ouvriers de l'usine Iap de Bescon. Une quarantaine d'entre eux, avec à leur tête M. Charles Piaget, ont tenté d'empêcher le départ des cent vingt et un coureurs en se mettant en travers de la route. Les coureurs ont réussi à se faufiler à travers les manifestants, mais les voitures de la caravane ont été bloquées une dizaine de minutes. Des ouvriers des usines de cycles Peugeot de Beaulieu-Méandure (Doubs) ont distribué des tracts au moment du départ de la huitième étape, demandant notamment que l'argent de la firme soit utilisé pour les travailleurs et non pour le Tour.

● Un ingénieur de l'E.D.F., M. Croitor, a trouvé la mort, le 30 juin, au cours d'une plongée dans un petit sous-marin de la Comex, le *Mouma-III*. L'accident s'est produit par 40 mètres de fond dans la calanque de Sormion, près de Marseille, au cours d'une démonstration d'un véhicule destiné à poser les câbles sous-marins. En plus des deux pilotes, deux visiteurs avaient pris place dans le sous-marin et ont pu être arrivés d'eau, encore inexplicable, s'est produite dans le sous-marin. Un des deux pilotes, plongeur professionnel, est remonté immédiatement tandis que l'autre pilote et l'un des deux visiteurs se réfugiaient dans la bulle d'air restant dans le sous-marin et ont pu être rapidement secourus. Mais le quatrième occupant, M. Croitor, est mort noyé.

● Les animaux domestiques carnivores sont admis en Corse à la condition expresse d'avoir subi la vaccination contre la rage, annonce un arrêté du 14 juin 1976.

Le réaménagement des indemnités de chômage

M. KRASUCKI (C.G.T.) DÉNONCE « LA CAMPAGNE INDÉCENTE » DE M. CEYRAC

M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., a dénoncé dans une déclaration « la campagne indécente » du patronat à propos des déclarations du président du C.N.F.P., M. Ceyrac sur le réaménagement des indemnités de chômage, notamment celle de l'allocation suspensatoire d'attente — A.S.A. 98 % du salaire — (« le Monde » du 2 juillet).

Après avoir rappelé qu'un chômeur sur deux ne reçoit aucune indemnité et que, parmi l'autre moitié, seulement un chômeur sur dix bénéficie de l'indemnité à 98 %, M. Krasucki déclare : « Il y a quelque chose d'absurde dans le raisonnement du C.N.F.P. : le patronat met les gens à la porte et leur dit : « Donnez-moi vos indemnités » alors que le créde des emplois. » Ce n'est tout de même pas avec le prélevement qu'il veut faire sur les indemnités des cent dix mille chômeurs que M. Ceyrac va créer les centaines de milliers d'emplois indispensables.

● Sécurité sociale : « Pas d'ordonnance et pas de déplafonnement des cotisations », a déclaré M. Michel Durafour, ministre du travail, dans une interview à l'hebdomadaire *le Nouvel Economiste*, du 2 juillet. Le ministre, qui a affirmé aussi que « les prestations actuelles ne seront en aucun cas diminuées », a confirmé la réforme, fin 1976, de l'assiette des cotisations à partir d'une formule « modeste, fondée principalement sur les salaires qui intègreront également une part de valeur ajoutée ».

EN CAS DE VICTOIRE DE LA GAUCHE

Le club Échange et Projets n'exclut pas la limitation des pouvoirs du chef de l'État

Le club Échange et Projets, que préside M. Jacques Delors, membre du parti socialiste, a présenté, jeudi 1^{er} juillet, un rapport élaboré par un groupe de travail animé par M. Jean-Denis Bredin, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, et auquel participaient notamment M. Trico, ancien secrétaire général de l'Élysée, et Escher, inspecteur des finances, ancien collaborateur de M. Debré, sur « le devenir des institutions de la 7^e République » en cas de victoire de la gauche aux élections législatives de 1978.

Cette première étude pose surtout des questions, soulève des incertitudes et envisage des hypothèses théoriques. Les auteurs écrivent notamment : « On peut tenir pour acquis que les institutions ne permettent pas à M. Giscard d'Estaing d'installer un gouvernement de gauche pour se passer de lui, mais qu'elle ne permettent pas davantage à M. Mitterrand, installé à Matignon, de se passer de M. Giscard d'Estaing. » Le choix est entre le compromis et le conflit. (...)

« En ce cas, la gauche aurait un intérêt évident à créer un conflit immédiat, à obliger très vite le président de la République à démissionner : pour demander au pays l'élection de M. Mitterrand dans « la foulée » de la victoire législative et aussi pour ne pas laisser M. Giscard d'Estaing tirer un éventuel profit des premiers mécomptes du gouvernement de la gauche, que M. Giscard d'Estaing risquerait tout à la fois de provoquer et d'utiliser. »

● M. Félix Damette, membre du comité central du P.C., chargé des questions régionales, a estimé, jeudi 1^{er} juillet, après les déclarations de M. Giscard d'Estaing, que « le pouvoir mène maintenant, à grand tapage, une politique contractuelle qui vise à encadrer en sous-presse les collectivités locales ». Il a précisé : « La manœuvre se développe en particulier avec les contrats de pays. Il s'agit d'une véritable diversion, qui tend à faire croire que les collectivités peuvent avoir une action efficace sur l'emploi et les équipements, et à leur faire supporter la gestion de la crise et la responsabilité de l'austérité locales. »

**SOLDES de
30 à 70 %
sur moquettes**

S.P.R.T.P. 11, rue Marius-Aufan
92300-LEVALLOIS-TEL. 757-29-18

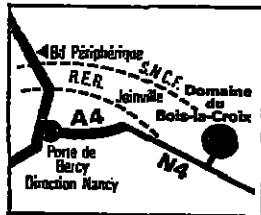
Breguet

DEUX PRESTIGIEUX DOMAINES A L'EST ET AU NORD DE PARIS



Domaine de Bois la Croix

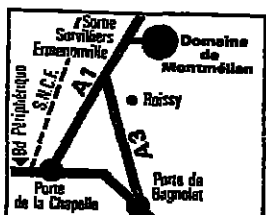
A Pontault-Combault même, au grand calme, sur un terrain d'une beauté exceptionnelle, voici un Domaine proche de la gare (40 trains par jour pour Paris) et des magasins. Il possède son parc privé de 18 ha et ses tennis. Nous y construisons 5 modèles de très élégantes maisons de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, toutes dans de vastes jardins.



A 18 KM DE PARIS
A 12 MN A PIED DE LA GARE

Domaine de Montmélian

Tout près de la célèbre forêt d'Ermenonville, voici le Domaine qui, au Nord de Paris, présente le plus d'atouts majeurs : jardins de 700 à 1.800 m², piscine chauffée, tennis, club-house, écoles, commerces. Nous y construisons 5 modèles de grandes maisons, de 135 à 278 m², 5 à 8 pièces, identiquement luxueuses.



A 25 KM DE PARIS
A 2 KM D'UNE SORTIE DE L'A1

VISITE DES MAISONS-MODELES TOUTS LES JOURS DE 10 A 19 H

ENEZ DÈS CE WEEK-END VISITER 8 MAISONS-MODELES DÉCORÉES PAR A. ORSINI. NOUS VOUS REMETTRONS UNE LUXUEUSE DOCUMENTATION. NOTEZ LES ADRESSES :
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 ST-WITZ (TEL. 471.56.55)
DOMAINE DU BOIS LACROIX 77340 PONTAULT-COMBAULT (TEL. 028.53.56 & 028.64.63).

A B C D E F G

Le numéro du « Monde »
daté 2 juillet 1976 a été tiré
à 529 340 exemplaires.

مكتبة الأمل